U d'/of OTTAWA
39003001469351

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/mariethrse1702vill

Universitas

MARIE-THÉRÈSE.

1717-1780.

MARIE-THÉRÈSE

1717-1780,

PAR

LE COMTE DE VILLERMONT.

TOME SECOND.

JUNIORAT DU SACRE-COEUR

PARIS

DESCLÉE, DE BROUWER ET Cie.

1895.

Université d'Ottawa
BIBLIOTHÈQUES
LIBRARIES
University of Ottawa

Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

DB
91
.V511
1895
v.2

MARIE-THÉRÈSE.

CHAPITRE TREIZIÈME.

SOMMAIRE. — Portrait de Kaunitz. — Il est appelé dans la Conférence. — Rapprochement avec la France. — Kaunitz à Paris. — Chute d'Ulfeld. — Kaunitz grand-chancelier. — Complications avec l'Angleterre. — Négociations avec la France. — Traités de Versailles. — Ces traités devant la Conférence. — Marie-Thérèse et les Pays-Bas. — Opinion de Kaunitz sur la question de la cession des Pays-Bas à la France. — Marie-Thérèse et l'ambassadeur anglais Keith. — Négociations avec la Russie. — Le traître Menzel.

JUSQU'ICI l'esprit de novation, qui domine le règne de Marie-Thérèse, s'est borné à se manifester par des réformes intérieures sages et utiles, sous l'influence de ministres prudents, circonspects, plus enclins aux rapports longs et diffus qu'à la promptitude de l'action. Mais ces conseillers disparaissent successivement ou tombent peu à peu dans le discrédit. La femme, l'impératrice est impatiente de réparer les pertes subies par suite de la guerre, de se créer des ressources pour la revanche. Elle ne se console pas d'avoir dû céder la Silésie et le désir de la recouvrer sera pendant de longues années, le mobile constant de tous ses actes. Elle brûle de combler toutes les lacunes, de remédier à toutes les causes de faiblesse qu'une expérience cruelle lui a fait reconnaître. Elle s'efforce d'augmenter et d'organiser ses ressources pour se mettre en état d'en disposer seule, sans contrôle gênant et fertile en périlleuses pertes de temps. Son travail à l'intérieur de ses États, est immense,

infatigable et bien conduit. Elle sait ce qu'elle veut et le veut à tout prix, mais non sans discernement et habileté. L'œuvre est en bonne voie et le succès l'encourage. Mécontente de ses alliées, les puissances maritimes, dont l'impitoyable égoïsme a constamment cherché à lui imposer de lourds sacrifices afin d'acheter la paix avec la Prusse, elle a gardé contre elles un ressentiment profond. Elle croit que jamais, avec elles, elle ne recouvrera la Silésie, que jamais elle n'aura même les compensations qui pourraient, sinon consoler, du moins adoucir ses regrets. Leur ennemi capital est la France, le sien est la Prusse. Au fond, les puissances maritimes sont sympathiques à la Prusse, elles ne la combattent que comme alliée de la France, à regret et avec mollesse. Ces considérations éveillent en elle l'idée de réformer aussi l'antique politique traditionnelle de l'Autriche à l'extérieur et elle se persuade insensiblement, non sans raison, que la France est l'unique puissance de l'Europe, dont le concours puisse l'aider à réaliser son idée fixe, la revanche Silésienne. Mais elle comprend que pour s'engager dans cette voie nouvelle, semée d'obstacles et de difficultés énormes, elle a besoin de guides nouveaux, identifiés avec ses aspirations les plus intimes, partageant ses idées maîtresses, obstinés à poursuivre le but, capables de l'atteindre, à l'aide de cette volonté de fer que le dicton populaire attribue à tort aux seules femmes. Elle s'adresse à celui de ses hommes d'état qui lui semble réunir toutes ces conditions et a su le mieux deviner et flatter ses vues. Entre elle et Kaunitz il existe, sur certains points essentiels, un abîme de divergences, mais sa passion ne lui permet pas de s'en rendre compte. Kaunitz hait comme elle la Prusse et, plus qu'elle, il aime la France, il partage ses visées nouvelles d'alliances, et dès lors elle voit en lui le seul homme capable de les transformer en fait, et quand la réalité

aura dissipé l'illusion, c'est par une autre idée fixe que l'adroit et méphistophélique ministre dominera et chagrinera le reste de sa vie.

Cette influence sur la mère, Kaunitz la conserva sur le fils, et ce rare phénomène s'explique d'autant plus aisément, qu'au moment où Kaunitz arrivait au pouvoir, Joseph entrait dans l'âge où l'adolescence se laisse le mieux pétrir par des mains habiles et intéressées. Nourri dans la haine de l'Église par le nouveau chancelier, élevé dans une atmosphère surchauffée d'infatuation de lui-même, Joseph ne pouvait manquer d'être sur le trône, et dès le vivant de Marie-Thérèse, le représentant du philosophisme voltairien en Europe.

Wenzel Antoine, comte, puis (1764) prince de Kaunitz-Rittberg, naquit à Vienne le 2 février 1711. Son père, le comte Maximilien-Ulrich de Kaunitz, conseiller intime de l'empereur et plusieurs fois ambassadeur, marié à l'héritière du comté de Rittberg, en eut de nombreux enfants, plus de vingt, dit-on. Wenzel, un des plus jeunes, fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique. Dès le berceau, il eut une prébende de chanoine au chapitre de Munster. La mort successive de plusieurs de ses aînés changea les dispositions paternelles sur sa carrière. Il résigna son canonicat, commença à Vienne les études nécessaires pour entrer au service de l'État et les poursuivit aux universités de Leipzig et de Leyde. Il parcourut ensuite les Pays-Bas, la France, l'Italie. Au retour de ces voyages, il épousa la comtesse Marie-Anne de Starhemberg, qui mourut treize ans après. A cette époque il était déjà conseiller aulique, plus tard il remplit les fonctions de deuxième commissaire impérial à la diète de Ratisbonne. Lorsqu'éclata la guerre de Succession, il reçut la mission de disposer les cours d'Italie en faveur de Marie-Thérèse. Cette mission heureusement accomplie, il fut envoyé à Bruxelles,

près de l'archiduchesse Marianne, sœur de Marie-Thérèse et gouvernante des Pays-Bas. De décembre 1747 jusqu'en février 1748, il représenta l'Autriche à la cour de Londres et fut l'un des plénipotentiaires désignés par Marie-Thérèse pour signer le traité d'Aix-la-Chapelle. Peu après, l'impératrice l'envoya à Paris préparer le terrain à l'alliance franco-impériale. Il y resta depuis 1751 jusqu'en 1753.

Intelligent, instruit, doué de talents éminents, habile dans l'art de plaire et de tromper, il gâtait les heureux dons que la Providence lui avait départis, par une dose monstrueuse d'amour-propre et d'incroyables bizarreries de caractère. Le peu d'éducation religieuse qu'il avait emporté du foyer paternel, s'effaça rapidement au cours de ses pérégrinations ; aussi lorsqu'il arriva à Paris, était-il suffisamment dépourvu des scrupules de la conscience chrétienne, pour entrer de plein pied dans le tourbillon d'idées révolutionnaires, dites philosophiques, qui avait envahi la cour et entraînait la société française aux catastrophes sanglantes de la fin du siècle. Il se francisa avec délices, adopta les mœurs et les idées du jour, se grisa de vanité comme d'égoïsme, et crut faire œuvre de patriotisme, en inoculant plus tard à son nombreux entourage le venin du voltairien.

Kaunitz était grand, vigoureux, élancé. Ses cheveux blonds s'harmonisaient avec son teint d'une blancheur éclatante, ses yeux bleus bien fendus, ordinairement calmes mais pénétrants, lançaient parfois des éclairs. Le front était légèrement bombé, le nez aquilin, le menton saillant, la bouche fine et aristocratique.

Lorsqu'il sentit l'âge altérer la pureté de ses traits, son génie inventif imagina la confection d'une perruque, ruisselante de boucles destinées à dissimuler les rides naissantes. Le poudrage de cette merveille capillaire constituait une

des plus importantes occupations de la journée. Dans une salle spécialement affectée à cet usage, le valet de chambre de l'homme d'État lançait d'abord une quantité de poudre pour que l'air ambiant en fût surchargé, puis immédiatement après, douze laquais, armés de mouchoirs, entraient et se plaçaient sur deux rangs. Ces préludes terminés, Kaunitz, coiffé de la perruque de son invention, entrait et se promenait gravement au milieu de la double rangée, pendant que les mouchoirs agités, selon un certain rythme, par les laquais, activaient la circulation de l'air, afin de permettre à la poudre de se déposer plus également sur les boucles réparatrices des ravages du temps.

La perruque à la Kaunitz fit bientôt fureur à Vienne. Elle partagea la vogue déjà acquise aux équipages, aux livrées, aux manières, à la démarche, aux tics même du premier ministre. A la ville comme à la cour, tout était ou se faisait à la Kaunitz. Les *Mémoires* du temps citent un de ses admirateurs, qui poussa l'art de singer le grand chancelier au point d'y perdre son nom et de n'être plus connu que sous celui de Kaunitzel (petit Kaunitz).

Dès le commencement de sa faveur, Kaunitz avait pris le soin de se soustraire au joug de l'étiquette et des onéreuses prescriptions. Le costume espagnol était de rigueur aux réceptions de la cour, avec les bas rouges, la perruque et l'épée. Il n'accepta que le manteau et se présenta avec des bas blancs et sans épée. Le grand-maître de la maison impériale eut beau l'inviter à suivre les usages traditionnels : il demeura sourd à toutes les admonestations.

Il s'habillait généralement avec goût, parfois même avec magnificence, mais il évita toujours la surcharge des broderies. Entiché des modes parisiennes et des manières françaises, il poussait la manie gallophile jusqu'à n'admettre autour

de lui que des personnes parlant couramment le français,et à écorcher, par affectation, sa langue maternelle. Rien n'avait de valeur à ses yeux que ce qui venait de Paris, habits, meubles, bijoux, linge, vaisselle, etc. Plus d'une fois il fut dupé : il faisait laver son linge à Paris par une blanchisseuse en renom, et lui payait 6000 florins par an. Or, son valet de chambre, garçon avisé et quelque peu besogneux, sut découvrir, au faubourg Weissgerber, à Vienne, une habile blanchisseuse qui, pour 3000 florins,s'acquitta de la besogne avec tant d'adresse, que Kaunitz ne s'aperçut jamais du changement et naturellement le valet de chambre garda pour lui les 3000 florins de différence.

Une autre fois,à l'approche d'une grande cérémonie,Kaunitz s'aperçut que sa perruque à grandes boucles n'était plus à la hauteur des circonstances qui se préparaient, et donna l'ordre au même Frontin d'en commander une nouvelle à Paris. La commission fut oubliée, et quand le valet s'aperçut de sa faute, il n'avait plus le temps de courir à Paris. Il s'adressa alors au meilleur perruquier de Vienne, lequel, stimulé par l'amour-propre et l'espoir d'un coup de fortune, créa un chef-d'œuvre. Le jour de *gala* arrivé, Kaunitz voulut essayer la nouvelle perruque, prétenduement parisienne. Il en fut tellement charmé qu'il laissa échapper quelques interjections admiratives. Sur quoi, le valet de chambre, jusque-là anxieux et agité, ne put retenir une explosion de joie et s'écria: « Vous le voyez bien, Altesse, qu'à Vienne on fait aussi bien qu'à Paris ! » A ces imprudentes paroles, Kaunitz se dresse de toute sa hauteur : « Comment, dit-il, cette perruque est faite à Vienne ? » et arrachant la merveille viennoise de sa tête, il la jeta dans un coin de la chambre.

Malgré ses prétentions à l'élégance, Kaunitz manquait de grâce dans sa tournure. Ses manières étaient raides et com-

passées; toutefois elles avaient quelque chose de particulier qui attirait l'attention.

Dans ses dernières années, il s'habilla de noir de la tête aux pieds, sans porter d'autres bijoux que les insignes de la Toison d'Or et, parfois, le grand cordon de l'Ordre de Saint-Étienne, avec la plaque en diamants, don de l'impératrice. Néanmoins sa toilette ne cessa jamais de constituer l'objet capital de ses préoccupations. Le jour de la mort de l'impératrice, bien qu'il connût l'état désespéré de cette princesse, il n'omit pas un seul détail de ses soins ordinaires de toilette et les accomplit tous avec un calme absolu.

Jamais on ne le vit rire. Il est douteux, à en juger par le trait qui précède, qu'on l'ait jamais vu pleurer. Le cerveau, chez ce type d'égoïsme, avait atrophié le cœur.

Il avait une manière à lui de saluer, en pliant légèrement les genoux, ajoutant pour ses amis un sourire paternel du regard, un geste protecteur pour les autres. Il parlait lentement, avec circonspection, en regardant devant lui dans le vague, comme l'empereur Charles-Quint. Il était profondément convaincu qu'il entrait dans son rôle, d'observer un sang-froid de glace et une impassibilité absolue et de ne jamais laisser pénétrer ses impressions.

Il se levait à 9 heures. Entre 11 heures et midi, il commençait, sans sortir du lit, car son cabinet et sa chambre à coucher étaient une seule et même pièce, à travailler avec ses secrétaires, se faisait lire la correspondance et dictait ses réponses, car il lisait ou écrivait lui-même très rarement.

Son régime alimentaire était simple et sévère. Il prenait le matin une tasse de café, composée d'une quantité déterminée et toujours la même de fèves broyées et de sucre. A une heure, une tasse de chocolat non moins strictement pesée. Après son avènement au ministère, il dîna à 5 heures, puis de

plus en plus tard et finalement à 7 heures. Il mangeait régulièrement du poulet au riz et grignotait le reste de la soirée des biscuits ou des pâtisseries fines et du dessert.

Cette sobriété personnelle ne l'empêchait pas de faire servir tous les jours une table de dix-huit couverts, qui n'étaient cependant pas toujours occupés, car il ne lançait ses invitations que le matin même et assez tard. Sa maison était tenue sur un grand pied, sa chère exquise. Seulement, par une de ces bizarreries si fréquentes chez lui, il n'aimait pas que ses convives touchassent à certains plats de dessert qu'il se réservait, et l'Anglais Henry Swinburn, s'étant permis d'enfreindre la prescription, eut à subir, pendant plusieurs jours, la mauvaise humeur de son amphytrion.

Les honneurs de sa table et de ses salons furent faits pendant plusieurs années par sa sœur, la comtesse de Questenberg. Cette dame étant morte en 1778, Kaunitz la remplaça par la comtesse Clary-Aldringen, veuve du grand veneur de Bohême et que l'on appelait, dans l'entourage du chancelier, la petite veuve. Swinburn,qui parle d'elle avec éloges, raconte que, comme la plupart des femmes de la haute aristocratie viennoise, elle parlait parfaitement l'anglais.

Dans la soirée de nombreux visiteurs venaient se joindre aux convives de Kaunitz. Ce dernier ne s'occupait ni des uns ni des autres, les laissait causer ou organiser des tables de jeu, et, tout en mordillant ses petits fours, allait jouer au billard, où il se vantait d'être de première force. A onze heures, il se retirait, même lorsque l'empereur ou les archiducs étaient chez lui.

Était-il invité à dîner au dehors, l'amphytrion, si haut qu'il fût placé,devait,comme en Chine,permettre que le cuisinier du chancelier vînt préparer les plats usuels de son maître, apportant le vin et l'eau qui lui étaient habituels. A la moindre résis-

tance, le grand homme refusait l'invitation de peur de gâter son estomac.

Parmi ces manies, il en est une dont le sans-gêne, dépassant toute mesure, peint au vif et l'homme et la société à laquelle il l'imposait insolemment. Son repas terminé, soit chez lui soit chez autrui, il tirait de sa poche son *purificatoire de la bouche*, et, avec un aplomb superbe, procédait devant tout le monde, pendant un quart d'heure, à l'opération qu'accompagnaient des bruits étranges. L'appareil se composait d'une foule de menus outils *ad hoc* et de deux ou trois petits miroirs,à l'aide desquels il inspectait ses dents dans tous les sens. Il contenait en outre quelques serviettes minuscules. Kaunitz, assis à la table du baron de Breteuil, ambassadeur de France, se disposait à faire son petit manège ordinaire,lorsque le baron se leva brusquement et dit à ses convives: «Messieurs, levons-nous, le prince désire être seul.» Kaunitz feignit de n'avoir rien entendu, mais la leçon ne fut pas perdue, car, à dater de ce jour, le chancelier ne dîna plus dehors.

Il sortait rarement le soir, il préférait le spectacle aux fêtes mondaines. Le comte Durazzo, directeur du théâtre français, comptait parmi ses hôtes les mieux accueillis. L'Anglais Nathaniel Mawnell le vit, dans une maison particulière, prendre grand plaisir aux ombres chinoises. Il avait le goût de la musique et savait l'apprécier.

Le jeu de billard et l'équitation étaient les seuls exercices qu'il se permît. L'après-midi avant le dîner, il montait trois chevaux, chacun pendant un certain nombre de minutes. L'hiver, la piste était éclairée au moyen de lampes. L'écurie renfermait des chevaux de toute race, espagnols, anglais, arabes, polonais, transylvaniens, mecklembourgeois, etc., et parmi les prétentions dont se nourrissait son insondable vanité, celle d'être le cavalier le plus accompli de l'Autriche, tenait le premier rang.

En 1763, dans un dîner auquel assistait le prince Adolphe de Nassau, alors maréchal de camp au service de la France, ce dernier vint à chanter merveille d'un certain cheval qu'il avait laissé à Varsovie. Kaunitz, piqué de curiosité, voulut voir sans retard l'incomparable coursier et, à sa prière, le prince envoya à Varsovie, l'ordre de l'expédier immédiatement à Vienne, dans un véhicule *ad hoc*, mené en poste. Le cheval arrivé, Kaunitz le laissa à peine reposer et voulut le monter. Le hasard amena précisément à Mariahilf un voyageur francfortois, qui décrit, comme suit, la scène dont il fut le témoin oculaire : « Nous vîmes, écrit-il, le prince de Kaunitz monter à « cheval. Il est âgé de soixante et quelques années, ce qui « ne l'empêche pas de cavalcader dans son manège et de se « donner les airs les plus comiques. Il se démène sur sa selle « comme un possédé. Quand il veut tourner à droite ou à « gauche, il tire la bride à pleins bras et, quand il veut chan- « ger de pas, il se renverse tout à fait en arrière. Cependant « il nous disait,avec cet accent de l'homme qui a le sentiment « intime de sa supériorité : Voilà comment il faut faire ; on « ne doit jamais laisser voir comment le cheval est gouverné, « le spectateur doit supposer que la bête est mue par un « ressort invisible. »

A un Russe,que le prince de Ligne lui présentait, il tint ce propos : « Je vous engage, Monsieur, à acheter mon portrait, « car vos compatriotes seront certainement charmés de pou- « voir contempler l'image d'un des plus célèbres cavaliers de « ce siècle,de l'homme du monde qui monte le mieux et gou- « verne de même, depuis quinze ans et plus, la monarchie « autrichienne, avec la réputation du meilleur des ministres. »

Le culte qu'il professait pour sa propre personne touchait au fétichisme. Swinburn, parlant du chancelier, s'exprime en ces termes: «C'est le plus grand tyran et pacha que j'aie jamais

« vu. Il s'admirait lui-même au point de dire : Le ciel met « cent ans à former un grand génie capable de restaurer une « monarchie, puis il se repose cent autres années. Cela me « fait trembler pour l'Autriche après ma mort. » Lorsqu'il voulait louer dignement un acte méritoire, il s'écriait : « Je n'aurais pas pu faire mieux moi-même ! » Il faut lui rendre, en effet, cette justice, qu'il a travaillé merveilleusement à la dissolution morale de la puissance autrichienne.

Il portait partout cette constante admiration de sa personnalité et se croyait connaisseur incomparable en toutes choses. A table sa conversation roulait d'ordinaire sur les chevaux, les équipages, les objets mécaniques, l'architecture. Il causait volontiers histoire, mais jamais politique et aimait qu'autour de lui, régnât une certaine animation parmi ses convives. Mécontent un jour du silence qui avait sévi pendant le dîner, il cria brusquement à la comtesse Clary : « Quelle collection d'imbéciles m'avez-vous donc invitée ? »

Il se laissait parfois entraîner à des grossièretés de langage dépassant toutes limites. C'est ainsi que pour éloigner les dames parfumées d'essences dont l'odeur lui était désagréable, il leur disait brutalement : « Mesdames, allez-vous-en, vous puez terriblement ! »

Son intégrité a été fort vantée ; l'anecdote suivante montre qu'en ce temps-là, on n'était pas bien exigeant à cet égard.

C'était sous le règne de Joseph II. La corruption était alors chose banale dans tous les cercles où se traitaient les affaires importantes et surtout les fournitures au gouvernement. La Conférence eut un jour à discuter un marché de l'espèce, proposé par le juif Salomon Oppenheimer. Cet hébraïsant avait eu l'art de se faire appuyer par tous les ministres, sauf Kaunitz, qui, peu favorable en général à la race d'Israël, se défiait particulièrement d'Oppenheimer.

Joseph II lui-même, estimant les offres de ce dernier plus avantageuses que celles de ses concurrents, s'était prononcé en sa faveur. Toutefois aucune décision n'avait été prise.

Oppenheimer, mis au courant de ce qui se passait au sein de la Conférence, comprit que, pour réussir, il devait nécessairement trouver moyen de voir le chancelier et de le convaincre des avantages que ses propositions présentaient à l'État. En conséquence, un beau matin, il se présenta à Mariahilf et offrit au valet de chambre 200 ducats, pour obtenir l'occasion de dire au prince, un mot, un seul petit mot. Le Frontin, qui connaissait son maître, secoua la tête et parut peu disposé à se compromettre. Mais enfin, alléché par les promesses du solliciteur, il s'engagea simplement à faire son possible. Il entra chez le chancelier, lui conta point par point la venue et les offres d'Oppenheimer. Kaunitz s'était éveillé de bonne humeur. Piqué par la curiosité, charmé de trouver l'occasion de berner un fils de Sem, il accorda l'audience, sous la condition formelle qu'Oppenheimer ne prononcerait qu'un seul et unique mot.

Oppenheimer, introduit dans le parc de Mariahilf, est conduit devant le prince. Il s'incline profondément, sans ouvrir la bouche. Kaunitz commence par lui décocher quelques mots mordants, ajoute qu'il est au courant de l'affaire dont le Juif vient l'entretenir et déclare qu'il lui donnera satisfaction si la requête est résumée en un seul mot : « Vous savez assurément, dit-il en terminant, que je suis décidé à combattre vos propositions dans la Conférence. Ceci posé, veuillez m'indiquer ce que je puis faire pour vous. »

Oppenheimer, qui a écouté jusque-là le puissant ministre avec un embarras marqué, se rassérène à cette conclusion. Il salue profondément, puis se relevant, il regarde fixément le chancelier et articule lentement le mot : *Schweigen* (se taire).

Kaunitz, surpris et battu, se détourne. L'audience est terminée. Oppenheimer se retire, escorté du valet de chambre, qui, ayant gagné ses 200 ducats, est enchanté de son coup d'audace.

Le jour vient où les propositions de l'adroit Juif sont remises sur le tapis de la Conférence. La discussion recommence, le chancelier, lié par sa parole,se tait au grand étonnement de ses collègues et de l'empereur. Au vote final,les propositions d'Oppenheimer sont adoptées à l'unanimité des voix, moins celle de Kaunitz qui a continué de garder le silence jusqu'au bout.

Interrogé, après la séance, par Joseph II, qui veut savoir pour quelle raison il s'est obstiné dans son mutisme, le chancelier répond : « Majesté, si Oppenheimer a donné 200 ducats « à mon valet de chambre pour pouvoir me demander de me « taire, jugez ce que ces messieurs qui viennent de parler ont « dû recevoir. »

L'anecdote, comme on le voit, prouve uniquement que Kaunitz avait assez pauvre idée de l'intégrité de ses collègues de la Conférence et pratiquait une étrange tolérance dans son entourage. Elle explique en outre la coupable facilité avec laquelle il ferma les yeux sur les déprédations scandaleuses commises par les plus hauts fonctionnaires du gouvernement, à Bruxelles et ailleurs, lors de la suppression de la Compagnie de JÉSUS.

Des témoignages plus sérieux se sont produits en sa faveur. Sa fortune personnelle ne lui donnait pas plus de 40,000 florins de revenu et, avec ses appointements, au témoignage de Furst, il arrivait à 78,000 florins par an. Mais autant il se glorifiait de veiller de près aux intérêts financiers de l'État, autant il négligeait les siens. Il dépensait sans compter, et bien que Marie-Thérèse vînt plusieurs fois largement à son aide, il vécut toujours endetté.

Il admirait beaucoup Frédéric II, type, à ses yeux, du souverain absolu et du philosophe à large morale. Toutefois il ne lui pardonna pas d'avoir empêché l'Autriche de s'annexer quelques parties de la Bavière. « Les braves gens, dit-il à l'ambassadeur d'Angleterre, ne savent pas les débordements sauvages et presqu'insensés de ce monarque, qui se laisse constamment dominer par les suggestions de sa cupide ambition. Si je devais découvrir les motifs de sa conduite envers l'Angleterre, je ne les chercherais ni dans la sagacité de ses vues, ni dans les conseils d'une sage politique. Ces motifs, en effet, se puisent dans le caractère personnel de ce prince, dans son isolement hargneux, dans sa misanthropie, dans son mépris constant de tout devoir moral, l'affaiblissement de sa santé et l'aigreur de ses implacables inimitiés. » Dans la suite cependant, Kaunitz se calma et revint à ses premières admirations.

Il dédaignait la popularité. Elle courut à lui. A la cour et dans toute la monarchie il était « le prince » tout court. Au palais impérial, cette dénomination était réduite à un simple pronom : *Il*. Dès que sa voiture apparaissait, l'impératrice était prévenue qu'*Il* arrivait et Marie-Thérèse, qui aimait autant le grand air que Kaunitz le redoutait, faisait immédiatement fermer les fenêtres de son appartement.

Grâce à son régime et à sa sécheresse de cœur, Kaunitz vécut 84 ans, sans avoir été sérieusement malade, en dépit de ses continuelles lamentations sur la faiblesse de sa santé. Quand il était indisposé, il se traitait avec des électuaires qu'il avait rapportés de Paris et qu'il faisait renouveler à chaque courrier. Le soin de sa santé était sa préoccupation capitale. Nul être humain n'a plus redouté la mort. Le mot seul le bouleversait et il était interdit, non pas seulement de le prononcer en sa présence, mais d'y faire même la plus

légère allusion. Son entourage avait défense expresse de parler de maladie quelconque, surtout de petite vérole, ainsi que de rappeler la date de sa naissance.

Fallait-il lui annoncer le décès d'un personnage d'importance force était d'employer des circonlocutions adoucissantes. Lorsque mourut le référendaire d'État, Binder, baron de Kriegelstein, son confident, ami et collaborateur de cinquante ans, le secrétaire Raids,lui annonça l'événement par cette phrase :« Il n'est plus possible de voir le baron Binder!» A ces mots le prince parut interdit; puis il s'écria : «Est-il mort ? Bah ! il était assez vieux pour cela ! » Or Binder n'avait que trois ans de plus que lui. Un autre de ses secrétaires lui apprit la mort de Frédéric II, en racontant, du ton le plus naturel, que le courrier dépêché de Berlin à l'ambassadeur de Prusse, avait annoncé l'avènement au trône de Frédéric-Guillaume II. Là-dessus, Kaunitz reste longtemps immobile et raide dans son fauteuil, sans paraître avoir entendu ce qui venait d'être dit. Enfin il se leva, fit un tour dans la chambre, se rassit et, levant les bras en l'air, dit : « Ah ! quand donc un pareil roi viendra-t-il encore honorer le diadème ? » Lors de la mort de Joseph II, le valet de chambre de Kaunitz tendit à son maître un papier destiné à être soumis à la signature impériale en disant : « Sa Majesté ne signera plus jamais ! » Personne n'osa lui annoncer la mort de sa sœur, la comtesse de Questenberg. Il ne l'apprit qu'en voyant toute sa famille en deuil. Il avait l'habitude d'envoyer chaque jour quelques plats délicats de sa table à une vieille tante et cousine. On n'osa pas l'informer que cette dame avait passé de vie à trépas; il continua, pendant quatre ans après qu'elle fut morte, l'envoi habituel.

A côté de ce singulier amas de ridicules,de bizarreries et de manies, greffé sur une prodigieuse racine de vanité, ses contemporains se sont plu à vanter dans cet homme d'État une

rare intelligence, un jugement sûr, une faculté de travail très remarquable et un esprit de suite très net et très arrêté, allié à une habileté d'autant plus dangereuse qu'elle était sans scrupule et aussi patiente que perspicace.

Frédéric II, qui raillait volontiers ses défauts, disait de lui : « Autant il est superficiel et frivole, autant il est profond en « affaires. » Laborieux, infatigable lorsqu'il s'agissait des intérêts dont il avait la charge, il ne les sacrifiait jamais à ses penchants d'épicurien raffiné.

Pendant son ambassade à Paris, il vécut en dehors du grand monde. Marmontel lui en ayant témoigné son étonnement, Kaunitz lui répondit : « Je suis ici pour deux choses, « d'abord pour les affaires de l'impératrice et je les mène bien, « puis pour mon plaisir et ce point ne regarde que moi. La « représentation m'imposerait beaucoup de contrainte. Je me « contente d'être en bonnes relations avec les deux seules « personnes dont j'ai besoin. »

Il agit de même à Vienne. Il fuyait les fêtes et ne rendait jamais des visites de politesse. Son prédécesseur, Ulfeld, donnait deux jours d'audience par semaine à la diplomatie, Kaunitz en supprima un. Fürst, à qui nous empruntons ce détail, ajoute: « Il est certain que le comte de Kaunitz a plus « d'esprit, plus de finesse de conduite et de connaissance que « son prédécesseur. Seulement les envoyés étrangers avaient la « besogne plus facile avec ce dernier. C'était le secrétaire « d'État, Bartenstein, qui traitait les affaires et l'on arrivait « aisément à en découvrir les secrets par des voies variées. « Quant au comte de Kaunitz, non seulement il est inaccessible à la corruption, mais il est aussi beaucoup trop « circonspect pour se trahir et on ne peut guère approcher « les subalternes. »

Un diplomate anglais, sir Charles Hanbury Williams, qui

se trouva à Vienne lors de l'élévation de Kaunitz au poste de grand-chancelier, trace son portrait en ces termes :

« Kaunitz est, sans aucun doute, la personnalité qui jouit « à Vienne, du plus de considération et de confiance. Il jouit « au même degré de la faveur de l'empereur et de celle de « l'impératrice. Je puis, en vérité, affirmer que tout le bien « qu'on dit de lui est vrai, le mal faux. Non seulement il « est doué de dons naturels de premier ordre, mais encore il « a su les cultiver au plus haut degré. Il a beaucoup et bien « appris dans sa jeunesse. Depuis dix ans il a été constam- « ment employé aux affaires les plus diverses. Il parle bien « et avec une grande précision de termes, si bien même, que « je le soupçonne d'aimer à s'entendre parler. Ses phrases « ont quelque chose d'étudié et de recherché, mais le gouffre « d'affaires dans lequel on l'a plongé le guérira bientôt de ce « défaut. Chacun sait qu'il est honnête homme, et qu'il a à « cœur les intérêts de sa souveraine. Il veut donner à la mai- « son d'Autriche le rôle auquel elle a droit, et manifeste, en « toute occasion, les ruses et les inventions qui peuvent mener « à ce but. »

Sir Charles Hanbury ajoute ici une observation dont la justesse est frappante :

« Kaunitz, dit-il, possède encore un avantage, qui le met « hors de pair. C'est que l'impératrice a une confiance absolue « dans ses talents. Elle voit en lui un homme mûri aux af- « faires sous ses yeux et sous sa direction. Elle est convaincue « que c'est elle qui l'a formé et, par conséquent, ne ressent ni « jalousie contre cette œuvre de ses mains, ni soupçon contre « sa créature. Kaunitz dit à qui veut l'entendre qu'il sert uni- « quement par principe et par dévouement, nullement par « cupidité et par ambition, que, pour le moment présent, il est « au mieux dans l'esprit des deux Majestés et que, tant que

« cela durera, il les servira avec zèle et fidélité, mais que, à la « première apparence de diminution de leur confiance ou de « leur faveur, il donnera sa démission et se retirera à Ritt- « berg. »

A la vérité, Kaunitz avait eu l'adresse de tromper complètement le diplomate anglais sur ses vues politiques. C'est ce qui ressort d'un autre passage de la lettre de Sir Charles Williams : «Kaunitz, dit-il plus loin, est persuadé aujourd'hui, « bien qu'il eût pensé tout autrement lorsqu'il vint à Paris, que « la maison d'Autriche ne peut compter ni sur l'amitié, ni sur « le concours de la France, qu'une saine politique doit déter- « miner l'impératrice à être constamment sur ses gardes contre « les visées ambitieuses de cette couronne, et que, par consé- « quent, elle est obligée de considérer comme une nécessité im- « périeuse de resserrer de plus en plus les liens qui l'attachent « à ses amis et alliés. »

Nos institutions modernes ont pour pivot et axiome que la langue a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée. On voit que Kaunitz les avait devancées.

Le fait seul d'avoir su, pendant quarante ans, se rendre indispensable à l'Autriche et se maintenir dans la plus haute faveur auprès de ses souverains, malgré ses défauts et ses ridicules, prouve incontestablement les talents de Kaunitz et plaide à suffisance pour ses qualités. Les circonstances vinrent à son aide. Peu de ministres ont été plus souples, plus adroits et plus habiles courtisans. S'il eut l'art, ainsi que l'observe sir Charles Hanbury, de s'insinuer dans les bonnes grâces de Marie-Thérèse, en se donnant comme son élève, il eut la bonne fortune de rencontrer, dans Joseph II, une précocité d'amour-propre d'autant moins accessible à la réflexion, qu'elle était greffée sur une rare sécheresse de cœur et sur une instruction des plus superficielles. L'expérience consommée

de l'homme d'État exploita aussi habilement les qualités de la mère que l'infatuation et les étonnantes ignorances du fils. La circonspection fut sa vertu principale et les vivacités mêmes qu'il se permit vis-à-vis de l'impératrice eurent toujours un fond de calcul. Persévérant dans ses idées, il savait attendre, reculer à l'occasion, pour revenir, en temps opportun, à la charge, planter ses jalons, se résigner aux circuits imposés par la nécessité, et arriver à son but par tous les chemins. Nul scrupule ne le gênait et la patience, chez lui, était moins une vertu qu'un art poussé très loin. Les rapports, notes et mémoires qu'il avait l'habitude de soumettre sur les affaires d'État à Marie-Thérèse et à Joseph II, dépassent en général toute mesure de prolixité. A la vérité c'était un vieil us de la chancellerie impériale. Il le conserva précieusement. Il n'ignorait pas que Marie-Thérèse tenait à lire tout ce que les ministres lui soumettaient ; mais il n'ignorait pas davantage que les journées ne sont pas plus longues pour les princes que pour le *vulgum pecus* de l'humanité, et qu'elles sont striées pour eux d'une foule de distractions. Cette même habileté lui fut surtout utile vis-à-vis de l'impératrice.

Sa sagacité le porta à abandonner toute idée de restauration du vieil Empire allemand, écroulé sous l'action délétère du temps et des orages, comme les antiques châteaux du moyen âge. Il seconda résolûment Marie-Thérèse dans la tâche difficile de réforme et de reconstruction entreprise par cette princesse, en appliquant, avec une logique inflexible, à ce travail, les idées césariennes centralisatrices chères à sa souveraine. Son tort, on pourrait dire, son crime, fut de sacrifier à ses préventions anti-chrétiennes et tyranniquement autoritaires les vieilles assises religieuses de la monarchie autrichienne, déjà altérées sans doute, mais encore solides et vivaces sous la poussière accumulée des passions humaines.

Il ne s'aperçut pas qu'il condamnait d'avance à la ruine le nouvel édifice qu'il s'efforçait de constituer avec l'aide de Haugwitz, de Chotek et d'autres ministres éminents.

Sa meilleure œuvre fut la réorganisation des finances autrichiennes. Il y introduisit l'ordre, paya les dettes de l'État et releva son crédit. Plus d'une fois de puissants financiers, tels que le célèbre industriel, Jean, comte de Pries et du St-Empire, avancèrent, sur la simple parole de Kaunitz, des sommes considérables, tant ils savaient pouvoir compter en toute sécurité, sur l'exécution ponctuelle des promesses de remboursement.

On lui a fait l'honneur, de son vivant, de lui donner le titre de « cocher d'État de l'Europe ». Il peut le mériter jusqu'à un certain point, s'il ne s'agit que de préconiser l'influence qu'il exerça sur les cours européennes. Mais le partage de la Pologne, dont sa politique cauteleuse et déloyale entacha les dernières années de Marie-Thérèse, les malheurs qui assombrirent le règne de Joseph II, comme ceux qui troublèrent les règnes suivants, sont loin de justifier les éloges hyperboliques décernés à Kaunitz par les historiens de l'école voltairienne. Lui-même résumait sa politique en deux aphorismes, en deux plats et vulgaires aphorismes : 1° Ne jamais faire soi-même ce qu'on peut faire faire par d'autres, 2° En politique, il n'y a rien d'impossible, car un homme adroit peut venir à bout de tout.

Qu'il ait été adroit, nul ne peut le nier. Ce mérite semblerait cependant absolument insuffisant à la glorification d'un homme d'État, si l'on ne savait que l'école libérale se contente de moins encore pour les grands hommes. Il suffit de haïr l'Église, et Kaunitz remplissait cette condition.

Bien qu'il eût été destiné, comme on le sait, à l'état ecclésiastique dans sa jeunesse, il était dépourvu de toute instruction

religieuse et il donna de bonne heure dans le philosophisme mêlé de sensiblerie épicurienne, qui envahissait la société française. En s'assimilant les haines de Voltaire contre l'Église, il lui avait emprunté aussi ses habitudes d'hypocrisie. Pour plaire à l'impératrice, il se faisait dire, tous les dimanches, dans son hôtel, une messe dont il fixait la durée à dix minutes. En outre il faisait régulièrement ses pâques, le Jeudi-Saint, avec l'impératrice et toute la cour. En 1774, toutefois, il lui arriva de ne pouvoir se rendre à l'église, mais il crut indispensable d'écrire à l'impératrice que ses rhumatismes ne lui permettaient pas de se lever. A sa lettre, il joignit son billet de confession. Il y a lieu de croire que Marie-Thérèse eut des doutes, soit sur la réalité du mal, soit sur l'origine du billet de confession, car elle lui répondit froidement : « J'espère « que le prince remplira ses devoirs envers Dieu, avec le « même zèle que pour sa souveraine. J'avoue que j'aurais « désiré, pour ma consolation et pour l'édification du public, « que pas une personne de la cour — notamment le prince — « ne manquât à la communion pascale. Du reste je compte « bien voir l'année prochaine, si je vis encore, le prince s'age- « nouiller près de moi à la sainte Table. »

Il semble, au premier abord, que Marie-Thérèse dût connaître assez son chancelier pour ne pas exiger de lui un acte de pure hypocrisie, mais élevée elle-même dans les idées du plus étroit césarisme alliées avec les pratiques de dévotion les plus minutieuses, elle manquait des lumières nécessaires pour s'apercevoir de son propre illogisme. Un trait suffira pour montrer à quel degré elle était aveuglée par les lacunes de son instruction religieuse. Il s'agissait d'un démembrement de l'évêché de Gran. Le siège épiscopal était vacant et le chapitre, consulté, avait repoussé le projet, au nom de l'archevêque. En marge du rapport de Kaunitz sur cette

affaire, l'impératrice écrivit la note suivante : « Le chapitre « peut protester tant qu'il voudra, mais pas l'archevêque, car « l'archevêque c'est moi ! »

Le mot dut paraître tout naturel à Kaunitz, dont les préjugés épais en matière d'histoire de l'Église lui faisaient voir dans la personne de l'empereur, le maître suprême de la catholicité et des papes. Les archives impériales de Vienne nous livrent un curieux monument de cette étrange aberration, renouvelée, sinon des Romains, du moins des Grecs. C'est un mémoire présenté par lui à l'impératrice à l'occasion de certaines réformes religieuses qu'il aurait désiré imposer à Clément XIII. Par sa forme cassante et acerbe autant que par la haine qu'il respire, ce document éclaire d'une triste lumière le concert d'idées qui prévalait à la cour de Vienne et influençait les actes du gouvernement.

« Depuis, dit Kaunitz, que les papes ont commencé à se « soustraire à la dépendance des empereurs, sous laquelle ils « avaient vécu, sans hésiter, pendant les sept premiers siècles « de la chrétienté, et à s'arroger de l'autorité sur toutes « sortes d'objets étrangers à leur ministère spirituel, il s'est « introduit successivement tant d'abus ruineux à la société « dans les États chrétiens, que les inconvénients qui en ont « résulté, étant devenus intolérables, les princes ont été obli- « gés à la fin, non seulement de s'opposer à des attentats ul- « térieurs, mais même de revendiquer leurs droits et de tâcher « de remettre le clergé dans les justes bornes de son minis- « tère. Dès que les princes l'entreprirent, la guerre s'alluma « entre le sacerdoce et l'empire. Le clergé voulut soutenir ses « usurpations, les princes user des droits inséparables du « pouvoir suprême, et il résulta de ce conflit des dissensions « ouvertes, des guerres sanglantes, des scandales, des schis- « mes, enfin les plus grands malheurs pour la société et la

« religion même. Depuis lors, les princes éprouvent à chaque « pas des difficultés sans nombre de la part du sacerdoce, ac- « coutumé à voir plier aveuglément sous son joug tous les « souverains de la chrétienté, pendant plusieurs siècles d'igno- « rance, de faiblesse et de superstition. »

Suivent, sous forme de questions, une série de propositions destinées à livrer l'Église à la main-mise de l'État. Nous en citerons quelques-unes :

« Veut-on, dit encore Kaunitz, leur (au pape et au clergé) « reprendre la part et l'influence qu'ils ont usurpée ou su se « procurer dans des temps de faiblesse et d'ignorance, sur « des objets de police ou autres purement civils..... comme « en mettant de justes bornes à l'influence qu'ils ont dans « la censure des livres, pour empêcher qu'ils ne puissent pros- « crire tous ceux qui peuvent éclairer, ni favoriser tous ceux « qui contiennent des doctrines attentatoires à la puissance « souveraine?..... Veut-on rétablir l'ordre et la discipline « parmi les réguliers ? Le prince, en vertu de son droit de « protecteur,veut-il mettre ordre à des abus d'administration « et de mauvais emploi des biens ecclésiastiques et des fonda- « tions pieuses ? Veut-on, en diminuant le nombre excessif « des fêtes, empêcher que le pape ne continue à ordonner à « des sujets qui ne sont pas les siens, de ne pas travailler pen- « dant tel ou tel jour de l'année? Enfin le prince entreprend-il « d'user des droits attachés à la puissance souveraine sur « choses quelconques relatives à des droits prétendus..... « on entend incessamment crier à l'attentat, à l'injustice, à « l'impiété et au sacrilège. Quelque étrangers que soient ces « choses au ministère sacerdotal, on trouve tous les jours le « pape et le clergé dans son chemin en tout ce qu'on ordonne « de juste et de raisonnable, et en tout ce que l'on veut em- « pêcher d'injuste et de déraisonnable; l'aigreur augmente

« de moments en moments, et quoique dans ce siècle éclairé, « il soit moins à craindre que ces dissensions ne dégénèrent, « comme par le passé, dans des guerres ouvertes de religion, il « n'en est pas moins à appréhender, que si, et même très « promptement, on ne fait cesser une fois pour toutes ces « prétendus doutes et incertitudes sur les limites de la sou- « veraine puissance et l'autorité du clergé, sur lesquels se « fondent toutes les disputes et toutes les contradictions, il « s'ensuivra au moins qu'il s'élèvera des schismes, et que l'on « verra peut-être dans peu des royaumes et nations entières « se séparer totalement du siège de Rome, au plus grand « détriment de la catholicité.

« Ce sont des considérations qui m'engagent à ne pas « différer plus longtemps de mettre sous les yeux de Votre « Majesté les sérieuses réflexions que j'ai faites sur cette im- « portante matière. Elle les trouvera très humblement ci- « jointes,et je serai bien récompensé du travail immense qu'il « m'a fallu faire, pour réduire à si peu de choses une question « qui a été traitée jusqu'ici, sans le succès désiré, dans des « milliers de volumes, par les plus habiles gens de l'Europe, « s'il a le bonheur de paraître aux yeux éclairés de Votre « Majesté aussi clair et aussi décisif qu'il paraît aux miens, « ce que en chrétien et en citoyen, pour le bien de la religion « et de l'humanité, je souhaite vivement et avec la plus pro- « fonde soumission. »

« Expédié le 10 février 1769. »

Entre la lourde logomachie du ministre impérial et royal et la phraséologie creuse des hommes d'État de l'opportunisme républicain, la différence est nulle. Au fond la pensée inspiratrice est la même.

Kaunitz était encore à Aix-la-Chapelle, quand Ulfeld, pour plaire à l'impératrice, proposa de l'appeler à la Confé-

rence en remplacement du comte Kinsky. Les circonstances ne pouvaient être plus propres à faire ressortir la supériorité de talents et d'aptitudes du nouveau ministre : un de ses collègues, Harrach, le plus capable des tenants de l'ancien système politique dans la Conférence, était alors en pleine disgrâce près de l'impératrice, et le vieux maréchal de Königsegg, plus qu'octogénaire, ne comptait plus que pour la forme. Le comte Rodolphe Colloredo, grand seigneur, aimable, spirituel, ami des plaisirs et des fêtes et très occupé alors à se ruiner d'accord avec sa femme, préférait, à la peine de se former une opinion, la quiétude d'accepter toute faite celle des préopinants. Le grand-chambellan, comte Joseph Khevenhüller, type accompli du gentilhomme et du parfait courtisan, ne pensait, ne voyait, ne votait qu'au gré de ses bien-aimés souverains. Sa valeur politique était nulle, malgré ses prétentions; il n'était qu'une simple doublure de Bartenstein et, comme ce dernier, il ne voyait de salut pour l'Autriche que dans l'alliance russe.

La situation se dessina assez nettement dès l'entrée de Kaunitz, à la Conférence. Le 7 mars 1749, Marie-Thérèse exigea de chacun des ministres un avis écrit sur le système politique à suivre vis-à-vis de l'Angleterre, de la France et de l'empire.Elle mit à contribution l'empereur lui-même.François lui envoya, le 15 mars, une note dans laquelle il se prononça vivement en faveur d'une alliance avec la Russie, la Saxe et les puissances maritimes. Il conseilla de plus de ménager le roi de Prusse et de ne pas oublier que « les paroles doucereuses de la France sont plus à redouter que ses armées ». Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller et les autres ministres opinèrent dans le même sens et accentuèrent le conseil de persévérer dans l'accord avec les puissances maritimes.

Une légende s'est formée à cette occasion. Elle représente

Marie-Thérèse présidant une séance de la Conférence et posant la question des alliances. Les ministres développent tour à tour leurs vues et concluent à la continuation de l'alliance anglo-hollandaise. Pendant qu'ils dépensent leur éloquence, Kaunitz s'amuse à tailler insoucieusement des crayons, à limer ses ongles ou à joeur avec son jabot. Invité par l'impératrice à formuler son avis, il prend la parole, réfute énergiquement ses collègues et termine son discours par une émouvante péroraison en faveur de l'alliance française. L'empereur, irrité, se lève en criant que cette alliance est contre nature, et sort de la salle pendant que Marie-Thérèse donne sa main à baiser à Kaunitz et que la Conférence entière, subissant l'irrésistible influence du plus jeune de ses membres, se rallie d'enthousiasme à son avis. Le tableau est superbe et pourrait inspirer plus d'un peintre, malheureusement il ne serait pas plus exact que la légende. La vérité est que les membres de la Conférence, obéissant ponctuellement aux ordres de l'impératrice, se bornèrent à lui envoyer leurs avis. Celui de Kaunitz ne lui a pas coûté moins de 126 pages, il est le double du plus abondant des autres mémoires.

Le feld-maréchal, comte de Batthiany, appelé dans la Conférence en 1749, après son retour des Pays-Bas, émit le même avis que Kaunitz, en recommandant toutefois d'user de grande prudence, de se mettre en garde, avant tout, contre une surprise du roi de Prusse et de ne pas commencer de négociation avec la France, avant d'avoir organisé une bonne armée.

Quant à l'empereur, ses ressentiments bien connus contre la France devaient nécessairement le rendre très hostile à l'idée de Kaunitz. Toutefois il ne semble pas avoir fait bruit de son opposition et, selon son habitude, il demeura spectateur

impassible et silencieux de mesures qu'il n'approuvait pas.

Cependant les probabilités d'un rapprochement avec la France étaient encore si remplies de mirages, le péril d'une attaque inopinée du roi de Prusse si proche, dans le cas où il aurait eu vent d'un commencement de réalisation du projet de Kaunitz, que Marie-Thérèse crut devoir prendre des précautions avant d'entamer les négociations à Versailles. Ménageant avec soin ses anciens alliés, elle sollicita et obtint d'eux, ainsi que de la Russie, une garantie formelle du maintien des stipulations du traité de Dresde. A cette occasion, l'Angleterre émit l'avis que rien ne pourrait être plus utile à l'Autriche que de s'assurer de la couronne impériale, et pressa l'impératrice de négocier l'élection de l'archiduc Joseph, comme roi des Romains. Cette princesse objecta que les circonstances étaient peu favorables, à cause du fâcheux état de l'Allemagne, et que, avant tout, elle devait acquérir la certitude que l'élection ne serait pas soumise à des conditions humiliantes pour la dignité de la couronne, et n'entraînerait pas de nouveaux sacrifices de la part de la maison d'Autriche. Le cabinet de Londres répondit qu'il suffirait de quelques gracieusetés à faire aux électeurs. Il fut aisé de gagner la Bavière, en lui promettant un subside annuel de 40000 livres sterling pendant six ans, payables moitié par l'Angleterre et moitié par la Hollande et l'Autriche. On croyait pouvoir compter sur les voix des électeurs de Mayence et de Trèves, obtenir celle de la Saxe par l'intermédiaire de la Russie et gagner l'électeur Palatin par la cession du petit comté de Pleistein. Enfin l'Angleterre, qui subsidiait déjà l'électeur de Cologne, se disait certaine de lui dicter son vote. L'événement trompa les calculs des négociateurs anglais et hanovriens. L'électeur Palatin émit des prétentions exorbitantes, celui de Cologne se montra plus exigeant encore. Ces deux princes

rivalisèrent de zèle à exploiter l'Autriche et ses alliés. L'électeur de Saxe suivit ce scandaleux exemple, mais tandis que, sur le refus de l'Autriche d'acheter son vote à un si haut prix, l'électeur de Cologne se vendait à la France, l'électeur de Saxe céda à la pression de l'Angleterre et promit sa voix, au mois de septembre 1751, moyennant un subside annuel de 24,000 livres sterling pendant quatre ans, payables moitié par le Trésor anglais, moitié par les Hollandais. Ces marchandages n'étaient pas de nature à donner à la cour de Vienne une sécurité suffisante pour la déterminer à courir les risques de l'élection. Que la France ou la Prusse s'avisât d'intervenir et de faire entendre, aux oreilles avides de quelques-uns des sérénissimes spéculateurs, des paroles d'enchères, et tous les sacrifices déjà faits ou promis devenaient inutiles. Marie-Thérèse s'adressa directement au roi de Prusse, qu'elle croyait d'autant mieux disposé, que Frédéric II semblait uniquement préoccupé de se faire garantir le possession de la Silésie par la Diète impériale de Ratisbonne. Elle éprouva une déception sensible. Loin de se montrer favorable à ses désirs, le roi mit en avant une foule d'objections, telles que la bonne santé de l'empereur François, la jeunesse de l'archiduc Joseph, la nécessité de résoudre certaines questions préliminaires avant de procéder à l'élection d'un roi des Romains. Il reçut fort mal le secrétaire Koch, dépêché à Berlin pour traiter d'autres objets spéciaux et, sur tous les points, manifesta le plus mauvais vouloir. Ses envoyés à Vienne, connaissant son faible, crurent le flatter en s'efforçant de le persuader de plus en plus qu'il avait en Marie-Thérèse une ennemie implacable, capable de tout pour se venger de lui. Aussi écrivit-il à tous les princes électeurs de l'empire pour les détourner de consentir à l'élection. Il encouragea vivement l'électeur Palatin à persister dans ses prétentions et ne dissimula pas sa résolution, en

cas de mort de l'empereur et d'élection de l'archiduc Joseph, de se réserver la tutelle du nouvel élu.

Les mesures hostiles et surtout la circulaire du roi, blessèrent vivement l'impératrice. Elle manda à Georges d'Angleterre qu'elle n'était pas pressée et ne se presserait pas de ré- « pondre à un écrit aussi indécent, qu'elle croyait le silence « préférable et comportant pour le roi de Prusse une marque « de dédain, plus propre à déconcerter ce prince que tout ce « qu'elle pouvait y répliquer. »

Son but ne paraît pas avoir été atteint. En effet Frédéric II, donnant à Koch, qu'il avait si mal accueilli, une fiche de consolation, s'était engagé à envoyer à Vienne, au plus tôt, une personne de confiance chargée de traiter secrètement certaines questions spéciales. Il tint sa parole, et Koch ne tarda pas à voir arriver le sieur de Dewitz, président de la régence de Poméranie et gendre du comte de Podewils. Mais ce personnage de confiance s'occupa beaucoup moins de négocier avec Koch que du soin de débaucher des officiers autrichiens au profit de son maître. Or ce racolage diplomatique n'était pas un fait isolé. Déjà, l'année précédente, le général Winterfeld, pendant son séjour à Carlsbad, l'avait pratiqué avec succès près du lieutenant colonel Rebentisch, du régiment de Browne et du colonel baron de Schœnhaich, lequel reçut le grade de général major pour prix de sa désertion.

De plus le comte de Puebla, ministre d'Autriche à Berlin, informait l'impératrice que des agents prussiens intriguaient près des généraux de Schmerzing et Winkelmann, cherchant à les éblouir par des offres brillantes, et que le colonel de Grümbkow se disposait à partir pour Carlsbad, accompagné d'autres officiers, afin d'y reprendre l'œuvre de Winterfeld. Cet ensemble de faits produisit sur Marie-Thérèse la plus

pénible impression, et la convainquit que le roi nourrissait l'idée de renouveler la guerre dans le plus bref délai.

Elle communiqua ses craintes au gouvernement anglais, qui, loin d'en tenir compte, insista sur l'impérieuse nécessité de préparer l'élection d'un roi des Romains et de s'assurer, à tout prix, la voix de l'électeur Palatin. Il chargea lord Hyndford de lui signifier que si elle n'entrait pas dans cet ordre d'idées, l'Angleterre l'abandonnerait et s'accommoderait avec la France.

Ces procédés n'étaient pas de nature à exercer quelqu'influence sur un caractère tel que celui de Marie-Thérèse. Elle eut toutefois la prudence de répondre à Georges II dans un sens conciliant, et de lui communiquer les offres qu'elle se proposait de faire au Palatin. Le cabinet anglais les jugea plus que raisonnables et crut au succès. Le Palatin, conseillé par la Prusse, les rejeta avec dédain. La mesure était pleine. A dater de ce moment, le cupide prince et ses protecteurs rencontrèrent chez l'impératrice, une résistance invincible. Le roi Georges eut beau prier, supplier, menacer, il n'ébranla pas un instant la résolution de l'énergique princesse. Son ambassadeur, Sir Charles Hanbury Williams, qui remplaça lord Hynford, poussa la hardiesse jusqu'à lui dire que « si elle « laissait passer la couronne impériale dans une autre maison « que celle d'Autriche, elle verrait l'herbe pousser dans les « rues de Vienne. » Menace inutile ! Force lui fut de retourner à Londres sans être plus avancé que lorsqu'il en était parti. L'idée de l'élection de l'archiduc Joseph, comme roi des Romains, parut définitivement écartée.

Dans ces circonstances, il était naturel que la tendance à se rapprocher de la France s'accentuât chez Marie-Thérèse. Aussi accueillit-elle avec une distinction très marquée le premier diplomate que le cabinet de Versailles envoya à

Vienne, après la paix d'Aix-la-Chapelle, bien que son rang fût simplement celui d'un chargé d'affaires. Les avances de l'impératrice à la cour de France, à cette occasion, furent telles que Frédéric, toujours aux aguets de ce qui se passait à Vienne, et les attribuant aux talents personnels de l'agent français, le sieur Blondel, chercha à ruiner le crédit qu'il lui croyait à la cour de Louis XV. Il réussit aisément. L'impératrice le sut et profita de l'occasion pour faire un pas de plus. Elle n'avait à Paris qu'un agent subalterne. Elle résolut de le remplacer par un personnage de rang élevé, honoré de toute sa confiance et à la hauteur de la mission épineuse qu'il avait à remplir. Le nom de Kaunitz se présenta naturellement à son esprit.

Kaunitz avait alors trente-huit ans. Depuis son ambassade à Turin, il s'était acquitté avec zèle et distinction des différentes charges auxquelles il avait été appelé. Dans le cours des négociations préliminaires du traité d'Aix-la-Chapelle, il avait donné des preuves brillantes de qualités extraordinaires. Amis et ennemis, nationaux et étrangers, s'accordaient pour rendre plein hommage à sa capacité hors ligne. « C'est l'un des « ministres qui méritent le plus de confiance, écrit de lui l'en- « voyé vénitien, Tron. Sa sagesse et son influence sur l'impé- « ratrice ont su modérer la précipitation d'Ulfeld. » De son côté, l'agent français, Blondel, mande que, « au dire commun, « personne ne convient mieux que Kaunitz pour le poste « occupé actuellement par Ulfeld. » Il n'est pas jusqu'à Ulfeld lui-même, qui ne rende justice aux talents de l'homme qui, à son insu, est à la veille de le supplanter. Dans un rapport à Marie-Thérèse sur certaine promotion dans l'ordre de la Toison d'Or, il dit : « Kaunitz arrive de bonne heure, mais « de bonne heure aussi il s'est distingué par sa capacité et il « serait à souhaiter que V. M. possédât encore beaucoup

« d'hommes de ce mérite. » Plus tard, inquiet des progrès rapides de Kaunitz dans les bonnes grâces de l'impératrice, il changea de langage. « J'ai lu, écrit-il à sa souveraine, le rap-« port du comte de Kaunitz, et ce rapport ne me convainc pas « plus que ses paroles antérieures. Il en sort un tel souffle « d'infatuation que j'en ai été écœuré. Ce qu'il propose n'est « autre que ce que, moi-même et d'autres avec moi, avons « proposé. » Si Ulfeld crut ruiner ainsi le crédit naissant de Kaunitz, il se trompa lourdement. Voici en effet comment Marie-Thérèse jugeait ce même rapport dans une lettre à Koch du 10 mai 1750 : « J'ai lu la lettre de Kaunitz et en « étais occupée cette journée entière. Ayant ce jour la fièvre « et un grand mal de tête, je peux dire qu'à sa fin j'en « étais guérie, par la satisfaction qu'elle m'a donnée d'avoir un « homme pareil et telle ressource pour mon ministère. Plus « je l'estime et plus je tremble pour sa conservation et plus « je sens qu'il me manque ici. J'ai fait plus, je l'ai envoyée au « prince Charles, qui l'a lue hier, en se levant à 5 heures, pour « l'achever avant la cérémonie, qui l'a infiniment admirée et « en est d'accord, mais ne veut pas en paraître, il m'a même « dit plus, mais que je ne dirai qu'à Kaunitz. » La nomination de Kaunitz comme ambassadeur à la cour de Versailles suivit de près ce rapport.

Au mois d'octobre 1750, Kaunitz partit pour Paris, accompagné d'un nombreux personnel de secrétaires,d'attachés et de domestiques. Il croisa le marquis de Hautefort, envoyé à Vienne par le roi de France, avec un train splendide. Les dispositions dans lesquelles il trouva la cour, n'étaient pas de nature à l'encourager. L'agent autrichien Maréchal, qui l'avait précédé, n'avait pu obtenir une audience du roi ; lors de sa présentation, ni le roi, ni la reine, n'avaient daigné lui adresser une parole et le ministre des affaires étrangères le traitait

avec une froideur glaciale. La situation personnelle de Kaunitz lui épargna ces petites avanies, et Louis XV l'accueillit avec prévenance et distinction. Mais il ne se fit pas illusion sur ces gracieusetés royales, et reconnut bien vite les immenses difficultés qu'il avait à vaincre pour atteindre le but de sa mission. Ses efforts pour arrêter les démarches du gouvernement français contre l'élection de l'archiduc Joseph demeurèrent sans résultat, et il ne dissimula pas à l'impératrice ses doutes sur la réussite des projets dont il était l'auteur. Cependant, à la suite du traité d'alliance défensive signé à Aranjuez, le 14 septembre 1752, entre l'Autriche, l'Espagne, les rois de Sardaigne et de Naples, quelques légers signes d'amélioration des rapports entre la France et l'Autriche se manifestèrent. Depuis deux ans que Kaunitz se trouvait à Paris, il avait vécu dans une sorte de retraite, sans autres relations que celles absolument nécessaires pour les intérêts de sa mission. Dans le courant de l'automne, le roi lui fit savoir qu'il le verrait avec plaisir faire à Paris une entrée solennelle comme celle faite à Vienne par Hautefort. Kaunitz se plia au désir royal, avec l'agrément de l'impératrice, qui lui alloua cent mille florins afin de donner tout l'éclat possible à cette dispendieuse cérémonie. Le 17 septembre 1752, c'est-à-dire, peu de temps avant son départ de Paris, Kaunitz y fit son entrée officielle au milieu d'un immense concours de curieux, accompagné des comtes de Starhemberg, de Mercy et de Paar, suivi de magnifiques équipages et escorté d'une multitude de gentilshommes, de pages et de valets. Il fut acclamé: « C'était au point, écrivait-il le 21 septembre, qu'entre les « propos les plus aimables que la populace m'adressait dans « mon carrosse, plusieurs d'entre eux ont crié : Vive monsieur « l'ambassadeur ! et on a vu, dans cent endroits différents, ce « moment que les acclamations allaient devenir générales, si

« le peuple avait osé. Enfin, nous n'avons eu que des éloges « et pas une critique. » Ce triomphe eut son contre-coup à Vienne.

Depuis longtemps Marie-Thérèse, de plus en plus pénétrée de l'insuffisance d'Ulfeld, songeait à le remplacer par Kaunitz. Le grand-chancelier avait achevé de se perdre dans son esprit par ses incessantes obsessions d'argent. Dépensier et joueur, il prétendait obtenir de l'impératrice le remboursement de sommes considérables, gaspillées au jeu ou en bonne chère, sous prétexte qu'il les avait avancées pour le service de l'État. Mais comme elle voulait éviter de le trop froisser et qu'elle ne voyait aucune compensation à lui donner, elle patientait. La mort du maréchal de Kœnigsegg, survenue en décembre 1751, ayant rendu vacante la première des charges de la cour, celle de grand-maître, lui offrit l'occasion qu'elle attendait. Elle la saisit et prévint Kaunitz de ses intentions. L'ambitieux personnage, dissimulant sa joie, ne put s'empêcher de feindre des scrupules imaginaires, de mettre en avant la faiblesse de sa santé et finit par imposer les conditions dans lesquelles il entendait accepter la direction des affaires de la monarchie autrichienne. L'entente établie, son entrée à la la grande chancellerie d'État, totalement réorganisée, fut d'abord fixée au mois d'octobre 1752, mais il survint des retards.

Ulfeld montra, dans sa chute, une lamentable bassesse de caractère. Il reçut avec humeur la lettre dans laquelle l'impératrice le relevait de ses fonctions de grand-chancelier et lui offrait la charge de grand-maître de la cour, il jeta les hauts cris, se prétendit ruiné, sacrifié, et finalement, marchanda ignominieusement son obéissance. On tombe des nues en constatant que, en retour de sa démission, il obtint, outre la première charge de la cour, un traitement annuel de 5000 flo-

rins, un hôtel à Vienne et une somme de 160,000 florins destinée à payer ses dettes. Le juif Oppenheimer judaïsait moins que ce grand seigneur.

Marie-Thérèse ressentit plus de chagrin de se séparer de Bartenstein. Depuis cinq ans, elle avait eu trop d'occasions d'apprécier le dévouement sans bornes et les services de ce fidèle et loyal conseiller de sa jeunesse, pour ne pas lui être profondément attachée. Il lui en coûtait et de l'éloigner et de le chagriner. Le 19 octobre, veille de l'anniversaire de la mort de Charles VI, encore anxieuse et indécise, elle lui écrivit : « Je passerai demain toute la matinée dans la ville, et je ferai « mes dévotions dans le caveau. J'ai pourvu les autres, mais je « n'ai pas eu le courage de me décider pour vous. Je sais « combien mon père, d'heureuse mémoire, vous avait en « affection. Je ne suis donc pas indifférente à ce qui vous « concerne et je veux encore me donner huit jours de ré- « flexion. »

Elle pensa d'abord à le faire entrer dans la Conférence, mais il déclina lui-même cet honneur. « Je le comprends, dit Kau- « nitz à Marie-Thérèse. En fait, il était ministre de Conférence « et, par dessus le marché, avec l'influence et les ressources « que donne naturellement le privilège exclusif de tenir la « plume, il faisait tout ce qu'il voulait et comme il le voulait. « En un mot, il a été jusqu'ici le chef du ministère et ne le « serait plus s'il devenait simple ministre de Conférence. »

Rien n'était encore décidé quand, au mois d'août 1753, Kaunitz arriva à Vienne. Bartenstein, désolé de se voir obligé de quitter la direction des relations extérieures, se résigna à saluer la nouvelle étoile qui surgissait à l'horizon, et fit quelques démarches près du nouveau chancelier. Kaunitz repoussa ces avances intéressées avec une froide politesse. Force fut donc à Bartenstein d'accepter, avec la dignité de conseiller

intime, la place de vice-chancelier chargé de la direction des affaires intérieures de la monarchie. Il cessa en conséquence de remplir les fonctions de greffier de la Conférence et ne fut plus guère consulté sur les affaires étrangères.

Si, pendant son séjour à Paris, Kaunitz avait réussi à modifier les dispositions de la cour de France dans un sens favorable à l'Autriche, l'évolution désirée par Marie-Thérèse était encore bien éloignée. La situation se tendit même, au point que la guerre entre l'Angleterre et la France paraissait imminente. Kaunitz, redoutant une invasion nouvelle des Pays-Bas, et partant du principe que l'Autriche, étant obligée de tenir toutes ses forces en réserve contre une agression prussienne, les Pays-Bas ne pouvaient être défendus que par les puissances maritimes, s'employa de tout son pouvoir auprès de la czarine, afin de faciliter certaines négociations nouées à St-Pétersbourg par le cabinet de Londres en vue d'obtenir l'intervention d'une armée russe contre la France.

Il croyait y avoir réussi, lorsque l'humeur rogue et brutale du ministère anglais amena des complications, d'où devaient sortir un changement complet dans la politique autrichienne et la réalisation du rêve du grand-chancelier.

Depuis le commencement de l'année 1755, l'Angleterre pressait vivement le gouvernement autrichien d'envoyer aux Pays-Bas un corps d'armée de 35,000 hommes, de solder aux Hollandais certaines sommes considérables et de remettre les forteresses belges en état de défense. A la vérité, ces exigences ne dépassaient pas les obligations imposées par le traité à l'Autriche, mais outre qu'elles étaient formulées avec une aigreur inutile, elles avaient le tort plus grave de n'être plus de saison.

En effet tant que les intérêts des contractants étaient restés identiques et que leurs vues s'unissaient dans la résistance à un ennemi commun, la France, la susceptibilité des puissances

maritimes pouvait trouver sa justification dans le défaut flagrant de bonne volonté et de bonne foi qui présidait à l'exécution des engagements de l'Autriche. Elle ne pouvait plus que manquer le but, du moment que, sous la poussée latente des événements, l'accord des haines et des intérêts avait cessé. Or, pendant que l'Angleterre continuait à voir dans la France son ennemi héréditaire, et dans les Pays-Bas le boulevard de son influence sur le continent, l'œil de Marie-Thérèse avait, en se fixant sur Frédéric II et sur la Silésie, une intensité qui excluait tout autre objet.

Frédéric II, qu'on nous passe l'expression, était sa bête noire, et pour lui arracher la Silésie, elle eût volontiers donné les Pays-Bas et plus encore.

Les circonstances ne lui permettant pas de se déclarer nettement, elle se borna à répondre au cabinet anglais, qu'elle était disposée à envoyer une douzaine de mille hommes aux Pays-Bas, à réparer les fortifications de Namur, à payer un millier de florins aux Hollandais,et demanda à son tour quel concours donneraient les puissances maritimes à la défense de ses provinces.

Le cabinet de Londres prit très mal cette réponse, et y répliqua par une sommation hautaine d'avoir à envoyer sans délai 35,000 hommes dans les provinces belges, et à défendre le Hanovre contre une attaque éventuelle du roi de Prusse. Le ton cassant de la dépêche anglaise, les menaces dont elle débordait, le silence dédaigneux qu'elle gardait sur la question du concours effectif des puissances maritimes, blessèrent au plus haut degré la cour d'Autriche. Mis sur ce pied, l'échange de vues prenait une direction des plus critiques.

La Conférence se réunit les 12 et 15 juin 1755 pour délibérer, en présence de l'empereur et de l'impératrice, sur ce grave incident.D'accord pour protester contre les procédés blessants,

injurieux du cabinet de Londres, les ministres se divisèrent sur le fond de la question. Après de vifs débats, Kaunitz réussit, grâce à l'appui de l'empereur, à faire adopter un moyen terme, consistant à renouveler les plus récentes offres, en y ajoutant la condition expresse que les puissances maritimes fourniraient ou mettraient sur pied, à leurs frais, 12,000 soldats, pour la défense des Pays-Bas.

Kaunitz transmit cette résolution à Londres dans une dépêche conçue en termes fort secs: « Si les troupes « autrichiennes avaient été à la solde de l'Angleterre et non « de S. M. I., écrit-il en débutant, S. M. n'eût pu être plus « ingénieusement mise en demeure de dégarnir le noyau de « ses États, pour défendre, sans profit pour elle, mais avec « d'autant plus de danger, les Pays-Bas, la Hollande, l'An- « gleterre et le Hanovre. » Le corps de sa lettre est consacré à faire, sur le même ton, le procès du traité des Barrières et elle se termine par la finale suivante :

« Toutefois S. M. est prête à envoyer aux Pays-Bas de « 10,000 à 12,000 hommes. Elle ne peut faire davantage, « car elle s'attend à ce que, d'un moment à l'autre, le roi de « Prusse se jette sur les États autrichiens à la tête de 80,000 « hommes, et si on ose la menacer de perdre les Pays-Bas, si « douloureux que soit le malheur, elle s'y résignera, attendu « que de deux maux, il faut choisir le moindre.

« S. M. sent bien, et ce n'est pas d'aujourd'hui que l'An- « gleterre poursuit une politique que, sans doute, elle croit « bonne, et ne veut pas entrer dans le vrai de la situation. « Mais S. M. a montré assez de fermeté et de résolution pour « se mettre seule en garde contre les effets de cette politique « et pour ne pas s'exposer à les éprouver..... Quoi qu'il « arrive, la cour de Vienne ne donnera jamais les mains qu'à « des arrangements combinables avec sa conservation, sa « gloire et le vrai bien de l'alliance. »

Marie-Thérèse ne se dissimula pas la portée de cette mordante réponse. En la communiquant, sous le sceau du plus profond secret, au prince Charles de Lorraine, elle lui écrit : « Vous y trouverez des traits extrêmement forts, il m'a fallu « y venir pour que je sache, une bonne fois, comment je suis « avec les Anglais. » « Ils (les Anglais) agissent comme des « ignorants, écrivait de son côté Koch à Cristiani, ou comme « des gens à qui la peur fait perdre la tête. »

Afin de rassurer l'impératrice et de soulager sa propre responsabilité, Kaunitz crut devoir dresser une sorte de mémoire justificatif, qu'il résuma dans les trois hypothèses suivantes :

1° L'Angleterre est disposée à prendre les mesures énergiques qui lui sont demandées et tout est bien.

2° L'attitude nouvelle du gouvernement autrichien la déterminera à s'accommoder avec la France et tout est pour le mieux.

3° Elle fait au roi de Prusse des avances que celui-ci acceptera, ou plus probablement encore, repoussera. Dans ce dernier cas l'Angleterre est plus que jamais contrainte à rechercher l'alliance de l'Autriche. Dans le premier, c'est la rupture de la France avec la Prusse et sa réconciliation avec l'Autriche, la lutte entre les deux grandes puissances catholiques d'une part et les deux grandes puissances protestantes de l'autre.

Ces derniers mots étaient destinés à caresser les oreilles de Marie-Thérèse, déjà préparée à voir, dans la réponse du cabinet de Londres, une pierre de touche destinée à résoudre la question de savoir si on pouvait compter ou non sur l'Angleterre. Georges II étant venu, sur ces entrefaites, dans le Hanovre, pour organiser la défense de son électorat, Kaunitz chargea le comte Colloredo de tâter ses dispositions. Il paraît

que les instructions écrites à ce diplomate, eussent pu remplir un volume. Très probablement Colloredo, pressé par le temps, ne put les lire. Il n'en fit pas moins entendre à Georges que le meilleur moyen d'abriter le Hanovre contre les attaques de la France, serait de réunir aux Pays-Bas 20,000 soldats anglais qui, aidés de 8,000 Hollandais, des forces autrichiennes déjà dans le pays et des 10,000 à 12,000 hommes de renforts que l'impératrice offrait d'y envoyer encore, arrêteraient aisément les progrès de l'invasion française, tandis que le gros des forces autrichiennes observerait le roi de Prusse. Kaunitz à Vienne prêcha l'ambassadeur anglais, Keith, dans le même sens. Leur diffuse éloquence se dépensa en pure perte.

En effet, dans le courant du mois d'août, Keith se présenta brusquement chez Kaunitz et lui posa cinq questions auxquelles il demanda prompte et catégorique réponse :

1° En cas d'attaque du Hanovre par la Prusse, l'Autriche est-elle décidée à intervenir ?

2° Avec quel nombre de troupes ?

3° Quand ces troupes se mettront-elles en marche ?

4° L'Autriche renouvellera-t-elle son traité de subsides avec la Bavière ?

5° Supportera-t-elle les frais de marche des troupes susmentionnées ?

Avant de répondre, Kaunitz voulut savoir, à son tour, dans quelle mesure les puissances maritimes entendaient concourir à l'œuvre de défense commune. Keith refusa de s'en expliquer et se borna à insinuer que son gouvernement croyait pouvoir compter sur la neutralité de la Prusse, ce qui permettrait à l'Autriche de disposer de toutes ses forces contre la France.

L'insinuation, loin de tranquilliser la cour de Vienne,

l'alarma, comme indice d'une entente secrète entre l'Angleterre et la Prusse. Le 16 août, dans une séance de la Conférence, Kaunitz insista sur les désastreuses conséquences qu'entraîneraient pour l'Autriche, soit sa participation à la guerre entre la France et l'Angleterre, soit son abstention. Dans le premier cas, le roi de Prusse demeurant neutre, elle n'avait, victorieuse, rien à gagner, vaincue, sa faiblesse l'exposerait à toutes les entreprises prussiennes. Dans la seconde hypothèse, elle risquait d'avoir la honte de perdre les Pays-Bas, sans pouvoir les défendre.

Fidèle à la maxime du moindre mal, la Conférence se prononça pour la neutralité. Mais sur la nouvelle que la France se disposait à envahir les Pays-Bas, la pensée de laisser perdre ces belles provinces sans lever un doigt, parut insupportable et ramena les esprits au premier projet de se tourner vers la France. La grosse question de l'attitude à prendre par l'Autriche dans la guerre imminente, fut traitée à fond dans deux séances de la Conférence, les 19 et 21 août. On tomba d'accord que l'abstention et ses conséquences équivalaient à un humiliant aveu de la déchéance de l'Autriche de son rang de grande puissance.

L'abstention écartée, la résolution de tenter un rapprochement avec la France s'imposait d'elle-même. Kaunitz n'eut aucune peine à le démontrer. Il exposa de nouveau que l'alliance française était la seule qui, en faisant disparaître les risques de la perte des Pays-Bas, ouvrait la perspective du recouvrement de la Silésie et de la mise à la raison du plus acharné des ennemis de l'Autriche, le roi de Prusse.

Il rappela les regrets hautement exprimés par ce monarque, de s'être arrêté à Prague, au lieu de marcher droit sur Vienne. Il ne renouvellera certainement pas cette faute. Que l'Autriche se hâte donc de prendre ses précautions. Il n'y a plus de

temps à perdre pour détacher la France de la Prusse, et, de concert tant avec elle qu'avec la Russie, pour attaquer l'envahisseur de la Silésie et le réduire à l'impuissance !

La France a été longtemps persuadée que son intérêt politique exigeait l'abaissement de la maison d'Autriche. Il s'agit de lui prouver que cette vieille conviction a perdu sa raison d'être. Il s'agit de lui offrir des avantages tels qu'ils puissent justifier une politique nouvelle. Ces avantages ne sont réalisables que par la guerre. Or la guerre est inévitable, imminente, quoi que la France fasse, elle n'y échappera pas. Son intérêt lui commande de ne pas augmenter le nombre de ses ennemis. Elle voit de mauvais œil que la Russie, son ancienne alliée, cherche à se désintéresser de la lutte. S'il est vrai — et on ne peut plus en douter — que la Prusse ait fait un accord secret avec l'Angleterre, ce sera pour la France un motif déterminant de s'allier à l'Autriche, car elle ne peut rester isolée dans la guerre dont on la menace.

Les puissances maritimes ont abusé scandaleusement de l'odieux traité des Barrières pour ruiner les Pays-Bas en hommes et en argent, et anéantir son commerce. Et au moment de remplir les obligations qu'elles ont contractées, de défendre les provinces belges contre toute attaque, elles se dérobent et refusent de donner à l'Autriche l'aide que leur impose le même traité !

Jamais concours de circonstances ne fut plus favorable. Jamais la maison de Bourbon n'aura plus belle occasion d'obtenir de l'Autriche, pour l'infant Don Philippe, l'échange de Parme, Plaisance et Guastalla, contre une partie à déterminer des Pays-Bas ; pour le prince de Conti, la couronne de Pologne, objet de ses visées. S'il faut enfin achever de convaincre le roi Louis XV de la sincérité et de la loyauté autrichienne, rien n'empêche de l'autoriser à occuper Nieuport et Ostende jusqu'à la fin de la guerre.

« Aux alliés de la France, la Suède, la Saxe et le Palatinat, « nous offrirons la perspective attrayante d'un agrandissement « aux dépens de la Prusse. En compensation de tous ces « avantages, nous n'avons à réclamer autre chose de la France « que de rompre avec la Prusse et de se mettre d'accord avec « l'Autriche sur les moyens de solder les frais d'exécution de « ce plan. Notre alliance lui procurera ainsi plus de résultats « que ne pourrait lui en donner toute une série de victoires. « Ainsi sera réalisé le principe qui seul peut apporter à la « nouvelle combinaison force et durée, puisque tous les con- « tractants y trouveront leur profit. »

Poursuivant son discours et oubliant la fable de l'Ours et des Chasseurs, Kaunitz se complut à faire le tableau brillant des forces dont disposerait la coalition, de ses exploits et des dépouilles opimes à partager, puis descendant des hauteurs un peu vertigineuses de sa péroraison, il arriva au terre-à-terre des moyens pratiques d'entrer en pourparlers avec le cabinet de Versailles.

Il proposa de confier cette délicate mission à l'ambassadeur d'Autriche à Paris, le comte de Starhemberg, dont la prudence et l'habileté étaient suffisamment connues des membres de la Conférence. Starhemberg serait initié confidentiellement au plan qu'il était chargé de mettre à exécution et recevrait une lettre de créance autographe, soit de l'empereur et de l'impératrice, soit de l'impératrice seule. Il aurait à faire entendre au prince de Conti, sous le sceau du secret, qu'il avait charge de communiquer au roi certaines choses secrètes très importantes et aussi très intéressantes pour le dit prince, à l'unique condition que le roi daignât indiquer un personnage de confiance et muni d'une lettre de créance autographe, auquel il pût s'ouvrir. Starhemberg communiquerait verbalement au personnage les propositions autrichiennes et atten-

drait sa réponse, afin de savoir si l'on pouvait espérer aller plus loin.

Kaunitz indiquait le prince de Conti à Starhemberg,comme étant intéressé à appuyer chaudement ses vues. Toutefois il autorisa Starhemberg qui, étant sur les lieux, devait être mieux que personne à même de discerner la meilleure voie à suivre pour arriver sûrement au but, à s'adresser de préférence à la marquise de Pompadour, s'il le jugeait à propos.

Il fit remarquer que, aussitôt la négociation française bien entamée, il serait indispensable d'aborder la czarine, sans lui découvrir cependant le secret dans son entier. On se contenterait de lui dire que le roi de Prusse ayant de nouveau violé ses engagements, Marie-Thérèse s'était décidée à attaquer ce monarque, au printemps suivant, avec toutes ses forces, pour autant que la Russie se reconnaîtrait obligée, aux termes de l'article 4 du traité de 1746, à diriger contre lui, en même temps, une armée de 80,000 hommes.

Les précautions les plus minutieuses furent observées pour assurer le secret des résolutions prises. Le chancelier et le baron de Binder, son employé de confiance, écrivirent eux-mêmes les minutes et les expéditions des dépêches à envoyer au comte de Starhemberg et aux représentants de l'Autriche près les différentes cours de l'Europe. Ces derniers reçurent pour instruction de confirmer la présomption que l'Autriche cherchait uniquement à se désintéresser de la lutte.

Kaunitz ne perdit pas un instant pour se mettre à l'œuvre. Le 21 avril, jour de l'approbation donnée par le couple impérial à ses propositions, il lut devant les deux Majestés, les dépêches contenant les instructions destinées à Starhemberg, leur fit signer la lettre de créance et expédia tout le paquet à Paris, le soir même, par deux courriers.

« Je m'imagine aisément, écrivait-il à Starhemberg, dans

« une lettre particulière en date du 21 août, quel tumulte « d'idées diverses la lecture des dépêches impériales, aura « excité dans votre cerveau. » La stupéfaction de l'ambassadeur autrichien fut en effet telle, qu'il dut relire à plusieurs reprises les dépêches, pour se persuader de la réalité de leur contenu. Il comprit pleinement la haute gravité de la mission qui lui était confiée et ne s'en dissimula pas les difficultés. Kaunitz lui-même les caractérise d'une manière frappante dans un mémoire postérieur, dont nous extrayons les lignes suivantes :

« Persuader à une grande puissance que le système sur « lequel elle a monté tous ses efforts politiques est contraire « à ses intérêts ; lui démontrer que le moyen qu'elle croit uni- « que pour se tirer d'embarras vis-à-vis de l'Angleterre, ne « vaut rien ; la convaincre qu'elle prend de fausses mesures « en soutenant le roi de Prusse, qu'elle regarde pourtant « comme l'arc-boutant de ses alliances ; en un mot, déraciner « son ancienne rivalité contre la maison d'Autriche, vouloir « enfin refondre le caractère national de tout un peuple, « voilà une entreprise que la seule Providence pouvait inspirer, « conduire et faire réussir, et ce fut aussi sous ses auspices « qu'on commença l'ouvrage. »

Kaunitz invoquant la Providence et s'annihilant devant elle ! Ce phénomène ne s'explique que par la circonstance que le Mémoire était adressé à Marie-Thérèse par l'habile et adroit ministre.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

SOMMAIRE. — Ouverture des négociations avec la France. — L'Angleterre entame les hostilités. — La czarine Élisabeth offre à Marie-Thérèse une alliance offensive contre la Prusse. — Vains efforts du gouvernement anglais pour amener la chute de Kaunitz et la rupture des pourparlers engagés à Paris. — Les traités dits de Versailles. — Louis XV exige la cession des Pays-Bas. — Contre-proposition de Kaunitz. — Explications catégoriques données par Marie-Thérèse à l'ambassadeur anglais Keith. — Frédéric II affecte de se montrer inquiet des armements de l'Autriche et lui cherche noise à ce sujet, en même temps il met ses troupes sur pied. — Le jour où arrive à Berlin la réponse de Kaunitz, les Prussiens envahissent la Saxe. — Le traître Menzel.

LE 29 août 1755, Starhemberg reçut les instructions de Kaunitz. Dès le surlendemain, il adressa sa communication à la marquise de Pompadour, qui l'accueillit avec faveur, et le 3 septembre, l'ambassadeur autrichien entrait en conférences avec l'abbé comte de Bernis, spécialement chargé par le roi de se mettre en rapport avec lui. Les négociations rencontrèrent, dès l'abord, de graves et nombreuses difficultés. Le point capital, dissimulé au fond des propositions autrichiennes, était précisément celui que le ministère et Louis XV s'obstinait le plus à n'admettre ni de près ni de loin. Autant ils désiraient attirer l'Autriche à s'unir à la France contre l'Angleterre, autant ils évitaient avec soin de lui laisser le moindre espoir d'une alliance contre le roi de Prusse. L'échange de vues se serait infailliblement brisé sur cet écueil, si un événement inattendu ne s'était produit. Au mois de janvier 1756, la cour de France apprit que le roi de Prusse avait conclu, avec l'Angleterre, un traité dont le but

apparent était de s'opposer de commun accord à l'entrée en Allemagne de toute troupe étrangère, mais l'on y soupçonnait aussi certains articles secrets. En même temps l'Angleterre rompit ouvertement avec la France, et entama les hostilités. Sous l'influence de ce double fait, le gouvernement français se décida à prêter une oreille plus attentive aux avances de Starhemberg, et le premier résultat de ces dispositions nouvelles fut une déclaration, signée le 27 février 1756, par Starhemberg, et remise à l'abbé de Bernis, « au sujet « du point fondamental de la négociation, à savoir, l'obser- « vation d'une parfaite réciprocité dans les conventions « futures, réciprocité qui consisterait en ce que la cour de « Vienne en userait avec l'Angleterre tout de même qu'elle « demandait qu'on agît à Versailles à l'égard du roi de « Prusse. »

Le germe était semé. Il ne pouvait, grâce aux circonstances, que se développer et porter fruits. Précisément, dans le même temps, Kaunitz recevait de Russie, des nouvelles dépassant ses espérances. Là aussi, l'ébruitement du traité entre Frédéric et l'Angleterre, avait produit la plus fâcheuse impression. En effet, l'impératrice Élisabeth, très hostile à ce prince, n'avait ratifié la convention de subsides faite par ses ministres avec les Anglais, qu'avec l'intention bien arrêtée d'employer l'or anglais contre la Prusse. Aussi manifesta-t-elle hautement ses regrets de cette ratification. Sir Charles Hanbury Williams, alors ambassadeur d'Angleterre près la cour de Russie, en prit occasion de refuser le premier versement du premier terme des subsides, sur quoi l'impératrice lui fit dire qu'elle n'avait pas besoin de l'argent de l'Angleterre et qu'elle aurait refusé de l'accepter. Lorsqu'enfin le comte Esterhazy, ambassadeur de l'empereur à St-Pétersbourg, lui fit communication confidentielle de l'état des négo-

ciations de l'Autriche avec la France, le Sénat russe prit à l'unanimité la résolution suivante : « attendu que la soif « d'agrandissement, d'augmentation et de puissance du roi « de Prusse, blesse les intérêts et la sécurité de la Russie, « il y a lieu de ne négliger aucune occasion de le réduire au « plus tôt aux anciennes limites de son royaume.» Bestuchew déclara de son côté à l'ambassadeur impérial, que si l'Autriche se décidait à attaquer la Prusse d'accord avec la France, la Russie commencerait, dans le courant même de l'année, ses opérations de guerre avec 80,000 hommes et ne déposerait pas les armes avant que la Silésie et le comté de Glatz ne fussent rendus à l'Autriche. Élisabeth ajouta qu'elle était prête à se joindre au traité de neutralité et de défense qui pourrait intervenir entre la France et l'Autriche.

La cour de Vienne aurait vivement désiré retarder sa réponse jusqu'après la solution de ses négociations avec la France. Mais Élisabeth ne lui laissa pas de repos. Au mois d'avril 1756, elle chargea ses ministres de remettre, sous le couvert du plus profond secret, au comte Esterhazy, la proposition d'une alliance offensive de l'Autriche et de la Russie contre la Prusse. Les deux puissances attaqueraient Frédéric II avec deux armées de 80,000 hommes chacune, n'admettant ni paix ni trêve, ni même pourparlers que de commun accord, et décidées à n'arrêter la guerre qu'après recouvrement de la Silésie et du comté de Glatz, d'une part, et de l'autre, conquête de la province de Prusse, laquelle, dans l'esprit d'Élisabeth, devait être cédée à la Pologne, en échange du duché de Courlande. La Suède et la Saxe seraient invitées à adhérer au traité d'alliance austro-russe par l'appât de la Poméranie pour la première, en cas de victoire, et de l'archevêché de Magdebourg, pour la seconde.

La fougue avec laquelle la czarine fit présenter ces propo-

sitions, jeta la cour de Vienne dans un cruel embarras. Partagée entre la crainte de blesser les susceptibilités ombrageuses de la czarine en formulant des réponses dilatoires, et celle de compromettre le succès de ses démarches en France, par une faute de précipitation, elle eut besoin de toutes les ressources de la diplomatie de Kaunitz pour faire prendre patience à Élisabeth.

Cependant le gouvernement anglais, inquiet, s'apercevant tardivement qu'il avait été trop loin vis-à-vis de la cour de Vienne, jugea nécessaire de chercher à réparer sa faute. Il chargea Keith de communiquer à Kaunitz le traité conclu avec la Russie le 26 janvier, et de faire ressortir les avantages qu'il assurait à l'Autriche, tels que la sécurité de l'Allemagne, la possibilité pour la cour de Vienne d'envoyer la majeure partie de ses troupes aux Pays-Bas, sans avoir rien à craindre de la Prusse. Keith s'acquitta de sa mission avec zèle. A l'entendre, le vrai moment était venu pour Marie-Thérèse de tendre la main au roi de Prusse. Il suffisait simplement de donner une nouvelle consécration à la cession de la Silésie. Finalement il demanda ce qu'il pouvait y avoir de vrai ou de faux dans certaines rumeurs relatives à des négociations secrètes entre la France et l'Autriche.

S'il faut en croire Kaunitz, de grands efforts se firent dans ces graves circonstances par les partisans de l'alliance anglaise, tant à la cour de Vienne qu'à l'étranger, pour amener avec sa chute, celle des négociations engagées à Paris. « Mais, « écrivit-il à Starhemberg, je ne fais qu'en rire et je souhaite « seulement que le traité définitif soit bientôt adopté, afin « que je puisse tranquilliser quelques esprits anxieux. »

Starhemberg s'y employa avec d'autant plus de zèle qu'il savait que le marquis d'Argenson, l'un des ministres de Louis XV et l'un des affidés de Frédéric II, avisait ce dernier

de tout ce qui se passait au conseil. Le 19 avril, les ministres réunis à Versailles, après avoir entendu un rapport de l'abbé de Bernis, exposant le cours des négociations suivies avec le cabinet de Vienne, en approuvèrent les conclusions à l'unanimité, y compris le marquis d'Argenson. Le 1er mai, Monsieur de Rouillé, ministre des affaires étrangères, et l'abbé de Bernis signèrent les deux traités dits de Versailles et connus l'un, sous le nom d'acte de neutralité, l'autre sous celui de traité défensif. Le roi les ratifia, et l'on remarqua qu'il parut particulièrement satisfait.

Mais quelle que fût leur importance, au point de vue de la grave évolution qu'ils marquaient dans la politique européenne, ils étaient en eux-mêmes de simples préliminaires ouvrant la voie à une union intime entre la France et l'Autriche.

C'est ce qu'établit Louis XV dans une lettre à l'impératrice, qu'il fit remettre à l'ambassadeur impérial. En transmettant ce pli royal, Starhemberg prévint Kaunitz que le roi tenait à être éclairé sur la question des subsides demandés par l'Autriche, parce qu'il s'imaginait que le chiffre en serait très élevé; il ajouta qu'il fallait s'attendre à voir réclamer par la France la cession totale des Pays-Bas. Ses prévisions ne tardèrent pas à se réaliser. Après avoir tourné longtemps autour de la question, l'abbé de Bernis déclara à Starhemberg « que « son sentiment était qu'ils ne feraient rien de bien solide, si « l'on ne convenait de la cession totale des Pays-Bas, qu'il « faudrait à la fin toujours en venir là et qu'il valait mieux « par conséquent trancher le mot, dès le moment présent. » En d'autres termes, la France demandait les Pays-Bas comme rançon de la Silésie.

Starhemberg, qui depuis longtemps attendait cette communication, se contenta de demander que, vu son importance et la grandeur du sacrifice réclamé de l'Autriche, elle lui fut

transmise par écrit. Bernis y consentit. Le début de la note qu'il rédigea ne manque ni d'adresse, ni d'originalité. Posant en principe que Marie-Thérèse a cédé solennellement au roi de Prusse la Silésie et le comté de Glatz, il en déduit qu'il s'agit pour elle, non plus de rentrer en possession de son bien légitime, mais bien d'une acquisition nouvelle dont la valeur est très supérieure à celle des Pays-Bas. La justice exige que la France qui, pour procurer cette belle aubaine à l'Autriche, doit rompre avec la Prusse, ne reçoive pas simplement hypothèque sur des futurs contingents. Pour le même motif, il faut que les places cédées à la France à titre de garantie des avances du trésor français, soient choisies parmi celles du littoral des Flandres. Car alors seulement, la France sera, vis-à-vis de l'Angleterre, en possession de l'équivalent des avantages procurés par elle à l'Autriche contre ses ennemis les plus dangereux. Aussi bien, pour en finir une bonne fois avec les difficultés que soulèveront tôt ou tard,entre l'Autriche et la France, les échanges de territoires aux Pays-Bas, est-il indispensable que, soit sous forme de cession, soit sous celle de vente, la totalité des Pays-Bas revienne à la France. Il y a donc lieu pour l'impératrice de fixer le plus tôt possible le chiffre des sommes que la France aura à lui payer annuellement. Par contre, le roi Louis s'obligera de procurer, d'accord avec les cours de Madrid, Naples et Parme, un établissement convenable à l'infant don Philippe. La valeur estimative des trois duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, qui doivent faire retour à l'Autriche, sera déduite du montant de la cession ou de la vente des Pays-Bas.

Ce marchandage à la juive de populations chrétiennes ne paraît pas avoir plus scandalisé Starhemberg, Kaunitz et Marie-Thérèse, que celui appliqué de nos jours aux peuples noirs de l'Afrique, ne trouble la conscience des souverains de

l'Europe. L'unique objection soulevée par le gouvernement autrichien, fut que tous ces arrangements si plausibles ne délivraient pas l'Autriche de sa préoccupation capitale, celle d'affaiblir la puissance du roi de Prusse, de manière à faire disparaître son danger permanent pour la maison de Habsbourg. La remarque était juste. Elle constitua le point noir de ses conférences avec Bernis. Le diplomate autrichien admettait volontiers l'hypothèse du recouvrement de la Silésie et du comté de Glatz, mais, ajoutait-il, ce résultat obtenu, où est la garantie que la Prusse ne les reprendra pas une seconde fois et où l'Autriche retrouvera-t-elle de nouveaux Pays-Bas à vendre pour se faire faire à son tour, une seconde restitution ?

Starhemberg présentait une solution, consistant à faire intervenir des alliés tels que la Saxe, le Palatinat et autres pays qui, séduits par l'appât de s'enrichir aux dépens de la Prusse, se mettraient en frais d'une troisième armée. A quoi Bernis, devenu subitement puritain, répondit, non sans logique, qu'on n'aurait pas plus le droit de dépouiller le roi de Prusse de ses possessions légitimes, qu'il n'avait eu celui de voler à l'Autriche, la Silésie. A l'entendre, le maintien d'une étroite union de l'Autriche avec la France suffisait largement pour la garantir contre des craintes imaginaires.

Pendant que Starhemberg et Bernis discutaient sur un avenir qui devait les tromper tous les deux, la Conférence approuvait à l'unanimité les traités signés à Paris, et Marie-Thérèse, après les avoir ratifiés, se plaisait à répéter qu'elle n'avait jamais signé un traité de si bon cœur. Lorsque fut soumise à la Conférence la question de la cession des Pays-Bas, l'empereur engagea chacun des ministres à donner son avis par écrit, et tous, sans exception, la résolurent affirmativement.

Il est intéressant de connaître la pensée de Kaunitz au

sujet des Pays-Bas, parce qu'elle révèle infailliblement celle de l'impératrice qui, déjà alors, subissait son influence presqu'absolue.

Les avis donnés par chacun des membres de la Conférence sont encore conservés aux archives impériales de Vienne. Arneth a publié un résumé de celui de Kaunitz. Selon son habitude, le célèbre chancelier est long, très développé, didactique et clair. Il se ressent de la méthode verbeuse des temps anciens. Mais il en diffère heureusement en ce qu'il juge inutile de remonter au déluge et de se perdre dans un chaos savant.

Voici comment il débute: « Personne ne conteste que les « Pays-Bas, considérés en eux-mêmes, soient au point de vue « politique comme à celui des revenus, un des plus nobles « joyaux de la maison archiducale. Leur abandon volontaire « ne peut donc se justifier que par un cas de nécessité ex- « trême et des avantages notoirement supérieurs à ceux que « présente leur possession. Si bien fondée que soit cette pro- « position, il n'est pas moins incontestable, d'autre part, que « le roi de Prusse est l'ennemi le plus dangereux de la maison « d'Autriche, que la conquête de la Silésie a doublé sa puis- « sance, qu'une nouvelle acquisition, par la guerre ou autre- « ment, lui donnerait une redoutable prépondérance, que la « situation violente, dans laquelle l'Autriche et la Prusse se « trouvent actuellement vis-à-vis l'une de l'autre, ne peut se « prolonger indéfiniment, que l'une ou l'autre l'emportera « finalement, mais que la plus gravement et la plus constam- « ment menacée est la maison d'Autriche, et que, par voie « de conséquence, ce qui est en péril, c'est le maintien de la « religion catholique, de l'autorité impériale, de la constitu- « tion de l'Empire, bref, si j'ose le dire, l'existence même de « la maison d'Autriche. »

Ici Kaunitz place un *distinguo* entre le principe général de la cession et son application. La situation centrale des Pays-Bas au milieu de l'Europe favorise grandement le commerce. Sa population essentiellement industrieuse et active, possède de grandes richesses et la possession de ces contrées privilégiées eût procuré à l'Autriche d'immenses ressources, si les puissances maritimes n'y avaient mis un obstacle dirimant par la paix de Westphalie et le traité des Barrières. Remises entre les mains de la France, elles apporteront à ce royaume un tel accroissement de force sur terre et sur mer, que toute l'Europe s'en alarmera. Jamais les puissances maritimes ne consentiront à cette cession et elles ameuteront l'Europe entière contre la France et ses alliés actuels.

Comment enlever à l'échange intégral des Pays-Bas ce très grave inconvénient ? D'une manière très simple. La France entrerait en possession de la partie du pays qui lui a déjà été soumise antérieurement, plus peut-être un morceau du Hainaut et du Tournaisis. Le reste serait dévolu à l'Infant Don Philippe.

Cette combinaison, dont Kaunitz se plut à exposer longuement les avantages, lui paraît si précieuse qu'il se déclare décidé à dissuader l'impératrice de continuer ses négociations secrètes avec la France, si celle-ci s'obstine à maintenir ses exigences et refuse de les modifier.

Après s'être étendu sur les conditions auxquelles doit être subordonnée l'alliance avec la France, afin de s'assurer non seulement de la Silésie, mais encore de l'écrasement du roi de Prusse, Kaunitz revient aux Pays-Bas.

Il proclame indispensable que don Philippe maintienne la partie des Pays-Bas qui lui écherra, dans l'état où Marie-Thérèse l'a possédée : c'est-à-dire qu'il en supportera les charges et confirmera les privilèges des États.

Il n'admet pas et repousse avec énergie l'idée de donner à la cession des Pays-Bas la forme d'une vente à la France.

Nous ne suivrons pas Kaunitz dans le développement des dix-huit *desiderata* qu'il signale à l'attention de l'impératrice sinon comme indispensables,du moins comme méritants d'être très sérieusement débattus dans les négociations. On voit qu'il ne craignait pas de les compliquer. Toutefois, sentant la nécessité de se hâter, il détermina Marie-Thérèse à laisser de côté toute correspondance officielle avec le gouvernement français et à confier au comte de Starhemberg la charge de mener directement les négociations avec le cabinet de Versailles, d'après les instructions détaillées qu'il recevait.

Ces instructions furent dépêchées à Starhemberg, le 9 juin 1756. Elles étaient accompagnées de renseignements intéressants sur l'irritation du ministère anglais, l'attitude du roi de Prusse et la situation du moment à St-Pétersbourg.

Déjà quelque temps auparavant, l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, Keith, avait demandé des éclaircissements sur les rumeurs courant dans le public au sujet de certains pourparlers entre la France et l'Autriche. Kaunitz s'étant borné à le payer de mots, Keith se fâcha et demanda une audience personnelle à l'empereur et à l'impératrice dans l'espoir d'en obtenir des explications sérieuses. Le 13 mai, il fut admis en présence de l'impératrice et voici, écrit par lui-même, le récit de l'important entretien qu'il eut avec Marie-Thérèse.

Il commença d'abord par se plaindre des réponses évidemment dilatoires faites aux demandes de renseignements du gouvernement anglais et, comme il faisait observer que ces procédés n'étaient pas conformes aux vieilles relations d'amitié existant entre ces deux couronnes, Marie-Thérèse, avec sa véracité ordinaire, lui répliqua : « Ce n'est pas ma

« faute, ce n'est pas moi qui ai tourné le dos au vieux sys-
« tème, c'est la Grande Bretagne qui m'a abandonnée, moi et
« le système, en traitant avec la Prusse. A la première nou-
« velle que j'en ai eue, j'ai été frappée comme d'un coup de
« sang. Moi et le roi de Prusse, nous sommes absolument
« incompatibles et il n'y a pas de considération au monde
« qui puisse jamais me déterminer à mettre le doigt dans un
« traité où il est compris. » Keith, un peu démonté, s'épuisa à démontrer la prétendue innocuité du traité entre l'Angleterre et la Prusse. Il se permit d'entremêler ses arguments d'allusions aux négociations secrètes de l'Autriche avec la France. Marie-Thérèse l'interrompit : « Comment, dit-elle,
« pouvez-vous vous étonner que, suivant l'exemple que vous
« m'avez donné avec la Prusse, je traite à mon tour avec la
« France ? »

Le diplomate anglais joua l'étonnement et feignit de ne pouvoir croire que Marie-Thérèse se liât jamais avec l'antique ennemi de toute sa maison. « Je ne croirai jamais, ajouta-t-il,
« à l'existence d'un pareil traité, tant que je n'aurai pas vu
« de mes propres yeux le nom de Marie-Thérèse au-dessous
« du pacte d'alliance avec la France. — Je suis, repartit l'im-
« pératrice, loin de sympathiser avec la France, et je ne nie
« pas que la cour de Versailles n'ait été mon ennemi le plus
« acharné. Mais je ne vous dissimulerai pas non plus que les
« concessions auxquelles l'Angleterre m'a contrainte par les
« traités de Dresde et d'Aix-la-Chapelle m'ont absolument
« défoncée. J'ai peu à craindre de la France ; je suis complète-
« ment hors d'état d'agir avec énergie et je n'ai plus d'autres
« ressources que de nouer des négociations de nature à m'assu-
« rer la possession du peu qui me reste. » Keith, levant les bras en l'air, s'écria avec emphase : « Quoi ! vous voulez, vous,
« impératrice et archiduchesse, vous abaisser jusqu'à vous

« jeter dans les bras de la France! — Non, répliqua vivement « l'impératrice, non, je ne me jette pas dans les bras de la « France, mais je veux être à ses côtés! Je n'ai encore rien « signé avec la France, mais si je le fais ce ne sera jamais « contre l'Angleterre. »

Marie-Thérèse écouta avec bienveillance les remontrances de Keith,mais elle ne lui cacha pas que ses arguments n'ébranlaient aucunement les résolutions qu'elle avait prises. Elle termina l'audience par les paroles suivantes : « Il n'est plus « en mon pouvoir de prendre une part efficace à des luttes « lointaines. Je ne puis donc plus faire d'aussi grands sacri- « fices que par le passé pour la protection de mes possessions « les plus éloignées, et mon devoir principal est de garantir « mes États héréditaires. Je n'ai,en réalité,que deux ennemis « à craindre, le roi de Prusse et la Porte. Cependant, tant que « l'impératrice de Russie et moi nous resterons dans les bon- « nes relations que nous avons maintenant ensemble, nous « pourrons, j'espère, donner à l'Europe, la preuve que nous « sommes en état de nous défendre contre ces deux ennemis « également redoutables. »

Keith sortit du palais profondément froissé. Attribuant sa déconvenue à Kaunitz, il oublia le brillant éloge qu'il avait naguère encore décerné à cet homme d'État et, à la fin de son rapport, il déchargea contre lui le fiel qui remplissait son cœur : « Tant que durera la faveur dont ce personnage jouit « auprès de l'impératrice, il n'y a rien à attendre de bon. « Malheureusement les probabilités sont que cette faveur se « prolongera assez pour que l'écroulement ne soit plus répa- « rable. Ma seule espérance consiste en ce qu'il s'est rendu « insupportable par son orgueil et son impudence. Car,je puis « le dire en toute vérité, il n'a d'ami ni à la cour, ni à la ville « et il n'est personne qui ne souhaite sa chute. »

Rien n'était cependant conclu avec la France pour le cas de guerre et, à Vienne, l'on n'était pas rassuré.

Les circonstances s'aggravaient. Aux premières nouvelles de rapprochement entre l'Autriche et la France, Frédéric avait déjà pris ses mesures. Pendant que le cabinet autrichien, redoutant de lui fournir un prétexte d'agression, laissait sa cavalerie dispersée en Hongrie et n'osait augmenter ses forces en Bohême, le roi de Prusse concentrait ses troupes sur les frontières de la Bohême et de la Saxe. Les renseignements sur la fièvre d'armements qui régnait en Prusse, arrivèrent si précis à Paris, que le cabinet français crut devoir signifier à l'ambassadeur prussien, le comte de Knyphausen, que « si le roi de Prusse venait attaquer l'Autriche, la France « était décidée non seulement à donner à celle-ci les secours « stipulés, mais à l'assister en outre de toutes ses forces ». Knyphausen entassa négation sur négation sans persuader personne.

Sur ces entrefaites le marquis de Puebla, envoyé d'Autriche à Berlin, découvrit qu'un de ses secrétaires s'était laissé corrompre par l'or prussien et livrait au roi les secrets que sa position lui permettait de découvrir. L'affaire fit grand scandale. Le secrétaire s'étant enfui, le gouvernement autrichien demanda son extradition. Le roi la promit, mais, quoique la police prussienne sût fort bien où se trouvait le traître, elle affecta de ne pas le retrouver et prit un ton de persifflage insolent. La cour de Vienne ressentit vivement la double insulte. Elle était encore sous cette impression d'irritation quand l'envoyé prussien à Vienne, Klinggräff, reçut l'ordre de solliciter une audience de l'impératrice et de lui demander si les rassemblements de troupes qui se faisaient en Bohême et en Moravie étaient dirigés contre la Prusse.

Admis à poser sa question devant Marie-Thérèse, il reçut cette réponse :

« Les circonstances critiques dans lesquelles se trouvent « les affaires en général, m'ont déterminée à prendre les « mesures que commandent ma propre sécurité et la défense « de mes alliés, mais elles n'ont nullement pour but de faire « tort à qui que ce soit. Veuillez en informer votre maître. »

Le roi de Prusse ne se contenta pas de cela. Connaissant la vivacité de Marie-Thérèse, il tenait à provoquer de sa part quelque parole de nature à lui permettre de se déclarer offensé et en cas de légitime défense. Il ordonna donc à Klinggräff de faire une nouvelle demande d'audience et d'exiger une réponse plus précise. Sa requête étant accompagnée de plaintes contre la conduite et les armements de l'Autriche, Kaunitz l'invita à coucher ses griefs sur le papier. Klinggräff se résigna et remit, le 18 août, à Kaunitz, un long mémoire. Le grand chancelier y répondit, le 22 août, par une note plus longue encore qui rendit l'audience inutile. Or, le jour même où Klinggräff avait demandé à être reçu par l'impératrice, Frédéric annonçait à l'envoyé anglais près de lui son intention formelle de prévenir ses ennemis, et désignait la dernière semaine du mois d'août pour son entrée en campagne, « parce « qu'il serait impossible à la France, dit-il, de porter, cette « année encore, la guerre en Hanovre ou en Prusse ». Fidèle à cette parole, le 26, le lendemain du jour où il reçut la réponse de Kaunitz à ses plaintes imaginaires, il donnait à ses troupes l'ordre de marche. Il chargea en même temps Klinggräff de déclarer à l'impératrice qu'il demeurait prêt à s'entendre avec elle, si elle lui faisait des propositions raisonnables.

C'est contre la Saxe que furent dirigées les premières mesures d'agression. Or le gouvernement saxon était demeu-

ré complètement étranger aux négociations de l'Autriche soit avec la France, soit avec la Russie. L'électeur, roi de Pologne, plus occupé de ses plaisirs que de politique, sa famille, objet constant, comme lui, des mordantes railleries du monarque prussien, son ministre, l'indolent comte de Bruhl, redoutaient trop leur dangereux et avide voisin pour ne pas éviter soigneusement de se compromettre vis-à-vis de lui. A la vérité, ils n'ignoraient pas que l'Autriche et ses alliés, en escomptant l'écrasement de Frédéric, avaient fait au roi électeur Auguste, une part théorique dans les dépouilles opimes du futur vaincu. Mais l'électeur n'ignorait pas davantage que le roi de Prusse avait aussi disposé de la Saxe, dans ses rêves de victoires, et comme il ne se souciait pas de tout perdre pour la chance de gagner un peu, il avait gardé une prudente réserve et s'était blotti dans une abstention complète. Malheureusement il oubliait d'être neutre dans ses correspondances confidentielles avec ses représentants à l'étranger, et il y donnait libre cours à ses ressentiments intimes contre le roi de Prusse. Bien que la discrétion soit une vertu d'état obligatoire pour les diplomates, ceux du roi Auguste laissèrent quelques passages des lettres royales arriver aux oreilles du roi de Prusse, plus ou moins grossis et embellis. Si Frédéric usait jusqu'à l'abus du droit de blesser ses égaux, il n'admettait pas la réciprocité. Peu délicat dans ses voies et moyens et aussi dégagé de préjugés que son maître et ami Voltaire, il chargea, en 1752, son représentant à Dresde, le baron Maltzan (mort ministre d'État en 1786), de découvrir dans la capitale saxonne, quelque personnage en mesure de trahir son maître pour une poignée de deniers. Maltzan s'occupa activement de cette basse œuvre, chercha longtemps en vain et finit par rencontrer le Judas en question dans la personne d'un certain Menzel, commis de la chancellerie saxonne.

Longtemps honnête et inspirant la confiance, Menzel s'était laissé entraîner par sa vanité à un genre de vie aussi ruineux pour sa bourse que pour sa conscience. Ses créanciers le traquaient sans relâche, et il se trouvait dans toutes les conditions voulues pour se vendre au premier acheteur venu.

Cet acheteur fut Maltzan. Informé par un de ses espions de la situation de Menzel, il s'arrangea de manière à le voir le soir dans un des jardins du château, l'aborda et conduisit si bien l'entretien, qu'un quart-d'heure après ils se séparaient, Menzel emportant un à-compte de cent thalers, Maltzan la promesse de recevoir chaque matin copie des lettres échangées la veille entre les trois puissances alliées et l'électeur. Menzel, largement payé, se rendait tous les soirs à la chancellerie, s'enfermait dans le secrétariat et passait la nuit à copier, à la lueur d'une lampe bien couverte, les dépêches arrivées dans la journée. Pour se maintenir éveillé, il emportait avec lui une bouteille de café mêlé avec du vin qu'il réchauffait dans un petit pot ingénieusement disposé au-dessus du verre de la lampe. Une fois cependant, la fatigue de plusieurs veilles consécutives l'emporta et il faillit être surpris dans son travail de traître. Il se risqua à prendre la dépêche sur lui, puis s'anhardissant davantage, il arriva au secrétariat avant les heures de bureau, y restait après l'heure, et s'acquit la réputation d'un modèle de zèle et de dévouement.

Il paraît que les pièces copiées par Menzel furent considérées comme insuffisantes au point de vue des correspondances russes. Interrogé par Maltzan, Menzel fit savoir que toutes les lettres et dépêches venant de St-Pétersbourg, étaient enfermées dans une armoire dont il n'avait pas la clef. Quelque temps après, le conseiller intime prussien, Eichel, lui fit remettre par le secrétaire de la légation de Berlin, Plessmann,

un trousseau de clefs qu'il devait essayer aux serrures de l'armoire en question. Aucune clef n'était convenable, mais Menzel indiqua les modifications à faire et, au mois de mars suivant, il reçut un nouveau trousseau de clefs faites à point. Tous les dimanches et les jeudis, il se rendait à midi dans le bureau de son chef, prenait les pièces dans les tiroirs, les portait à Plessmann, retournait le lendemain les chercher et les remettait à leur place.

Il évitait avec soin tout contact public avec le baron de Maltzan, feignait de ne pas le connaître quand il le croisait dans la rue, et lui faisait parvenir ses principales pièces par un moyen particulier. Le baron habitait un palais dont le vestibule s'ouvrait sur une colonnade. La première colonne formait avec le mur un angle derrière lequel on réfugiait toutes sortes d'objets hors d'usage. C'est là, à un endroit convenu, que Menzel portait les lettres et les actes destinés à l'ambassadeur prussien, c'est là encore qu'il trouvait les deniers gagnés par son ignominie. Grâce à ce manège qui déjouait toutes les précautions prises, à Paris, à Vienne et à St-Pétersbourg, pour entourer de mystère les échanges de vues, les propositions, négociations, projets des trois cours alliées, Frédéric fut de bonne heure initié à tous leurs secrets, par conséquent en mesure de déconcerter, par son agression inopinée, à l'automne de 1756, le plan d'opérations militaires si péniblement préparé à Vienne par Kaunitz et le comte d'Estrées pour le printemps de 1757. Parfaitement informé de l'insuffisance des alliés, il se garda bien de leur laisser le temps d'achever leurs préparatifs. Prince sans scrupules, il n'hésita pas à faire imprimer et publier les principaux actes qu'il avait obtenus par les plus vils moyens, et son amour-propre, froissé par les jugements sévères mais pleinement justifiés que la lecture des correspondances volées lui révéla,

se venga sur la famille royale de Saxe et sur les populations saxonnes de la façon la plus cruelle.

Au début, la conscience de Menzel, étouffée par l'impression d'extrême soulagement que lui apportait, dans sa situation désespérée, l'argent prussien, ne paraît pas avoir subi le moindre trouble. Maltzan payait largement. Le traître put donc se débarrasser de ses importuns créanciers, se livrer à sa passion pour les plaisirs et satisfaire sa gloriole. Mais la jouissance amène la fatigue et la fatigue laisse monter les remords. Menzel se raidit d'abord contre ces affres salutaires. Reculer ne lui parut plus possible, sans risquer de perdre le seul protecteur qui sût et voulût, croyait-il, le sauver en cas de découverte de son crime. En quoi il se faisait illusion, car il n'y a pas de mépris qui passe celui du corrupteur pour le corrompu.

A la fin de l'année 1754, l'empereur et après lui l'impératrice avertirent confidentiellement le comte Flemming, envoyé de Saxe à la cour de Vienne, que le roi de Prusse recevait du cabinet saxon tous les actes importants et particulièrement ceux venant de St-Pétersbourg, de Vienne et de Londres. Comment ? On l'ignorait à Vienne et on ne put le découvrir à Dresde.

Lorsqu'à l'approche des Prussiens, en 1756, la cour quitta Dresde pour se réfugier à Varsovie, Menzel la suivit et y continua son œuvre de traître et sa vie de dissipation. Mais déjà on était sur la trace de ses manœuvres. Une enquête secrète du général Spoerkan avait révélé de graves indices contre lui, et le général les communiqua à Auguste III par un courrier spécial qu'il dépêcha à Varsovie.

Menzel était en joyeuse société, lorsqu'il fut averti qu'il allait être arrêté. Il prit la fuite, mais dans son trouble, il se dirigea vers la Bohême. C'était se jeter dans la gueule du

loup. A peine arrivé à Prague, il fut arrêté et jeté en prison. Dans son interrogatoire il confessa ses crimes et déclara avoir reçu successivement de la Prusse 3000 thalers. On le conduisit à Brunn, et on l'enferma au Spielberg. L'espérance que le roi de Prusse penserait à lui et le réclamerait lorsque se ferait la paix, le soutint longtemps. En 1763, quand vint la paix, Frédéric ne s'inquiéta aucunement de ce misérable ; la Saxe demanda son extradition et l'obtint. Il fut enfermé dans la forteresse de Kœnigstein et très durement traité pendant plusieurs années. En 1768, l'électeur, depuis roi de Saxe, Frédéric Auguste, adoucit son sort. On le débarrassa de la barre de fer rivée à ses chevilles qui entravait sa marche, il put respirer l'air de temps à autre et recevoir autre chose que du pain et de l'eau. Il atteignit ainsi l'âge de 70 ans et mourut à Kœnigstein, le 15 mai 1795, dans la trente-quatrième année de son emprisonnement.

CHAPITRE QUINZIÈME.

SOMMAIRE. Ouverture de la campagne de 1756. — Browne et Piccolomini. — Frédéric II envahit la Saxe. — Combat de Lobositz. — Capitulation de l'armée saxonne. — Nouveaux préparatifs de guerre. — Frédéric II et la franc-maçonnerie. — Plan de campagne. — Négociation avec la Russie. Apraxin. — — Déceptions à Vienne. — Propositions de Frédéric II à l'électeur de Saxe. — Premiers succès des armées autrichiennes. — Premières opérations militaires de l'armée autrichienne. — Le prince Charles de Lorraine est appelé au commandement en chef des armées autrichiennes. — Avis de l'évêque de Spire. — Illusion de l'impératrice et du comte Browne. — Invasion de la Bohême par Frédéric II. — Départ du prince Charles de Lorraine pour l'armée. — Désolation de Browne. — Bataille de Prague. — Mort du maréchal de Schwerin. — Défaite des Autrichiens. — Le feldmaréchal comte de Daun. — Il prend le commandement du corps de Serbelloni. — Désobéissance du général comte de Puebla. — Bataille de Kolin. — Défaite des Prussiens. — Lettre du prince Henri de Prusse. — Joie délirante à Vienne. — L'impératrice et Daun. — Délivrance de Prague. — Les cours alliées de l'Autriche insistent pour obtenir que Daun remplace le prince Charles à la tête de l'armée. — Refus de l'impératrice. — Mollesse du prince Charles de Lorraine.

A VIENNE, comme nous l'avons dit, tout en pressentant une attaque subite du roi de Prusse, on avait cru de bonne politique d'éviter des préparatifs de guerre qui eussent pu passer pour une provocation. Toutefois Marie-Thérèse avait donné ordre au comte de Kaunitz de réunir, au moins une fois par semaine, autour de lui, le feld-maréchal comte de Neipperg, vice-président du conseil aulique de guerre, le comte Haugwitz et le commissaire général des guerres, comte de Salbourg, pour délibérer sur les mesures à prendre en prévision d'une guerre éventuelle. Un peu plus tard elle

adjoignit à cette commission le feldmaréchal comte Browne, le feldzeugmestre prince Piccolomini et le comte Chotek. Une note émanée d'un haut personnage militaire fournit une esquisse intéressante des deux hommes de guerre les plus en vue à cette époque, en Autriche : « Browne est plein de valeur « et d'ambition, parfait dans ses dispositions qu'il exécute « avec autant de prudence que de résolution ; il est ingénieux, « mais dépasse parfois les limites de la hardiesse dans ses « plans lorsqu'il n'aura pas à les mettre en œuvre, ou lors- « qu'il en prévoit le rejet. Il ne s'oublie jamais dans les occa- « sions et, partant, passe pour aimer à voir ses chefs dans « l'embarras. Néanmoins il est un des meilleurs généraux de « Sa Majesté, en grande estime chez l'ennemi et très aimé du « soldat.Quant à Piccolomini, c'est un homme qui ne cherche « pas à se faire valoir,très calme, modeste dans l'exposition de « ses plans, intrépide dans la pratique de ses dispositions, « incapable d'un moment de retour sur lui-même ou sur son « intérêt personnel, d'un caractère foncièrement honorable. « Il jouit de l'estime et de l'affection non seulement de « Sa Majesté mais de l'armée entière. »

Marie-Thérèse projetait de donner le commandement de sa principale armée, alors en Bohême, au premier, celle de la seconde armée, dont le noyau était en Moravie, à Piccolomini. Elle se proposait de mettre à la tête des troupes hongroises le prince Wenzel de Liechtenstein. Mais cet officier général, qui était déjà parti pour presser les travaux de défense d'Olmutz, déclina le poste de confiance que l'impératrice lui offrait, parce que, disait-on, il ne voulait pas se soumettre aux règlements nouveaux adoptés par le conseil aulique de guerre.

Cet exemple d'indiscipline et de manque de patriotisme ne fut pas, malheureusement, le seul. Beaucoup de temps fut

ainsi perdu en contestations entre les chefs de l'armée et le conseil aulique de guerre, au sujet des approvisionnements de toute nature des troupes; et il ne faut pas s'étonner que, lors de l'explosion de la guerre, le prince Piccolomini put faire demander à Vienne par le général de Gemmingen « ce que pouvait donc faire un général sans canons et sans fourgons ». Rien n'était prêt quand le roi de Prusse envahit la Saxe.

Browne, campé près de Kolin, ne disposait pas de plus de 32,000 hommes, dont 7,000 cavaliers. Il avait sous ses ordres deux généraux du plus grand mérite: l'un, le feldzeugmestre comte Kolowrath, signalé dans un rapport du temps, comme homme d'honneur et de conscience, excellent soldat, indifférent au danger et adoré de ses troupes ; le second, le général de cavalerie, comte Lucchesi, plein de feu et de bravoure hardi et entreprenant, sans peur et sans reproche chef, précieux pour l'armée à laquelle il était attaché.

Le corps de Piccolomini, massé autour d'Olmutz, ne dépassait pas 17,000 hommes d'infanterie et 5,000 de cavalerie. Cette infériorité des Autrichiens vis-à-vis des formidables armées prussiennes, semble avoir exercé une influence terrifiante sur les habitants de la Bohême et principalement sur la classe élevée : « Pour la fin du mois, écrivait Browne à Kaunitz, « tout prendra, je l'espère, une autre tournure ; quoi qu'on « puisse dire, il n'y a nul mal encore, mais je ne saurais « guérir les gens qui ont peur : la conduite de notre noblesse « en cela est honteuse, et il ne serait étonnant qu'ils missent « la frayeur parmi le peuple. »

Frédéric avait formé deux armées : l'une, sous les ordres du feldmaréchal de Schwerin, eut pour mission d'observer celle de Piccolomini. Il mena lui-même en Saxe la seconde, forte de 70,000 hommes.

A Vienne, on était persuadé que le roi Auguste, pour éviter de laisser écraser sa faible armée par les Prussiens, lui aurait donné l'ordre de se retirer en Bohême et de rejoindre les troupes de Browne. Dans cette conviction, Marie-Thérèse se hâta de prévenir ce prince qu'elle était prête à prendre à sa charge la solde et l'entretien du corps saxon. Aussi fut-elle atterrée lorsqu'elle apprit que l'électeur-roi, au lieu de prendre ce parti si sage et si simple, s'était laissé entraîner par ses généraux à enfermer ses soldats dans la place forte de Pyrna qu'on lui avait dit être imprenable.

Lorsqu'Auguste comprit l'étendue de la faute commise, il dépêcha courrier sur courrier, tant à Vienne qu'au camp de Browne, pour demander du secours et obtenir que l'armée autrichienne vînt dégager la sienne. Mais à Vienne, comme au camp de Kolin, on savait que les Saxons n'avaient pas pour plus de quatre semaines de vivres à Pyrna,et que mener l'armée impériale en Saxe, c'était livrer la Bohême au roi de Prusse, et l'exposer à la voir coupée de ses magasins de Moravie et d'Autriche. Browne se borna donc à tâcher d'établir des communications avec l'armée saxonne pour lui permettre de venir à lui. En conséquence il se rapprocha autant que possible des frontières de la Saxe et, le 20 septembre, il prit position à Budin, pendant que Piccolomini s'établissait à Kœniggrätz pour observer l'armée de Schwerin, au grand déplaisir de Browne, qui ne put déterminer son collègue à changer ses dispositions.

En dépit de ces contrariétés, si fâcheuses en de pareils moments, Browne ne perdit pas de vue la nécessité de donner la main aux Saxons ; considérant l'impossibilité de percer les masses prussiennes campées sur la rive gauche de l'Elbe, il ouvrit l'avis qu'il ne restait aux généraux d'Auguste d'autre ressource, que de franchir eux-mêmes l'Elbe sous les canons

de Königstein et de marcher droit sur Schandau, où il viendrait les rejoindre avec 18,000 hommes de ses meilleures troupes. Ce plan adopté, Browne se mit immédiatement à l'œuvre. Le 30 septembre, il mena toute son armée jusqu'à Lobositz, petite ville située sur la rive gauche de l'Elbe, au point de bifurcation des routes d'Aussig et de Teplitz. A la première nouvelle de ce mouvement, Frédéric accourut au devant de lui, et les coureurs des deux armées se rencontrèrent dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre. La bataille s'engagea dans la matinée qui suivit et se prolongea plusieurs heures avec des alternatives diverses. Une blessure reçue par le colonel comte de Lacy, qui dirigeait l'attaque des impériaux, arrêta leur élan et sauva Frédéric d'un échec. A la vérité Browne conserva le champ de bataille, mais l'incendie de Lobositz par les bombes prussiennes le contraignit à reculer jusqu'à Budin.

Browne n'en remplit pas moins ses engagements envers les Saxons. Quatre jours après son retour à Budin, il tenta un audacieux coup de main et, à la tête d'un corps de 5,000 hommes, s'avança jusqu'à Schandau, où il avait assigné rendez-vous aux généraux saxons. Sa marche, rendue des plus pénibles par l'inclémence extraordinaire de la saison, s'opéra sans pertes, et il faut ajouter à sa louange, que, en dépit d'une forte indisposition, il sut donner à ses soldats l'exemple d'une ténacité et d'une patience inaltérables. Pendant trois jours entiers, il attendit inutilement des nouvelles de l'armée saxonne, exposé, sans abri, avec ses troupes, à toutes les intempéries d'une saison rigoureuse. Le 14 octobre, il apprit que les généraux saxons, considérant comme impossible la jonction de leurs forces avec celles de Browne, s'étaient résignés, malgré les instances du roi, à signer la honteuse capitulation de Pyrna et à livrer leur armée de 18,000 hommes

à la discrétion du roi de Prusse. Frédéric se contenta d'exiger des officiers le serment de ne plus servir contre lui, mais il contraignit tous les soldats et sous-officiers à prendre service dans son armée, et traita la Saxe en pays conquis. Le roi Auguste se réfugia à Varsovie avec son fils aîné. Ainsi se termina la première campagne de la guerre de sept ans, sans qu'aucune des parties belligérantes pût se flatter d'avantages marqués.

Marie-Thérèse ressentit une grande peine de l'humiliation de la maison royale de Saxe et des cruelles dévastations exercées par les Prussiens sur une partie de l'Électorat. Elle craignait que le public n'en fît retomber la responsabilité sur son gouvernement et principalement sur les chefs de l'armée, dont les tiraillements perpétuels avaient paralysé les meilleures opérations de Browne. Mais, loin de laisser paraître le moindre indice de découragement ou de mécontentement, elle redoubla d'activité, pressant d'une part le concours armé de ses alliés, se multipliant de l'autre pour compléter ses armements et stimuler ses généraux. Ayant appris que Browne avait eu deux chevaux tués sous lui à la bataille de Lobositz, elle lui envoya deux des meilleures et des plus belles bêtes de ses écuries. Les officiers supérieurs qui s'étaient distingués à Lobositz reçurent de l'avancement. En outre elle fit donner double solde aux soldats qui avaient fait partie du corps détaché sur Schandau, et eut soin que chaque homme de l'armée fût pourvu, pendant l'hiver, de vêtements chauds.

Chacun des deux puissants adversaires profita de l'hiver pour se faire des alliés et augmenter ses forces militaires. Frédéric obtint de l'Angleterre la promesse de former, dans le Hanovre, une armée considérable sous les ordres du duc de Cumberland. Quelques-uns de ses ministres auraient désiré qu'il fît appel aux protestants allemands, en se posant,

à l'exemple de Gustave-Adolphe, comme le défenseur du protestantisme, menacé par l'oppression catholique. Mais sa radicale indifférence en matière de religion ne lui permettait pas de comprendre le parti qu'il pouvait tirer de l'appel aux passions religieuses. Menzel affirme qu'il repoussa, avec non moins de dédain, l'offre secrète d'une commission de francs-maçons de créer en Allemagne une agitation maçonnique en sa faveur. Dans sa jeunesse il s'était laissé affilier à la secte et, peu après son avènement au trône, il avait fondé, à Postdam, une loge qu'il présida à diverses reprises ; mais en 1746, ayant découvert qu'un des frères les plus élevés en grade, l'ingénieur général Walrave, avait livré à l'ennemi les plans des forteresses prussiennes, il prit l'ordre entier en aversion et n'en voulut plus entendre parler.

De son côté, Marie-Thérèse ne négligea rien pour entourer son adversaire d'une ceinture d'ennemis et l'écraser sous l'effort des armées dirigées contre lui de tous les points de l'horizon. Pendant que sa diplomatie s'agitait à Versailles, à St-Pétersbourg, à Stockholm, à Madrid, à Lisbonne, à Amsterdam et dans les nombreuses cours d'Allemagne et de l'Italie, soit pour se créer des appuis, soit pour obtenir une neutralité plus ou moins bienveillante, le conseil aulique de guerre siégeait en permanence à Vienne, où Browne et le duc Charles de Lorraine avaient été mandés. On y discuta divers plans d'opérations. Kaunitz, peu familier avec les choses de guerre, se borna à exhorter les membres du conseil à compter peu sur leurs alliés et beaucoup sur eux-mêmes. On s'occupa des moyens de porter l'armée autrichienne, en Bohême et en Moravie, au chiffre de 150,000 hommes, de la diviser en deux corps, dont l'un, de 100,000 hommes, se jetterait sur le roi de Prusse avant qu'il fût prêt, tandis que le second jouerait un rôle d'observation sur les frontières de la

Silésie. Un autre projet consistait à attaquer le roi avec le corps le plus nombreux, à le chasser des montagnes de la Bohême qu'il occupait encore, à pénétrer en Saxe ou dans la Lusace et à transporter le théâtre de la guerre au cœur des États prussiens. Une mission analogue devait être remplie dans la Basse-Silésie par le second corps. Dans l'éventualité de la jonction des forces auxiliaires françaises avec l'une ou l'autre des armées impériales, une convention réglant les questions de préséance des troupes et de commandement intervint, le 25 février 1757, entre le conseil aulique de guerre et le comte d'Estrées, plénipotentiaire militaire de la France à Vienne. Le 28 du même mois, à la suite d'une conférence entre le comte d'Estrées d'une part, le prince Charles de Lorraine, les comtes Kaunitz, Neipperg et Browne de l'autre, le projet consistant à se « déboucher et opérer du côté de la Saxe » fut définitivement adopté. D'Estrées reçut, en même temps, connaissance du plan d'opérations arrêté avec la Russie par le feldmaréchal lieutenant de Buccow, envoyé de Vienne à cette fin et le feld-maréchal lieutenant de St-André, commissaire autrichien à l'armée russe, laquelle se concentrait à Riga sous les ordres du maréchal comte Apraxin.

On se flattait à Vienne que les troupes russes, endurcies au froid, n'hésiteraient pas à braver les rigueurs de l'hiver pour attaquer le roi de Prusse. L'entreprise était d'autant plus facile, que les forces de Frédéric, se trouvant en majeure partie rassemblées dans la Saxe à une distance infime des frontières russes, la partie orientale de ses États se trouvait insuffisamment défendue. Mais les illusions de Marie-Thérèse ne durèrent pas longtemps. Apraxin était à peine arrivé à Riga, qu'il se déclarait hors d'état de rien entreprendre contre la Prusse pendant l'hiver, faute de cavalerie. Les instances les plus pressantes d'Esterhazy, de Buccow, de St-André, les

ordres même de l'impératrice Élisabeth demeurèrent sans effet sur lui, car d'avance il avait négligé, à dessein, les plus indispensables préparatifs. Le secret de cette conduite était dans les craintes que lui inspirait la santé ébranlée d'Élisabeth, dont l'héritier présomptif, le grand-duc Pierre, affichait un véritable culte pour le roi de Prusse. « Rien de plus « singulier que cette cour, écrit Esterhazy, dès que l'impéra- « trice revient en bonne santé, les affaires s'accélèrent et l'on « fait peu attention au grand-duc ; si elle est indisposée, tout « s'arrête et c'est à qui se prosternera devant le grand-duc ». Or Pierre avait eu soin d'informer Apraxin, de ses sentiments prussophiles, et, courtisan avant tout, Apraxin placé dans la cruelle alternative de déplaire à l'impératrice ou d'encourir la disgrâce du grand-duc, mit tous ses soins à retarder l'entrée en campagne, tout en faisant étalage de sa bonne volonté.

Appelé à donner son avis sur le plan d'opérations que Buccow avait fait agréer à la cour de Russie, il y fit une telle opposition, qu'Esterhazy lui-même conseilla de ne pas insister. « L'essentiel, écrivit-il, est qu'il entre en campagne; « une fois en pays ennemi, le poids seul de ses forces suffira « pour exercer une diversion avantageuse. » Apraxin disposait en effet, de 118,000 hommes, dont 14,000 de cavalerie régulière et 21,000 cosaques ou irréguliers à cheval. Son plan consistait à entreprendre le siège de Memel avec la partie principale de son armée et avec le reste d'attaquer l'ennemi et de pousser une pointe le plus avant possible dans les provinces prussiennes. Ses mouvements devaient être soutenus par une flotte russe, chargée en outre, de bloquer les ports prussiens.

Dans la seconde quinzaine de mars, le général prussien Kyau, se disant autorisé par son souverain, communiqua au commissaire général des mines saxonnes, Gartenberg, des

propositions d'accommodement, que ce dernier s'empressa de transmettre au ministre saxon, comte de Wackerbart. Ces propositions étaient libellées de la manière suivante :

1° Le roi restera maître de la Silésie, comme il est actuellement.

2° Il restituera au roi de Pologne, électeur de Saxe, ses états, ses armées et ses sujets saxons, comme aussi toute l'artillerie, armes et munitions de guerre et tout l'attirail pris des arsenaux.

3° Il dédommagera le roi et le pays de la manière suivante : Il lui fera avoir la ville d'Erfurt avec son territoire, en s'engageant à indemniser l'électeur de Mayence par un équivalent.

4° Il accordera la juridiction douanière à la ville de Leipzig, comme aussi le libre passage et commerce des marchandises par Magdebourg, allant et venant de Hambourg en Saxe, par l'Elbe.

5° Il permettra aussi de rétablir le libre commerce entre la Silésie et la ville de Leipzig.

6° Il procurera et garantira l'élection d'un successeur à la couronne de Pologne dans la famille royale de Saxe et paiera encore quelques millions en argent comptant à la Saxe pour la dédommager de ce qu'elle a souffert.

7° Pour les conditions susmentionnées, le roi de Prusse requerra la France d'en être garante, vu que S. M. Prussienne fera d'abord son accommodement avec elle, en se détachant de l'Angleterre, avec laquelle elle n'était alliée qu'à contre-cœur.

Wackerbart envoya en toute hâte la pièce au comte de Bruhl et répondit que, depuis vingt ans, il ne s'occupait plus d'affaires d'État. A son tour Bruhl la communiqua aux envoyés d'Autriche, de Russie et de France à Varsovie, en

faisant ressortir l'étrangeté du procédé du roi de Prusse et, en déclarant que, en tous cas, le roi son maître n'entendait pas négocier sans s'être mis préalablement d'accord avec ses alliés.

La cour d'Autriche prit l'affaire au sérieux. Elle remercia chaleureusement l'électeur de Saxe, fit connaître les faits à Paris et à Saint-Pétersbourg et conclut que le roi de Prusse devait être fort inquiet pour se résigner à passer par dessus son animosité contre le prince saxon.

La démarche du roi de Prusse, ainsi commentée, devint un stimulant pour le zèle de l'impératrice. Tranquillisée par ses bonnes relations avec la France, au point de vue des Pays-Bas, elle fit venir en Bohême le corps d'armée qu'y commandait le duc d'Arenberg, appela à le renforcer de nombreux détachements de l'Italie autrichienne et des confins militaires; et, trouvant que les États de Bohême travaillaient mollement au recrutement dont ils étaient chargés,elle doubla,par mesure de punition, le contingent qui leur avait été assigné. Aucun détail ne lui échappa. Sa communicative ardeur gagna ses troupes. Les détachements prussiens logés dans la Lusace en firent l'expérience. La nuit qui précéda le premier jour de l'année 1757, le général de Lacy, aidé du lieutenant colonel Laudon, enleva d'un coup de main Marienthal, Ostritz et deux autres bicoques.

Le 20 février suivant, le général major, prince de Loevenstein, attaqua, aux premières lueurs de la matinée, la petite ville de Hirschfeld, en Lusace, que défendait un bataillon prussien, l'emporta de vive force et détruisit presqu'entièrement la garnison.

A la même époque, le lieutenant feld-maréchal, comte de Maquire, chef du corps auquel appartenait le détachement du prince de Loewenstein, prit d'assaut le bourg de Hers-

dorf, dans lequel les Prussiens avaient élevé un blokhaus fortement occupé, les en chassa, les poursuivit jusqu'à Zittau et ramena avec lui de nombreux prisonniers.

Ces premiers faits d'armes, d'importance secondaire, eurent le grand avantage d'aguerrir les troupes autrichiennes et de leur rendre une certaine confiance en elles-mêmes, confiance qu'avait fortement ébranlée la fin de la campagne précédente, marquée de tant d'échecs. Marie-Thérèse en tira un excellent augure pour les luttes imminentes et l'on peut assurément admettre que ses espérances se seraient réalisées, si elle n'avait commis la faute grave de confier le commandement suprême de ses armées, à son beau-frère, le prince Charles de Lorraine. Aveuglée par son affection pour ce prince, poussée par les instances de l'empereur qui idolâtrait son frère, instiguée par le comte Neipperg, dévoué à la maison de Lorraine, elle oublia combien Charles s'était montré insuffisant dans le commandement et inférieur à Frédéric. On ne voit pas d'ailleurs que Kaunitz, ou aucun des membres du conseil aulique de guerre, ait essayé de combattre cette nomination. Une seule voix troubla l'accord au moins tacite des personnages compétents, celle d'un prince ecclésiastique, l'évêque de Spire, qui osa représenter à l'impératrice que, sans contester les hautes qualités du prince de Lorraine, il ne pouvait ne pas rappeler à la mémoire de la Souveraine, les éminents services rendus par le comte Browne, la confiance qu'il avait su inspirer à l'armée, le péril de dégoûter et de décourager ce fidèle serviteur. Il concluait en suppliant Marie-Thérèse de conserver le commandement en chef au comte Browne et de donner au prince Charles de Lorraine la direction de l'armée des cercles, alors en formation.

L'évêque se heurta à un parti pris. L'unique résultat de son intervention fut que Marie-Thérèse offrit à Browne de

partager le commandement avec le prince. Mais le feld-maréchal fit ressortir les inconvénients du partage, et s'offrit à servir sous les ordres du prince. Dans les derniers jours de mars, il regagna la Bohême. Quant au prince Charles, toujours lent dans ses mouvements, il s'attarda à Vienne, sous ombre de mal aux pieds, et se contenta de faire partir la multitude de ses riches équipages pour Prague, où sa suite descendit dans le palais du prince Piccolomini, disposé luxueusement pour le recevoir.

Le temps s'écoula, sans qu'on s'inquiétât autrement, car à Vienne et même à Prague, l'impératrice et Browne, trompés par des rapports inexacts, se figuraient que le roi de Prusse attendrait bénévolement l'attaque de ses ennemis. Si profonde était l'illusion de Browne sur ce point que,lorsqu'au commencement d'avril, le bruit se répandit à Prague, que le roi de Prusse pénétrerait en Bohême, le 6, avec cinq corps d'armée, le général affirma que ces rumeurs étaient propagées par Frédéric pour dissimuler ses vrais desseins. Le 20 avril encore, il écrivit au prince de Lorraine: « Il est incroyable comment « le roi de Prusse fatigue mal à propos ses troupes par des « marches et des contre-marches, qui, jusqu'à cette heure, « n'aboutissent à rien. »

On n'était pas moins rassuré à Vienne, où après avoir discuté une foule de projets militaires, on s'était finalement résigné à attendre que les alliés de l'Autriche eussent commencé leurs opérations et on avait cru pouvoir faire une salutaire économie en donnant l'ordre de laisser presque toute la cavalerie dans ses cantonnements jusqu'à la fin d'avril. En même temps on accumulait de grandes provisions de vivres, de fourrages et de munitions dans les villes frontières de la Saxe, à l'intention du corps d'armée destiné à exécuter les plans de campagne variés, que dessinaient, dans leur éton-

nante quiétude, les stratèges du conseil aulique de guerre.

De son côté l'empereur, mû par une conviction profonde d'avoir, dans sa perspicacité, surpris le secret de la tactique victorieuse du roi de Prusse, rédigeait laborieusement deux longs mémoires destinés à indiquer à son frère les moyens de se couronner de lauriers.

Malheureusement pour la cour de Vienne, Frédéric n'avait pas attendu que l'empereur et le conseil aulique de guerre eussent achevé leurs travaux stratégiques, pour prendre l'offensive et lorsque Browne lui reprochait de fatiguer inutilement ses troupes, il se lançait sur la Bohême par quatre points différents.

Le 18 avril, le feldmaréchal, comte de Schwérin, franchissait les frontières de la Silésie et s'emparait de Trautenau, dispersant au loin le corps du général autrichien, comte Serbelloni, qui ne montra guère plus de tête et de capacité que son ancêtre de la guerre de Trente Ans. Le jour suivant, le prince Guillaume de Brunswich-Bevern quitta son quartier général de Zittau et culbuta, le 21, près de Reichenberg, un autre corps autrichien commandé par le feldmaréchal, comte de Koenigsegg. Enfin le roi en personne pénétra en Bohême, par Peterswalden, en même temps que le prince Maurice d'Anhalt par Kommotau, sans rencontrer de résistance. En trois jours les immenses magasins de l'armée autrichienne sur la frontière saxonne, se trouvaient aux mains des Prussiens, qui se dirigèrent rapidement sur Prague, où le roi espérait frapper un grand coup de nature à contraindre les armées ennemies à l'impuissance pour le reste de la campagne.

La nouvelle de cette invasion, si peu prévue, tomba à Vienne comme un coup de foudre et frappa de stupeur les faiseurs de plans au conseil aulique de guerre. On y apprit

en même temps, qu'une partie du corps de Koenigsegg s'était mal comportée à Reichenberg et avait pillé plusieurs localités dans sa retraite sur Brandeis et Prague. On avait à craindre la décourageante impression de ce début sur les troupes autrichiennes et sur les cours alliées. Marie-Thérèse mit toute sa sollicitude à l'atténuer. Des courriers, chargés de dépêches aussi rassurantes que possible, partirent pour Versailles et St-Pétersbourg, pendant que les chefs de l'armée en Bohême recevaient l'ordre de faire une enquête sévère sur la conduite des troupes battues.

Le 26 avril, le prince Charles prit la poste pour Prague. Il fut suivi, le 2 mai, par le feldmaréchal, comte Daun, et trois jours plus tard, par le comte de Kaunitz lui-même.

Le départ du premier ministre causa un émoi immense à Vienne, et le fait qu'il emmenait avec lui les principaux employés de son cabinet, donna lieu aux commentaires les plus inquiétants. En réalité il apportait au prince de Lorraine des communications verbales du couple impérial, sur les mesures urgentes à prendre dans les nouvelles circonstances qui venaient de se produire. Mais il ne put même pas remplir sa mission, car, dans l'intervalle, des événements décisifs s'étaient produits à Prague.

Browne n'avait pas été moins étourdi que la cour de Vienne de la subite attaque des Prussiens. Humilié de sa fatale méprise, profondément ému de la facile défaite de ses soldats sur les frontières, il brûlait du désir de racheter l'échec de Koenigsegg par un fait d'armes éclatant et ne pensait qu'à se battre.

Le 24, il écrivait de Budin au prince Charles : « J'ai pris « mon camp sur les hauteurs de cet endroit où j'ai l'avan- « tage du terrain et puis espérer, avec l'assistance de Dieu, « que si jamais l'ennemi voulait m'y attaquer, il ne trouverait

« pas si beau jeu qu'à Reichenberg, chose à laquelle je ne puis « penser sans frémir que d'aussi braves gens aient pu se « laisser forcer dans un terrain aussi avantageux, par une « force pour ainsi dire égale à la leur..... »

Mais son ardeur se heurta contre l'avis unanime de ses généraux et, le cœur navré, il recula jusqu'à Tuchomierschitz, où le 30 avril arriva le prince Charles de Lorraine. Cette retraite brisa sa vaillante âme. « J'avoue, écrit le prince, « que je fus surpris en le voyant et j'ose dire qu'il était dans « un très triste état, avec quelque chose d'égaré, et le premier « mot qu'il me dit fut qu'il était bien malheureux et qu'il « voudrait être mort et se mit à pleurer. Quelques minutes « après, il me dit que l'ennemi avançait et qu'il fallait absolu- « ment donner dessus. Je fis tout ce que je pus pour le cal- « mer un peu, mais je vis qu'il n'y avait pas moyen. »

Au conseil de guerre qui suivit dans la journée, sous la présidence du prince, Browne opina pour risquer une bataille. Tous les autres membres du conseil s'y opposaient : « Mais, « continue le prince, le feldmaréchal n'en voulut pas dé- « mordre et voyant qu'on ne croyait pas la chose faisable « pour attaquer les Prussiens, il me proposa de lui donner « 4,000 hommes et qu'il les irait attaquer. Je vis bien que le « chagrin lui avait un peu tourné la tête et je fis ce que je « pus pour le remettre. »

Le 1er mai, l'armée autrichienne atteignit Prague. L'aile gauche traversa la ville et prit position à Nusle, sur la rive droite de la Moldau, où le prince établit son quartier général. L'aile droite campa au-dessous de la place, à Maleschitz.

Le 2 mai, à l'apparition des Prussiens sur la Montagne Blanche, le prince Charles réunit son conseil de guerre. Il exposa que le corps d'armée du comte Serbelloni, s'étant attardé très inutilement près de Koenigsgrätz pendant plu-

sieurs jours, la nécessité exigeait de reculer encore un peu plus loin, pour faciliter sa jonction avec l'armée. Browne combattit énergiquement ce mouvement de retraite. « L'aban-« don de Prague, s'écria-t-il, sera la ruine de la monarchie. « Il ne restera plus à l'impératrice qu'à s'enfuir de Vienne. « Prague renferme trop de trésors, de magasins, de provisions, « pour que l'on ne sacrifie pas une armée à son salut. Je me « fais fort de défendre Prague avec 8,000 hommes. » Le prince n'en persista pas moins dans son opinion. Il prétendit que mieux valait sauver l'armée qu'une ville, qui s'était déjà laissé prendre et reprendre trois fois. « Avec de l'argent, « ajouta-t-il, on peut bien se procurer des vivres, mais non « pas une armée. »

Cette fois, la majorité des généraux se rangea du côté du comte Browne, qui trouva un nouvel appui dans le baron Netolitzky, commissaire général des guerres, personnage très considéré, chargé de la mission de ravitailler l'armée. Le conseil décida que l'armée resterait sous la ville de Prague, en modifiant toutefois ses positions et qu'ordre serait envoyé à Serbelloni de rejoindre au plus tôt le corps principal.

Ces résolutions prises et exécutées, le prince de Lorraine retomba dans son apathie ordinaire. Ne soupçonnant même pas que les Prussiens pussent penser à l'attaquer, il négligea de prendre les précautions les plus vulgaires, voire même de placer des avant-postes.

Or Frédéric, toujours poussé par le ferme espoir d'anéantir l'ennemi d'un seul coup, aussi exactement informé de ce qui se passait au camp autrichien que le prince l'était peu de ses mouvements, avait rappelé en toute hâte le maréchal de Schwérin. Celui-ci arrivé, il ne perdit pas un moment pour attaquer les positions autrichiennes. Le 6 mai à 10 heures, l'aile droite de son armée, sous les ordres de Schwérin, ap-

parut sur la gauche des Autrichiens, gravissant en bon ordre les collines qui s'élèvent à l'Est de Prague. Du côté de Sterboholy, l'état marécageux du terrain retarda cependant la marche des Prussiens, et si le prince Charles les eût chargés à ce moment, leur désastre était certain. Mais Charles, surpris, troublé, ne pensa qu'à ranger ses troupes en bataille. Le pas critique était déjà franchi, lorsque son artillerie fut en mesure d'ouvrir le feu. Elle arrêta court l'attaque des Prussiens. Browne se lança aussitôt sur eux à la tête de ses grenadiers, sans souci de la mort, et avec une telle impétuosité que les premiers rangs, mis en désordre, s'enfuirent, entraînant avec eux toute la colonne et laissant à l'ennemi quatorze canons et de nombreux drapeaux. Malheureusement, au milieu de cette terrible charge à la baïonnette, Browne a la jambe fracassée d'un boulet, tombe de cheval et est emporté, sans connaissance, derrière la ligne de bataille.

La perte de leur héroïque chef enflamme de fureur les grenadiers de Browne, ils poursuivent les fuyards sans s'apercevoir qu'ils ne sont pas suivis. Un vide s'ouvre derrière eux. Frédéric, accouru au secours de ses soldats, y jette une partie de sa cavalerie. Elle se heurte contre celle des Autrichiens, qui, conduite par Lucchesi, arrive au même instant; malheureusement les escadrons de Lucchesi, envoyés le matin au fourrage, par suite d'un ordre mal rédigé et mal compris, et rappelés tardivement, ont déjà fourni une longue course ; les chevaux sont essoufflés, les cavaliers en désordre. Ils sont culbutés et n'échappent à une destruction complète que parce que les Prussiens, rencontrant dans leur poursuite le camp de la réserve, se dispersent pour boire et piller à leur aise.

Sur ces entrefaites Schwerin a réussi à rallier son infanterie. L'épée haute d'une main, un drapeau dans l'autre, il la ramène au combat. A peine a-t-il fait quelques pas, qu'il

tombe, frappé de cinq balles. Une lutte sanglante s'engage autour de son corps. Les grenadiers, guidés par leur vaillant colonel, Guasco, ne veulent pas céder un pied de terrain. Mais ils ne sont pas soutenus et leur nombre diminue rapidement, tandis que le roi, avec de nouveaux régiments, vient à l'aide des soldats de Schwerin ; ils se retirent enfin, toujours combattant, emportant avec eux les drapeaux et sept des canons qu'ils ont conquis.

Le centre et l'aile gauche des Autrichiens, avaient été encore plus maltraités que l'aile droite. Au début de la bataille, le roi, jugeant leurs positions trop fortes, ne s'était pas proposé de les attaquer sérieusement. Mais le général Manstein, chargé d'occuper leur attention, s'étant laissé entraîner par son ardeur à en venir aux mains avec quatre bataillons postés sur la hauteur dominante, eut la bonne fortune de les refouler. Une fois maître de cette position importante, il voulut poursuivre son succès et assaillit le corps autrichien placé près de Keyge. Son audace faillit le perdre. Il rencontra une résistance tellement énergique et subit de si énormes pertes, qu'il prit ses dispositions pour se retirer. La nouvelle du désastre de la cavalerie impériale le sauva, car elle détermina le feld-maréchal de Kœnigsegg, qui commandait le centre autrichien, à prendre lui-même les devants de la retraite.

La bataille était perdue. La plus grande partie de l'armée impériale se réfugia à Prague, le reste gagna Beneschau. Il faut rendre justice aux troupes du prince Charles : elles s'étaient admirablement comportées durant la lutte, mais la blessure de Browne, qui semble avoir cherché la mort, les avait privées du seul chef en qui elles eussent confiance. Au commencement de la journée, le prince Charles de Lorraine se trouvait à l'aile droite de son armée. Informé de la défaite de sa cavalerie, il était accouru pour la rallier.

Mais ni menaces, ni supplications, ne purent arrêter les fuyards. Lui-même se vit emporté par le flot : sous le coup de l'indignation, de la colère et de la honte, il s'évanouit et faillit étouffer. On le transporta à Nusle, où on le saigna sans résultat. Les hussards prussiens s'étant montrés dans le village, il fallut le voiturer jusqu'à Prague, toujours sans connaissance. Là, les médecins pratiquèrent une seconde saignée, qui le fit revenir à lui. Malgré sa faiblesse, il voulut remonter à cheval et retourner sur le champ de bataille. Mais la foule des fuyards encombrait tous les passages. Il réussit cependant à sortir de la ville par la Kornthor. Mais il rencontra une telle confusion, un tel désordre d'hommes, d'équipages, de chevaux, luttant de presse pour rentrer dans la ville, qu'il dut reconnaître l'inutilité de ses efforts. Il revint sur ses pas et son retour dans la cité ne s'opéra qu'avec infiniment de peine et non sans risque de sa vie. Il s'occupa aussitôt de garnir les remparts d'hommes et d'artillerie et fit fermer les portes. A 9 h. ½ du soir, un parlementaire prussien se présenta, porteur d'une sommation de capituler, sous menace de destruction de la ville. Le prince lui fit répondre qu'il espérait défendre la capitale de la Bohême, de manière à forcer l'estime du roi.

Les pertes de chacune des armées se montaient à 13,000 hommes, chiffre énorme, qui atteste l'acharnement de la lutte. Mais si les Autrichiens pleuraient amèrement leurs morts, les Prussiens se consolaient de l'effroyable prix de leur victoire par les résultats qu'entrevoyait leur enthousiasme. A leurs yeux Prague était déjà pris, et l'Autriche à la merci de la Prusse. « Notre victoire, écrivait le prince Henri, frère du roi, nous donne de longues années de paix. »

Mais le vieux proverbe« l'homme propose et Dieu dispose», allait se réaliser une fois de plus. Peu de jours avant la ba-

taille, le feld-maréchal de Daun, se conformant aux instructions du prince de Lorraine, était allé prendre le commandement du corps d'armée du comte Serbelloni, alors campé à Schischelitz. Il arriva, le 4 mai, dans cette dernière ville. Tout aussitôt il expédia au lieutenant feld-maréchal, comte de Puebla, qui se trouvait avec 9,000 hommes à Podiebrad, l'ordre de se réunir immédiatement au principal corps d'armée. Dans la nuit du 5 au 6 mai, il quitta lui-même Schischelitz et prit la direction de Prague.

Triste symptôme du mal moral qui rongeait l'armée autrichienne ! Puebla, au lieu de répondre à l'ordre important de son chef, demeura immobile. Le bruit du canon, dont il ne put cependant méconnaître le pressant appel, ne réussit pas à le tirer de sa coupable inertie, ni à le déterminer à courir au champ de bataille, alors que son apparition, sur les derrières de l'armée prussienne, eût infailliblement changé la face des choses. Pendant ce temps-là, Daun, poussé par une anxiété instinctive, marchait sans relâche. Le 7 mai, il atteignit Boemisch-Brod, où Kaunitz, venant de Vienne, arriva le même jour. Pendant son voyage, le chancelier avait rencontré, dès Kolin, des déserteurs prussiens, qui racontaient qu'une bataille venait de se livrer et dont les Autrichiens étaient les vainqueurs. La joie l'envahit, mais elle ne dura guère, car avant d'aborder Boemisch-Brod, il apprit d'un Italien que les vainqueurs de la journée du 6, étaient les Prussiens.

A l'arrivée de Kaunitz, Daun était encore sans nouvelles. Cette circonstance et les quelques renseignements recueillis par le chancelier, leur firent craindre que le prince de Lorraine n'eût été coupé de ses communications avec Prague et cerné ainsi que son armée par les Prussiens. Sous l'aiguillon de leurs inquiétudes, ils discutèrent divers projets plus hasardeux les uns que les autres, mais ils n'avaient pu s'arrêter encore à

aucune résolution, quand, vers minuit, le lieutenant-colonel Schulz arriva à Boemisch-Brod et renseigna les deux hauts personnages sur les divers incidents et sur les suites de la bataille. Cet officier avait été expédié de Beneschau par le général de cavalerie, baron de Pretlack, alors occupé à recueillir et à réorganiser les débris des régiments qui avaient contourné Prague. Il était chargé de demander des instructions à Daun et de lui faire connaître, en même temps, qu'il y avait à Beneschau environ treize mille soldats de toutes armes, pour la plupart dans le plus lamentable état.

Les récits du lieutenant-colonel consternèrent Kaunitz: « Je « frémirais, écrivit-il à l'empereur, du danger auquel je puis « exposer les précieux jours de Vos Majestés Impériales, par « la funeste nouvelle que j'ai à leur annoncer, si je n'étais « rassuré par le souvenir de tout ce que je sais que l'on est en « droit d'attendre de la supériorité de leurs âmes. » La nou- « velle donnée, il continua en ces termes : « J'ai donc passé « une partie de la nuit avec M. le maréchal de Daun pour « voir ce qu'il peut y avoir à faire. Je dois des éloges à son « zèle et à sa prudence. Je l'assiste et l'assisterai de mes « faibles avis autant que je le pourrai et qu'il le trouvera bon.»

Le lendemain, 8 mai, Daun arrêta son plan de conduite, qui consistait à se retirer lentement sur Planian, puis sur Kolin, afin de couvrir les magasins que l'armée possédait dans cette ville. Ces mesures décidées, Kaunitz reprit le chemin de Vienne, où il arriva le 11.

L'agitation était grande à Vienne et entretenue par les plus sinistres rumeurs. La conduite des chefs de l'armée faisait l'objet des plus amères critiques. A Serbelloni on reprochait son injustifiable mollesse, à Browne, la faute grave de la dispersion de ses forces, et si l'on n'osait s'attaquer au prince de Lorraine, l'émotion populaire s'en prenait d'autant

plus au président du conseil aulique de guerre, Neipperg et réclamait hautement sa démission.

La nouvelle de la défaite avait été apportée dans la capitale, le 10 mai, par le major général baron de Gemmingen. Elle y répandit une indicible impression d'épouvante et de tristesse. Pendant plusieurs jours, Vienne ressembla à une ville en deuil, ses rues désertes, l'air consterné des rares passants, leur morne silence, leur attitude abattue, ne révélaient que trop les affres d'une agonie générale.

Seule, Marie-Thérèse, profondément atteinte dans sa fierté et dans ses illusions, montra un courage à la hauteur de la situation. L'âme brisée, luttant vaillamment contre le désespoir, elle renvoya immédiatement Gemmingen avec un billet autographe destiné à Daun et dans lequel elle lui témoignait son absolue confiance. Des mesures énergiques furent prises pour ravitailler au plus vite l'armée du maréchal, d'hommes, de chevaux, d'armes, de munitions et de vivres et, dès le 14 mai, les chefs des différents services furent mis en demeure de faire rapport sur l'accomplissement des ordres qu'ils avaient reçus.

Le 13, des dépêches adressées aux ambassadeurs impériaux à Saint-Pétersbourg, à Versailles et à Stockholm, leur apportèrent les instructions les plus complètes pour leur permettre d'exposer à ces cours, la situation dans toute sa vérité, d'affirmer la ferme volonté de l'impératrice de porter le remède le plus efficace au mal, et de réclamer le concours des puissances alliées. Ces communications furent partout bien accueillies.

Dès que le roi de Prusse eut connaissance des mouvements de Daun, il chargea le prince de Brünswick-Bevern d'aller l'observer avec un corps d'environ 20,000 hommes. A son approche, Daun recula peu à peu jusqu'à Goltsch-Jenikau,

station postale au sud de Czaslau. A la vérité, il mettait en péril les grands magasins de son armée, mais il gagnait le double avantage de se rapprocher des secours qui lui étaient envoyés de tous côtés et d'attirer le prince de Brünswick loin de sa base d'opération. Bientôt, en effet, le général de la cavalerie, comte Nadasdy, lui annonça de Moravie des renforts considérables ; les troupes réorganisées à Beneschau rejoignirent son quartier-général et l'électeur de Saxe lui envoya de Pologne quatre régiments de cavalerie saxons. Au bout de quelques semaines, Daun se trouva à la tête d'une armée de plus de 54,000 hommes.

Telle est la tyrannie de l'habitude que, en dépit de tant de funestes expériences, les conseils, les instructions, les ordres même du conseil aulique de guerre abondaient au quartier-général. On ne se contentait pas d'approuver ses dispositions, ses procédés énergiques pour rétablir une discipline sévère parmi ses troupes, mais on lui envoyait jusqu'à des plans d'action et des indications de mouvements. Marie-Thérèse, tout en versant un peu dans ce travers, eut du moins l'art de toucher Daun par les marques de son estime et de sa confiance. Elle l'autorisa à agir comme il l'entendrait, sans prendre avis de Vienne, à employer les généraux selon leurs capacités, sans avoir égard au rang, et à renvoyer de l'armée les incapables. Elle se plaignit toutefois de ne plus entendre parler de ses hussards, si prodigues d'actions d'éclat, lors de la guerre de Succession. Elle alla jusqu'à écrire directement au commandant de ses troupes légères, le comte Nadasdy, pour stimuler son zèle et l'exhorter à réveiller l'ardeur de ses cavaliers. « Vous pourrez, disait-elle, engager ma parole im-« périale que je donnerai cent ducats pour tout drapeau ou « étendard pris à l'ennemi, et à tout groupe de cavaliers qui, « le sabre au poing, portera le désordre dans un bataillon ou « un escadron ennemi, deux ducats par homme. »

Les destinées de Daun et de la monarchie étaient étroitement liées avec celles de Prague. Aussi attachait-on la plus grande importance à ce que le prince Charles, par une résistance vigoureuse, des sorties opportunes, arrêtât devant la ville le gros des troupes prussiennes et donnât à Daun le temps de compléter ses forces, aux armées alliées de prendre l'offensive et de s'avancer en Allemagne. Un des nombreux messagers envoyés au prince pour lui faire connaître l'ordre précis de l'impératrice sur ce point, réussit à se glisser dans la ville. A ce moment elle était en butte à un bombardement terrible, qui avait déjà incendié cinq cents maisons. « L'en-« nemi, écrivit Charles de Lorraine, dans un billet que le « capitaine de grenadiers Ubelli vint porter de sa part à « Daun, l'ennemi se sert de tous les moyens pour abîmer la « ville. De la manière qu'il se prend jusqu'à présent, il fait la « guerre aux pauvres habitants plutôt qu'à nos troupes, car « celles-ci n'ont encore presque rien souffert. »

Les nouvelles venues de Prague donnèrent lieu de croire au conseil aulique que cette ville pouvait tenir encore longtemps, et le secrétaire particulier de l'impératrice eut mission d'aller porter à Daun des conseils que nous connaissons uniquement par la réponse du maréchal: « Les instruc-« tions que vous m'apportez de la part de Sa Majesté, dit-il à « Koch, sont impraticables, voire chimériques. L'armée ne « peut dégager Prague sans livrer bataille. Si l'on veut sauver « l'une il faut risquer l'autre. Il n'y a pas de milieu, et toutes « les objections restent à l'état de *pia desideria.* »

Néanmoins, afin de mettre sa responsabilité à couvert, il écrivit à Vienne et reçut en retour un plein pouvoir daté du 6 juin. Aussitôt il prit toutes les précautions que sa sage prudence lui suggéra pour assurer sa retraite en cas d'échec, et commença le 12 son mouvement sur Prague. Le comte

Nadasdy conduisait l'avant-garde, Serbelloni la cavalerie de l'aile droite, le général de cavalerie comte de Stampa, celle de l'aile gauche. L'infanterie de droite était sous les ordres du feldzeugmestre, baron Marschall, celle de gauche sous ceux du feldzeugmestre, comte Antoine Colloredo. Les lieutenants feld-maréchaux, comte de Wied et baron de Lutzow, commandaient respectivement l'un l'infanterie, l'autre la cavalerie de réserve.

Le 13, l'avant-garde autrichienne fut vivement attaquée par les troupes du prince de Brünswick ; elle les repoussa et occupa le soir même Kuttenberg. Averti de ce qui se passait, Frédéric forma un corps de 24,000 hommes avec lequel il vint rejoindre le prince de Brünswick à Kaurzim. Mal renseigné sur les forces de Daun, plus mal encore sur les talents militaires du général autrichien, il se croyait sûr de le battre.

Le 15, Daun établit son camp et son quartier-général dans une position avantageuse, à Krichnow et, le jour suivant, il fit occuper les hauteurs qui s'étendent au sud de la route impériale qui conduit de Kolin à Prague, par Planian.

Le 18, de grand matin, les Prussiens, venant de Planian, s'arrêtèrent le long de la route. Le roi réunit ses généraux dans l'auberge du Soleil d'Or, située à mi-chemin de Kolin et de Planian, afin de déterminer la marche de la bataille. Les positions de l'aile gauche des Autrichiens lui parurent trop fortes pour être attaquées avec succès, et il décida que le principal effort de son armée serait dirigé contre l'aile droite autrichienne, qu'il se proposait de déborder par un mouvement tournant.

Du haut de la montagne de Kamhajek, dont les dernières pentes aboutissent au Soleil d'Or, Daun, debout près de son cheval, observait les mouvements des Prussiens. Son infanterie, bien disposée, attendait ses ordres, l'arme au pied ; la

cavalerie, massée pour la première fois en un seul groupe, par une dérogation calculée aux principes de la stratégie ordinaire du temps, se dissimulait dans les bois.

Dès qu'il s'aperçut des intentions du roi, il renforça son aile droite, s'y rendit de sa personne et modifia son ordre de bataille de manière à présenter le front au point menacé, c'est-à-dire au village de Kretschor, situé à l'ouest de Kolin et à une petite distance sud de la route. Frédéric avait choisi son poste sur une montagne au nord de la même route et de là dirigeait ses troupes.

Vers une heure, le général Hülsen donna le signal de la bataille en attaquant Kretschor : il s'en empara tandis que Ziethen refoulait sur Radowesnitz un détachement de la cavalerie autrichienne. Il y eut un moment d'arrêt et un temps précieux perdu, parce que le roi tarda, malgré les supplications du prince Henri, à soutenir Hülsen. Dès que ses renforts furent en marche, Hülsen poursuivit sa pointe contre les Autrichiens et les chassa du bois situé derrière le village. Mais au sortir de la forêt, il fut accueilli par un feu d'artillerie violent et si bien dirigé que des lignes entières furent renversées. Ses grenadiers ébranlés, mis en désordre, reculèrent et évacuèrent la forêt. Ravitaillé sans cesse de troupes fraîches, Hülsen renouvela ses attaques sans plus de succès. Les Autrichiens lui opposèrent une résistance inébranlable, leur artillerie le foudroya d'un tir aussi régulier, disent les rapports, que celui d'un tir à la cible, et fit merveille. Finalement une charge furieuse à la baïonnette, exécutée au moment opportun, précipita les Prussiens en bas des hauteurs qu'ils s'efforçaient de gravir.

Frédéric, inquiet, ordonne aux derniers régiments d'infanterie dont il peut disposer de tenter un effort désespéré contre les terribles batteries qui ont écrasé les vaillantes

troupes d'Hülsen. Il les fait appuyer d'une nombreuse cavalerie, qui charge les impériaux avec impétuosité. La division du général autrichien de Wied est percée et plie : Wied fait sabrer les fuyards et les ramène. Le colonel Siskowitz, attaqué en front et en arrière, lutte des deux côtés avec une intrépide et intelligente valeur. L'infanterie prussienne soutient sa cavalerie, mais les chevau-légers l'attaquent en flanc, tandis que l'infanterie autrichienne la fusille à bout portant ; les dragons de Serbelloni, de Starhemberg et de Lutzow accourent pour achever son écrasement; serrée de toutes parts, la vaillante troupe se forme en carré et se défend avec une héroïque bravoure. Une épouvantable mêlée s'engage et se prolonge près d'une heure. En cet instant critique, des bandes de prisonniers prussiens que l'on n'a pas pris soin de désarmer, font feu par derrière sur les impériaux. La cavalerie autrichienne les massacre. Lutzow est tué, Serbelloni et Wolf blessés, Daun contusionné, mais le carré prussien est brisé. Une dernière et brillante charge, exécutée par les dragons du colonel prussien de Seydlitz, n'eut d'autre résultat que de faire décimer cruellement ce régiment. Les Prussiens cèdent et battent en retraite, faiblement poursuivis par les Autrichiens.

Pendant que ces sanglantes scènes se passaient sur la droite des impériaux, les Prussiens avaient assailli le centre autrichien, sans ordre du roi, dit-on. Vigoureusement repoussés, ils ne renouvelèrent pas leur tentative. Un mouvement offensif opéré en même temps par la cavalerie autrichienne sur la gauche, força l'aile droite prussienne à reculer en désordre. Toutefois celle-ci, couverte par la cavalerie du général Ziethen, se maintint suffisamment pour empêcher que la retraite de l'aile gauche ne dégénérât en déroute. Daun n'en remportait pas moins un splendide triomphe. La monarchie

autrichienne était encore une fois sauvée par l'intrépide valeur de ses soldats. Les Prussiens laissèrent sur le terrain 13,000 morts et blessés, la perte des Autrichiens montait à 5,000 hommes, parmi lesquels plusieurs généraux et officiers supérieurs. Daun était resté pendant tout le cours de la lutte sur le champ de bataille, il eut deux chevaux tués sous lui, un ricochet de balle au bras et une contusion sur le dos, mais 45 canons et 23 drapeaux prussiens formaient le glorieux trophée de sa victoire.

Le prince Maurice d'Anhalt conduisit les débris de l'armée prussienne dans la direction du nord, vers Nimbourg. Le roi se rendit droit à son camp devant Prague. Il y reçut un accueil glacial, il dut entendre de sévères paroles de son plus intime entourage, qui lui reprochait le sacrifice inutile de ses meilleures troupes et son empressement à mettre à l'abri sa propre personne. Une lettre du prince Henri à sa sœur Amélie, lettre interceptée par les impériaux, révèle d'une manière piquante, la nature des sentiments que Frédéric inspirait à ses proches parents. « Enfin, écrivait-il, Phaéton « est tombé, et nous ne savons ce que nous deviendrons. La « journée du 18 sera à jamais funeste au Brandebourg. « Phaéton a eu soin de sa personne et s'est retiré avant que « la perte de la bataille fût décidée. »

A Vienne, on croyait à la rencontre des deux armées ennemies, dès le 17 juin. Les nouvelles de Bohême étaient attendues avec des transes mortelles et une fébrile impatience. L'impératrice avait ordonné des prières publiques pour le succès de ses armes. Le 20 juin, à 7 heures du matin, elle reçut la première nouvelle du merveilleux accomplissement de ses vœux. L'écho s'en répandit dans la ville avec la rapidité de l'éclair et amena partout une bruyante explosion de joie. Toutes les bouches acclamaient le nom de Daun, on le

portait aux nues et c'était justice. Daun n'était-il pas le premier qui eût battu les Prussiens, tenus jusque-là pour invincibles ?

Peu d'heures après, l'officier porteur de la dépêche officielle de Daun, le lieutenant colonel baron de Vettes, fit, selon l'usage antique, son entrée dans la capitale, accompagné de vingt-cinq postillons sonnant du cor et se rendit auprès de l'impératrice à Schœnbrunn. La foule le suivit enthousiasmée ; le bonheur public se manifesta plus vif encore, quand, deux jours après, le lieutenant feldmaréchal Daun apporta les étendards et les drapeaux enlevés aux Prussiens. Des flots infinis de populaire l'escortèrent jusques Schœnbrunn, aux cris incessants de: « Vive Marie-Thérèse ! »

Nulle joie ne dépassa cependant celle de Marie-Thérèse elle-même. Elle ordonna immédiatement un *Te Deum* solennel, en action de grâces de la victoire et y assista avec toute sa cour. Le même jour, elle adressa à Daun une lettre autographe, brûlante de gratitude et de reconnaissance, dans laquelle, après l'avoir loué de sa belle conduite, elle le blâmait affectueusement de s'être trop exposé au péril, en oubliant combien sa vie était chère et précieuse à la monarchie. Elle lui confia le soin de distribuer les récompenses et les promotions dans son armée, comme il le jugerait à propos, et, le 22 juin, elle institua l'ordre militaire qui porte son nom, en lui donnant pour date de fondation celle du jour de la bataille de Kolin. Le comte Daun en fut le premier dignitaire. Sur le diplôme envoyé au maréchal, elle ajouta de sa main les mots suivants : « Vous avez fourni devant l'armée tout entière vos titres à l'admission dans l'ordre, vous y êtes donc le premier chevalier grand-croix. » Jamais elle n'oublia les consolantes émotions de cette journée, ni les droits de Daun à sa reconnaissance.

A Prague, le 19 juin, les esprits n'avaient pas été moins tendus qu'à Vienne. On savait que le maréchal avait prévenu le prince Charles qu'il serait le 20 juin à Jesenitz, village distant de quatre lieues de la ville, sur la route de Beneschau. Il devait annoncer son arrivée au moyen de signaux. Mais dès le 19, les assiégés remarquèrent une agitation extraordinaire dans le camp ennemi et sur la rive droite de la Moldau. On vit emmener les mortiers et les canons de siège, détruire les batteries, plier les tentes, l'on put même s'apercevoir que le nombre des soldats diminuait et que de longues lignes de chariots et d'artillerie se dessinaient sur la route menant à Brandeis. On se livrait aux conjectures les plus variées, quand le bruit courut dans la soirée, qu'une vivandière, nouvellement arrivée dans la place, avait affirmé au prince Charles que la veille, une grande bataille s'était livrée près de Kaurzym et que les Prussiens, complètement battus, s'étaient retirés en désordre du côté de l'Elbe.

Dès les premières heures de la matinée du 20 juin, les habitants de Prague constatèrent que l'ennemi avait disparu de la rive droite de la Moldau et marchait en trois colonnes sur Brandeis. Seul, le camp établi au sommet de la montagne Blanche, sous les ordres du maréchal Keith, demeurait encore immobile.

Le prince Charles se décida à l'attaquer, et à trois heures de l'après-midi tout était fini. Les généraux majors comte Lacy et baron Wolferstorff, menèrent avec un entrain superbe les grenadiers autrichiens à l'assaut des retranchements prussiens. Sous la protection des batteries de la ville, ils les emportèrent sans brûler, pour ainsi dire, une amorce, et ils prirent cinq canons ainsi que de nombreux équipages de guerre. Laudon, promu au grade de colonel pour sa belle conduite depuis le commencement de la guerre, poursuivit

Keith avec quelques compagnies d'infanterie et 600 hussards. Il l'atteignit près de Welwarn et lui infligea des pertes sensibles.

Le 21 juin, les généraux comte Nadasdy et comte de Wied, se rendirent à Prague, au nom de Daun, pour se concerter avec le prince Charles sur les opérations ultérieures. Deux jours plus tard, Daun vint en personne et remit son commandement entre les mains du prince. A cette occasion, il écrivit à Koch une lettre qui l'honore, mais qui met en lumière la plaie vive de l'organisation militaire de l'Autriche à cette époque, le défaut de subordination, d'entente et d'abnégation des chefs de l'armée.

« J'ai appris, dit-il, avec grande peine qu'il y a beaucoup « de mésintelligence parmi les généraux de cette armée et « que l'ordre n'est pas des mieux réglés. Me voici sous les « ordres de S. A. R. avec mille plaisirs assurément et sans « la moindre grimace. S. M. peut compter que je ferai tout « pour la servir de mon mieux, pourvu qu'elle veuille bien « m'écouter, m'honorer de sa confiance et ne point se prêter à « toutes sortes de gens. »

A Vienne, comme à Versailles et à Varsovie, cette mise en sous ordre de Daun fut très mal vue dans les hautes sphères politiques. Le ministère tout entier insista très vivement pour obtenir le rappel du prince Charles, en faisant remarquer que l'incommodité de sa jambe justifierait pleinement son retour à Vienne. Les envoyés de France et de Pologne insistèrent dans le même sens, avec des arguments si forts que l'impératrice fut sur le point de céder, mais l'opposition obstinée de l'empereur l'arrêta, pour son malheur, dans ce bon mouvement.

Le 26 juin, mourut le feld-maréchal comte de Browne, moins, dit un contemporain, des suites de ses blessures que

de ses souffrances morales. Exemple saisissant des vicissitudes du monde, car naguère encore, loué, prôné, célébré par la confiance des grands et l'enthousiasme populaire, il était, en un jour, devenu l'objet des malédictions publiques et succombait sous le poids de fautes qui, pour la plus grande partie, n'étaient pas les siennes.

Faut-il s'étonner que le prince de Lorraine, à la tête d'une armée nombreuse, enivrée par ses récentes victoires et impatiente d'agir, laissât au roi de Prusse le temps de se remettre de ses défaites ? Le sort de Browne n'était pas de nature à l'enhardir. Son caractère hésitant, dépourvu d'initiative et de fermeté, le portait à écouter quiconque l'approchait. Toutes les opinions trouvaient accès dans son esprit, ce qui le jetait dans un labyrinthe de perplexités. Les mésintelligences et les jalousies des généraux de son état-major achevaient de brouiller ses esprits. Incapable de prendre un parti, il demandait conseil à Vienne. Vienne lui répondait invariablement que, étant sur les lieux, il devait mieux que personne savoir ce qu'il avait à faire. Mais tout aussitôt Vienne s'empressait de compliquer cette riposte de bon sens, d'une foule de recommandations, de conseils et de conditions, à faire sombrer l'esprit le plus lucide. Charles et ses généraux, éperdus, posaient de nouveaux *mais*, de nouveaux *si* et de nouveaux *car !* Or pendant que les courriers se croisaient sur la route, le temps impassible s'écoulait et les occasions perdues ne se retrouvaient plus.

C'est encore ce qui se renouvela pour le prince Charles. De Vienne on lui prescrivit, il est vrai, de poursuivre l'ennemi avec toute la diligence possible, mais de ne livrer bataille qu'avec la certitude de vaincre. Cette certitude était tout à fait inaccessible à l'esprit irrésolu du prince, surtout devant un adversaire qui, tant de fois, l'avait battu. Il se conforma si

servilement à ces instructions, qu'il mécontenta jusqu'à son frère l'empereur.

Tandis que le maréchal Keith se retirait dans la direction de Lobositz, Frédéric avait partagé le gros de ses forces en deux corps. Avec le premier, il comptait fermer aux Autrichiens l'entrée de la Saxe ; le second, confié à son frère Auguste-Guillaume, avait mission de couvrir la Lusace et autant que possible, la Silésie prussienne. Mais Auguste-Guillaume, au lieu d'obéir au roi, recula pas à pas devant les Autrichiens. Le 15 juillet ceux-ci s'emparèrent de Gabel et y firent prisonnier le général de Putkammer et, huit jours plus tard, le 22 juillet, ils forçaient les Prussiens à quitter la Bohême en abandonnant quantité de bagages et de munitions.

Il eût été aisé à Charles de les écraser, à l'aide de la supériorité de ses forces. Il manqua l'occasion, et Marie-Thérèse écrivait à ce propos au comte de Sylva-Tarouca : « Nous « avons Zittau, mais tout à fait brûlé et sans avoir la garnison « qui est sortie avec tous les canons, proviande, chariots et « tous les vivres pour quatre jours pour toute l'armée, devant « notre nez. Ça n'est pas trop agréable ni honorable, l'ennemi « avec 24,000 hommes est devant notre nez, et nous avec « 80,000 hommes nous ne pouvons l'entamer. Il faut voir le « reste. »

L'empereur allait plus loin, il mandait à son frère :..... « j'avoue que cela m'a fait de la peine de voir que d'une ville « où nous étions avant l'ennemi, il y vient avec un corps « pareil et prenne à notre barbe et la garnison et, ce qui est « encore beaucoup plus difficile, une assez grande provision « de proviande, sans qu'il y trouve de notre part le moindre « embarras. » Plus loin il lui reproche d'avoir inutilement incendié la ville : « car, ajoute-t-il, d'avoir une si méprisable « garnison sans artillerie, ne me paraît pas avoir mérité cette

« violente attaque, mais cela est fait et je ne dis rien que « pour votre direction à l'avenir. D'autant plus que la porte « était déjà presqu'enfoncée et que vous voyez bien que cette « petite garnison ne pouvait pas faire grande défense. »

Le lendemain il grondait encore le prince Charles : « Nous « devons, lui écrivait-il, ne pas penser à la conquête des pays « seulement, mais surtout à la destruction de son armée, car « si on peut lui ruiner celle-ci, les pays nous viendront d'eux- « mêmes ; ainsi pour le présent vous ne devez avoir que cela « devant les yeux comme votre unique but, et vous comprenez « facilement que si on peut faire diminuer cette armée de « façon à être si faible qu'elle l'embarrasse plus qu'elle ne « l'aide, on l'obligera à une paix, le reste tombera de soi- « même sans autre opération, au lieu que si on lui laisse « refaire son armée, ce sera toujours la même chose et on n'y « gagnera rien. »

Ces reproches et ces exhortations ne rendirent pas Charles plus actif, la certitude de vaincre ne lui vint pas. Le corps d'Auguste-Guillaume, abandonnant derrière lui plus de mille déserteurs et presque tous ses équipages de guerre, put atteindre sans autre perte, Bautzen, où le roi vint le rejoindre, après avoir laissé le prince Maurice d'Anhalt avec les forces nécessaires pour couvrir l'Elbe.

Naturellement, moins certain que jamais de vaincre, Charles se garda bien d'attaquer les corps de Frédéric et d'Auguste-Guillaume. Les deux armées demeurèrent deux semaines à s'observer mutuellement. Frédéric profita de l'accalmie pour réorganiser ses forces. Quand il y fut parvenu, il essaya d'entraîner les Autrichiens à se mesurer avec lui. Voyant qu'il ne réussissait pas, il décampa et, le 19 août, mena ses troupes à Ostritz.

Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

CHAPITRE SEIZIÈME.

SOMMAIRE. — Marie-Thérèse et ses alliés. — L'armée française en Allemagne. — L'armée des Cercles. — Le duc de Saxe-Hildburghausen et le prince de Soubise. — Plaintes contre le prince Charles de Lorraine. — Le lieutenant feld-maréchal Hadik. — Son expédition dans la marche de Brandebourg. — Hadik à Berlin. — Bataille de Rossbach. — Prise de Schweidnitz par les Autrichiens. — Défaite du duc de Bevern. — Le duc est fait prisonnier. — Prise de Breslau. — Bataille de Leuthen. — Évacuation de la Silésie. — Les Prussiens couvrent Breslau et Liegnitz. — Retraite d'Apraxin. — Brillante situation de Frédéric à la fin de l'année 1757.

RIEN ne peut mieux faire connaître l'impression laissée dans l'esprit de Marie-Thérèse par la conduite de ses alliés, que le rapport écrit par le ministre de la République de Venise, d'un entretien que ce personnage eut, le 17 juillet 1757, avec l'impératrice. Répondant aux félicitations de ce diplomate sur les succès de l'armée autrichienne, elle s'expliqua, avec sa franchise ordinaire, sur sa propre situation. « Je remercie, dit-elle, la divine Providence de ses bienfaits, « et je puis vous assurer que je ne cherche à faire tort à qui « que ce soit. Si je tiens à abaisser le roi de Prusse, c'est, non « par esprit de vengeance, mais uniquement pour être tran- « quille et l'empêcher de me faire du tort. » Passant à l'Angleterre, elle se plaignit vivement de cette puissance alliée, que son prodigieux égoïsme rend dangereuse et se loua grandement de ses rapports avec la France. Elle rendit justice aux intentions de la Czarine et attribua l'incroyable inertie des armées russes à la vénalité effrénée de leurs généraux, immobilisés, ajouta-t-elle, par le poids des guinées

anglaises. Elle vanta avec enthousiasme les talents du comte Daun et montra une grande compassion pour ses sujets de la Bohême, cruellement maltraités par les Prussiens, en faisant observer toutefois, que ces maux étaient dus, non à la volonté de Frédéric, mais à l'irritation de ses troupes, humiliées de leurs revers.

De fait, autant les Russes s'étaient montrés lents à déployer leurs forces contre les Prussiens et prompts à s'effacer, autant l'activité de la France avait été de nature à plaire à l'impératrice. Dès la fin de mars, l'armée française, forte de cent dix mille hommes, sous le commandement du maréchal d'Estrées, avait franchi le Rhin et, le 8 avril, elle occupait Wesel, abandonné par les Prussiens. Elle se trouva bientôt en présence d'une armée assemblée par le roi d'Angleterre en Hanovre, sous les ordres du duc de Cumberland. Sur le refus de ce prince d'accorder aux Français, le passage à travers le pays, contre l'engagement de n'y faire aucun tort, d'Estrées y pénétra de force. Le duc se hâta de mettre le Weser entre ses adversaires et lui. Le maréchal le suivit, le battit complètement le 26 juillet à Hastenbech, et se rendit maître absolu du Hanovre et du Brunswick. Richelieu, qui succéda à d'Estrées, conclut avec le duc, à Closterzeven, le 8 septembre, une convention, qui eut pour résultat une suspension d'armes et la paisible possession par les Français de toutes les positions qu'ils occupaient. Après la bataille de Prague, il fut question un moment de diriger l'armée française sur la Bohême, afin qu'elle pût opérer de concert avec les troupes autrichiennes, mais la victoire de Kolin changea ces dispositions et on s'arrêta à l'idée de la fusionner avec l'armée des Cercles, qui n'était alors encore qu'à l'état d'embryon. Triste armée ! Assemblage confus de quantité de contingents disparates, fournis à contre cœur par toutes sortes de princes petits ou

grands, de toute religion, qui, depuis longtemps, faisaient profession de louer leurs soldats, à prix débattus, aux puissances belligérantes et pratiquaient ainsi la traite des blancs pour le plus grand profit de leurs caisses. Ces militaires malgré eux, mal armés, mal encadrés, différaient de religion, d'idées, de sympathies politiques et présentaient une masse dépourvue de toute consistance, rebelle à la discipline et difficile à faire mouvoir, qui constituait pour l'armée française un embarras, un danger, plutôt qu'un élément de résistance et de force. Un seul fait suffit pour justifier ce jugement : Quand les régiments wurtembergeois reçurent l'ordre de départ pour le lieu de concentration de l'armée, ils se mutinèrent contre leur souverain, sous prétexte qu'ils ne voulaient pas se battre contre la Prusse.

On eût bien fait de confier le commandement de ce fouillis d'hommes au prince de Saxe-Hildburgshausen, qui avait rendu depuis vingt ans de grands services à l'impératrice dans l'organisation des confins militaires. Outre cette qualité fort appréciée de bon organisateur, le prince avait le triple avantage d'être catholique, d'appartenir à une maison royale, et en outre, d'être supérieur par sa naissance et son ancienneté de grade au prince de Soubise, qui commandait les troupes françaises destinées à opérer avec celles des Cercles, ce qui évitait les compétitions.

Les questions de commandement constituaient une des plus grosses difficultés du gouvernement impérial et plaçaient Marie-Thérèse dans une grande infériorité vis-à-vis de Frédéric, pour qui elles n'existaient pas. Déjà fort compliquées, par les traditions de l'ancien système militaire autrichien, elles trouvèrent un nouvel aliment d'embarras dans les exigences de la cour de France et la nécessité de tenir compte des susceptibilités d'un si précieux allié et de ses généraux.

Aussi Marie-Thérèse avait-elle exprimé le désir que les troupes françaises s'unissent aux forces autrichiennes en Bohême, mais, par déférence pour les secrètes suggestions du roi, elle consentit à les mêler aux milices sans solidité des Cercles. La jonction eut effectivement lieu à Erfurt, dans les derniers jours d'août.

Cependant, à Vienne, on commençait à s'inquiéter des lenteurs du prince Charles. On savait que la bonne entente des premiers jours, entre lui et Daun, n'avait pas duré. Puis les frais de la guerre devenaient écrasants. En présence de l'ordre net de Marie-Thérèse de ménager la Saxe, tous les moyens de subsistance de l'armée durent nécessairement être fournis par les pays héréditaires d'Autriche. « On me demande « de l'argent de tous côtés, écrivait Haugwitz à Daun, et je « ne sais d'où en tirer. » L'avenir ne lui donnait pas moins de soucis que le présent, car il terminait sa lettre en ces termes : « Le temps coule et la moitié de la campagne est « passée, l'hiver est proche. Où allons-nous trouver les quar- « tiers d'hiver de nos cent cinquante mille soldats et de nos « cent cinquante mille alliés de l'Empire et de la France, à « moins de nous emparer de quelque forte position dont nous « puissions faire une place d'armes ? »

Des instructions formelles de l'impératrice ordonnèrent au prince Charles de sortir de son inertie, d'attaquer les Prussiens à la première occasion favorable et d'entreprendre la conquête de la Silésie. Il obéit. Le 5 septembre, le lieutenant feldmaréchal Hadik surprit la ville de Bautzen et y fit quatre cents prisonniers. Deux jours après, le prince commanda aux généraux Nadasdy et duc d'Aremberg, de refouler un corps prussien d'environ dix mille hommes, retranchés près de Moys sous les ordres du général Winterfeldt. Le coup de main réussit complètement. Les Prussiens furent culbutés, Winterfeldt tué,

le camp incendié, huit canons et sept drapeaux enlevés par les Autrichiens. Le duc de Bevern, intimidé, quitta les positions qu'il occupait à Görlitz et se dirigea sur la Silésie dans la direction de Bunzlau. Charles, enchanté de se voir ouvrir la route que le conseil aulique le pressait de prendre, se mit aussitôt en marche, laissant en Lusace, pour couvrir la Bohême, le feldzeugmestre baron de Marschall, avec 15,000 hommes environ, y compris la cavalerie légère de Hadik. On s'attendait à Vienne, à apprendre d'un jour à l'autre, qu'il avait écrasé la petite armée du duc de Bevern et chassé les Prussiens de la Silésie. Mais les courriers quotidiens n'apportaient autre chose que des plaintes sans fin sur les difficultés de la marche et le mauvais état des chemins. A la fin l'empereur perdit patience. « Je tremble pour ton honneur, lui écrivit-il le 25 septembre, « tu ne peux t'imaginer le mauvais effet que produit sur le « public, le fait de voir une petite armée prussienne t'échapper « sans cesse et braver tes poursuites avec tant d'aisance. »

Comme si le prince Charles eût reçu une secousse électrique de son impérial frère, il parut se réveiller. Après avoir détaché un corps d'armée sur Schweidnitz, il se dirigea avec la plus grande partie de ses forces sur Liegnitz, où le duc de Bevern occupait une position avantageuse. Bevern fut assez habile pour esquiver une bataille, mais il ne put se retirer assez prestement pour éviter des pertes sensibles. Il prit en toute hâte la route de Breslau, la place la plus importante de la Silésie. On avait espéré à Vienne que Charles aurait tout fait pour le devancer. « Il faut, lui mandait l'em- « pereur, que vous mettiez toutes vos pensées sur Breslau et « que les Prussiens ne vous y préviennent pas. » Vaines exhortations ! Lorsque le 3 octobre, Charles se présenta avec son armée en vue de Breslau, il aperçut devant lui le duc de Bevern. Plusieurs jours se passèrent à correspondre avec

Vienne et à tenir une série de conseils de guerre. Finalement, Charles n'ayant pu se mettre d'accord avec ses généraux sur l'opportunité de tenter une attaque vigoureuse contre Bevern, se décida à envoyer un gros détachement de son armée, assiéger Schweidnitz. En même temps il mit à exécution une idée qu'il nourrissait depuis la victoire remportée par les Russes sur les Prussiens à Grossjägerndorf.

Au nombre des généraux de son armée, s'en trouvait un, le lieutenant feldmaréchal André Hadik, qui unissait le sangfroid et la valeur la plus audacieuse, à la prudence et à l'habileté la plus sagace. Il lui fit savoir que la victoire des Russes avait terrifié la Marche de Brandebourg et lui proposa d'y faire une pointe hardie. Hadik était alors dans le corps d'armée laissé en Lusace, sous les ordres de Marschall, pour couvrir la Bohême. Il accueillit la communication du prince avec enthousiasme et le 11 octobre se mit en campagne avec une petite armée de 5,000 hommes, presque tous cavaliers, et cinq canons. Il laissa à Elsterwerda 800 hommes et assura sa retraite éventuelle, puis se dirigea avec le reste vers le nord se reliant toujours, au moyen de postes de hussards avec Elsterwerda. A Luckau, il détacha le colonel Ujhâzy avec 300 hussards, pour couvrir son flanc gauche et lever des contributions sur tout son parcours.

Le 14 octobre, il entra à Buchholz, d'où il envoya à Neu-Schadow quelques cavaliers pour y détruire les fabriques prussiennes d'armes et de munitions et enlever les produits. Le 15, il arriva, sans avoir rencontré l'ombre de résistance, à Wusterhausen, château de plaisance favori du père de Frédéric. Là, pour éviter l'ébruitement de son approche, il quitta la route, se jeta dans les bois et, dans la soirée du 16, après une marche forcée, il apparaissait devant Berlin, à la hauteur de la porte de Kœpernik. Au même moment, comme pour

augmenter le désarroi des habitants de la capitale prussienne, Ujhâzy, venant de l'ouest, se présentait à la porte de Potsdam. On peindrait difficilement la stupeur des Berlinois dans ces circonstances. Le général de Rochow avait bien ouï de vagues rumeurs relatant l'approche d'un corps de cavalerie autrichienne, mais n'y attachant guère d'importance, il se contenta de doubler la garde des portes. Pour achever de le tromper, Hadik eut soin de montrer des soldats de toutes les armes et de les poster de manière à laisser croire que la forêt renfermait encore toute une longue série de troupes.

Aussitôt arrivé, Hadik envoya par un trompette, sommation aux autorités de lui verser une contribution de 300,000 thalers, sous peine de bombardement. Au bout de deux heures, n'ayant pas de réponse, il donna l'ordre de l'attaque. La garnison de la ville, forte de cinq bataillons, se défendit mollement. La bourgeoisie atterrée, ne songea pas à la soutenir. En peu de temps les Autrichiens, sous les ordres des généraux Babocsay et Mittrowsky, du colonel baron de Ried, prince Sulkowski et comte de Gourcy, eurent enfoncé les portes, dispersé les soldats prussiens et emporté la ville entière. Babocsay perdit la vie dans l'échauffourée. Six drapeaux et 400 prisonniers restèrent entre les mains des vainqueurs. Hadik eut la sagesse d'empêcher ses soldats de pénétrer dans le centre de la ville et se borna à occuper les portes ainsi que les têtes des avenues principales. Mais il doubla ses exigences et envoya le capitaine baron de Walterskirchen, réclamer sur l'heure 600,000 thalers. Pendant les pourparlers, le général de Rochow crut devoir, avant tout, sauver la reine : il l'emmena à Spandau sous l'escorte qu'il put trouver et fit dire à Hadik qu'il avait quitté la ville et la recommandait à sa discrétion. Cependant Hadik, comprenant le danger de sa situation, modéra ses prétentions. Il se contenta de 200,000

thalers comptants que lui apporta le bourgmestre,accompagné de deux députés de la ville et fit distribuer en outre sur l'heure 2,500 thalers à ses soldats, qu'il maintint ainsi dans la plus exemplaire discipline. Pas un seul objet appartenant à la famille royale, à l'État prussien ou aux bourgeois, ne fut enlevé ou détourné. Le soir il expédia au prince Charles de Lorraine un bref rapport daté « des murs de Berlin ».

La nouvelle lui étant arrivée que le prince Maurice de Dessau avait passé l'Elbe à Torgau, avec sept régiments, pour tomber sur ses derrières, il quitta Berlin dès le 17 octobre et fit, en se dirigeant cette fois à l'Est, douze lieues en une seule journée de marche. De Storkow, où il s'arrêta, il envoya encore un détachement sur Francfort-sur-l'Oder, pour lever le plus de contributions possibles dans cette ville et dans le plat pays. Ses hommes lui rapportèrent 30,000 thalers. Le 23 octobre, après avoir su échapper, avec une rare adresse, à toutes les forces dirigées de tous côtés contre lui, il atteignit, sans avoir perdu un seul prisonnier, Bautzen, où le général de Marschall l'attendait.

Marie-Thérèse éprouva une vive joie de ce coup hardi, qui avait porté si heureusement jusqu'au cœur de la Prusse, la terreur des armes autrichiennes. Elle envoya à Hadik la grand-croix de l'Ordre de Marie-Thérèse, et plus tard lui donna en propriété la vaste terre de Futak, en Hongrie, qui est restée longtemps dans la famille du général. De son côté, Frédéric ressentit vivement l'humiliation subie. Rendant compte à son frère Henri de l'événement, il lui écrit : « Quels temps ! quelle année ! Heureux les morts ! » A la vérité, il ajouta immédiatement : « Je veux avoir ces gens-là vifs ou morts, » mais il ne les eut ni morts, ni vifs.

Sur ces entrefaites il apprit que l'armée combinée des Cercles et des Français, menaçait la Saxe. Il marcha immédiate-

ment à sa rencontre, malgré l'infériorité de ses forces. En effet, Hildburghausen et Soubise, après avoir perdu un temps infini à se quereller,s'étaient enfin trouvés d'accord pour tâcher de mettre à leur actif quelque fait de guerre avant l'hiver. Un point capital les divisait. Soubise voyait dans l'armée des Cercles non une force, mais un *impedimentum* et surtout un péril en cas de rencontre. Aussi ne laissait-il d'en demander le licenciement. Le prince allemand la lui refusait avec non moins d'obstination. La promesse du maréchal de Richelieu, qui occupait le Hanovre, de procurer des renforts à Soubise, put seule déterminer ce dernier à marcher en avant et à seconder le général en chef dans le projet de menacer Leipzig, que défendait le général Keith. Déjà Hildburghausen était entré en pourparlers avec le conseil communal et se croyait maître de Leipzig, lorsque Soubise l'avertit de Weissenfels, que le roi de Prusse d'un côté, et le prince Ferdinand de Brunswick de l'autre, venaient les attaquer et lui proposa de se retirer derrière la Saale. Hildburghausen, apprenant au même moment l'entrée de Frédéric à Leipzig, accepta et le 3 novembre les deux armées se trouvèrent réunies près de Mücheln. Le lendemain, 4 novembre, le roi de Prusse, à la tête de 22,000 hommes, vint tâter les positions françaises, mais les jugeant trop fortes, il recula jusqu'à Rossbach, sur la route de Naumbourg à Mersebourg. Ce mouvement fit une grande impression au camp des alliés et, d'un commun accord, on y décida de livrer bataille le 5 novembre. Cependant, lorsque, dans la matinée du lendemain, il fallut commencer les dispositions préparatoires, Soubise souleva de nouvelles objections. Hildburghausen parvint à les résoudre et, vers 11 heures, l'armée se mit en marche pour attaquer les positions prussiennes. Convaincu en apparence, Soubise conservait tous ses doutes sur la valeur militaire de ses alliés. Sa méfiance

s'accrut à la vue du peu d'ordre et d'ensemble qui présidait aux manœuvres des troupes des Cercles. Il ne dissimula pas son opinion au prince de Hildburghausen et l'engagea à s'arrêter. Le prince s'y refusa, et des paroles amères s'échangeaient lorsque les deux généraux aperçurent une partie de l'armée prussienne en marche accélérée sur la route de Mersebourg. Ils crurent à une retraite précipitée et ne se préoccupèrent plus que de la pensée de ne pas laisser échapper l'ennemi sain et sauf. Chacun se pressa pour être le premier à la victoire, sans se demander s'il ne donnait pas dans un piège et l'attaque était à peine commencée que l'armée des Cercles était en pleine confusion.

Le roi profita habilement de ces circonstances. Pendant que son artillerie, avantageusement postée, foudroyait les masses désordonnées des assaillants,il donnait au général de Seydlitz, l'ordre d'opérer sur la droite, avec la cavalerie, un mouvement tournant derrière la colline occupée par son artillerie. La manœuvre réussit, la cavalerie austro-française, quoique surprise, soutint néanmoins avec succès les premières charges des Prussiens. Mais à la première vue des renforts amenés par Seydlitz, les escadrons des Cercles n'attendirent pas une nouvelle attaque. Ils se débandèrent et semèrent la panique dans le ramassis de fantassins qui les suivait. Ce ne fut plus un combat, mais une effroyable déroute. Hildburghausen, désespéré, essaya au moins de sauver l'honneur de ses armes, en se portant contre l'infanterie prussienne avec quelques régiments français, celui de Piémont en tête. Il se trouva trop faible pour arrêter l'élan des troupes de Frédéric et fut contraint de battre en retraite, blessé d'un coup de sabre à l'épaule, laissant sur le champ de bataille 2,000 morts ou blessés, 5,000 prisonniers, toute son artillerie, ses équipages de campagne et un nombre infini de drapeaux et d'étendards.

Ainsi que d'habitude en pareilles circonstances, Hildburghausen et Soubise se rejetèrent mutuellement la responsabilité de leur commune défaite. Naturellement encore, Marie-Thérèse donna raison aux siens. Un an après, écrivant au prince de Hildburghausen qui venait de lui envoyer un récit rétrospectif de la bataille, elle lui disait : « Soyez assuré « que votre manière de voir est la mienne et celle de l'em- « pereur. D'ordinaire c'est au chef que le vulgaire s'en prend « dans ces sortes de rencontres. Or je remarque que personne « ne met votre responsabilité en jeu. Au contraire, tout le « monde fait retomber la faute sur les Français. On sait « d'ailleurs avec quel courage vous vous êtes exposé au « cours de la bataille, et votre blessure en fournit la preuve. »

Kaunitz alla plus loin que l'impératrice ; il n'hésita pas à charger le maréchal de Richelieu de la responsabilité de la défaite. Il savait que le duc continuait à entretenir avec le roi de Prusse une correspondance active, et l'accusait d'avoir négligé volontairement de soutenir Soubise avec une partie de ses troupes. D'autre part, en France, l'opinion publique, sans épargner Soubise, accablait de mépris l'armée des Cercles.

La pénible impression produite à Vienne par la bataille de Rossbach, ne tarda pas à être adoucie par la nouvelle de la prise de Schweidnitz. Cette forteresse se rendit le 30 novembre au général de cavalerie, comte Nadâsdy, qui y trouva 180 canons et exigea, aux termes des instructions précises de l'empereur, que la garnison, forte de 6,000 hommes, se rendît prisonnière de guerre. Charles de Lorraine et ses généraux étaient disposés à considérer la campagne comme heureusement terminée par ce succès. Mais l'impératrice refusa d'admettre cette façon de penser et elle prescrivit formellement à Charles de ne se reposer qu'après avoir pris solide-

ment pied sur l'Oder, en d'autres termes, de culbuter l'armée du duc de Bevern et de prendre Breslau.

L'entreprise n'était pas aisée. Bevern avait habilement profité du temps que lui laissait l'armée autrichienne pour rendre sa position inabordable. Pour l'attaquer, il fallait en effet, traverser sous le feu prussien, la Lohe, rivière entourée sur les deux côtés, de marais fangeux, s'emparer d'une série de retranchements redoutables et prendre ensuite plusieurs villages fortifiés par les Prussiens. Ces difficultés n'arrêtèrent pas les Autrichiens. Le 22 novembre, à 9 heures du matin, ils franchirent la Lohe sur sept ponts, pendant que leur artillerie couvrait de boulets les villages occupés par les Prussiens, et les emportèrent l'un après l'autre avec un entrain irrésistible. Les Prussiens se défendirent vaillamment, et la nuit seule mit fin à la lutte. Bevern vaincu, ramena sa troupe décimée à Breslau, d'où il alla s'établir à Protsch, sur la rive droite de l'Oder. Ses pertes étaient énormes. Il laissait derrière lui 9,000 des siens, tant tués que blessés et prisonniers, 36 canons et seulement cinq drapeaux. La victoire des Autrichiens leur coûta 6,000 hommes, parmi lesquels un nombre exceptionnel de généraux et d'officiers, preuve sanglante de l'acharnement des combattants.

Dans la nuit même, les Autrichiens prirent possession du camp prussien. Le lendemain, 23 novembre, ils envoyèrent sommation de se rendre au général de Lestwitz, commandant de Breslau, qui en référa au duc de Bevern. Or, le 24 novembre, ce prince étant sorti avec une faible escorte pour reconnaître lui-même les mouvements de l'ennemi, fut surpris par un parti de soldats des frontières, fait prisonnier et mené au prince Charles de Lorraine, qui l'expédia à Znaim. Dans l'état-major prussien, l'opinion prévalut qu'il s'était fait prendre exprès « d'autant, écrivait Charles de Lorraine,

« que quand on l'a pris, il était seul. » L'explication de cet acte de désespoir pourrait bien se trouver dans le passage d'une autre lettre de Charles à l'empereur, en date du 27 novembre: « ... le général Beck, qui poursuit l'armée prus- « sienne, me mande qu'il n'aurait pas assez de monde pour « pouvoir faire escorter les déserteurs; le nombre qui lui vient « tous les jours tant de cavalerie que d'infanterie étant « incompréhensible, si bien que l'on croit que cette armée va « se fondre. »

Quoi qu'il en soit, Lestwitz capitula, sous condition que la garnison pourrait sortir avec les honneurs militaires. Mais un dixième de soldats à peine usa de cette faveur, le reste, au nombre de plus de 4,000, passa au service impérial. Tous étaient persuadés que la Silésie était à jamais perdue pour le roi de Prusse.

A Vienne, la cour partageait cette illusion, et l'enthousiasme excité par la série pressée de si beaux succès, ne connaissait plus de bornes. Rossbach était oublié et le 28 novembre, le comte de Kaunitz écrivait à Starhemberg : « La « journée d'aujourd'hui nous a remplis de joie et de bonheur. « Ce matin, le général-major, duc d'Ursel, est entré à cheval, « précédé de seize postillons sonnant du cor et escorté de « deux sous-officiers des postes. Il nous apportait confirmation « de la grande victoire due à l'incroyable valeur de nos « troupes, mais encore la nouvelle très inattendue que le gé- « néral en chef prussien, prince de Bevern, a été enlevé par « un parti de Croates et fait prisonnier.

« Le dit duc d'Ursel n'était pas encore débotté que le ma- « jor de Reitzenstein nous arrivait, avec huit trompettes, nous « annoncer la reddition de Breslau. Je vous laisse à juger de « la joie de Leurs Majestés et nos espérances dans l'échec « complet des complots ourdis par nos ennemis.»

Hélas ! les explosions d'allégresse ne devaient pas tarder à faire place aux gémissements de la douleur et de la consternation.

Après la bataille de Rossbach, Frédéric s'était porté à Torgau, avec l'intention bien arrêtée de se diriger sur la Silésie. Il envoya le maréchal Keith inquiéter le corps autrichien commandé par le feldzeugmestre de Marschall et attirer son attention, pendant que lui-même, suivi de la plus grande partie de ses troupes, traverserait la Lusace. Il espérait pouvoir, en se hâtant, délivrer Schweidnitz. Il reçut à Görlitz la nouvelle que cette forteresse avait capitulé. Il pensa alors à rejoindre Bevern ; mais à Naumbourg, il apprit la victoire des Autrichiens, la reddition de Breslau et l'accident arrivé à Bevern. Ces fâcheuses communications l'attristèrent sans le décourager, et il comprit qu'il ne sauverait la situation que par un coup d'audace porté à ses ennemis, en dépit de l'infériorité notoire de ses forces. Il confia au général Zieten, officier brave et entreprenant, le commandement des débris de l'armée de Bevern et lui ordonna de les lui amener à Parchwitz, où il passa trois jours, occupé à prendre toutes ses mesures. Persuadé que les Autrichiens l'attendraient dans les retranchements si bien fortifiés par Bevern devant Breslau, il donna ordre de réunir quantité d'artillerie de gros calibre à Parchwitz.

Mais les généraux de l'impératrice étaient loin de cette pensée. D'accord avec Daun, le prince Charles de Lorraine avait résolu de marcher à la rencontre du roi. Avant de quitter Breslau, il envoya un millier d'hommes à Liegnitz pour en augmenter la garnison, suivant le désir manifesté par l'impératrice et, cette précaution prise, dirigea son armée sur Neumarkt, avec l'intention d'aller directement attaquer Frédéric.

Précisément le même jour, le roi s'était mis aussi en mouvement et avec sa rapidité ordinaire, il arriva à Neumarkt avant ses adversaires, chassa la petite troupe de Croates qui l'occupait et, informé de l'approche des Autrichiens, disposa son armée en ordre de bataille dès avant la nuit.

Les impériaux se voyant prévenus, s'étaient arrêtés à Leuthen. Leurs positions étaient bonnes, ils commandaient les trois routes qui y donnaient accès ; leurs deux ailes s'appuyaient sur un terrain d'approche suffisamment difficile, et la colline sur laquelle ils avaient placé leur artillerie leur servait encore de soutien. Mais ils commirent une faute capitale. Ils avaient divisé leur cavalerie en deux gros corps, placés celui de droite au delà de Nippern, sous les ordres de Luchesi, celui de gauche près de Sagschütz, sous le commandement de Nadasdy, et par conséquent, séparés l'un de l'autre par plusieurs lieues. La plus grande partie de l'infanterie était au centre, partagée aussi en deux masses.

Le prince Charles dit dans son rapport, qu'il avait été *convenu* que Nadasdy mettrait en première ligne les régiments autrichiens et en seconde seulement ceux des alliés Wurtembergeois et Bavarois, et que malheureusement, il fit le contraire. L'excuse est mal placée dans la bouche d'un général en chef qui doit, non *convenir* mais *ordonner* et veiller à ce que ses ordres soient exécutés. La faute du prince était d'autant plus grande que, dès le 23 novembre, l'empereur l'avait mis en garde contre le mauvais esprit des officiers wurtembergeois, qualifiés par lui de « bons Prussiens », et lui conseillait « de ne jamais mettre ce corps dans un endroit « où il pût faire quelque confusion ».

A 5 heures du matin, Frédéric était sorti de Neumarkt. A 8 heures il attaqua, avec des forces considérables, les avant-postes autrichiens et les refoula. Dans cette première rencon-

tre, les vaillants escadrons saxons qui s'étaient grandement signalés à Kolin, subirent des pertes considérables. Leur valeureux chef, le lieutenant-général Nostitz, y fut blessé mortellement. Ce premier avantage acquis, Frédéric fit exécuter à ses troupes quelques manœuvres destinées à tromper ses adversaires. D'abord il feignit de menacer l'aile droite. Lucchesi réclama aussitôt des renforts, qui, après quelques hésitations, lui furent envoyés. Au même moment, le roi, par un mouvement rapide dont ses troupes seules étaient capables, se jeta sur l'aile gauche autrichienne en ouvrant contre elle un feu d'artillerie effroyable. Les Wurtembergeois,qui tenaient la tête, n'attendirent pas l'attaque. Au premier coup de canon, ils se sauvèrent, jetant le désordre chez les Bavarois et les Autrichiens placés derrière eux. Un certain nombre passèrent audacieusement dans les rangs prussiens. Le roi, poursuivant sa marche victorieuse, enleva d'assaut les hauteurs de Sagschütz, sur lesquelles étaient établies les batteries autrichiennes, et sa cavalerie, intervenant à ce moment décisif, acheva de répandre la confusion dans les rangs des impériaux. En vain Nadasdy, encourageant ses cavaliers, fit-il des prodiges de valeur pour arrêter le torrent, il ne put que rallier l'infanterie autrichienne à Leuthen, devenue le grand objectif de la lutte. Attaqué par toute l'armée prussienne, Nadasdy se défendit avec vigueur. Un régiment du Wurtemberg qui lui était resté fidèle, combattit avec un héroïsme digne de racheter la trahison de ses compatriotes. Il fallut que les Prussiens enlevassent maison par maison pour se rendre enfin maîtres du village.

A ce moment les généraux autrichiens eurent encore une lueur d'espoir de rétablir les chances du combat. La splendide résistance des fantassins wurtembergeois leur avait donné le loisir de rallier leurs soldats derrière Leuthen

et de reformer leurs rangs. Lorsque les Prussiens, sortant du village, voulurent continuer leur attaque, ils se brisèrent contre la muraille vivante placée devant eux. Malheureusement la cavalerie de Lucchesi, accourant de l'aile droite, ne sut pas soutenir les charges multipliées des escadrons prussiens ; elle faiblit et, voyant son chef frappé à mort, elle prit la fuite en désordre. Au lieu de se lancer sur les fuyards, les cavaliers prussiens assaillirent l'infanterie autrichienne. Dans ces conditions, il ne restait plus au prince Charles qu'à commander et organiser la retraite. C'est ce qu'il fit. Il assure dans son rapport, qu'elle commença en bon ordre, mais force lui est d'avouer que, par suite de l'immense perte subie en officiers, il ne lui fut pas possible de maintenir les soldats dans les rangs et que la retraite ne tarda pas à dégénérer en déroute. Il réussit toutefois à conserver avec trois bataillons le pont de pierre jeté sur la Weida, entre Lissa et Breslau. Charles et Daun, ce dernier contusionné, passèrent la nuit à Neukirch. C'est là qu'ils convoquèrent les généraux pour tenir conseil.

On ne peut mieux faire juger des impressions qui dominèrent le quartier-général autrichien dans cette terrible nuit, qu'en citant le passage si éloquent dans son incorrection du rapport du prince Charles : « Ce qui nous faisait trembler, « dit-il, était la pointe du jour que nous craignons ne pouvoir « nous mettre en ordre et d'être coupés de notre ligne de « retraite sur Schweidnitz. » A 4 heures du matin, par une obscurité profonde, Charles et Daun franchirent la Lohe. Au jour naissant, les fuyards commencèrent à se grouper et les choses allèrent mieux qu'on ne l'avait espéré, car une heure plus tard il devint possible de reconstituer un ordre de bataille. A midi les Autrichiens continuèrent leur retraite sur Schweidnitz, non sans être harcelés par les coureurs de l'ennemi.

Les relations autrichiennes officielles évaluent les pertes du prince Charles à 1,460 morts, 5,491 blessés et 13,343 prisonniers ou manquants, en tout près de 20,000 hommes. Une particularité frappante, qui donne une idée très défavorable du moral des soldats, est le nombre relativement énorme des généraux et officiers autrichiens tués ou blessés. Il y eut 17 généraux tués ou blessés ; parmi les premiers Lucchesi, et le prince de Stolberg. Des régiments entiers se trouvèrent avoir perdu la majeure partie, voire la totalité de leurs officiers. Cent seize canons, 53 drapeaux ou étendards restèrent entre les mains des Prussiens dont la perte se réduisit à 6,300 morts et blessés.

Le prince Charles comprit bientôt qu'il lui serait impossible de se maintenir en Silésie. Contrairement à l'avis très judicieux de l'empereur, il laissa dans Breslau une garnison de 9,000 hommes, nécessairement voués à une perte certaine et qui, dans la situation où il était, lui auraient été beaucoup plus utiles à conserver parmi les restes de son armée si affaiblie. Puis il entra en Bohême. Sa retraite fut des plus pénibles à cause des rigueurs extraordinaires de l'hiver. « Rien « de plus pitoyable, écrit-il à son frère, que le délabrement de « cette belle armée dont j'étais si fier, abîmée par la longueur « de la campagne, sans linge, sans vêtements, sans provisions, « en un mot, dans un état plus lamentable et plus déplorable « qu'elle n'a jamais été et avec cela obligée de camper sans « tentes, à cause du voisinage de l'ennemi. La situation est « beaucoup plus défavorable qu'après la bataille de Prague, « car alors on avait sous la main une seconde armée à oppo- « ser à l'ennemi, tandis qu'aujourd'hui nous n'avons que des « débris d'armée dépourvue de ses chefs et des officiers les « plus indispensables et dans le dénuement le plus complet. » Le prince n'exagérait pas, car le médecin principal, Wabst,

signalait 22,000 malades. De la grande et magnifique armée sur laquelle la cour de Vienne avait fondé tant d'espérances, il ne restait donc pas même le tiers, et de plus, l'expérience ayant démontré qu'on ne pouvait compter sur les auxiliaires, il fallait renoncer à y avoir encore recours.

Le prince Charles comprit alors l'étendue de la faute qu'il avait commise en laissant de si nombreuses garnisons à Breslau et à Schweidnitz. Il essaya de les faire revenir ; il était trop tard. Les Prussiens avaient fermé toutes les issues, et l'impression de découragement produit par la bataille de Leuthen, avait réagi sur les chefs de la garnison de Breslau. Le 16 décembre, une bombe prussienne ayant fait sauter la poudrière d'un bastion et causé à la muraille quelques dégâts ressemblants plus ou moins à une sorte de brèche, les généraux commandant la garnison, à l'exception du général Beck, émirent l'avis de rendre la ville sans conditions, et le 21 décembre, une capitulation honteuse livra aux Prussiens Breslau et 17,000 prisonniers.

Le colonel de Bulow, commandant de Liegnitz, se défendit vaillamment jusqu'à la dernière extrémité et ne consentit à capituler que sous les conditions les plus honorables.

Lorsque se termina l'année 1757, la Silésie tout entière, à l'exception de Schweidnitz que défendait le général, comte de Thurheim, était au pouvoir de Frédéric, qui traita durement tous les suspects. L'homme auquel on fait tant de mérite d'avoir dit que, chez lui, chacun pouvait gagner le ciel à sa guise, décréta qu'aucun catholique ne pourrait remplir en Silésie des fonctions rapportant plus de 300 thalers. Le même homme fit exécuter le prêtre catholique Faulhaber, déclaré innocent par le juge d'instruction, et poussa la cruauté jusqu'à interdire, par un ordre spécial, qu'on lui permît de se confesser avant d'être exécuté.

La fortune cependant lui souriait partout. Le roi d'Angleterre avait refusé d'approuver la convention de Kloster-Seven, rappelé le duc de Cumberland et confié le commandement de ses troupes en Hanovre, au prince Frédéric de Brunswick, dont les talents militaires étaient appréciés de Frédéric. D'autre part, sur la nouvelle d'une indisposition de la czarine, Apraxin avait subitement ramené ses troupes en Russie. Cette retraite inopinée permit au général prussien Lehwaldt de tourner toutes ses forces contre les Suédois, qui, entrés en campagne au mois de septembre, avec 20,000 hommes, s'étaient emparés de Demmin, Anclam et de quelques autres petites places. En peu du temps il les refoula sur Stralsund, et à la fin de l'année, Frédéric pouvait se dire vainqueur sur tous les points.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

SOMMAIRE. — Énergie de Marie-Thérèse. — Le comte de Stainville à Vienne. — Lamentable campagne d'hiver du comte de Clermont en Hanovre.— Modifications ministérielles en France. -- Convention du 16 avril 1758 entre la Prusse et l'Angleterre. — Mesures de réorganisation de l'armée autrichienne. — Élan patriotique de la Hongrie et de la Bohême. — Enquête sur les causes des désastres de la campagne de 1757. — Le prince Charles de Lorraine donne sa démission de général en chef de l'armée autrichienne. — Il est remplacé par le comte Daun. — Prise de Schweidnitz par les Prussiens. — Frédéric assiège Ollmütz. — Agitation à Vienne. — Combat de Domstadtl. — Levée du siège d'Ollmütz. — Lenteur de Daun. — Bataille de Hochkirch. — Défaite du roi de Prusse. — Énergie de Frédéric. — Daun perd par ses retards les fruits de sa victoire. — Frédéric dégage Neisse assiégé par le comte Harsch et force Daun à se retirer en Bohême. — Générosité de Marie-Thérèse. — Murmures du public contre Laudon. — Larges distributions de récompenses dans l'armée. — Chute du cardinal de Bernis. — Avènement du duc de Choiseul au ministère. — Nouveaux traités de l'Autriche avec la France.

Si la nouvelle des catastrophes qui succédèrent si rapidement et coup sur coup, aux victoires de l'armée autrichienne, répandit la douleur et l'épouvante dans la population viennoise, il faut rendre cette justice à Marie-Thérèse et à son premier ministre, qu'elle n'ébranla ni leur fermeté, ni leur courage. Dès le 9 décembre, les diplomates impériaux, à Paris et à St-Pétersbourg, recevaient des instructions de nature à relever la confiance des alliés de l'Autriche et à les disposer à de nouveaux efforts. La czarine Élisabeth montra, dans ces circonstances, le plus grand empressement à venir en aide à Marie-Thérèse. Le 20 janvier 1758, Esterhazy se trouva en mesure d'annoncer que 30, 000 hommes, sous les

ordres du général comte Soltikoff, auxquels étaient joints Czernitscheff et le prince Dolgorouki, avaient reçu commandement de se mettre en marche pour les états héréditaires de l'Autriche. Déjà même, le 16 janvier, Fermor était sorti de Memel avec son corps d'armée, avait pris, six jours après, Kœnigsberg et manœuvrait de manière à couper les forces prussiennes qui s'assemblaient en Poméranie, de toute communication avec l'armée de Frédéric.

De son côté, le cardinal de Bernis, alors premier ministre de Louis XV, répondit à la première lettre de Kaunitz : « Le « roi est affligé, mais point abattu. Il connaît la valeur des « troupes impériales et la fermeté de l'impératrice. Sa Ma- « jesté soutiendra ses engagements avec une constance égale « à l'amitié qui les a formés. » Pour mieux accentuer sa bonne volonté, il envoya à Vienne, avec le titre d'ambassadeur, le comte, depuis duc, de Choiseul-Stainville. Ce dernier, très hostile à la Prusse, était chargé de combiner avec la cour de Vienne le plan des opérations de la future campagne, qui serait menée, disait-on, avec la dernière énergie. Arrivant tout feu et flamme, il trouva, lors de sa première entrevue avec l'impératrice, cette princesse fatiguée, en proie à un de ces accès d'énervement et de prostration auxquels les âmes les mieux trempées n'échappent pas. « Je vois bien, — lui dit son auguste interlocutrice après les préliminaires de l'entretien,— « je vois bien que la Providence veut faire de moi un souffre- « douleurs. Je suis prête en ce qui me concerne, à me résigner, mais je serais désolée d'entraîner dans ma ruine mes « alliés et surtout le roi de France. Mon parti est pris, et je « me sacrifierai au bien commun. » Stainville sortit de son audience bouleversé et, son imagination aidant, crut voir déjà l'impératrice prête à s'accommoder séparément avec le roi de Prusse. Il courut le soir même chez Kaunitz demander des

explications. Le chancelier, calme et impassible, réussit à le rassurer et obtint même de lui qu'il tairait cet incident à sa cour. Mais à peine Stainville était-il sorti de son alerte, qu'une autre, plus sensible encore, lui vint du côté où il se croyait le plus en sécurité, sous forme d'une dépêche du cardinal, dépêche dans laquelle Bernis, exposant la situation de la France et de l'Autriche sous les couleurs les plus noires, concluait à l'impossibilité de continuer la guerre et à l'inéluctable nécessité de faire la paix. Sa consternation était si grande, quand il vint communiquer le message à Kaunitz, que celui-ci en fut frappé et,écrivant à Starhemberg, lui disait : « La dou-« leur du comte de Stainville m'a paru profonde, malgré toute « la violence que je m'apercevais fort bien qu'il faisait pour se « contraindre vis-à-vis de moi. » A force d'adresse, de sang-froid et d'habiles ménagements, Kaunitz parvint à remonter peu à peu le cardinal et à lui faire admettre que, dans l'intérêt même d'une paix solide et honorable, il était indispensable de tenter au moins encore une campagne. Les circonstances lui vinrent en aide. La vigoureuse initiative de la Russie produisit un excellent effet sur le cabinet français. Bernis rappela Richelieu dont on était mécontent à Vienne et confia le commandement des troupes françaises en Hanovre, au comte de Clermont, qu'il représenta comme un chef aussi hardi que prudent et doué de l'énergie nécessaire pour rétablir parmi ses subordonnés l'ordre et la discipline,que Richelieu avait entièrement laissés tomber. Malheureusement Clermont fut loin de justifier ce portrait plus qu'exagéré. Arrivé à son quartier général le 14 février 1758, il se vit attaqué le 18 par le corps anglo-prussien que commandait en Hanovre le prince Ferdinand de Brunswick, et ne sut maintenir sa position. Reculant sans cesse, avec un désordre croissant, il termina le 1er mars sa courte campagne, en passant le

Rhin à Wesel, où il fut rejoint par le maréchal de Broglie, qui ramenait de la Hesse les débris de l'armée battue à Rossbach.

Ce honteux revers souleva un mécontentement général en France. Clermont perdit son commandement que le roi donna au maréchal de Broglie. Le marquis de Paulmy, ministre de la guerre, crut devoir se retirer devant ce mouvement d'opinion et la direction des affaires de la guerre fut confiée au maréchal de Belle-Isle. Starhemberg, qui avait annoncé d'avance l'inévitable échec des Français à Kaunitz, raconte dans ses lettres que, pendant cette lamentable campagne d'hiver, les généraux-adjoints à Clermont et presque tous les colonels des régiments de son armée, passaient tranquillement leur temps à jouir des plaisirs de Paris et de Versailles. De nouvelles hésitations surgirent jusqu'à ce que la nouvelle de la convention conclue le 11 avril 1758 entre la Prusse et l'Angleterre, vint rendre au cabinet de Versailles assez d'excitation pour le déterminer à continuer la guerre. Par ce traité nouveau, les deux États resserraient leur alliance et se mettaient d'accord pour porter à 50,000 hommes l'armée commandée par le prince Ferdinand de Brunswick. Le roi Georges promit de fournir à ses frais 5,000 soldats en dehors de ce nombre, et s'engagea à payer à Frédéric 670,000 livres sterling, à titre de subsides.

Pendant toutes ces négociations, Marie-Thérèse n'avait pas perdu un instant pour s'efforcer, avec son énergie ordinaire, de réparer les vides énormes de ses armées. Kœnigsgraetz fut le point où l'on concentra ce qui se put ramasser des soldats de l'armée du prince Charles de Lorraine, de la garnison de Liegnitz et des recrues levées de tous côtés. Dès le commencement de janvier, l'ensemble des forces réunies à Kœnigsgraetz, s'évaluait à 40,000 hommes, non compris les

corps de Marschall, de Hadik et de Laudon, qui couvraient les frontières septentrionales de la Bohême contre une attaque éventuelle.

Marie-Thérèse rencontra un précieux appui dans les sympathies ardentes et le loyal dévouement de ses sujets. L'élan du patriotisme hongrois lui amena 30,000 solides combattants, et son cœur reconnaissant conserva toujours un souvenir profond de cette marque d'affection de ses fidèles Magyars. La populeuse Bohême se montra plus généreuse encore, car la moitié de la nouvelle armée se trouva formée d'enfants de ce vaillant pays. De nombreuses améliorations furent introduites dans l'organisation militaire, et c'est de cette époque que date la création du corps d'État-Major, modelé par son premier chef, le lieutenant feldmaréchal de Lacy, sur ce qui existait déjà en France.

En même temps l'impératrice jugea indispensable d'ouvrir une enquête sérieuse sur les causes des désastres de la campagne précédente. Elle en confia le soin au feldzeugmestre comte Harsch, qui, n'ayant pas pris part à cette campagne, offrait toutes les garanties possibles d'impartialité. Déjà elle avait résolu de ne plus donner de commandement à Serbelloni et à Nadasdy. Au premier elle reprochait sa conduite avant et après la bataille de Prague, au second d'avoir, par sa mollesse dans la poursuite de l'ennemi après la bataille de Breslau, perdu l'occasion de l'anéantir. Naturellement si l'on procédait avec sévérité vis-à-vis des officiers pourvus d'un commandement subalterne, il était impossible de ne pas sévir également contre le chef que l'opinion publique désignait comme le principal auteur de la catastrophe. Or ce chef était le prince Charles de Lorraine. La voix publique l'accusait moins d'impéritie que de malchance. En France, en Russie comme en Autriche, on était unanime à déclarer qu'il

était désormais impossible de lui confier le sort de l'armée. Depuis le 7 janvier il était à Vienne, et l'empereur, qui n'ignorait pas les dispositions fâcheuses de la population viennoise à son égard, s'était rendu au devant de lui pour empêcher de pénibles manifestations. Toutefois, d'accord avec Marie-Thérèse, mais non sans avoir le cœur brisé, il était fermement décidé au sacrifice commandé par les circonstances. La difficulté était de le consommer. Les augustes époux avaient espéré qu'il aurait spontanément offert sa démission. Comme il ne parut pas même y penser, force fut de tâcher à l'y amener. Marie-Thérèse confia cette pénible mission au conseiller aulique de guerre, Weiss, qu'elle savait fort influent sur l'esprit du prince Charles. L'empereur fit plus. Il écrivit à son frère une note confidentielle, dans laquelle il lui représentait que son propre intérêt lui dictait de se décharger de son commandement. Il lui offrait d'ailleurs tous les dédommagements capables de sauvegarder sa dignité.

Cette première note n'ayant pas produit de résultat, fut suivie d'une seconde plus pressante encore et conçue dans les termes les plus affectueux. Charles s'obstina à ne pas comprendre. Marie-Thérèse prit alors sur elle de lui faire entendre, avec les ménagements les plus délicats, la nécessité cruelle où elle se trouvait de lui demander sa démission. « Mais, « ajouta-t-elle, comme vos avis peuvent m'être d'ailleurs de « la plus grande utilité pendant le reste de cette guerre, je « compte en même temps assez sur votre attachement pour « me flatter que vous voudrez bien m'aider ici dans tout ce « qui regarde la partie militaire. Je désire moyennant cela « que vous y restiez pour cet effet avec tout l'agrément que « vous pensez bien que je tâcherai de vous procurer, vous « laissant cependant la liberté de pouvoir retourner dans « votre gouvernement, si vous l'aimez mieux. »

Cette fois Charles dut bien s'incliner, il donna sa démission et resta à Vienne. Il paraît que, dans un de ses accès passagers d'humeur noire et d'irritation contre les fautes de ses généraux, l'impératrice eut la pensée de demander au roi de France, l'envoi du maréchal d'Estrées, le vainqueur d'Hastenbeck, pour commander l'armée autrichienne. Elle en toucha même un mot au brigadier-général comte de Montazet, qui se disposait à rentrer en France. Mais Kaunitz se hâta de retirer cette avance un peu hasardée, en la faisant passer pour une simple marque de la confiance affectueuse de l'impératrice dans son allié de France. Sur ses instances, Daun fut investi du commandement en chef des armées impériales. Le 7 mars, il assista à la fête de fondation de l'ordre de Marie-Thérèse et, le 9, il quitta la capitale. Le 12, il arriva à Kœnigsgraetz, où il fut reçu avec un enthousiasme de bon augure. D'après les tableaux officiels, il comptait sous ses ordres 37,000 hommes d'infanterie, 13,000 cavaliers allemands, 8,500 fantassins des frontières et 4,500 hussards. Le matériel de guerre n'était pas encore complet, mais peu s'en fallait. Le 14 mars, Daun visita avec Lacy les avant-postes. A cette date, Frédéric manœuvrait pour faire croire qu'il avait l'intention d'envahir la Bohême; en réalité il voulait, avant tout, s'emparer de Schweidnitz, dont il poussa le siège avec vigueur.

Daun, dont la prudence était la qualité dominante, comprenait trop bien l'impossibilité de délivrer Schweidnitz sans donner une bataille, pour laisser quoi que ce fût au hasard. La bataille il fallait la gagner, sous peine de la ruine totale de la maison d'Autriche. Il savait combien Marie-Thérèse attachait de prix à la conservation de Schweidnitz. Toutefois la perte de cette place ne frappait pas le pays au cœur. Aussi, jugeant ses troupes trop insuffisamment organisées et exer-

cées pour entrer immédiatement en campagne, il chercha à gagner du temps. Il écrivit au comte de Thurheim, commandant la forteresse, que s'il pouvait tenir jusqu'au 15 avril, l'armée autrichienne irait le délivrer.

Laudon, l'homme par excellence des coups de main et des entreprises hardies, commandait une des divisions de l'armée de Daun, dont il était l'antithèse vivante. Il essaya vainement d'obtenir la permission de troubler les opérations du siège de Schweidnitz et de harceler les Prussiens. Daun repoussa ses instances avec une certaine dureté. Il lui refusa même des renforts. Laudon, attaqué le 8 avril, par des forces de beaucoup supérieures aux siennes, dut évacuer Braunau et se retira dans les retranchements qu'il avait fait élever à Potisch. Il se défendit avec une énergie que les Prussiens ne purent vaincre.

Le 16 avril arriva sans que Daun crût pouvoir tenter la délivrance de Schweidnitz, et la forteresse se rendit au roi de Prusse. Ce succès obtenu, Frédéric résolut d'entrer en Moravie et d'assiéger Ollmütz. Cette ville prise, il comptait donner suffisante besogne à l'armée autrichienne pour l'occuper sur son propre terrain, pendant qu'il mènerait le gros de son armée au devant des Russes qui menaçaient la Poméranie et le Brandebourg.

Le 5 mai, l'armée prussienne parut devant Ollmütz et Frédéric établit son quartier général à l'auberge de Littau. La place était pourvue d'une garnison de 9,000 hommes, sous les ordres de l'énergique Marschall. Les remparts étaient en excellent état, les magasins remplis, tout dans le meilleur ordre.

La nouvelle de l'entrée des Prussiens en Moravie et du siège d'Ollmütz, jeta l'épouvante à Vienne, car on se figurait que ni Ollmütz, ni Brünn, n'étaient en état de résister long-

temps et les effarés voyaient déjà les Prussiens aux portes de Vienne. Le bruit courut même que l'impératrice se disposait à partir pour Pesth. Les envoyés étrangers se consultèrent entr'eux pour savoir quelle attitude ils auraient à prendre dans ce cas. Mais Marie-Thérèse déclara nettement qu'elle ne quitterait Vienne que lorsqu'elle aurait vu, de ses yeux, les Prussiens sous les murs de la capitale. Les anxiétés s'étant accrues sur les fausses rumeurs que le marquis de Ville, commandant du corps d'armée chargé de couvrir la Moravie, avait été battu et s'était enfui à Brünn, l'impératrice repoussa de nouvelles instances de départ. Le lendemain on connut la vérité, à savoir que le marquis de Ville avait laissé la plus grande partie de son infanterie dans Ollmütz et était venu abriter sa cavalerie sous les canons du Spiegelberg, sans avoir été poursuivi par l'ennemi. Les esprits agités reprirent juste assez de calme pour se plaindre amèrement de l'insuffisance des mesures prises par le gouvernement. Naturellement les reproches visaient surtout les chefs du conseil aulique de guerre, notamment le prince Charles de Lorraine et le prince de Saxe-Hildburghausen, évincé lui aussi, du poste de commandant en chef de l'armée des Cercles. Ce dernier crut devoir se défendre aux yeux de l'impératrice, et, ne pouvant la voir, lui écrivit. La réponse de Marie-Thérèse peint si vivement l'état de son âme, à ce moment critique, qu'elle mérite d'être rapportée :

«..... Tout ce que vous me dites (du manque de prévision « et d'activité qui paralyse les meilleures intentions et de « l'insuffisance des mesures prises) n'est que trop vrai. Il y a « déjà du temps que je le constate, et cette situation inté- « rieure me tourmente plus que la pensée du Prussien, que « je me garde cependant de mépriser. Les moyens d'y porter « remède ne sont pas faciles à trouver, surtout en cet instant

« de crise et de confusion croissante. C'est là la vraie raison « de mes chagrins et de mes tourments, et le motif pour lequel « je me dérobe de plus en plus, car je ne puis ni ne veux « pourtant découvrir mes plaies à tout le monde. C'est encore « pourquoi je n'aime pas à parler, parce que je ne me sens « pas assez forte pour me surmonter et cacher mon accable- « ment. Personne, sauf Koch, n'a encore entendu ce mien « aveu. Vous pouvez voir par là combien je vous porte d'af- « fection, que je vous ouvre ici le fond de mon âme et ce qui « m'écrase, puisque c'est ma faute sur tous ces points, que « j'en répondrai devant Dieu et partant ma conscience ne « peut être tranquille ! Cette situation est cruelle ! Plaignez- « moi, car Dieu seul peut m'assister. »

Rencontre étrange ! Le jour même où ce billet si touchant était écrit, Stainville mandait à la cour que Kaunitz considérait la perte du roi de Prusse comme absolument certaine.

Tant que Daun était resté dans la persuasion que, après la prise de Schweidnitz, Frédéric envahirait la Bohême, il avait borné ses efforts à garder ce royaume contre les Prussiens. C'est pourquoi il avait, le 20 avril, transporté son quartier général à Skalitz, sur la frontière silésienne, neuf jours plus tard il y concentra toutes ses forces. A la nouvelle de l'entrée du roi en Moravie, il laissa le feldzeugmestre Harsch avec 20,000 hommes, au camp de Skalitz et, le 5 mai, se porta, suivi du gros de l'armée, à Leitomischl, continuant à recueillir les renforts qui lui étaient envoyés de tous côtés et à faire exercer ses hommes sans relâche. Toutefois il fit exception pour les troupes légères qui, sous les ordres de Laudon et de Jahnus, s'employèrent avec zèle et succès à inquiéter l'ennemi et à couper ses communications. A la suite des conférences militaires auxquelles l'empereur et l'impératrice avaient assisté, Daun reçut de Vienne, l'ordre de faire

lever le siège d'Ollmütz, fallût-il livrer une bataille. Il promit d'obéir. Il rappela le comte Harsch et s'avança jusqu'à Gewitsch, à deux journées de marche de l'ennemi.

Cependant l'infatigable Laudon s'était établi, avec l'assentiment de son chef, sur les hauteurs boisées de Konitz, d'où son œil pouvait embrasser les différentes positions occupées par les Prussiens dans la plaine d'Ollmütz. Il épiait sans cesse leurs mouvements et ne manquait pas une occasion de les harceler. A plusieurs reprises, il pressa Daun de le laisser tenter certains coups de main hardis dont il se promettait grands profits. Mais le prudent maréchal résista jusqu'à ce qu'il eut constaté que les Prussiens s'étaient profondément engagés dans le siège. Les assaillis d'Ollmütz se défendaient d'ailleurs avec un rare courage.

Dans la nuit du 4 au 5 juin, le major de Tillier opéra, à la tête de 500 hommes, une sortie des plus heureuses. Il bouleversa les travaux des assiégeants, encloua force canons, tua ou blessa quantité d'hommes et ramena de nombreux prisonniers. Une seconde sortie, commandée par le général comte Draskowich, pendant la nuit du 12 au 13 juin, eut non moins de succès. Placés ainsi entre deux feux, les Prussiens n'avaient ni trêve, ni repos. A un moment donné, Daun, au moyen d'une marche de deux jours, opérée par des chemins détournés, avec les plus minutieuses précautions, à travers des montagnes boisées et des vallées profondes, transporta son armée sur la route qui mène directement de Brünn à Ollmütz par Wischau et Prossnitz. Ce mouvement lui permit de rallier à lui la cavalerie du marquis de Ville et d'envoyer aux assiégés un renfort de 12,000 hommes d'élite. Cette petite troupe, guidée par le général-major de Bulow, déroba si bien sa marche, qu'elle entra sans coup férir dans Ollmütz, le 22 juin.

Le 26 juin, pour mieux dissimuler ses intentions, le maréchal donna ses ordres de nature à faire croire qu'il comptait prolonger son séjour dans le camp de Cywanowitz. Le lendemain, il changea tout à coup ses dispositions, fit avancer son armée dans la direction du nord, et se rapprocha d'Ollmütz. Le 28, il poussa, sous forte escorte, une reconnaissance sur Prossnitz où les Prussiens avaient élevé des retranchements. Convaincu qu'il n'aurait pas avantage à les attaquer de ce côté, il marcha plus loin et mena rapidement ses troupes sur Kokor et Krymann, tout près d'Ollmütz, dans l'espoir de tromper l'ennemi et de lui faire quitter les fortes positions qu'il occupait. Le 1er juillet, dans la soirée, les derniers régiments autrichiens entraient dans leur nouveau camp, sur les hauteurs de Grossteinitz et de Czehonitz.

Mais déjà le but cherché par Daun venait d'être atteint. Subitement le coup qui devait délivrer Ollmütz était frappé au nord.

Le 22 juin, le général de cavalerie, baron de Buccow, avait reçu un avis confidentiel portant qu'un immense convoi, composé de 5,000 voitures, était parti de Neisse, dans la matinée du 21, pour amener au camp prussien devant Ollmütz, tout un approvisionnement de poudre, de plomb, de bombes, de boulets, de farine, d'avoine, de bière, de brandevin, de tabac, de beurre, en outre les sommes nécessaires pour la solde de l'armée. Le tout était escorté par 8,000 hommes, tirés des garnisons de Neisse, de Glatz et d'autres places. Au rapport du correspondant, cette troupe, formée de très jeunes recrues de la Silésie, ne demandait pas mieux que d'être attaquée par les Autrichiens, pour avoir l'occasion de déserter ou de s'enfuir.

Buccow demanda et obtint de Daun l'autorisation de tenter une surprise contre ce transport. Le feldmaréchal fit plus, il envoya au plus vite l'ordre au général comte de St-Ignon

de seconder énergiquement l'attaque projetée, dont l'exécution fut confiée par Buccow à Laudon, par St-Ignon à Siskowitch.

Le 26 juin, Laudon sortit de Konitz à la tête de cinq bataillons d'infanterie allemande, de 14 compagnies de grenadiers, de 1,500 Croates, et de deux régiments de cavalerie, hussards et dragons. Le 27 au matin, il atteignit Sternberg. Le comte Lanjus, colonel d'un régiment des confins, l'informa que la tête du convoi était déjà à Bautsch et que l'on supposait qu'il se dirigeait sur Gubau, attendu que le margrave Charles, posté avec 4,000 hommes à Dollein, se préparait à aller à sa rencontre. Pour ne pas s'exposer à se trouver pris entre l'escorte du convoi et les détachements commandés au camp pour protéger sa bonne arrivée, Laudon jugea prudent d'exécuter son attaque au point le plus éloigné d'Ollmütz. Forçant sa marche, il arriva le 28 à Guntersdorf, au point du jour. Déjà la tête du convoi y était parvenue, mais pas la moindre trace de Siskowitch, qui devait se trouver aux environs avec deux bataillons, un millier de Croates et huit cents chevaux. Malgré cette déception, Laudon se lança sur le convoi, dispersa une partie de l'escorte et réussit à détacher un petit nombre de voitures. Mais le colonel Mosel, commandant du transport, rallia une partie de ses gens, attaqua et mit en fuite les soldats de Lanjus qui formaient l'aile gauche de Laudon. Arrêtant sa poursuite, il repoussa toutes les charges de l'infanterie allemande et força Laudon à se retirer sur Bärn, avec une perte de 560 hommes, tués, blessés ou égarés.

A Bärn, Laudon apprit que Siskowitch était à Ohlstadtl, à l'est du champ de bataille de la matinée. Laudon lui fit savoir qu'il était prêt à le soutenir de son mieux s'il était disposé à recommencer une attaque sur le convoi prussien. Il ajouta néanmoins qu'il craignait que ce ne fût trop tard,

le lieutenant-général de Zieten étant déjà arrivé à Altliebe, avec des forces considérables. Peu d'heures après, il informait Siskowitch que Zieten avait atteint Domstadtl, dans l'après-midi du 28 juin et continuait sa marche sur Guntersdorf.

Buccow, exaspéré de l'échec d'une entreprise si soigneusement préparée, engagea Laudon à ne pas abandonner la partie. Le hardi partisan ouvrit facilement l'oreille à cette exhortation. Sur ces entrefaites, il eut vent que le transport prussien était dans une situation critique. Aux premiers coups de feu de la matinée, les paysans propriétaires des chevaux de trait avaient dételé et s'étaient enfuis avec leurs bêtes. D'autres étaient retournés à Troppau. Il fallut toute l'énergie de Zieten pour remettre un peu d'ordre dans l'immense convoi. Il y perdit la journée du 29 juin et, le 30 seulement, put se mettre en mouvement. Dans sa colère, il eut la barbarie d'incendier Guntersdorf.

Laudon et Siskowitch profitèrent de ce temps pour organiser leur revanche. Siskowitch dressa une embuscade entre Neudörfe et Domstadtl. Laudon se dissimula un peu en arrière, afin d'intervenir dès que la lutte serait engagée. La tête du convoi traversa sans être inquiétée le défilé en avant de Domstadtl, mais à peine 200 voitures étaient-elles passées, que Siskowitch sortit des hauteurs boisées qui bordaient la route.

Son feu bien dirigé abattit les chevaux des chariots les plus proches de l'entrée du défilé et le convoi fut mis hors d'état d'avancer. Le général de Puttkamer se jeta sur les assaillants avec deux bataillons de grenadiers et quelques centaines de hussards. Siskowitch recula pour mieux les entraîner. Au même instant, une troupe de dragons et de Croates, sortant subitement de la forêt, tomba sur le flanc des Prussiens,

massacra les grenadiers ennemis et rejeta le reste dans l'enceinte des chariots que Zieten avait fait former dès le début du combat. Siskowitch, reprenant sa pointe, coupa escorte et convoi en deux. Ceux qui se trouvèrent du côté de Domstadtl s'enfuirent vers Ollmütz, ceux de la queue vers Troppau. Un bataillon entier de grenadiers se rendit prisonnier.

Pendant ce temps-là, Laudon, accouru au bruit de la fusillade, attaqua la partie du transport arrêté devant Domstadtl et l'enceinte de chariots défendue par Zieten. Le combat devint acharné, furieux. Les jeunes recrues, les convalescents prussiens que l'on avait représentés comme faciles à se disperser, se distinguèrent de la manière la plus brillante. Le régiment de dragons commandé par le colonel comte Caramelli, fit des prodiges de valeur. Finalement les Prussiens succombèrent et le convoi demeura presqu'en entier entre les mains des Autrichiens. Zieten ne put ramener au camp que 200 chariots, c'est-à-dire, la plus grande partie de ceux qui portaient les fonds destinés à la solde de l'armée prussienne. Plus de 4,000 chariots furent détruits avec leurs chargements, soit par les Prussiens qui ne voulaient pas les abandonner à leurs ennemis, soit par les Autrichiens qui ne pouvaient pas les emmener. Les Prussiens perdirent, dans ce combat, 2,500 hommes tués ou blessés, plus 1,000 prisonniers et 12 canons.

En apprenant le désastre qui le frappait, Frédéric fut vivement impressionné, car sa position devenait pleine de dangers. Mais avec sa force de caractère habituelle, il prit son parti rapidement; il leva le siège d'Ollmütz sans balancer et fit publier par le général Keith que tout officier qui donnerait signe de découragement, serait immédiatement cassé et envoyé dans une forteresse. On croyait qu'il se retirerait en Silésie, mais il paya d'audace en se portant sur la Bohême.

Il est hors de doute que la levée du siège d'Ollmütz fut la

conséquence de la destruction du convoi de Neisse. Toutefois on ne peut méconnaître que les habiles manœuvres à l'aide desquelles Daun s'approcha de cette ville, y contribuèrent aussi dans une certaine limite. Marie-Thérèse se plut à le constater et à en témoigner sa reconnaissance à Daun dans les termes les plus flatteurs pour lui. Dans sa lettre au feldmaréchal, elle raconte incidemment que, le 10 juin, le roi de Prusse avait mandé à son ministre des affaires étrangères d'informer ses amis que dans 10 jours, il serait maître d'Ollmütz. Kaunitz, écrivant de son côté à Starhemberg et parlant de Frédéric, complète sa souveraine : « Il faut lui rendre cette « justice, dit-il, que personne n'a su lever un siège avec plus « d'habileté et de promptitude que lui. Mais il faut ajouter « qu'il a eu l'art de perdre deux à trois mois, d'épuiser son « armée, de dégarnir ses forteresses et de ruiner à la fois sa « cavalerie et son train d'équipage. A nous maintenant d'en « profiter. »

Fidèle à ses habitudes, Marie-Thérèse sut prodiguer les récompenses aux vaillants libérateurs d'Ollmütz. Treize des principaux habitants de la ville furent anoblis, tous les dommages soufferts, payés. Marschall reçut le titre de comte avec la dignité de feldmaréchal, Drascowich le grade de feldmaréchal-lieutenant, et la garnison de nombreuses distinctions.

Frédéric, se croyant coupé de la Silésie par les manœuvres de Daun, dirigea son armée en deux colonnes sur Koenigsgraetz, commettant sur son passage les plus effroyables dévastations, tant pour retenir près de lui, par l'appât du pillage, les nombreux déserteurs et étrangers que comptait son armée, que pour rendre la poursuite plus difficile. Informé que le corps russe sous les ordres de Fermor menaçait le Brandebourg et assiégeait Custrin, il avait résolu d'aller

prendre sur lui la revanche de son échec d'Ollmütz. Une correspondance du roi, interceptée par des coureurs autrichiens, fit connaître ce plan à Daun, qui résolut d'en paralyser l'exécution.

Marie-Thérèse et ses conseillers avaient déjà pénétré les vues de Frédéric. Dans leur pensée, la campagne actuelle devait inévitablement être la dernière de la guerre, et de son issue, en présence de l'épuisement de la France, de l'impuissance de la Suède et des hésitations de la Russie, dépendraient les conditions de la paix. Il fallait donc, à tout prix, empêcher Frédéric de se jeter sur les Russes, de les battre et de se retourner avec ses troupes victorieuses contre les forces autrichiennes. Dans ce but, l'impératrice estimait que le plan à suivre pour Daun consistait à poursuivre énergiquement le roi de Prusse, en ne négligeant aucune occasion favorable de le battre, tout au moins de l'affaiblir et de le mettre dans l'impossibilité de donner suite à ses projets.

Mais Daun n'était pas l'homme des situations qui exigent la rapidité du coup d'œil et l'audace des résolutions. Maître expert dans l'art de manœuvrer, de diriger des opérations, de calculer et de préparer les chances de la victoire, il poussait jusqu'à l'extrême le désir de ne rien livrer au hasard et d'éviter tout risque d'erreur. Laissant Frédéric courir devant lui, de manière à se mettre en peu de jours hors de sa portée, il se borna à nettoyer la Bohême de tout ennemi et s'arrêta à Gorlitz, où il perdit un temps précieux à faire reposer ses troupes. Le 26 août seulement, il quitta son camp de Gorlitz pour aller à Bautzen et le 2 septembre établit son quartier général à Niederrœdern, au nord de Dresde, qu'il se proposait d'assiéger.

Sur ces entrefaites, le roi de Prusse avait attaqué les Russes à Zorndorf, près de Custrin, et les eût anéantis, sans la fer-

meté et l'habile sang-froid du général Demicourt, qui sauva dans cette journée, l'honneur des armes russes. Il atteignit cependant le but qu'il se proposait, car Fermor battit en retraite jusqu'aux frontières de la Pologne. Tranquillisé de ce côté, Frédéric ramena immédiatement son armée du côté de la Saxe, pour sauver le prince Henri, son frère, des périls qui menaçaient le corps avec lequel il avait cherché jusque-là à couvrir Dresde.

Daun avait espéré écraser le prince Henri avant le retour du roi. Il chercha à concerter son plan d'attaque avec le prince de Deux-Ponts, établi à Pyrna avec l'armée des Cercles. Mais l'échange de vues et de propositions dura si longtemps que, lorsque les deux généraux eurent réussi à se mettre d'accord, ils apprirent que Frédéric était arrivé près de Dresde, après avoir recueilli en route des renforts importants.

Ce fut assez pour clouer Daun dans les fortes positions qu'il occupait à Stolpen. Plus le feldmaréchal paraissait résolu à éviter une bataille, plus Frédéric était désireux de saisir quelque bonne chance de l'attaquer. Aussi n'épargna-t-il aucun moyen d'attirer son adversaire hors de Stolpen. La nouvelle que le comte Harsch avait mis le siège devant Neisse, sur l'ordre direct de Marie-Thérèse, avec un corps de 30,000 hommes, augmenta ses préoccupations et son désir d'en finir avec Daun. Enfin ses courriers lui apprirent que Daun, probablement intimidé, avait quitté sa position de Stolpen et battait en retraite sur Hochkirch, avec l'intention de passer la Lobau. Frédéric se lança aussitôt à sa poursuite avec une vivacité qui lui fit perdre une partie de sa sagesse ordinaire. Le 10 octobre il atteignit Hochkirch et fit camper son armée pour ainsi dire aux pieds des Autrichiens, dans des positions si désavantageuses, que ses généraux ne purent s'empêcher de lui signaler le péril et que le maréchal Keith ajouta :

« Si les Autrichiens ne nous attaquent pas dans pareille occa-« sion, ils méritent tous d'être pendus. » J'espère, lui répondit le roi en souriant, qu'ils auront plus peur de « nous que de la potence ».

Le roi ne se doutait guère qu'il venait de tomber dans un piège habilement tendu par Daun. Dans la nuit du 13 au 14 octobre, tandis que les avant-postes prussiens s'endormaient à l'exemple de leur chef, dans une quiétude complète, Daun veillait. Il poussait en personne des reconnaissances silencieuses et attentives et s'assurait sur tous les points de l'exécution de ses ordres. Il prit pour principal objectif de son attaque, l'aile droite prussienne campée à Hochkirch, concentra sur ce point des forces considérables et donna pour instructions à ses généraux de se borner à inquiéter l'aile gauche postée à Kottitz, jusqu'à ce que les assaillants de la grande attaque fussent en possession des hauteurs de Hochkirch, puis de charger, à ce moment, avec toute la vigueur possible.

Les régiments formant la première ligne d'attaque, eurent ordre de laisser derrière eux leurs canons et leurs drapeaux et, aussitôt la première décharge de leurs mousquets, de se jeter sur l'ennemi le sabre au poing ou la baïonnette en avant. L'artillerie ne devait intervenir que pour achever l'œuvre d'élan des grenadiers et compléter la déroute des Prussiens. Défense formelle, si l'on s'emparait des batteries de l'aile gauche, de les tourner contre l'ennemi et de le poursuivre sans de nouvelles instructions.

Pour mieux tromper ses adversaires, le feldmaréchal fit travailler ses soldats toute la journée du 13 à couvrir son front de bandière d'abattis d'arbres. Au coup de 5 heures, marqué pour être le signal du combat, les Autrichiens attaquèrent Hochkirch avec un tel élan, qu'en peu de temps ils

se rendirent maîtres du village et de ses hauteurs. Au même instant le duc d'Arenberg, entraîné par l'ardeur de ses soldats, culbutait l'aile gauche prussienne sans tirer un coup de canon. Grâce aux habitudes de discipline de ses troupes, Frédéric put les rallier assez promptement et tenter de rétablir le combat. Mais il y sacrifia inutilement ses meilleurs soldats et se vit, frémissant, obligé de battre précipitamment en retraite, laissant aux mains de Daun, son camp, ses bagages, ses canons et trente drapeaux. La perte en hommes dépassait le chiffre de 9,000 hommes pour les Prussiens, de 6,000 pour les Autrichiens. L'un des généraux les plus justement aimés et appréciés du roi, le feldmaréchal Keith, fut tué au milieu de la mêlée, ainsi que le prince Franz de Brunswick, Maurice d'Anhalt, grièvement blessé, vit la mort de près.

A onze heures et demie, Daun dépêcha du champ de bataille même, son aide-de-camp, le major de Rothschutz, à Vienne, porter la bonne nouvelle. Cet officier arriva dans la soirée du 15 octobre à Schoenbrunn, au moment où toute la cour réunie fêtait le jour anniversaire de la naissance de l'impératrice. On peut aisément s'imaginer l'enthousiasme que ses communications excitèrent. Le *Te Deum* fut chanté sur l'heure dans la chapelle du château, et Marie-Thérèse écrivit à Daun une lettre où sa gratitude s'épanchait dans les expressions les plus propres à faire vibrer le cœur du vieux maréchal. En terminant, elle s'informait des mesures qu'il avait prises pour recueillir les fruits de son triomphe et achever la ruine de l'ennemi.

C'était toucher le point faible de Daun, incapable de tout effort prompt et énergique propre à réaliser les conséquences d'une victoire. Le jour même de la bataille de Hochkirch, il était tranquillement resté dans son camp et il y resta deux jours encore, occupé à soigner les blessés des deux partis, à

enterrer les morts, à rendre au cadavre du maréchal Keith, tous les honneurs dus à son rang et à son mérite, à célébrer l'anniversaire de la naissance de l'impératrice. Le 17 octobre seulement, il se rapprocha du roi de Prusse, campé à Döberschütz, non loin de Bautzen.

Le soir de sa défaite, Frédéric, atterré, écrivait à son frère : « Malheureux que je suis, je vis encore. » Mais dès le lendemain il avait repris courage et s'occupait fiévreusement de réparer ses pertes, l'œil fixé sur Neisse, dont il voulait, à tout prix, empêcher la chute. Le comte Harsch conduisait le siège avec une vigueur telle qu'il se croyait sûr de l'emporter en peu de jours, à condition que Daun sût empêcher Frédéric d'arriver avec toute son armée, sur la place.

Daun savait que l'impératrice attachait la plus grande importance à la conquête de Neisse, qui lui donnait un pied en Silésie ; mais, se rendant parfaitement compte de son impuissance à égaler la rapidité de mouvements de Frédéric, il conçut le plan de passer l'Elbe dès que Frédéric approcherait de Neisse, de chasser de la Saxe les forces peu considérables que le roi y avait laissées et de délivrer Dresde. Il prit toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de ce projet, envoya des instructions précises au comte Harsch, chargea Laudon de suivre l'armée royale de concert avec les généraux O'Kelly et Vela, de manière à l'inquiéter sans cesse sur ses derrières et à retarder le plus possible sa marche s'il revenait sur ses pas. Laudon s'acquitta parfaitement de sa mission, Harsch de même, Daun seul fut en retard. Le 4 novembre, il traversa l'Elbe sur un pont de bateaux. Le 9, il s'approcha à portée de canon de Dresde, où les Prussiens, reculant devant lui, se réfugièrent. Dès le lendemain, le feldmaréchal de Schmettau, commandant la place, bien que sachant que Daun, dépourvu de grosse artillerie, ne pouvait songer à un siège, commit la

barbarie injustifiable d'incendier les faubourgs, pendant que les habitants étaient encore plongés dans le sommeil. En même temps, Daun fut informé de l'approche des généraux Wedell et Dohna, auxquels la retraite des Russes avait laissé la liberté de se diriger à marches forcées vers la Saxe. Désespérant de faire encore quelque chose de considérable, vu la saison avancée et l'avis reçu que Frédéric accourait au secours de Dresde, après avoir fait lever, sans coup férir, le siège de Neisse, Daun quitta, le 16 novembre, ses positions devant Dresde et retourna en Bohême, par Pyrna. Le 18, Frédéric entrait à Bautzen et deux jours après à Dresde où son premier acte fut de se jeter au cou de Schmettau, en présence des bourgeois de la ville, si cruellement maltraités par cet impitoyable personnage.

La brillante journée de Hochkirch avait fait naître trop d'espérances à la cour de Vienne, pour que cette triste fin de campagne n'y fût pas amèrement ressentie. Marie-Thérèse seule sut montrer une fois de plus la noble fermeté de son caractère. « Certes, écrivit-elle à Daun, il eût été grandement « désirable d'enlever à l'ennemi les larges ressources d'hom- « mes, d'argent et d'alimentation qu'il tire de la Saxe. Mais « ce qui importe est le possible et non le désirable. Or per- « sonne n'est mieux à même de juger si le désirable était « possible que le commandant en chef et je m'en rapporte « entièrement à lui. »

La générosité de Marie-Thérèse ne fut imitée ni par l'empereur, ni par le public. Sous la date du 25 novembre, François écrivait à son frère: « Je ne trouve pas cette fin de « campagne trop brillante, car nous voilà comme l'an passé, « de nouveau chez nous de tous côtés. Ces trois années de « campagne nous ont coûté infiniment de monde et d'argent « et nous n'avons pas encore un pouce de terrain..... Il

« est pourtant sûr que le roi perd aussi beaucoup de monde « et que cette guerre lui coûte cher. »

Le public murmura si hautement et avec tant d'amertume, que Daun crut devoir exprimer le désir d'être relevé de son commandement. Marie-Thérèse fit tout ce qu'elle put pour le détourner de cette pensée. Haugwitz, à sa prière, écrivit au feldmaréchal une lettre des plus émues : « S. M. veut destiner « Votre Excellence pour son propre but et intérêt et elle veut « que V. Ex. ne relève que d'elle-même et de S. M. S. M. me « dit les larmes aux yeux : Je sçai que c'est l'unique bien qui « le peut engager de continuer de me rendre et à l'État d'aussi « grands et importants services..... Je sçai que V. Ex. aime « S. M. qui la regarde comme le plus précieux trésor de Sa « Maison. » Les faits furent d'ailleurs d'accord avec les paroles. En témoignage de sa reconnaissance, Marie-Thérèse érigea en faveur de Daun, un fidei-commis de 250,000 florins, transmissible de mâle en mâle par primogéniture et, en cas d'extinction de mâles, à la fille aînée du dernier possesseur, dont le mari devrait joindre à son nom celui de Daun.

De nombreuses faveurs furent également accordées à l'armée. Cinq généraux, le feldzeugmestre de Sincère et le feldmaréchal lieutenant Laudon, créés l'année précédente chevaliers de l'ordre de Marie-Thérèse, furent promus grand-croix du même ordre, en même temps que le feldmaréchal comte de Marschall, pour la défense d'Ollmütz, le duc d'Arenberg et le quartier-maître général de Lacy pour leur brillante conduite à Hochkirch. Trente-trois chevaliers furent créés et parmi eux le général de Tillier et le brave Rouvroy, dont le souvenir s'est perpétué dans l'armée autrichienne jusqu'à nos jours, sous le nom de « diable de feu ».

Cependant l'abbé de Bernis, récemment nommé au cardinalat, inclinait plus que jamais à la paix et le comte de Stain-

ville, bien que partisan de la continuation de la lutte, avait été envoyé à Vienne pour démontrer à l'impératrice l'impossibilité de continuer la guerre et l'urgence d'y mettre un terme. Il trouva l'oreille de Marie-Thérèse fermée à ses instances. Sur ces entrefaites, Bernis tomba et Stainville, promu duc de Choiseul, fut appelé à le remplacer. La joie fut grande à Vienne quand cette nouvelle y arriva. Choiseul, dont les sentiments personnels étaient bien connus, reçut du couple impérial les plus chaudes félicitations. Aussi écrivait-il le 10 novembre, à Starhemberg : « V. Ex. me trouvera comblé des « bontés de Leurs Majestés Impériales, pénétré du bonheur « de l'alliance et persuadé de sa solidité. »

Bientôt de nouveaux traités, modifiant les anciens, furent conclus. Louis XV promit d'aider Marie-Thérèse à reconquérir la Silésie et le comté de Glatz, mais l'engagement antérieur de faire de la restitution de ces deux provinces, une condition expresse de tout traité de paix éventuel, disparut. En revanche, il ne fut plus question de cession quelconque des Pays-Bas à la France. Tout au contraire, le roi assura à l'Autriche la possession des territoires prussiens qui seraient éventuellement conquis par ses troupes du Bas-Rhin. Il prit l'engagement d'envoyer cent mille hommes en Allemagne et se chargea du paiement des subsides, subsides dont jusqu'alors l'Autriche supportait la moitié. Enfin il s'obligea à appuyer de toutes ses forces l'élection de Joseph à la dignité de roi des Romains, et à favoriser la réalisation du mariage de ce prince avec l'Infante de Parme. Jamais l'Autriche ne fit traité plus avantageux.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

SOMMAIRE. — Prodrômes de la campagne de 1759. — Retards de l'entrée des Russes en campagne. — Soltikoff bat le général prussien Wedell. — Marche du roi de Prusse contre les Russes. — Bataille de Kunersdorf. — Défaite des Prussiens. — Soltikoff refuse de les poursuivre. — Inertie de Daun. — Mécontentement populaire. — Retraite des Russes. — Opérations militaires dans la Saxe. — Combat de Maxen. — Laudon rallie Daun. — Faveurs dont il est l'objet. — Deux traits de son caractère.

L'HIVER de 1758-1759 se passa en échanges de vues entre Vienne, Saint-Pétersbourg et Versailles, sur le plan d'opérations de la prochaine campagne. Un même zèle animait les alliés de l'Autriche contre Frédéric.

Comme d'habitude, le premier coup de feu fut tiré par les Prussiens. Un de leurs détachements alla brûler les magasins d'approvisionnements russes sur le territoire polonais et enlever le prince Sulkowski. A son tour, le feld-maréchal lieutenant de Beck surprit la petite place de Greiffenberg, fit prisonniers 700 grenadiers, avec leur chef, le colonel de Duringshofen, et emmena deux canons (1).

D'autre part, deux colonnes prussiennes pénétrèrent en Bohême, le 15 avril, par Peterswald et Aussig, exercèrent d'affreuses dévastations sur leur passage jusqu'à Saaz, et ramenèrent 1,400 prisonniers parmi lesquels le général autrichien Reinhardt.

Enfin le prince Henri de Prusse fit une incursion en Fran-

1. Une lettre de Berlin, qui fut interceptée, raconte le fait d'une manière assez naïve : « Ce vilain général Beck, qui a reçu ici et à Breslau, auprès du roi, tant de politesses, vient de nous ruiner un corps de grenadiers, consistant en deux bataillons à 500 hommes chacun. Mais comme il a fait son devoir, ajoute l'écrivain, il faut qu'on lui pardonne. »

conie où il leva force contributions, sans rencontrer de résistance. Moins heureux que lui, le prince Ferdinand de Brunswick se fit battre à Bergen, non loin de Francfort-sur-le-Mein, par les Français.

Mais ce n'étaient là qu'escarmouches sans importance, en attendant que s'engageât la grande lutte. Il avait été convenu entre les deux cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg, que la marche en avant de la principale armée russe, forte de 60,000 hommes, servirait de signe à l'armée autrichienne pour commencer les opérations. Toutes deux devaient se rencontrer sur les bords de l'Oder, entre Glogau et Breslau. Dès la fin de mars, Daun arriva au milieu de ses troupes et établit son quartier général à Munchengraetz. Peu à peu, il leur fit occuper de fortes positions entre Jaromirz et Schurz, en vue d'attaquer plus tard Glatz. En attendant, il ne cessait de faire exercer ses hommes, et de les former aux fatigues et aux manœuvres de la guerre. Grâce à la czarine, il eut tout le temps de les perfectionner. Car à Saint-Pétersbourg les mois s'écoulèrent avant qu'Élisabeth eût arrêté son choix sur un général capable et habile. Ce choix tomba finalement, après de longues hésitations, sur le comte Soltikoff, encore fut-il nommé à titre provisoire et reçut-il l'ordre exprès de concerter ses opérations avec Daun.

Soltikoff resta plusieurs semaines encore à Saint-Pétersbourg, sous prétexte d'achever les préparatifs de la campagne et partit seulement le 4 juin pour rejoindre son armée, que Fermor, pour faire preuve de zèle, avait menée jusqu'à Posen. De son côté Daun, cédant à ses habitudes de lenteur et d'excessive circonspection, attendit dans son camp avec une placidité parfaite, que les Russes eussent commencé leur marche sur l'Oder. Cette immobilité était insupportable à Marie-Thérèse, qui perdit à la fin patience, et envoya, le 21

juin, à Daun l'ordre formel de marcher sur la Queiss, au devant des Russes. Forcé d'obéir, Daun quitta ses positions à contre-cœur, car l'expérience lui avait ôté toute confiance dans les Russes et il craignait fort de n'être pas soutenu. Cependant l'arrivée d'un courrier de Saint-Pétersbourg, chargé de l'informer de l'ordre donné à Soltikoff de franchir l'Oder et, en cas de réunion des deux armées, de suivre ses avis, commença à le rassurer. Il s'avança jusqu'à Marklissa, où il établit son quartier général et apprit bientôt que les Russes, après avoir quitté Posen le 8 juillet, avaient battu, le 23 juillet, à Kay, le général Wedell, successeur de Dohna, occupé le 30 Francfort sur l'Oder, et pris autour de Kunersdorf une position très forte. Au lieu de se porter lui-même avec toutes ses forces en avant et de rejoindre les Russes sur la rive droite de l'Oder, il se borna à leur envoyer Laudon et Hadik, avec un corps d'environ 25,000 hommes. Plusieurs jours s'écoulèrent en discussions stériles entre Daun et les généraux russes, l'un voulant que les Russes passassent sur la rive gauche de l'Oder et fissent leur jonction avec le corps de Laudon, les autres insistant pour que Daun menât son armée sur la rive droite, et se déclarant vivement désireux de se placer, disaient-ils, « sous son précieux commandement ».

Dans l'intervalle, Frédéric avait réuni en toute hâte, sous sa main, 40,000 hommes, et méditait de profiter de ces retards pour attaquer successivement les Russes et les Autrichiens, avant qu'ils eussent pu se réunir. Le 4 août, il assaillit les avant-postes de Laudon et força ce dernier à faire passer ses troupes sur la rive droite de l'Oder pour éviter d'être écrasé. Enfin le 10 août, après de nombreuses hésitations, Soltikoff se décida à céder aux instances de Daun et lui annonça qu'il quitterait ses positions, le 16 août, pour aller à Crossen fran-

chir l'Oder et opérer sa jonction avec le gros de l'armée autrichienne.

Mais Frédéric s'était résolu de son côté à brusquer la bataille avant cette jonction. Dans la nuit du 10 août, il passa l'Oder au-dessous de Lebus et campa, du 11 au 12, aux environs des villages de Bischoffsée, de Trettin et de Leissow. Le dimanche 12, de très bonne heure, il se mit en marche dans l'intention de tourner les Russes et de les prendre par derrière. Mais les difficultés qu'il rencontra, le déterminèrent à diriger sa principale attaque contre le flanc droit des Russes, moins bien protégé. Quoique ses soldats fussent fort fatigués de ces marches et contre-marches, ils se lancèrent sur l'ennemi avec une fougue irrésistible qui eut plein succès. Les Russes culbutés, perdirent 124 canons et un monde considérable. Toutefois ils se reformèrent et subirent les charges répétées de l'infanterie prussienne avec une rare vaillance. Trop sûr cependant de la victoire finale, Frédéric écrivit à ce moment, à la reine sa femme : « Nous venons de chasser les Russes « de leurs retranchements, avant deux heures notre triomphe « sera complet. » Moins rassurés, ses généraux lui conseillèrent de se contenter de ce premier succès, certains, disaient-ils, que les Russes battraient en retraite dans la nuit. Frédéric demeura un moment pensif, mais dominé par l'idée d'écraser les Russes, il cria : En avant ! et donna l'ordre à sa cavalerie de venir à la rescousse de ses fantassins. Mais Laudon avait habilement établi ses grenadiers dans un chemin creux très profond qui longeait toute la hauteur. L'élan des Prussiens se brisa contre ce mur de feu. L'artillerie russe les couvrit de mitraille et fit d'immenses trouées dans leurs rangs. La cavalerie de Seydlitz fut renversée par celle des Alliés sous la conduite personnelle de Laudon et de Rumanzoff. Autrichiens et Russes rivalisant d'ardeur, reprirent l'offensive. En

vain, comme à Kolin, le roi envoya successivement ses régiments à l'assaut des positions ennemies, il ne fit que les envoyer à la mort. Enfin vers 5 heures une dernière charge de Laudon décida la défaite de l'infanterie prussienne. Elle prit la fuite dans un désordre inexprimable, poursuivie l'épée dans les reins, avec furie, par les dragons de Laudon et les cosaques de Soltikoff. Les pertes des Prussiens furent énormes, elles se montèrent à près de 20,000 hommes. Toute leur artillerie demeura entre les mains des Russes. Le roi eut deux chevaux tués sous lui et couvrit la retraite avec 3,000 hommes à peine. Le soir il envoya ce billet à la reine : « Em- « menez la famille royale. Faites transporter les archives à « Potsdam, et que la capitale s'arrange comme elle pourra « avec l'ennemi. »

La bataille de Kunersdorf a été la plus sanglante de toutes celles de la guerre de sept ans. Elle pouvait être décisive si les vainqueurs s'étaient mis résolûment à l'œuvre pour en récolter les fruits. Daun le comprit et son premier soin, en apprenant le résultat de la bataille, fut de dépêcher Lacy à Soltikoff pour se concerter avec lui sur les opérations à entreprendre immédiatement ; mais Soltikoff lui répondit brutalement : « Ma mission n'est pas d'anéantir le roi de « Prusse. J'ai gagné deux batailles, au tour des Autri- « chiens d'en faire autant. » On a cherché à expliquer cette conduite du général russe, par le désir de complaire au grand-duc Pierre, grand admirateur du roi de Prusse, désir d'autant plus vif que la santé d'Élisabeth traversait une crise dangereuse. Il convient toutefois de faire remarquer que l'armée russe constituait la seule force militaire sérieuse de la Russie, que, de plus, elle manquait de chevaux, de magasins et de vêtements pour les soldats. On raconte que le pain étant venu à manquer au camp russe, Soltikoff en fit deman-

der à Daun, et que celui-ci, faute de vivres, ayant offert de l'argent, Soltikoff répliqua : « Mes soldats ne mangent pas « d'argent. »

Lacy rebuté, Daun envoya Laudon qui, par sa vaillante conduite à Kunersdorf, avait gagné l'affection des Russes. Laudon ne réussit pas mieux que Lacy. Il ne put même obtenir que Soltikoff se prêtât à une simple démonstration de poursuite contre l'armée prussienne. « Je ne puis ni ne veux plus rien faire avec l'ennemi, » lui répondit Soltikoff.

Daun ne se laissa pas décourager par ce double échec. Comptant sur l'impression efficace des magnifiques cadeaux que Marie-Thérèse le chargea de transmettre à Soltikoff, à Fermor et à d'autres généraux de l'armée, il intervint personnellement près de Soltikoff. A la suite d'une entrevue que les deux maréchaux eurent à Güben, Soltikoff promit de demeurer encore quelque temps à Francfort, et d'appuyer les opérations projetées par Daun pour empêcher le roi de Prusse de secourir Dresde. Ce premier pas fait, les deux armées devaient pénétrer simultanément en Silésie jusqu'à Neisse, que les Autrichiens se chargeaient seuls d'assiéger, le rôle des Russes se bornant à les couvrir.

Le grand objectif de Marie-Thérèse était toujours la Silésie. Comme Daun, elle pensait qu'il était essentiel de commencer par la prise de Dresde, alors assiégé par un corps autrichien sous les ordres du général comte de Maquire; mais au siège de Neisse, elle préférait celui de Glogau, plus aisé à son sens, et plus avantageux pour arriver au point capital de ses désirs, l'hivernement des deux armées russe et autrichienne dans la Silésie.

Dès le 4 septembre, la place de Dresde se rendait au comte de Maquire, sous condition de la libre sortie de la garnison. Le lendemain, les généraux autrichiens Brentano

et Vela, battaient les Prussiens accourus au secours de Dresde, sous les ordres du général Wunsch et les obligeaient à évacuer Leipzig. Tout aussitôt Daun, qui comprenait fort bien l'inutilité de demander aux Russes un secours actif, dépêcha à Soltikoff le général de cavalerie baron de Buccow et le major prince de Lobkowitz, avec charge de lui annoncer la prise de Dresde et de lui soumettre un plan d'opérations portant que l'armée russe resterait dans son camp actuel de Lieberose, tandis que, d'une part, les corps d'armée de Villa et de Beck observeraient le prince Henri et que, de l'autre, le gros des forces autrichiennes marcherait à la rencontre du roi de Prusse ou pousserait jusqu'à Berlin.

Sur la réponse conforme de Soltikoff, Daun s'ébranla immédiatement. Le 9 septembre, il quitta Sorau et, prenant à l'ouest, s'avança sur Spremberg, où il apprit que le prince Henri faisait mine de pénétrer en Bohême. Aussitôt, au lieu de continuer sa marche dans la direction de Kalau, il tourna au sud vers Bautzen et établit son quartier général pendant quelque temps à Teichnitz.

Cependant la population tout entière de Vienne était surexcitée au plus haut degré par l'attente continue de nouvelles du théâtre de la guerre. « Tout le monde, écrivait « Tellier à Daun, ne parle que guerre ; les femmes même, à « leur réveil, prennent la carte géographique au lieu du livre « de prières, par conséquent chacun s'avise de raisonner et « de conduire votre armée, celle des Russes et la prussienne, « à leur fantaisie. »

Justement, peu de jours auparavant, Daun avait annoncé sa résolution de marcher sur Berlin, ce qui avait naturellement augmenté, si possible, la tension des esprits dans toute l'Autriche, et tout à coup on le voyait tracer un cercle presque parfait et revenir sur ses pas, sans avoir rien fait de

tant soit peu important depuis la bataille de Kunersdorf. Aussi se figure-t-on aisément la colère et l'impatiente indignation que ces incompréhensibles mouvements firent éclater de toutes parts en Autriche. On n'avait pas encore pardonné à Daun l'inanité des résultats de la campagne précédente; et l'opinion publique, déjà mal disposée à son égard, fut très sévère pour lui. Une pluie de libelles et de pamphlets mordants s'abattit sur lui, tandis que Laudon, le héros populaire, était porté aux nues. Seule peut-être, Marie-Thérèse fit exception aux tendances de la foule irritée. Elle jugeait Daun avec une indulgence basée sur ses anciens services. Le prince de Saxe-Hildburghausen lui ayant fait parvenir un mémoire, où il s'exprimait très durement sur le compte du maréchal, l'impératrice écrivit en dessous : « Il y a beaucoup « de vrai là-dedans, mais qui donc est parfait ? Si Daun avait « été mieux secondé, il eût mieux fait. »

Marie-Thérèse avait raison. Après avoir fait le simulacre d'aller mettre le siège devant Glogau, Soltikoff avait laissé au roi tout le temps nécessaire pour le devancer. L'occasion s'étant présentée d'attaquer dans les circonstances les plus favorables l'armée prussienne de beaucoup inférieure à la sienne, il l'évita sous des prétextes sans valeur, malgré les instances réitérées de Laudon.Ce dernier, qui le traite dans sa correspondance, d'homme foncièrement mauvais, comprit fort bien que Fermor et Soltikoff ne désiraient et ne voulaient qu'une chose, retourner sur la Vistule. Il pria Daun de le rappeler avec son corps d'armée, en lui faisant remarquer que, s'il était obligé de suivre les Russes, ceux-ci l'entraîneraient si loin qu'il aurait toutes les peines du monde de rejoindre l'armée autrichienne. Le maréchal n'osa lui donner l'ordre sollicité, parce que l'impératrice avait particulièrement insisté sur la nécessité de maintenir les meilleurs rap-

ports avec les Russes. Ce qu'avait prévu Laudon se réalisa. Soltikoff, cédant à la pression de Fermor, battit brusquement en retraite, au mépris des instructions formelles de sa cour de rester en Silésie. Dès que Daun fut informé de ce mouvement, il expédia à Laudon des courriers qui ne l'atteignirent qu'à Rutzen, le 16 octobre, alors qu'il ne lui était plus possible de regagner l'Autriche, sinon par un immense circuit.

L'inactivité de Daun, inconcevable et inexcusable pour la foule ignorante des motifs qui la justifiaient, souleva dans le public une véritable tempête de récriminations à laquelle se joignit l'expression du plus vif mécontentement de la part du roi de France et même, chose prodigieuse, de la czarine. Sur l'ordre net de l'impératrice, le maréchal se disposa à attaquer le prince Henri, qui occupait la plus grande partie de la Saxe, avec une armée de 40,000 hommes. Il réussit d'abord, avec le concours de l'armée des Cercles, à repousser le prince jusqu'à Torgau, mais le 29 octobre, le duc d'Arenberg, qui commandait son avant-garde, se fit battre à Pretzsch et perdit 4,000 hommes. Le feldmaréchal lieutenant comte de Gemmingen fut tué dans cette rencontre.

A ce moment Daun reçut avis que le roi, devenu maître de ses mouvements par la retraite des Russes, se dirigeait à marches forcées sur la Saxe, « certain, écrivait-il le 17 novembre au marquis d'Argenson, de chasser les Autrichiens de la Saxe et d'être à Dresde avant huit jours. » De l'avis conforme de tous ses généraux au nombre de vingt-deux, Daun crut devoir renoncer à toute opération offensive et prit le parti de s'établir près de Dresde, dans la position la plus forte possible, pour y attendre le roi.

Il dépêcha à Vienne le feldmaréchal prince Kinski pour communiquer ses résolutions à l'impératrice. Ces nouvelles jetèrent la consternation dans toute la cour. Marie-

Thérèse et Kaunitz en furent particulièrement atterrés et n'eurent pas le courage de faire d'autre observation au maréchal, sinon de ne pas se laisser expulser de la Saxe.

Plus on était abattu à Vienne, plus Frédéric exultait. Dans l'ivresse de ses espérances, il se hasarda à faire inquiéter la ligne de retraite de Daun sur la Bohême, afin de le contraindre à abandonner Dresde, et, dans ce but, il envoya à Maxen un de ses meilleurs généraux, le lieutenant-général Finck, avec un corps de 15,000 hommes. Daun, fidèle aux instructions de sa souveraine et instigué, dit-on, par Lacy, retrouva toute son habileté. Il prit avec le plus grand soin, les mesures nécessaires pour défendre ses positions contre une attaque éventuelle du roi, qui se trouvait à Wilsdruf, et pour envelopper en même temps la troupe de Finck, isolée à Maxen. Il donna au général de cavalerie O'Donnell et au feldzeugmestre de Sincère le commandement des forces destinées à ce dernier coup de main. Le 19 novembre, elles allèrent prendre les diverses positions qui leur avaient été assignées et, le 20 novembre, attaquèrent les Prussiens sous la conduite de Daun lui-même. Les Prussiens, assaillis de tous côtés, bientôt coupés en deux tronçons, furent mis en désordre et refoulés jusque sur les bords de l'Elbe, où ils auraient été infailliblement jetés, si l'obscurité n'était survenue.

Daun passa la nuit à compléter l'investissement du corps de Fink, se reposa deux ou trois heures à Maxen et, bien avant le jour, avait repris son poste. Il venait de donner ses ordres pour achever sa victoire, lorsqu'on lui annonça qu'un général prussien, accompagné d'un trompette, demandait instamment à être introduit près de lui. Il chargea Lacy d'aller recevoir le parlementaire, le général Rebentisch, et de lui poser l'alternative de se rendre sans conditions ou d'être noyés dans l'Elbe. Lacy revint bientôt l'informer que les Prus-

NOVICIAT DU SACRÉ-COEUR

siens se rendaient sans conditions et qu'ils demandaient seulement de conserver leurs bagages. Daun répondit qu'il ne faisait pas la guerre aux bagages. En conséquence, le corps d'armée de Fink déposa les armes et fut conduit et enfermé dans le grand jardin de Dresde, sous une surveillance sévère.

Avec Fink se trouvaient huit généraux, six colonels et près de 12,000 soldats et officiers. Tous les étendards et les canons restèrent en la possession des Autrichiens dont la perte n'atteignit pas mille hommes.

L'événement produisit partout une impression d'autant plus profonde, qu'il n'avait pas de précédents. Frédéric en fut complètement étourdi. L'empereur n'en pouvait pas croire ses oreilles : « Il est incompréhensible, écrivait-il à son frère, « qu'un corps pareil se soit rendu de la sorte, avec tous ses « généraux..... L'on connaît en tout cela la main de Dieu « avec toutes ses grâces, étant en vérité un vrai miracle. » Marie-Thérèse se réjouissait surtout de ce qu'il avait coûté si peu de sang, et ses espérances d'une issue heureuse et décisive de la guerre se réveillèrent, sans toutefois se réaliser, car Daun déclara la position du roi à Kesselsdorf trop forte pour pouvoir être attaquée avec succès. Un coup de main hardi de Beck, qui fit prisonnier, à Zaschendorf, 2,000 Prussiens commandés par le général Dierecke, n'eut pas plus de suites. Les deux armées demeurèrent campées tout l'hiver, l'une, celle des Prussiens, entre Kesselsdorf et Wilsdruf, l'autre, autour de Dresde. Or, l'hiver 1759-1760 fut particulièrement dur. Les maladies, le froid et la disette ravagèrent cruellement les troupes du roi, mais les Autrichiens, sans être aussi maltraités que leurs adversaires, endurèrent aussi de pénibles épreuves. Matériellement les conséquences de la campagne si heureusement menée par les impériaux et leurs alliés, furent nulles, en dehors de la prise de Dresde. Elles eurent

plus d'importance au point de vue moral. Les victoires de Kunersdorf et de Maxen firent singulièrement pâlir l'auréole militaire de Frédéric, la confiance aveugle du soldat prussien dans la supériorité de ses talents de commandement demeura très ébranlée, et son prestige aux yeux de ses généraux fortement diminué. Il dut s'estimer heureux que le prince Ferdinand de Brunswick battît les Français à Minden et les refoulât jusqu'à la Lahn. Un autre Brunswick, le fils aîné du duc régnant, essaya de son côté de faire une excursion en Bohême avec un fort petit corps d'armée. Mais l'approche de Laudon, qui ramenait ses soldats par la Pologne et les États héréditaires, ne lui permit pas de réaliser son projet. De brillantes récompenses attendaient l'infatigable et vaillant chef de corps. Promu au grade de feldzeugmestre, il reçut, en mettant le pied sur le sol autrichien, le commandement des troupes disséminées en Moravie, en Bohême et en Silésie, à la place de Harsch, rappelé à Vienne. Non contente de cette double faveur accordée au véritable vainqueur de Kunersdorf, Marie-Thérèse prit l'engagement officiel de lui conférer la propriété du premier régiment d'infanterie qui viendrait à vaquer, et voulut que les émoluments attachés à cette propriété lui fussent comptés à dater du jour de la bataille de Kunersdorf. Laudon sut lutter de grandeur d'âme avec son impériale bienfaitrice. Dans une lettre des plus respectueuses, il fit observer à l'impératrice qu'il avait de quoi vivre « très honorablement » à l'aide de la triple source d'appointements, — propriétaire de régiment, feldzeugmestre et Grand-Croix de l'ordre de Marie-Thérèse, dont il était gratifié ; qu'il pouvait donc se passer aisément de certaine pension viagère de 1,500 florins, à lui donnée depuis deux ans. En conséquence il supplia Sa Majesté, vu la détresse du trésor, de reprendre cette pension pour la transporter sur la tête de

son brave compagnon d'armes, le feldmaréchal lieutenant comte Campitelli, qui, en sa qualité de chevalier de l'ordre de St-Jean, ne pouvait accepter celui de Marie-Thérèse, ni aucun autre, et méritait cependant une récompense pour les prodiges de valeur accomplis par lui à Kunersdorf. Cet acte de désintéressement toucha le cœur de Marie-Thérèse et dut être, parmi les gens de cour, l'objet d'un véritable émerveillement, car Kaunitz s'empressa de communiquer la lettre de Laudon au comte de Starhemberg à titre d'échantillon du noble caractère de son auteur.

Plus délicate encore fut la conduite de Laudon dans une autre circonstance. L'impératrice de Russie lui avait envoyé une splendide épée d'honneur, comme témoignage de remerciements des services rendus par lui dans la dernière campagne. Laudon l'envoya à Daun avec le billet suivant :

« C'est aux bontés seules de Votre Excellence que je dois « l'occasion heureuse d'avoir pu être honoré par Sa Majesté « l'impératrice de Russie, du don d'une précieuse épée d'hon- « neur. Je prends la liberté de l'envoyer à Votre Excellence, « non pas seulement pour qu'elle puisse en apprécier les « mérites, mais pour avoir la grâce de la reprendre des mains « auxquelles je la dois réellement. A vous, en effet, Monsei- « gneur, revient de droit l'hommage de ma reconnaissance. « Vous offrir cet hommage est le plus vif désir de mon cœur. « Votre Excellence en aura pour garants les sentiments de « zèle infatigable et d'obéissance sans réserve dans lesquels « entend vivre et mourir de Votre Excellence

« le très humble serviteur,

« LAUDON. »

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME.

SOMMAIRE. — Négociations diplomatiques. — Resserrement des traités entre l'Autriche et la Russie. — Tentatives de paix générale. — Plans de campagne présentés par Lacy et Laudon. — Jalousie de Lacy contre Laudon. — Le général Fouqué est battu et fait prisonnier par Laudon. — Siège et prise de Glatz. — Le Feldzeugmestre comte Harsch. — Siège et bombardement de Dresde. — Apathie de Daun. — Frédéric lève le siège de Dresde. — L'armée russe. — Entreprise de Laudon contre Breslau. — Bataille de Liegnitz. — Défaite de Laudon. — Soulèvement d'opinion contre Daun et Laudon. — Grandeur d'âme de Marie-Thérèse. — Marche des Russes et des Autrichiens sur Berlin. — Prise de Berlin. — Retraite des Russes. — Bataille de Suptitz. — Ses étranges incidents. — Victorieux à 6 heures du soir, Daun est battu à 8 heures. — Émotions successives en sens divers à Vienne. — Les révélations du rapport de Daun. — Daun peint par lui-même.

L'HIVER venu, la lutte diplomatique entre l'Autriche et ses alliés remplaça celle des champs de bataille, entre les belligérants. Elle débuta par l'envoi de notes très vives et d'amères récriminations de la France et de la Russie, contre l'inexplicable inertie de Daun, à laquelle on attribua la pauvreté des résultats de la campagne. La victoire de Maxen changea subitement la disposition des esprits en France, tandis que le cabinet russe, accusé à son tour par celui de Vienne d'avoir compromis, par la conduite sans excuse de ses généraux, tous les bénéfices que les premiers succès de la campagne avaient donné le droit d'espérer, s'exaspéra. La situation devint un moment si tendue que Kaunitz, qui comptait plus sur la Russie que sur la France, devant l'inévitable continuation de la guerre, se hâta de modérer l'excès d'ardeur de la chancellerie. Fermor paya pour tous. On lui reprocha,

de commun accord, de s'être rendu coupable des plus détestables manèges auprès de Soltikoff, pour se venger de Daun, et lui faire retirer, espérait-il, le commandement en chef de l'armée ; — et le chancelier Woronzoff s'empressa de déclarer qu'il ne serait plus employé en Allemagne. Plus décidée que jamais à pousser la guerre contre la Prusse, la czarine voulut resserrer, par des traités nouveaux et plus avantageux pour elle, son alliance avec l'Autriche. Elle s'était engagée à ne pas déposer les armes que la Silésie et le comté de Glatz ne fussent rendus à l'Autriche ; elle obtint à son tour que l'Autriche s'obligeât à ne pas consentir à la paix que le duché de Prusse ne fût cédé à la Russie.

En France, au contraire, les échecs multipliés subis dans la guerre maritime contre l'Angleterre, l'appauvrissement du pays, la détresse absolue du trésor, rendaient de plus en plus urgente la nécessité de la paix, surtout de la paix avec l'Angleterre. Les événements semblèrent s'y prêter. Ferdinand VI, roi d'Espagne, étant mort en août 1759, son père Charles, roi de Naples et de Sicile, recueillit sa succession, sous le nom de Charles III. Il consentit à servir d'intermédiaire pour nouer des préliminaires de négociations de paix entre les puissances belligérantes. Toutes, y compris la Prusse elle-même, mais la Russie exceptée, accueillirent les démarches. Il fut même question de réunir un congrès à Aix-la-Chapelle. Comme au fond l'Autriche et la France ne visaient que la conclusion d'une paix séparée entre la France et l'Angleterre, et que Pitt, alors encore tout-puissant en Angleterre, se refusa à toute négociation où la Prusse ne serait pas comprise, ce premier essai échoua complètement. Force fut donc à Vienne de se préparer à la guerre. Marie-Thérèse, profondément convaincue que cette campagne serait décisive et que de son issue dépendaient les conditions de la paix, consacra

tous ses soins à l'étude de la double question financière et militaire qu'il importait de résoudre. Elle dut malheureusement constater, dès l'abord, l'impossibilité de maintenir les impôts écrasants dont ses États avaient été chargés en 1759. A cette époque, c'est à peine si l'on connaissait les premiers éléments de cet art d'emprunter si perfectionné aujourd'hui, grâce aux juifs.

Louis XIV, devant la détresse de son trésor, envoyait son argenterie à l'hôtel des Monnaies. Marie-Thérèse jugea plus rationnel de rendre la guerre moins coûteuse, en d'autres termes de faire des économies sur son armée. Elle rédigea dans cet ordre d'idées, un mémoire très entendu, en dix-huit points, qu'elle communiqua à Daun. Nous n'en citerons qu'un seul, qui révèle, chez elle, une application remarquable. « L'état-major général, écrit-elle, coûte au delà de trois mil-« lions de florins, pour les traitements seuls, dans les deux « armées que nous avons sur pied, sans compter les fournitures « de toute espèce. Les services qu'il rend ne correspondent « pas à ce qu'il coûte. Aussi ai-je résolu, sauf avis contraire « de votre part, de rappeler tous les généraux et officiers « d'état-major que j'ai à l'armée des Cercles. Désormais dans « nos armées, celle de Saxe et celle de Silésie, il n'y aura plus « qu'un général par six bataillons d'infanterie et un par trois « régiments de cavalerie. Quant aux feld-maréchaux-lieute-« nants d'infanterie, il y en aura trois à chaque aile, soit « dix ou douze pour les deux armées ; pour la cavalerie six « ou huit feld-maréchaux de cette arme, soit deux par aile. »

Elle ne consacre pas moins d'attention aux projets d'opérations de la future guerre discutés au conseil aulique de guerre. Lacy, l'homme de confiance de Daun, proposait un plan qui consistait à réunir les principales forces de l'Autriche en Saxe et à y attendre les Russes, en se tenant sur la

défensive. Ceux-ci arrivés, la grande armée eût tenté de chasser les Prussiens de la Saxe, tandis que les Russes auraient pénétré en Silésie, assiégé et pris Breslau, puis établi leurs quartiers d'hiver en Silésie. On voit que Lacy connaissait à fond son chef, incarnation vivante de la lenteur et de la prudence.

Laudon, fortement appuyé par Kaunitz, proposa de son côté un système d'opérations beaucoup plus énergique et conseilla une offensive vigoureuse. Il représenta que les ressources de Frédéric étaient épuisées, que son armée, à peu près anéantie dans ses meilleurs éléments, avait perdu singulièrement de sa valeur militaire, et que, du jour où il serait obligé de partager ses forces, il serait aisément écrasé par celles bien supérieures des alliés.

Il exposa que l'Autriche pouvait mettre sur pied, à la fin de mars, 160,000 combattants aguerris. Ceci admis, il conseilla de réunir en Saxe 100,000 hommes, dont 25,000 aideraient l'armée des Cercles à opérer du côté de Leipzig. Une seconde armée de 40,000 hommes serait formée dans la Haute-Silésie autrichienne, avec mission de s'avancer dans le pays ennemi vers la Neisse ; 20,000 hommes enfin couvriraient la Bohême contre toute invasion éventuelle et pourraient plus tard aller renforcer l'armée de Silésie. Une offensive énergique étant prise à la fois par cette dernière et par celle des Cercles, du côté de Leipzig, le roi serait nécessairement obligé de diviser ses forces, et le rôle de la grande armée serait alors de profiter de sa supériorité pour tenter de l'écraser. Alors les Russes envoyaient une armée de 50,000 hommes dans la direction de Francfort-sur-l'Oder et de Berlin et se joignaient là aux Suédois ; le roi, privé de toutes ses forces, serait contraint de concentrer le reste de ses troupes pour défendre Berlin, auquel cas le rôle de la grande armée serait de le suivre pas à pas et de manœuvrer de manière à le pousser entre deux feux.

Ce plan de campagne, qui excluait les sièges et supposait une activité et une décision de mouvements jusqu'alors inconnues des généraux autrichiens, péchait précisément par cette hypothèse toute gratuite. Il devait plaire à Marie-Thérèse et à Kaunitz, parce que, absolument convaincus que la guerre se terminerait avec cette dernière campagne, le moyen unique de s'assurer du recouvrement de la Silésie, leur objectif suprême, lorsqu'il s'agirait des conditions de la paix, était de tenir cette province entre leurs mains, car ils savaient que, autrement, jamais Frédéric ne consentirait à la rendre. Il fallait donc, ou la lui arracher par la force, ou se résigner à la lui laisser.

Les deux combinaisons de Lacy et de Laudon furent soumises au conseil aulique de guerre, et l'examen donna lieu à des discussions passionnées. Marie-Thérèse, appelée à décider, hésita. D'une part, l'expérience du peu de sécurité du concours des Russes, des lenteurs de Daun, des jalousies fâcheuses qui régnaient entre ses généraux, les difficultés sérieuses que présentait la conquête, en quelques mois de temps, d'un pays pavé de forteresses, défendu par un roi dont les talents militaires, le prodigieux esprit de ressources, de décision et la sûreté de coup d'œil valaient plus qu'une armée, pesaient lourdement sur sa pensée. De l'autre, la hardiesse des plans de Laudon, la sincérité entraînante de ses affirmations, voire de ses illusions, la certitude, fournie par son passé, que l'entreprise n'était au-dessus, ni de ses qualités militaires, ni de son talent militaire, la séduisaient. Au fond, elle ne demandait qu'à se laisser convaincre de la possibilité de mettre la main sur la Silésie et, le 8 mars, elle chargea Esterhazy de faire approuver le plan de Laudon par la czarine.

En attendant la réponse de Saint-Pétersbourg, Laudon

partit pour Brunn, où il arriva le 5 mars, et, plein de confiance dans l'acceptation de ses projets, il commença à prendre ses dispositions pour entrer en Silésie. Afin de s'entretenir la main, dans l'attente des Russes, il essaya d'enlever par surprise la place de Cosel et divers détachements prussiens, cantonnés à Neustadt et Leobschutz. L'indiscipline de sa cavalerie et de l'infanterie des frontières, la négligence de ses généraux, firent échouer ses entreprises.

A la fin d'avril seulement, il apprit par Kaunitz, le refus de la czarine d'envoyer un corps d'armée dans la Haute-Silésie pour servir sous ses ordres. Le chancelier lui fit savoir en même temps, que la combinaison originelle étant tombée, on lui en avait substitué une autre, consistant à former en Lusace une armée de 40,000 hommes, avec laquelle il aurait mission d'opérer dans la Basse-Silésie. Daun reçut les mêmes informations, et Laudon eut ordre de se rendre auprès du maréchal, pour examiner avec lui s'il fallait persister à attaquer la Silésie par la Lusace, ou s'il ne serait pas préférable de faire partir l'expédition de la Bohême et de s'établir dans les environs de Schweidnitz. Il arriva le 11 mai à Dresde où le maréchal avait son quartier-général et, sur l'invitation de Daun, Lacy, qui commandait aussi un corps d'armée, y vint de Lössnitz. Les trois généraux convinrent que l'armée à commander par Laudon, serait assemblée le 24 mai, près de Koenigsgraetz, au nombre de 40,000 hommes et qu'au lieu d'entrer en Silésie par la Lusace, elle y pénétrerait par le comté de Glatz.

Un incident survint qui met en lumière le peu d'entente de ces trois hommes de guerre et dévoile la plaie cachée, mais fatale, de l'armée autrichienne. Daun avait promis à Laudon d'accueillir avec « une certaine facilité » les demandes qu'il lui adresserait. Fort de cette promesse, Laudon

sollicita, quelques jours après la conférence, une modification au plan convenu et demanda de faire exécuter quelques démonstrations vers la Queiss et le Bober, pour lui donner le loisir de prendre une forte position sans être inquiété par le prince Henri. Daun reçut fort mal cette requête et répondit « que, s'il pouvait faire d'aussi forts détachements, il les aurait « faits avant d'y être invité, mais que, comme il n'était pas « encore dans ce cas, il ne pouvait en faire pour le présent. » On voit, par deux lettres envoyées à Daun à cette occasion, que Lacy ne cessait de dénigrer Laudon auprès du maréchal et ne souhaitait rien tant que de faire échec au rival qu'il jalousait.

Laudon paraît avoir été fort impressionné par les étranges froideurs de Daun. Il se résigna cependant à abandonner son entreprise, mais vivement encouragé par l'impératrice, il entra, le 30 mai, dans le comté de Glatz et se disposa à assiéger Glatz, après avoir vainement tenté de l'acheter de son besogneux commandant. Par d'habiles manœuvres, il réussit à tromper la surveillance du lieutenant-général prussien Fouqué, en le persuadant qu'il visait Breslau. Sur cette idée erronée, Fouqué abandonna l'inattaquable position qu'il tenait à Landshut. Laudon la fit occuper aussitôt par le feld-maréchal-lieutenant de Wolfersdorf. Il s'établit de sa personne à Pischwitz et poursuivit avec énergie les préparatifs du siège de Glatz.

Cependant le roi avait vivement blâmé la retraite précipitée de Fouqué. « Votre retraite, lui écrivait-il, fait perdre les « hauteurs, il faut les recouvrer à tout prix. Vous ne devez « rien négliger pour reprendre les postes de Furtenstein et « de Landshut. C'est à vous de savoir comment vous vous y « prendrez et je n'admets pas la moindre question à cet égard.» Et il ajouta en post-scriptum : « Mes généraux me causent

« plus de mal que l'ennemi, puisqu'ils manœuvrent tout de « travers. »

Le 16, Fouqué répondit au roi qu'il suivrait aveuglément ses ordres et, de fait, il les exécuta dès le lendemain. Il apparut soudain devant Landshut, dispersa les 600 Croates qui gardaient les retranchements et s'empara de la ville. Les généraux de Wolfersdorf et de Gaisruck se maintinrent sur les hauteurs de Reichhennersdorf, malgré ses attaques, et donnèrent à Laudon le temps d'accourir avec ses réserves. Du petit village de Schwarzwald, près de Landshut, il annonça à Vienne, avec une vive émotion « l'aventure qui lui survenait ». Mais, bientôt maître de lui, il prit toutes les mesures possibles pour la faire tourner à son avantage : « si Fouqué n'évacue « pas précipitamment Landshut, écrivit-il à Kaunitz, ou s'il « ne reçoit pas de larges renforts, c'est un homme perdu. »

Laudon savait unir la prudence dans les préparatifs à l'audace dans l'action. Il n'attaqua pas l'ennemi avant de s'être assuré la victoire par la supériorité de ses forces, et le 22 juin, il crut pouvoir promettre à Daun qu'il ne resterait pas grand' chose du corps de Fouqué.

Le même jour, par une pluie battante, à 9 heures du soir, il mit ses troupes en marche. A une heure, chaque détachement arrivait au poste qui lui avait été désigné. A deux heures moins un quart, quatre obusiers placés sur le sommet du Buchberg, donnèrent le signal de l'attaque, qui fut exécutée avec vigueur et précision. Trois quarts d'heure après, les Prussiens, malgré leur vaillante défense, étaient chassés des deux retranchements qu'ils occupaient sur le Buchberg et le Doctorberg, leurs lignes de communication coupées et Landshut repris par les Autrichiens. Enveloppés de tous côtés par des forces supérieures, ils reconnurent qu'il ne leur restait plus qu'à se rendre. Ils s'y résignèrent et déposèrent

les armes. Fort peu d'entre eux purent s'échapper et regagner Breslau. Le reste, au nombre de 8,000 hommes, avec 300 officiers, onze colonels, les généraux Fouqué, — blessé en plusieurs endroits, — Schenkendorf et Malachowski, demeurèrent prisonniers. Quinze cents des leurs gisaient sur le champ de bataille : quant aux Autrichiens, ils évaluèrent leurs pertes à près de 3,000 morts ou blessés.

Le lieutenant-colonel d'Alton, — le même qui, trente ans plus tard, devait finir si tragiquement aux Pays-Bas, — fut, en récompense de sa vaillante conduite dans l'affaire de Landshut, chargé de porter à Vienne la nouvelle de la victoire. Il y arriva dans l'après-midi du 25 juin. L'empereur et l'impératrice étaient occupés à la chasse aux hérons, à Laxenbourg, avec six de leurs enfants, quand d'Alton parut devant eux, précédé de seize postillons, sonnant du cor à qui mieux mieux. Dès 7 heures, le *Te Deum* était chanté à l'église paroissiale de Laxenbourg. Le lendemain, le lieutenant-colonel Rouvroy, l'intrépide chef de l'artillerie de Laudon, apportait les drapeaux et étendards conquis, à Schönbrunn où la cour était retournée dans l'intervalle.

Les partisans du plan de Laudon triomphèrent bruyamment. Kaunitz, plus charmé que tous, écrivit à son général favori une lettre presqu'enthousiaste, et Daun lui-même ne fut pas le dernier à lui adresser des félicitations dont la sincérité ne se peut mettre en doute.

On sait combien Frédéric se montra, dans sa correspondance, péniblement affecté du cruel revers subi par l'un de ses généraux les plus affectionnés. Mais sa fermeté d'âme, déjà tant éprouvée, résista à cette nouvelle épreuve. Il persista dans sa résolution de quitter la Saxe et de mener son armée en Silésie, afin d'arrêter les progrès de Laudon.

Daun, de son côté, fit des miracles d'énergie pour empêcher,

ou du moins gêner la marche du roi sur la Silésie. Il pria Laudon de suspendre quelque temps le siège de Glatz et de s'avancer vers le Nord, jusqu'à Goldberg. Laudon obéit avec un empressement marqué. Daun s'ébranla immédiatement et, malgré l'étouffante chaleur qui régnait alors, se dirigea à marches forcées par Bautzen et Goerlitz sur Naumbourg, où il passa la Gheiss. Il se rencontra avec Laudon à Ottendorf, et tous deux se mirent d'accord sur les nouvelles opérations à entreprendre. Le roi se trouvant coupé de la Silésie, Laudon put reprendre le siège de Glatz. Frédéric retourna sur ses pas, et se décida à investir Dresde. Sur ces entrefaites, Laudon reçut de l'impératrice une lettre officielle des plus flatteuses, lui rappelant que, confiante dans son zèle et dans sa profonde expérience de la guerre, elle avait placé l'armée de Silésie sous sa direction exclusive, et qu'en conséquence, elle entendait qu'il se considérât, désormais, non comme un général subordonné à un autre, mais comme un général en chef, indépendant de tout autre et maître d'agir à sa guise, suivant ses inspirations: que, sans doute, il devait continuer à correspondre exactement avec Daun, mais qu'il était maître de son armée aussi longtemps qu'il ne recevrait pas l'ordre de se réunir à la grande armée, auquel cas il saurait bien se soumettre spontanément à l'autorité du maréchal.

Le 25, sous l'impression de cette missive flatteuse, Laudon descendit dans les tranchées pour se rendre compte du progrès des travaux que dirigeait le comte Harsch, chef du génie militaire, officier savant et habile, mais essentiellement méthodique et compassé. Au cours de son inspection, il rencontra un groupe de grenadiers. « Enfants, leur dit-il en leur montrant la ville, ne voulez-vous pas y entrer ? » Un cri général lui répondit : « Oui, oui, père Laudon, le plus

tôt sera le mieux ! — Hé bien, mes enfants, à demain, » reprit le général. Sans plus hésiter, il prit ses dispositions, et le lendemain, en effet, par un audacieux coup de main, s'empara de la place. Une piquante anecdote se rattache à ce fait d'armes. Maître de la ville, Laudon pensa tout à coup au comte Harsch, qui, établi pour plus de tranquillité dans une maison de campagne à quelque distance du camp, n'a pu être prévenu la veille. Il appelle un de ses officiers et le charge d'aller de sa part, inviter le chef du génie à venir dîner avec lui le lendemain à Glatz. L'officier court ventre à terre jusque chez Harsch et lui répète mot à mot l'invitation de Laudon. Harsch, pétrifié, considère en silence son interlocuteur, le toise des pieds à la tête, puis furieux tout à coup, lui crie d'une voix de tonnerre : « Si M. le feldzeugmestre « baron de Laudon a quelque gracieuseté à me faire, qu'il « veuille bien ne pas me jeter à la tête un officier ivre ! »

L'envoyé s'incline, tourne les talons et va rapporter exactement à Laudon la réponse de Harsch. Laudon sourit. Mais le lendemain de bonne heure, un carrosse de grande cérémonie déposait au logis du comte Harsch un officier en grande tenue, chargé de renouveler à ce haut personnage l'invitation de la veille. Harsch l'écoute sans mot dire, les yeux écarquillés, puis enfin balbutie : « C'est donc vrai ? Glatz est pris ? — C'est parfaitement vrai, Excellence. — Vrai ? — Absolument vrai, Excellence. » Là-dessus le vieux général éclate. Jetant à terre ses plans, compas, crayons qui encombrent sa table, il s'écrie : « Si Laudon peut prendre en quelques heures des places de la force de Glatz, je n'ai plus qu'à envoyer au diable toute ma science d'ingénieur ! » Le même jour, au lieu de se rendre à Glatz, il prit la route de Vienne.

Laudon s'empressa d'annoncer la prise de Glatz à Kaunitz, qui communiqua immédiatement la lettre à l'impératrice en

y ajoutant ces quelques mots : « V. M. sera sans doute « enchantée d'avoir le peu de détails que contient la lettre « ci-jointe, que je reçois dans ce moment et que je m'em- « presse de faire passer aux pieds de V. M., en la suppliant « de me la renvoyer à sa commodité, pour que j'aie le plaisir « de pouvoir la relire. Dieu lui conserve son Josué. » — « C'est, répondit de suite l'impératrice, le plus grand souhait « que vous pouviez me faire. Je vous suis obligée que vous « m'ayez fait partager si vite votre joie. »

Cependant, le 9 juillet, le roi avait commencé son mouvement de retour sur Dresde. Le 10, il essaya d'engager Lacy dans un conflit où il espérait l'écraser, grâce à la supériorité numérique de son armée, mais Lacy évita très habilement le piège. Il repassa l'Elbe sans essuyer la moindre perte et alla rejoindre l'armée des Cercles, commandée par le prince de Deux-Ponts, qui, trop faible pour hasarder une attaque contre l'armée prussienne, occupait une forte position à Gross-Sedlitz, d'où il pouvait observer ce qui allait se passer devant Dresde.

Cette place était commandée par le feldzeugmestre comte de Maquire, soldat aussi valeureux que prudent et entendu. Il fallait que le roi le connût bien peu pour écrire, le 13 juillet, à son frère : « Je crois qu'il en sera fait en deux ou trois jours. » Bientôt détrompé, il eut, dans son dépit, l'abominable et lâche cruauté de bombarder, non les murailles, mais l'intérieur de la ville et d'essayer de la brûler entièrement.

Que faisait cependant Daun dans son camp d'Ottendorf ? Convaincu que toutes les tentatives du roi contre Dresde échoueraient, il oubliait complètement et les ordres formels de Marie-Thérèse de chasser les Prussiens de la Saxe, et la mission qu'il avait reçue de profiter de la supériorité numé-

rique de son armée et du voisinage de l'armée des Cercles, pour forcer le roi à accepter la lutte et pour l'anéantir. Aussi était-il à Vienne l'objet des plus vifs reproches, des plus amères railleries. En vain Lacy le suppliait de venir au secours de Dresde, il ne comprenait même pas qu'on pût lui demander de faire le plus petit mouvement. Cette apathie irritante, qui faisait le fond de son caractère, était partout qualifiée d'incapacité. Enfin, ému des lettres cinglantes qu'il recevait de Vienne, il manda, le 14 juillet, Laudon auprès de lui. Le lendemain il s'ébranla enfin et chercha à réparer le temps perdu par des marches forcées. Le 17, il écrivait à Lacy : « Pour faire l'*impossible* je marcherai à Hartha et après-demain « jusqu'au camp de Weissig. »

Frédéric ne s'émut pas de son approche, il croyait encore, comme il le mandait à son frère, « prendre Dresde à la barbe « de Daun, à moins d'être battu par lui à plate couture. » Le 23 juillet, il fut cependant obligé de reconnaître que son entreprise était manquée complètement, et dut s'estimer heureux de pouvoir se retirer des abords de Dresde, sans être battu par Daun. « Mais, écrivait-il à son frère, tu connais « Daun, il n'aime pas à livrer bataille du jour au lendemain ; « il faut au contraire l'y forcer par toutes les ruses. »

Il est intéressant de noter, pour la caractéristique de Daun, que l'éventualité d'une attaque contre la principale armée prussienne, n'est mentionnée que dans la correspondance du roi. On n'en trouve pas trace dans celle du maréchal. Toute sa sollicitude se porte sur les réparations des fortifications de Dresde. S'il consulte Lacy, c'est uniquement sur les moyens de prévenir un nouveau bombardement de la ville. L'idée de prendre le roi entre deux feux, de changer en déroute sa retraite éventuelle, ne lui vient même pas à l'esprit. Le roi, qui le connaît bien, tient à peine compte de son voisinage et,

MONASTÈRE DU SACRE-COEUR

s'il bat en retraite le 26 juillet, c'est à la suite de la prise de Glatz et parce que la Silésie est en péril.

L'espérance de voir la grande armée de Daun démolir les forces du roi de Prusse, avait disparu. L'impératrice ne pouvait plus attendre de résultats décisifs pour la campagne de 1760, sinon des opérations conduites par Laudon avec l'appui des Russes. Mais le mois de juin était déjà fort avancé avant que ceux-ci eussent donné signe de vie. La nouvelle du brillant fait d'armes de Landshut fit enfin sortir la czarine de son inertie : Soltikoff reçut l'ordre d'entrer en campagne et d'envoyer en avant un corps d'armée sous le commandement du général Czernitscheff, avec mission de marcher sur Breslau d'accord avec Laudon.

Mais Soltikoff, sans contester la réalité des instructions énergiques de sa souveraine, en remettait sans cesse l'exécution au lendemain. Le feldmaréchal-lieutenant de Plunkett, attaché militaire de l'Autriche à l'armée russe, donne, dans ses rapports,d'intéressants détails sur le caractère de ce général et la valeur de son armée.

« Il est très difficile, écrit-il de Posen, le 18 juillet à Daun, « de traiter à cette armée. Le chef est connu de V. Ex., mais « tout borné qu'il est, il croit pourtant être en état de marcher « tout seul. Ses confidents de l'année passée ne le sont plus. « Le comte de Czernistcheff est celui à qui il témoigne le plus « de confiance..... Il y a quelque chose d'extrêmement co- « mique dans ma manière d'agir avec lui : ennemi du travail,on « tenterait inutilement de l'entraîner sérieusement aux affaires. « Il se souvient avec plaisir de la France ; il faut l'entretenir « là-dessus. Il est passionné pour la chasse, j'irai chasser avec « lui et je donne à manger à ses chiens. Au milieu de tout « cela, il faut le prendre à la volée et jeter un discours mili- « taire dans la conversation, comme si une idée subite y

« donnait sujet... L'armée ici est fort belle; la cavalerie est tout « au mieux, les chevaux en bon état et bien paquetés. C'est « le prince Volkonski qui la commande. C'est celui, sans « contredit, qui a les manières les plus nobles. Cette cavalerie « doit bien faire si l'intérieur correspond avec les apparences. « L'infanterie, surtout le corps des grenadiers, est belle, mais « je tremble quand je regarde l'immense quantité et la pesan- « teur de l'artillerie, très mal attelée, joint à cela le nombre « prodigieux de chariots. On peut bien à cette occasion « appeler les équipages *Impedimenta exercitus*. »

Laudon ne négligea aucun moyen de hâter l'arrivée des Russes et il alla jusqu'à envoyer au-devant d'eux des partis commandés par de hardis officiers, afin de démontrer par le fait à Soltikoff combien il lui serait facile d'avancer s'il pressait sa marche. Il fit plus ; il résolut de tenter la prise de Breslau, sans attendre les Russes. Il rêvait la délivrance de 5,000 à 6,000 prisonniers de guerre autrichiens, qu'il savait enfermés dans la capitale de la Silésie, et la possession de l'immense approvisionnement de vivres que les Prussiens y avaient concentrés.

Dans la soirée du 31 juillet, il parut devant Breslau, refoula les coureurs prussiens dans la ville et fit attaquer le faubourg par ses Croates. Estimant que la garnison était trop faible pour soutenir un siège, il exhorta, mais sans succès, le commandant de la place, à capituler. Il ne tarda pas à se trouver dans une situation critique. Les Russes n'arrivaient pas. Par contre, le prince Henri s'approchait de lui à marches forcées, et la nécessité de maintenir ses communications avec Daun le contraignit à lever son camp devant Breslau et à se retirer sur Striegau. Il y arriva le 7 août. En même temps, Daun et Frédéric s'établissaient, le premier à Loewenberg, le second à Bunzlau. Le 10, Frédéric campa à Liegnitz, tandis que

Daun, auquel s'étaient joints les corps de Laudon et de Lacy, se retranchait à Hochkirch, au sud de Liegnitz, tous désireux d'engager dans les meilleures conditions, une bataille que chacun supposait devoir être décisive. Le roi tâchait de suppléer à l'infériorité de ses forces par toutes sortes d'expédients que lui inspirait son esprit fertile en ressources, il changeait de position à chaque instant, tenait ses troupes en éveil et en mouvement, ne leur permettait de dormir qu'à la pointe du jour, usait d'une foule de ruses afin de dissimuler ses évolutions ; il parvint ainsi, comme nous le verrons, à tromper la vigilance de Daun.

Un seul homme dans l'armée autrichienne, Laudon, dit Arneth, pouvait rivaliser avec Frédéric par son infatigable activité. Il ne cessait, sans grand succès malheureusement, de prêcher une énergique initiative tant à Daun qu'à Soltikoff. Avisé que, dans une lettre du 11 août, Plunkett racontait que Soltikoff avait dit en soupirant : « Si je pouvais parler « une fois au général Laudon, assurément rien au monde ne « serait plus capable de conduire ces messieurs à la raison, » Laudon partit dans la nuit du 12 au 13, pour le quartier général russe. Il eut la plus grande peine à obtenir du général russe, la promesse d'envoyer Czernitscheff avec 24, 000 hommes à Auras, pour y passer l'Oder et donner la main aux Autrichiens, le cas échéant. Revenu en toute hâte au camp autrichien, il prit avec Daun et Lacy toutes ses dispositions pour une attaque, qui fut fixée au 15 août. Leur intention était de tourner l'armée prussienne, forte de 80, 000 hommes et de préparer au roi un désastre semblable à celui de Finck à Maxen. Laudon devait attaquer l'aile gauche des Prussiens, Lacy la droite et Daun le centre.

Cependant le roi, qui ne pouvait plus tenir à Liegnitz à cause de la disette de vivres et qui visait, avant tout, à rejoindre son

frère avant d'être obligé d'accepter la lutte avec des forces inférieures, fit traverser, dans la soirée du 14 août, l'Eau noire à ses troupes et passa la nuit sur les hauteurs de Schaffendorf. Il eut soin, pour cacher ses mouvements à Daun, de faire entretenir pendant cette même nuit, les feux de bivouac dans les positions qu'il abandonnait.

Les généraux autrichiens donnèrent dans le piège. Laudon, qui dans la même soirée du 14 août, s'était avancé de Koischwitz, à l'Est de Liegnitz, dans la direction du Nord, sur Konitz et Katzbach, ne se doutait pas le moins du monde, lorsqu'aux premières lueurs du jour il rencontra l'ennemi sur les hauteurs de Pfaffendorf, qu'il allait se heurter contre l'armée royale tout entière. Lorsqu'il s'aperçut de la vérité, il ne put ou plutôt ne voulut plus se retirer. Il comptait d'ailleurs que, sous peu de temps, Daun et Lacy attaqueraient les Prussiens de leur côté et courraient à l'appel du canon. Il aborda donc les bataillons royaux avec une telle vigueur qu'il les rejeta en arrière et s'empara de leurs canons. A ce moment, connaissant le peu de décision de Daun et la lourdeur de sa stratégie, la prudence aurait dû lui imposer la retraite. Mais comptant toujours sur l'aide du maréchal et de Lacy, il n'attendit pas l'approche des forces prussiennes qui sortaient de la forêt en masses profondes et, rassemblant tout son monde, se précipita sur elles. Quelque vaillance que pussent déployer ses soldats, elle devait être impuissante contre l'écrasante supériorité numérique des Prussiens. Enfin ne percevant aucun signe, aucun bruit du côté où le secours poùvait lui venir, il se vit forcé de plier. Sa retraite fut magistrale et s'accomplit avec un ordre parfait. Mais il laissait sur le champ de bataille, 10,000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Le général comte de Gondrecourt, blessé et prisonnier, le général Biela, tué sur le champ de bataille, six autres

généraux et parmi eux Campitelli, l'ami intime de Laudon, furent emportés couverts de blessures.

Exaspéré de douleur et de colère, Laudon n'hésita pas, dans le premier moment, à se croire et à se dire trahi ; il affirma à Kaunitz que si Daun et Lacy avaient opéré les attaques convenues dans la matinée de la sanglante journée du 15, le désastre se fût transformé en brillante et décisive victoire. L'opinion publique prit parti pour lui et pencha dans le même sens. Si notoire que fût la jalousie avec laquelle Daun et surtout Lacy avaient vu le prestigieux avancement de Laudon, la générosité de leur patriotisme, l'honorabilité de leur caractère et leur dévouement à la maison impériale, les plaçaient trop haut pour qu'ils pussent être sérieusement atteints du soupçon de trahison. Mais le public viennois s'en prit avec d'autant plus de colère au manque de décision et d'énergie de Daun. Il ne lui tint pas compte du désarroi causé par la ruse de Frédéric, de l'éloignement du corps de Laudon, bref de toutes les circonstances atténuantes de son inertie, et le maréchal ne dut la conservation de son commandement qu'à la fermeté généreuse de Marie-Thérèse.

Avec son tact parfait, l'impératrice se hâta de jeter le baume de ses témoignages de haute estime et de sympathie sur les plaies cuisantes de Laudon. Dès le 22 août, elle lui écrivait : « La fâcheuse issue de la bataille de Liegnitz n'a pu « amoindrir la valeur de vos grands mérites antérieurs, et je « me plais à rendre plus que jamais justice à votre présence « d'esprit, à votre énergie et à votre prévoyance. J'apprécie « avec pleine satisfaction de mon cœur l'héroïque valeur de « vos généraux, officiers et soldats. De si loyaux services « méritent tous mes éloges et toute ma gratitude. Je saurai « m'en souvenir à l'occasion. »

Quelques jours plus tard, elle affirmait de nouveau sa pleine

confiance dans l'expérience militaire et la sûreté du coup d'œil du feldzeugmestre, et l'informait qu'elle avait chargé Daun d'examiner avec lui s'il n'y aurait pas lieu de revenir au plan adopté de concert avec les Russes et d'assiéger Glogau. Au cas où l'armée autrichienne ne pourrait compter que sur elle-même, elle témoignait le désir de lui voir prendre une offensive vigoureuse et attaquer Schweidnitz, soit pour s'emparer de cette place, soit pour contraindre le roi à accepter la lutte avec le maréchal dans les fortes positions choisies pour couvrir le siège. Elle terminait sa lettre par ces lignes vraiment royales : « Si mon armée est victorieuse, elle envahira « la Silésie et s'y établira solidement. Si elle est battue, j'aurai « assez satisfait tant à l'honneur et à la dignité de mes armes « qu'à ce que je dois à mes alliés, et je saurai me résigner à « la paix la plus désastreuse, que je ne puis d'ailleurs éviter, si « mes épreuves continuent. » Kaunitz, le grand protecteur de Laudon, avait d'abord partagé les préjugés de l'opinion publique contre Daun, ainsi que le démontre sa correspondance avec Starhemberg ; mais son bon sens politique et l'exemple de sa souveraine réagirent contre cette première impression, et il ne négligea rien pour dissiper les préventions plus ou moins justifiées du glorieux vaincu de Liegnitz contre le maréchal. Laudon avait l'âme grande et il ne résista pas à l'appel de sa souveraine. Avant même que les instructions de l'impératrice fussent parvenues au quartier général autrichien, il accourait à Conradswalle près de Daun, afin de prendre part à un conseil de guerre convoqué par le maréchal et composé de tous les généraux de cavalerie et de tous les feldzeugmestres ayant des commandements dans l'armée.

Cette fois encore Laudon et Lacy se trouvèrent en complet désaccord. Le premier proposait d'envoyer seulement devant Schweidnitz un corps de peu d'importance, sous les

ordres de Jahnus, avec la mission d'empêcher le ravitaillement de la place en vivres et en hommes, tandis que le gros de l'armée marcherait vers l'Oder, et forcerait le roi de Prusse à s'engager dans une bataille qu'on espérait toujours décisive. Lacy soutenait que, si on n'avait pu jusqu'alors contraindre le roi à accepter une bataille, on y réussirait encore bien moins maintenant, et qu'il fallait se borner à assiéger Schweidnitz. A cette opinion se rallièrent le comte de Wied et le baron de Buccow. Le plan de Laudon trouva de chauds partisans chez le comte O' Donnel et le baron de Sincère. Un tiers parti se forma. Il comptait dans ses rangs le duc d'Arenberg et le prince de Lœwenstein. Tous deux proposaient de diviser l'ensemble des forces autrichiennes en deux armées, dont l'une, dans le système du duc d'Arenberg, aurait opéré en Silésie et l'autre en Saxe, tandis que le prince de Lœwenstein les faisait agir contre le roi d'une part, contre le prince Henri, de l'autre.

Un trait qui peint Daun au vif, c'est qu'il évita de se prononcer sur les plans contradictoires qui lui furent soumis et se borna à transmettre à la Cour l'avis motivé de chacun des généraux consultés.

Il est intéressant de constater qu'aucun d'entr'eux n'avait songé au projet le plus en faveur à Vienne, celui d'assiéger Glogau. La raison en est que Daun et ses généraux avaient perdu toute confiance dans le concours des Russes. Un incident nouveau et d'apparence fâcheuse était venu fortifier cette conviction, fondée sur l'expérience des derniers événements. Quelques heures avant la bataille de Liegnitz, Czernitscheff avait traversé l'Oder à Auras, pour se rapprocher de Laudon. Après la victoire, Frédéric, gêné par ce voisinage, eut recours, pour s'en débarrasser, à une ruse de guerre. Il écrivit de sa propre main à son frère Henri le billet suivant :

« Ce 15 à Parchwitz.

« Mon cher frère, mes troupes viennent de remporter une « grande victoire sur les Autrichiens. Ils ont perdu 15,000 « hommes, nous avons 6,000 prisonniers, 3 généraux, 102 « canons, 30 drapeaux, etc., etc. Laudon est blessé à mort. Je « profiterai de cet avantage pour passer l'Oder et tomber sur « le corps des Russes, que, s'il plaît au Ciel, nous exterminerons. Je n'ai pas le temps de vous en dire davantage; je « souhaite seulement que cette lettre vous parvienne promptement,

« Votre fidèle frère, »

« FRÉDÉRIC. »

« Daun et toute son armée s'enfuient vers Jauer. »

Le papier fut remis à un messager affidé qui eut soin de se laisser prendre et parvint à Czernitscheff, son véritable destinataire. Celui-ci s'empressa de repasser l'Oder, et Soltikoff, prévenu à son tour, recula précipitamment jusqu'à Kaynow. Plunkett eut toutes les peines du monde de l'empêcher de poursuivre sa retraite jusqu'à Militsch.

Sur ces entrefaites, le roi, après avoir laissé le général Goltz avec un corps d'observation assez faible, sur la rive droite de l'Oder, avait fait sa jonction avec le prince Henri, et s'était rapproché de l'armée impériale campée à Kunzendorf. Établi lui-même dans des positions considérées comme inexpugnables, à Bunzelwitz, il surveillait à la fois les mouvements des Autrichiens et ceux des Russes.

La situation de Daun devint des plus pénibles. Son esprit peu porté aux résolutions promptes et aux coups d'audace, lui présentait tout plan d'attaque, soit sur Glogau, soit sur Schweidnitz, soit sur les positions occupées par le roi, comme hérissé de difficultés insurmontables. Or, à Vienne, Marie-

Thérèse, l'empereur, Kaunitz et tous les généraux étaient unanimes dans la conviction qu'il était indispensable de marcher à une solution, et qu'une bataille décisive, qui entraînerait la fin de la guerre d'une manière quelconque, s'imposait irrésistiblement. Les objections de Daun, si fortes et si justifiées qu'elles fussent, trouvaient mauvais accueil, et Kaunitz en était venu à conseiller de lui enlever le commandement en chef. Marie-Thérèse repoussa formellement cette mesure extrême, mais elle mit Daun en demeure de sortir de son inertie et de prendre l'offensive. Laquelle et comment ? C'était à lui de le savoir et de le décider.

On jugera de la situation d'esprit de Daun sous le poids de ces circonstances, par la lettre quasi suppliante qu'il adressa à Lacy, le 25 septembre, après la réception de la dépêche impériale :

« Je conjure Votre Excellence de vouloir bien m'aider par « ses lumières et ses conseils pour pouvoir parvenir à ce but. « Si elle ne veut plus avoir tant de bontés pour moi, j'espère « que son attachement et zèle pour notre souveraine et « monarchie voudront bien la porter aux instances que je lui « fais par celle-ci, ayant absolument besoin de son assistance. « Le général d'Ayasasa est revenu sans aucun ordre positif, « seulement faisant dire que si on n'en vient pas à une « affaire ainsi qu'à des opérations vigoureuses et décisives, la « monarchie est perdue..... »

Après longues délibérations entre Daun, Lacy et Laudon, on résolut d'attaquer l'ennemi le 17 septembre. Mais Frédéric, prévenu à temps par ses espions, leva son camp le même jour et mena ses troupes, à marches forcées, de Helmsdorf jusqu'aux montagnes d'Obergiersdorf, où il se retrancha.

L'idée vint alors à Fermor, qui en dépit de ses serments à Élisabeth, avait pris le commandement de l'armée russe

pendant une indisposition de Soltikoff, de proposer à Daun de faire opérer une pointe sur Berlin, par deux corps détachés, l'un russe, l'autre autrichien. Ce projet fut accueilli avec empressement. Lacy reçut le commandement des troupes impériales fortes de 18,000 hommes, Czernitscheff et Tottleben marchèrent de leur côté à la tête de 25,000 soldats, sur la capitale prussienne. Berlin n'avait qu'une garnison de 5,000 hommes, mais un corps d'armée, commandé par le général de Hulsen, quittant la Saxe, était venu s'établir près de la ville. Lacy, arrivé depuis le 7 octobre devant la place, se disposait à attaquer Hulsen le 9, lorsqu'il apprit que la ville s'était rendue aux Russes et que la garnison, ainsi que le corps de Hulsen, se retiraient sur Spandau.

Les rapports de Lacy à Daun débordent de plaintes contre les Russes. Il leur reproche, entr'autres méfaits, de n'avoir pas usé de la grande supériorité de leurs forces pour couper la retraite des Prussiens, de s'être refusé à marcher sur Potsdam et de s'être approprié la totalité des contributions de guerre imposées à Berlin. « Il n'y a pas à compter sur les Russes, « écrivait-il; dès qu'il s'agit de se battre et partout où il y aura « des coups à frapper ou à recevoir, les Russes s'en écarteront; « il n'y a que le pillage et le butin sur lesquels ils n'hésitent pas à se jeter. Il n'y a rien à gagner avec de pareilles « gens et si mon devoir ne m'y contraignait, je ne resterais « pas une seule minute de plus avec eux. »

Poussé par le désir de ne pas s'éloigner de Berlin, sans autre résultat que d'avoir détruit quelques fabriques d'armes ou d'équipages militaires, Lacy sollicita l'appui des Suédois, dans le but d'anéantir les détachements prussiens qui s'étaient réfugiés vers le Brandebourg, par Spandau, et d'infliger au roi de sensibles pertes en dévastant la Marche. A cette fin il envoya un escadron de hussards au général suédois de

Lantighausen, qui était à Prenzlow, pour l'inviter à venir en toute hâte, se joindre à Berlin, aux Autrichiens. Le même jour, 10 octobre, il expédia le général Esterhazy avec un régiment de cavalerie à Potsdam, afin d'y détruire la manufacture d'armes.

Le 12 octobre, Czernitscheff donna l'ordre de la retraite, à la nouvelle que le roi quittait la Silésie et marchait sur Berlin. Lacy fit partir son infanterie le même jour, afin de ne pas être soupçonné de l'avoir fait rester pour piller la ville ; il demeura encore quelques heures dans son cantonnement, avec cinq régiments de cavalerie, pour attendre la réponse de Lantighausen, mais ne la recevant pas, il se mit en route pour Trebbin, sans autre butin que 50,000 florins levés dans le Brandebourg, dix canons, dont trois autrichiens, pris à Berlin et quelques cartes du pays rapportées de Potsdam par Esterhazy.

S'il est vrai qu'on puisse avec raison, reprocher à Daun de n'avoir pas su profiter de la supériorité numérique de ses troupes pour obliger Frédéric à accepter une grande bataille, il faut du moins lui tenir compte de l'habileté avec laquelle il paralysa tous les efforts du roi pour le pousser hors de la Silésie. Même après que les Russes se furent éloignés et que l'armée autrichienne eut été affaiblie de 18,000 hommes détachés avec Lacy pour l'expédition de Berlin, le roi ne réussit pas à enlever au maréchal un pouce de terrain. Le dépit de ce prince se trahit dans sa correspondance avec son frère : « J'ai beau peiner et m'appliquer, impossible de faire « un pas dans les grandes occasions, je ne réussis que dans « les bagatelles. » Il avoue que la position des Autrichiens est inexpugnable et son embarras inextricable. « Si nous « succombons, ajoute-t-il deux jours plus tard, nous pourrons « dater notre ruine de l'infâme affaire de Maxen. » Désespé-

rant d'aboutir, il résolut d'aller délivrer sa capitale menacée. Mais, en route, il reçut avis de la retraite des Russes ; il reprit la direction de la Saxe. Naturellement Daun le suivit. Il laissa Laudon et son corps d'armée en Silésie et, le 22 octobre, il se rencontra avec Lacy à Tristewitz, non loin de Torgau, fit passer l'Elbe à ses troupes et plaça le prince de Loewenstein à Domitzsch, afin d'assurer les communications avec le prince des Deux-Ponts, qui se trouvait à Leipzig.

Voulant se rapprocher de l'armée des Cercles que menaçait le général Ulsen et lui porter éventuellement secours, Daun poussa jusqu'à Eilenbourg. Mais le prince des Deux-Ponts ayant cru devoir évacuer Leipzig, le maréchal ramena son armée vers les rives de l'Elbe et lui fit occuper une position très forte sur les hauteurs de Suptitz, près de Torgau. Il établit son quartier général à Grosswig et posta Lacy à Schilda, au sud de Torgau.

Frédéric crut le moment venu d'attaquer son habile et prudent adversaire. Afin de mieux s'assurer la victoire, il divisa son armée en deux groupes inégaux et chercha à tourner les Autrichiens pour les placer entre deux feux et les jeter dans l'Elbe, ce qui eût été la plus décisive des victoires.

Aux premières lueurs de la journée du 3 novembre, les Prussiens sortirent de leurs lignes de Langenreichenbach. Le roi commandait en personne l'aile gauche, Ziethen — ce vaillant homme de guerre qui ne commençait jamais un combat sans avoir tracé un signe de croix en l'air avec son sabre, — la droite. Frédéric ayant à parcourir une plus longue route que Ziethen, pour se rendre au poste qu'il s'était assigné, avait recommandé à ce dernier de ne pas commencer son attaque avant que lui, Frédéric, eût ébauché la sienne. Mais Ziethen rencontra, sur la route de Leipzig à Torgau, des postes autrichiens qu'il refoula. Le bruit de la fusillade engagée à cette

occasion fit croire au roi que Zieten avait déjà attaqué l'ennemi. Il s'avança donc vers Torgau, à travers les forêts qui couvraient alors le pays et dont l'épaisseur le dissimulait aux Autrichiens. Il surprit le régiment de dragons de St-Ignon et le détruisit. D'autres détachements autrichiens se retirèrent sur le gros de leurs forces et annoncèrent à Daun l'approche des Prussiens. Vers deux heures de l'après-midi, ceux-ci apparurent sortant de la forêt et furent accueillis par un feu violent. Frédéric crut devoir pousser vivement en avant, sans attendre le reste de son infanterie et sa cavalerie demeurée en arrière. Mais ses régiments, décimés par une bourrasque continue de boulets, plièrent sous une charge vigoureuse des Autrichiens et perdirent tous leurs canons. A ce moment intervint la cavalerie prussienne, qui culbuta les premiers rangs des impériaux. Daun, accourant avec sa réserve et quelques régiments de cavalerie, rétablit le combat et réussit à rejeter toutes les lignes prussiennes, cavalerie et infanterie, dans les bois.

Pendant cette partie de la bataille, le maréchal avait dirigé ses troupes avec un sang-froid remarquable. Blessé à la jambe dans la chaleur de l'action, il fit couper sa botte sur le champ de bataille et continua à donner ses ordres.

Vers 6 ½ h. du soir, l'obscurité étant survenue, il jugea la victoire consommée, remit le commandement au général de cavalerie comte O'Donnel et se fit transporter à Torgau sur une prolonge d'artillerie. De Torgau, il expédia à Vienne le lieutenant colonel baron de Rothschutz pour y porter l'heureuse nouvelle.

Mais à ce moment même les choses changeaient de face.

A la suite de son escarmouche matinale, Ziethen, croyant la route que lui avait tracée le roi trop solidement occupée par l'ennemi pour lui permettre de passer, avait fait un détour,

qui le retarda de quelques heures. Arrivé enfin au point désigné, il crut devoir encore retarder son entrée en scène jusqu'au moment où le roi se serait emparé des hauteurs de Suptitz. Mais voyant son souverain en déroute, il se décida à les attaquer lui-même et fut, à son tour, repoussé. La brigade du général Saldern tenta le même effort sans plus de succès. Malgré l'obscurité, Saldern risqua, avec des renforts, une dernière charge sur deux points à la fois. La défense ayant molli, grâce à la confusion amenée par la nuit, les Prussiens se rendirent maîtres des hauteurs tant disputées. Lacy essaya inutilement de les déloger, la nuit ne lui fit pas lâcher prise, mais l'épuisement de ses munitions le contraignit de se retirer, sans que les Prussiens, à bout de forces, osassent l'inquiéter. Triomphe sanglant mais stérile pour Frédéric demeuré maître du champ de bataille. Il ne s'en dissimula pas l'inanité. « Cette victoire, écrivait-il le 5 novembre au marquis d'Argens, « nous donnera peut-être quelque tranquillité pour l'hiver, « voilà tout. »

Jamais résultat plus nul ne fut plus chèrement acheté, car il coûta 15,000 hommes à chaque armée. L'état-major autrichien paya largement la dette du sang. Le général Walter, commandant l'artillerie, fut frappé à mort près de ses batteries. Outre Daun, les feldzeugmestres duc d'Arenberg et baron de Sincère, le général de cavalerie baron de Buccow, les feldmaréchaux-lieutenants comte de Herberstein, barons Dombasle et Anger, tombèrent plus ou moins blessés. Ce dernier demeura prisonnier entre les mains des Prussiens ainsi que le général major comte de St-Ignon.

On a vu que Daun, se croyant victorieux, avait dépêché à Vienne, avant de quitter le champ de bataille, le baron de Rothschutz pour y annoncer la nouvelle de son triomphe. Cet officier remplit sa mission avec tant de célérité, qu'une esta-

fette, lancée deux heures après sur ses traces, pour rectifier l'erreur, ne put le rattraper. Par instinct de prudence, il s'arrêta à deux lieues de la capitale et écrivit à l'empereur pour lui faire part de l'objet de son voyage, en ayant soin cependant d'ajouter bien expressément qu'il y avait lieu d'attendre un rapport plus complet sur l'issue générale de la bataille. Mais l'impératrice, impatiente de réjouir ses sujets de la bonne nouvelle, voulut que Rothschutz entrât le même soir, 6 novembre, dans la ville, avec le cortège traditionnel des postillons. En même temps des courriers étaient envoyés dans toutes les directions, pour publier à l'intérieur les nouveaux succès obtenus par l'armée impériale. On devine aisément la cruelle impression produite partout, lorsque la vérité se fit jour. Les esprits s'agitèrent, des questions se posèrent et il se fit une enquête des plus intéressantes sur le point de savoir comment et pourquoi Daun, parti vainqueur du champ de bataille, se trouvait finalement battu en son absence. « Je ne pourrais « exagérer, écrit l'envoyé vénitien, la douleur de ces souve- « rains, la surprise du ministère, la stupeur universelle à la « nouvelle que la victoire du 3 novembre était en réalité une « défaite. »

Les archives impériales renferment une copie du rapport de Daun à l'impératrice, sous le titre écrit de la main de Kaunitz : « *Lettre secrétissime du maréchal de Daun à l'impératrice sur la bataille du 3 novembre 1760.* » Cette pièce a été publiée par le chevalier d'Arneth, dans son *Histoire de Marie-Thérèse pendant la guerre de Sept ans.* Écrite moitié en allemand, moitié en français, elle offre un très vif intérêt par le jour qu'elle jette sur la constitution intime du grand état-major autrichien, sur ses qualités, ses défauts, ses abus et les causes multiples et secrètes qui ont constamment empêché Marie-Thérèse de recueillir des résultats appréciables de

la supériorité de ses forces, du talent de ses généraux et de la valeur de ses troupes. Daun y apparaît consciencieux, franc, sincère, mais formé de longue main à la sainte frayeur de l'initiative ou de la responsabilité, au culte de la hiérarchie et de l'omniscience du conseil aulique de guerre. Chacun tirant à soi, l'unité d'action et de concours manquait à l'effort, et une foule de choses utiles se trouvaient neutralisées. Les officiers généraux, envoyés par les puissances alliées à l'armée autrichienne, s'arrogeant de leur côté le droit de critique, le poussant à l'excès, ne contribuaient pas peu à augmenter ce désordre. On voit clairement que le chef suprême n'avait pas le prestige et l'autorité indispensable pour faire accepter sa seule volonté par ce grand corps tiraillé et divisé.

Daun commence par répondre séparément à chacune des questions qui lui sont posées :

1e Demande :—Pourquoi les hauteurs de Suptitz n'ont-elles pas été maintenues en notre pouvoir? A qui en incombe la responsabilité ?

Réponse :—Je ne puis que m'en référer purement et simplement à mon rapport ; tant que j'ai été présent, nous avions les hauteurs : ce qui est arrivé après mon départ, je ne puis le savoir. Il m'est donc impossible de dire à qui en incombe la responsabilité. On parle beaucoup dans les mauvais cas de ce genre, mais il est malaisé de prouver.

2e Demande : — Ne doit-on pas punir le coupable ?

Réponse : — Là où manque l'accusation, le juge n'a rien à faire. Le châtiment suppose une preuve qui fait défaut ici.

3e Demande : — Qui commandait l'aile gauche ? Quels régiments la composaient ?

Réponse : — L'aile gauche était composée des régiments archiduc Charles, Hildburgshausen, Kolowrath, Durlach, Harrach, Léopold Daun, Harsch et Sincère. Mais on y a ajouté

la seconde ligne et successivement la réserve et tout le corps des grenadiers. Sincère commandait cette aile gauche, et les généraux Dombasle, Herberstein, Mizazzi et Prinken, qui tous, sauf le dernier, ont été *blessés*.

4e Demande : — D'où est venu le désordre ? Qui a crié d'aller à Torgau ?

Réponse : — De l'obscurité de la nuit, du grand nombre d'officiers mis hors de combat. Quant au dernier point, impossible de le vider.

5e Demande : — Quels sont ceux qui se sont distingués? Tous les régiments se sont-ils bien comportés ?

Réponse : — Dans chaque bataille, *chacun veut avoir fait des merveilles et trouve même tout plein de témoins, puisqu'on a de la peine à refuser pareil témoignage, celui qui commande en chef est trop occupé pour pouvoir observer chaque particulier.* Je ne pourrais donc citer un autre nom que celui de Corinski, qui est mort. Du reste tous ont fait leur devoir. D'Ayasasa et le prince Pellegrini ont eu plus à faire que d'autres. O'Donnel se loue beaucoup des généraux Stampa et Pettonni. Les régiments ont fait leur devoir. S'il s'est produit quelque désordre, ce qui est inévitable, il y a été remédié.

6e Demande : — Ne pouvait-on se maintenir sur le terrain et garder *contenance ?*

Réponse : — C'était impossible, une fois les hauteurs perdues et garder *contenance* le lendemain eût entraîné *la ruine totale de l'armee.*

7e Demande : — Le roi ne se serait-il pas retiré ?

Réponse : — Le soir, le roi s'était déjà complètement retiré, mais la nuit, sur les nouvelles données par Ziethen, il est revenu avec tout ce qu'il pouvait rallier de troupes.

8e Demande : — Avez-vous été satisfait d'O'Donnel ?

Réponse : — J'ai été satisfait de tous en général, d'aucun

en particulier, car en *certaines choses je suis difficile à contenter.*

9e Demande : — Que comptez-vous faire de Lacy pendant l'hiver ?

Réponse : — Il nous sera utile, voire nécessaire. C'est *le seul homme de tête* que Votre Majesté compte dans *son armée*, mais il veut absolument mettre ses affaires en ordre et il a pour cela l'hiver. *Avec cela, il se sent trop lui-même, voilà le grand mal.* Il est de plus chagrin et de mauvaise humeur, *voulant toutefois paraître dégoûté.*

10e Demande : — Que pourrons-nous conserver en Saxe ?

Réponse : — Ce que nous y possédons actuellement, Dresde jusqu'à Dippoldiswalde.

11e Demande : — Avez-vous été content de Plümegen et de Hauer ?

Réponse : — Parfaitement.

12e Demande : — Ne pourrait-on négocier un échange de prisonniers ? ceux que nous avons nous coûtent les yeux de la tête ?

Réponse : — *Il y a du pour et du contre.* Il est certain que l'ennemi y gagnerait plus que nous. Car tant *soldats qu'officiers et surtout généraux vaillent mieux que les nôtres, ainsi on tirera plus de profit que Votre Majesté dont la plupart de ses généraux ne sont pas de grands héros.* Cependant, il faudra bien une fois en venir là, car le double emploi coûte gros au Trésor, mais *il ne faudrait pas se presser*, et laisser venir la chose d'elle-même (1).

« Lorsque, continue Daun, je ne pus plus me maintenir à cheval, je mis pied à terre près de Zinna, un peu plus vers l'aile droite. Il était 5 heures ½. Tout était déjà fini à l'aile gauche, et nos troupes étaient au repos. Au moment où l'on me cou-

1. Les passages et mots soulignés sont écrits en français par Daun.

pait la botte, j'entendis une nouvelle fusillade à l'aîle gauche. J'envoyai de suite voir ce qui s'y passait, et je fis dire en même temps à Lacy de dépêcher immédiatement deux brigades à Süptitz, de les faire suivre par le reste de son corps d'armée et de se rendre, de sa personne, près de moi. Il ne tarda pas à venir, et je lui dis: « Monsieur, tout va bien, mais voici qu'on entend « de nouveau la fusillade à Süptitz. Je vous ai fait dire d'y en- « voyer deux brigades de votre corps et de les soutenir du « reste de vos troupes. » Sur quoi il me répondit que ces ordres seraient ponctuellement exécutés. Au même instant m'arriva un rapport, disant que le corps de Ziethen avait voulu s'emparer des hauteurs de Süptitz, mais qu'il avait été repoussé. Sur quoi je dis à Lacy : « *Mon ami, je vous prie, allez-y vous* « *même: voyez dans quel état les choses sont et faites les dispo-* « *sitions que vous trouverez nécessaires. J'attendrai ici votre ré-* « *ponse.* » Il partit aussitôt, et j'attendis très tranquille les nouvelles, car on ne voyait plus nulle part apparence d'ennemis. Bientôt après je vis arriver le colonel Hannig, qui venait me dire de la part de Lacy que tout allait bien. Ne pouvant donc plus douter de l'heureuse issue de la journée, je fis venir O'Donnel et je lui dis : « *Comme, grâce au Seigneur,* « *tout va à souhait et par là nous avons la victoire, je vous* « *remets le commandement et vous recommande de vous entendre* « *avec Lacy, qui est à Süptitz. Faites que l'armée se range* « *autant que possible pour être en ordre à la pointe du jour,* « *de même que l'artillerie soit placée, à quelle fin vous vous* « *servirez des généraux et officiers de l'état-major, ayant le* « *même ordre déjà à Zischkowitz, de se trouver pour cet effet* « *auprès de vous, et quand vous aurez réglé tout ceci, vous vien-* « *drez à Torgau, où je m'en vais me faire panser et nous parle-* « *rons du reste.* » Je m'étais d'autant plus affermi dans cette résolution de m'en aller me faire panser, qu'il était déjà 6

heures ½, par conséquent nuit noire, qu'il n'y avait plus rien à faire que ce que je venais d'ordonner, et qu'on n'entendait plus un coup de fusil. De plus je me sentis faiblir à cause du sang perdu. On me mit sur un caisson à poudre et on me mena à Torgau. Chemin faisant, je rencontrai Montazet qui me complimenta fort. Près de Torgau, on entendit de nouveau des coups de fusil, mais le bruit ne dura pas. Arrivé à Torgau et comme on venait de me bander la jambe, je vis, à ma grande stupéfaction, entrer O'Donnel et Lacy et comme je leur disais: Que faites-vous ici? ils m'annoncèrent que l'ennemi avait occupé les hauteurs de Süptitz, ce qui me parut d'autant plus extraordinaire que tous les officiers qui en venaient m'assuraient le contraire, entr'autres Montazet et Braganza, qui ajouta en présence des généraux susnommés : *J'assure Votre Excellence que je viens dans le moment de Süptitz, l'ennemi y a été repoussé et nous en sommes en tranquille possession.* Sur quoi je priais O'Donnel et Lacy de se rendre avec Montazet et Braganza de suite à Süptitz, *pour être assuré du fait et voir ce qu'on pourrait faire encore pour se l'assurer davantage. Mais en même temps, j'expédiais Rothschütz, ayant eu trop de raisons à croire l'affaire gagnée. Pourtant je lui ai dit que je ne voudrais pas qu'on se précipitât à le faire entrer, postillons sonnants, et qu'il pouvait lui-même marquer à l'empereur que la chose était encore équivoque, mais que j'enverrais tout de suite un autre courrier. Comme en effet, deux heures après, tous ces mentionnés messieurs revinrent et dirent qu'en effet l'ennemi se trouvait sur la mentionnée hauteur et qu'ils ne comprenaient pas comment il s'y était glissé. Montazet a beaucoup dit ce qu'il avait proposé, d'autres derechef le contraire, chacun criait, mais enfin l'ennemi y était malheureusement établi et alors il n'y avait plus de milieu ni d'autre parti à prendre que celui de la retraite, et ce que la relation mentionne, plus amplement, il*

n'y a peut-être qu'une voix sur ce chapitre. Voilà comme j'ai expédié trois heures plus tôt l'estafette, avec ordre de faire toute la diligence possible pour rattraper Rothschütz en chemin, ce qu'il aurait aussi très aisément effectué, s'il n'avait été un si cruel traînard.

« Voilà, Madame, le vrai cours des choses, pas un mot de plus, pas un de moins, *rien d'exagéré ni diminué.* Toute l'armée rejette la faute sur Lacy, qui s'en défend vivement, s'en chagrine et en prend fort mauvaise humeur. Je supplie Votre Majesté de bien vouloir toutefois, tenir pour Elle ce point et s'en tenir à mon rapport. Autant vaudrait entamer un procès de sorcières, et ce serait encore aigrir les esprits. *Le grand mal n'est plus à remédier, car le mal est fait et sans remède; et il n'y a que mon malheur qui a occasionné tous ces maux. C'est une prédestination malheureuse, positive et trop évidente pour pouvoir en douter. Dieu l'a voulu* absolument ainsi, sinon, il n'est pas possible que j'eusse fini si malheureusement ma carrière. *Dieu est juste.*

Enfin je suis malheureux et par là il faut déjà m'abandonner à mon malheur, qui ne pourra pourtant m'empêcher de vivre et mourir, tel qu'il puisse être, avec le zèle et attachement le plus parfait et soumis aux pieds de Votre Majesté, ma très gracieuse Souveraine et maîtresse comme

le plus humble, obéissant
très soumis et fidèle

Zeysp, le 13 novembre 1760.

De cette lettre on peut facilement conclure que, même dans l'opinion de Daun, ni O'Donnel, ni Lacy surtout, ne furent, le 3 novembre, à la hauteur de leur mission et qu'ils se laissèrent surprendre par les soldats de Ziethen. Il n'y a pas lieu d'insister, sinon pour noter que les adversaires même de Daun, loin d'accuser comme d'habitude, ses lenteurs et son

indécision, furent unanimes à déclarer que, sans la blessure du maréchal, la bataille était gagnée par les Autrichiens. Cependant dès que l'impératrice apprit que Daun était retenu au lit, souffrant, elle s'empressa de donner à Lacy le commandement momentané de l'armée. Les provisions en furent expédiées à Daun, que Marie-Thérèse savait très affectionné à Lacy, et qu'elle croyait même flatter. Faisons remarquer, pour être juste, qu'à ce moment l'impératrice ne connaissait pas encore le rapport du 13 novembre de Daun. Le maréchal eut le sage courage de tenir secrète la nomination de Lacy et de la renvoyer, le 10 novembre à Vienne, en l'accompagnant de la lettre suivante, qui sera lue avec non moins d'intérêt, que celle du 13, car elle abonde en renseignements curieux sur les hommes et les choses militaires de l'époque. Elle est datée de Zeyst, le 10 novembre 1760.

« Madame,

« Arenberg et Buccow ont déjà quitté l'armée et n'y revien-
« dront pas de sitôt, à cause de leurs blessures. Il nous reste
« ici O'Donnel, Sincère, très légèrement blessé et qui conti-
« nue à servir, Maquire, Wied, Loewenstein et Lacy. O'Don-
« nel est le premier en rang, Lacy le dernier. Or, il est impos-
« sible de mettre de côté, tout d'un même coup de balai, tous
« ceux qui précèdent Lacy sans soulever une trop grande
« *protestation*, impossible encore que Lacy veille seul à
« tout et soit en personne partout, où il y a déjà si peu de
« généraux présents et *aucun presque de confiance* et cependant
« doivent être distribués en divers endroits, car un seul ne
« peut suffire partout, pas même Lacy. Il faut donc avoir des
« aides, et *il faut être à plusieurs*. O'Donnel est très
« raisonnable, il se laissera très bien diriger par Lacy, et de
« son côté, Lacy s'entendra beaucoup mieux avec lui qu'avec

« tout autre. Les Irlandais aiment à se sentir les côtes, et je « ne doute pas qu'O'Donnel, Lacy et Maquire ne s'arrangent « parfaitement ensemble. Sincère et Wied sont de bonnes « gens, sans intrigues, tout disposés à s'accommoder de tout. « *Loewenstein est un mauvais meuble* de toute façon, il devra « bien suivre, d'autant qu'il n'est pas en mesure de rien diri- « ger; du reste sa mauvaise langue, ses sempiternelles cri- « tiques et ses grogneries ne font plus d'effet, parce qu'on le « connaît à fond. Il est fort heureux, à mon sens, qu'Aren- « berg et Buccow aient été blessés, car Lacy n'aurait jamais « pu s'entendre avec eux, et ils sont tous les deux beaucoup « moins capables qu'O'Donnel. Telles sont les raisons qui « m'ont décidé à m'opposer à l'exclusion des autres généraux « pour laisser Lacy seul, ce que j'estime impraticable; et à re- « tenir, puis à renvoyer à Votre Majesté cette lettre, dans « l'espoir qu'elle changera d'avis et se contentera de témoigner « à Lacy ses bonnes grâces et la pleine confiance qu'on met en « lui, qu'il vivra dans les meilleurs termes avec le comman- « dant en chef, comme aussi V. M. aura fait un devoir à ce « dernier de rechercher en toute chose, les conseils de Lacy... « *Le plus grand mal est que tous ces Messieurs, Lacy aucunement « excepté, voient fort noir. En effet,* l'horizon n'est pas blanc, « *mais encore,* faut-il s'accommoder avec les circonstances. « L'unique chose est de faire tout ce qui est possible pour con- « server le camp de Plauen, ainsi que notre position de Dipol- « tiswalder, fût-ce au prix d'une bataille, tant du moins que la « cour persistera dans ses instructions, *car il n'y a pas d'autre « parti a prendre, ou celui de se retirer en Bohème pour garantir « les confins et abandonner Dresde à une garnison qui court « grand risque d'être perdue avec tout ce qui s'y trouve, qui n'est « pas peu de chose ; — ce que l'on ne peut pas faire sans ordre, et « c'est au cabinet d'éplucher et décider ce qui est le plus convenable*

« *pour le service de V. M. Il est certain qu'on devait croire que*
« *l'ennemi n'était pas dans une si grande supériorité ni dans*
« *un état à agir avec tant de vigueur, mais il est certain aussi*
« *que l'expérience fait voir que tout réussit à cet ennemi, et qu'il*
« *parvient à tout ce que les probabilités ne devraient point faire*
« *croire ; c'est un bonheur qu'il possède, je ne sais à quel titre.*
« *C'est vrai aussi que le camp de Plauen a de grandes incom-*
« *modités par rapport au manque de bois, et que l'étendue jus-*
« *qu'à Dipoltiswalder est fort grande. Mais il en est de même pour*
« *l'ennemi. Si nous allons avoir des malades, il en devrait être*
« *de même chez lui et même plus, ayant plus fatigué et souffert*
« *que nous. Qu'il se tire mieux d'affaire, c'est vrai ; mais c'est*
« *aussi une de ces choses incompréhensibles. Je ne saurais même*
« *le croire actuellement au delà de 10,000 hommes plus fort que*
« *nous, ainsi qu'il soit si fort en état de vouloir se rebattre de*
« *rechef, mais rien ne paraît pour lui impossible.*

« *Ce camp de Plauen est généralement haï par rapport à l'in-*
« *commodité que les troupes y ont soufferte l'année passée, qui nous*
« *a aussi coûté beaucoup de monde par la mortalité pendant l'hi-*
« *ver. Il en sera de même et plus pendant cet hiver, ayant encore*
« *moins d'endroits* pour entretenir les gens, attendu que beau-
« coup de villages ont été ruinés depuis l'année dernière et que
« la ville de Dresde elle-même ne peut plus suffire à alimenter
« la moitié de ses habitants. *Mais il n'y a pourtant dans le cas*
« *extrême d'à présent, point d'autre remède que de s'y soutenir à*
« *quelque prix que ce soit ou de se retirer entièrement. C'est donc,*
« *comme j'ai aussi déjà dit, au cabinet à faire un plan en con-*
« *séquence des circonstances où les affaires politiques se trouvent,*
« *car militairement il n'y a que ces remèdes allégués qui sont*
« *extrêmes. Pour rendre le soldat commun un peu de bonne*
« *humeur, on pourrait leur donner par tête un florin de grati-*
« *fication qui ne ferait dans la monnaie d'ici que peut-être*

« *40,000 florins de notre argent qui est une somme trop grande* « pour que je la puisse prendre sur moi. *Il dépendra donc de* « *ce que votre V. M. voudra ordonner là-dessus. Il est certain* « *que nous sommes dans une violente situation* et qu'un bon « conseil est difficile. *On a voulu absolument de bataille*, or si « l'on peut répondre de ses *dispositions*, nul ne peut répon- « dre de l'issue. Cette bataille a été malheureuse, mais elle a « aussi coûté gros à l'ennemi, de *sorte que le mal aurait pu* « *être plus grand, mais ce n'empêche pas* que notre situation « ne soit mauvaise, *et le plus grand mal* est que nous n'avons « presque plus d'hommes. Il est donc nécessaire que V. M. « fasse peser mûrement tout cela dans son cabinet et fasse « connaître au futur commandant en chef, ce qui aura été « décidé pour le mieux, au moyen d'ordres réguliers. J'avais « d'abord pensé que, à l'aide de tels ordres, Serbelloni, à cause « de son rang supérieur, ne pourrait faire plus mal qu'un autre, « ou bien de maintenir O'Donnel, car Lacy ne peut veiller « à tout à la fois. Je suis demeuré ici, et j'y demeurerais encore « bien volontiers, si j'étais seulement en état de rendre quelque « service. Mais que puis-je faire dans mon lit ? ne pouvant rien « voir par moi-même, force m'est de m'en rapporter à ce que « l'on me dit, partant de laisser faire ou de ne pas faire ce que « l'on me déclare faisable ou non faisable, *n'étant pas en état* « *de faire autrement par moi-même.* Dans cette situation, je ne « vois pas à quoi je puis encore être bon, d'autant que je ne « pourrai pas monter à cheval avant trois ou quatre semaines. « Néanmoins je me tiens à la disposition de V. M. et je ne « quitterai pas Zeyst, tant que je n'aurai pas reçu des ordres « positifs.

« Dès que les hauteurs de Suptitz ont été perdues, il n'y avait « plus moyen de tenir sur la place et la retraite s'imposait « *absolument.* Je ne puis m'expliquer là-dessus par écrit,

« mais je me réserve de donner verbalement les éclaircisse-
« ments nécessaires à V. M., si toutefois V. M. daigne encore
« souffrir sous ses yeux la présence d'un malheureux animal
« tel que moi. Ma blessure n'a rien de dangereux, mais elle
« est gênante, parce qu'elle me tient au lit et m'empêche de
« marcher, de monter à cheval et de supporter la voiture. Je
« dois me faire porter et j'en ai encore pour quinze jours au
« moins de ce régime.....»

Cette lettre nous livre Daun peint par lui-même. Prudent, circonspect, habile, discret, dénué de foi dans les autres comme en lui-même, disposé à voir en noir les hommes et les choses, habitué à recevoir ses inspirations de Vienne, sans initiative, redoutant toute responsabilité, plus que lent à s'engager et à agir, mais dévoué à ses devoirs et à ses souverains. Il accuse le malheur de sa destinée et ne voit pas que les prodiges qu'il admire chez les Prussiens sont le résultat très naturel de l'unité de commandement et de la rapidité de décision chez son ennemi. Excellent chef pour conserver, Daun ignorait l'art de conquérir. Supposez Frédéric, simple général et soumis au régime viennois, la guerre était finie après Kollin et Kunersdorf et la Prusse ramenée à ses anciennes limites. Le grand mérite de Daun, celui qui justifie sa gloire vis-à-vis de l'Autriche, c'est d'avoir sauvé la Bohême, rétabli le prestige des armées autrichiennes, compromis par les défaites des généraux qui l'avaient précédé, épuisé Frédéric et conservé à Marie-Thérèse tout ce que ses ennemis n'avaient pu lui enlever lors de la guerre de Succession. La fermeté avec laquelle l'impératrice lui maintint sa confiance, la grâce habile qu'elle mit à relever cette âme trop portée à s'assombrir honorent cette princesse, qui ne cessa de voir en lui le serviteur le plus méritant du royaume.

Malgré les répugnances de Daun et de l'armée elle-même,

les troupes autrichiennes s'établirent, pour l'hiver, à Dresde et dans les environs. Frédéric, dont les forces avaient été singulièrement affaiblies par la victoire de Süptitz, se borna, pour toute nouvelle opération, à sommer Dresde de se rendre et, après le refus du gouverneur, prit ses quartiers d'hiver. Laudon essaya bien de provoquer à une bataille le général Goltz, envoyé par le roi en Silésie avec 25,000 hommes, mais n'ayant pu y réussir il s'établit dans le comté de Glatz et dans la Haute Silésie.

La campagne entreprise par les Français en Allemagne n'eut pas de résultats bien appréciables. Ils étaient au nombre de 120,000 hommes, mais leurs chefs, Broglie et Saint-Germain, ne furent jamais d'accord. Le prince Ferdinand de Brunswick, à la tête d'une armée de 70,000 hommes, tant Prussiens que Hessois, Anglais et Hanovriens, se borna à une guerre défensive. Il battit le chevalier du Mey à Warbourg. Mais il ne put empêcher Broglie d'occuper Cassel, Goettingen et de menacer le Hanovre. Le prince héréditaire de Brunswick franchit le Rhin, prit Clèves et assiégea Wesel. Le marquis de Castries, accouru au secours de la place, le culbuta et le contraignit de repasser le Rhin. L'armée française hiverna dans la Hesse.

CHAPITRE VINGTIÈME.

SOMMAIRE. — Mort du roi Georges II d'Angleterre. — Mariage de l'archiduc Joseph. — Le prince Wenzel de Liechtenstein à Parme. — Fêtes du mariage à Vienne. — Portrait de l'archiduchesse Isabelle, première femme de Joseph. — Ses pressentiments et sa mort. — Tendances générales vers la paix. — Kaunitz et Choiseul. — Projet de Congrès à Augsbourg. — Marie-Thérèse se dispose néanmoins à la guerre. — Grosse question du commandement en chef. — Il est conféré à Daun. — Plans de campagne. — Un traître à la cour de Russie. — L'armée russe en Silésie. — Sa brusque retraite. — Surprise de Schweidnitz. — Une légende. — Marie-Thérèse récompense magnifiquement Laudon et ses soldats. — Les nouvelles illusions sur Daun. — Prise de Colberg. — Retour triomphal de Laudon à Vienne. — Deux épisodes peu connus.

Le mois d'octobre 1761 fut marqué par des événements importants à divers titres pour l'Autriche. Le 6 octobre s'accomplit le mariage de l'archiduc Joseph, fils aîné de Marie-Thérèse, avec la princesse Isabelle de Parme, héritière des duchés de Parme et Guastalla et petite-fille de Louis XV. Le 25 octobre, Georges II, roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, mourut subitement à Kensington, peu de temps après la conclusion du traité, qui, sous le nom de *Pacte de famille*, procura à la France et à l'Autriche un nouvel allié dans la personne du roi Charles III d'Espagne. La mort du monarque anglais, qui devait entraîner les conséquences les plus graves, passa d'abord presqu'inaperçue en Autriche, où les fidèles sujets de l'impératrice-reine se laissèrent complètement absorber par l'attraction des fêtes et des magnificences de l'impérial hyménée. Personne n'ignorait, dans tous les états de la maison de Habsbourg, que si la politique trouvait

de larges satisfactions dans l'union projetée entre les Bourbons de Parme et l'héritier de Marie-Thérèse, les cœurs des deux fiancés y étaient plus vivement intéressés encore. L'échange des portraits et des renseignements, avait produit le plus heureux effet. Ages et caractères se rapprochaient, et nul mariage ne s'annonçait sous de plus propices augures.

Dans ces circonstances, on comprend qu'il ne pouvait être question de se montrer parcimonieux et d'amoindrir dans les plus minces proportions, le coûteux éclat des cérémonies et des festivités. Il eût paru anti-patriotique et indigne de la grandeur impériale de rechercher de mesquines économies, de reculer devant le vide effrayant des caisses publiques et de sacrifier les exigences de l'étiquette à la détresse des populations écrasées d'impôts et épuisées par la longue durée de la guerre. L'orgueil humain l'emporta sur les conseils de l'humilité chrétienne, qui est le fondement de toute sagesse. Il se manifesta victorieusement tout d'abord dans le choix du personnage chargé d'aller à Parme demander la main de l'infante et de ramener cette princesse à Vienne avec l'appareil le plus magnifique. Ce choix se porta sur le comte Wenzel de Liechtenstein. Par sa naissance, par son immense fortune, par sa situation personnelle, par l'éclat de ses services et de sa gloire militaire, le chef de l'illustre maison de Liechtenstein occupait incontestablement le premier rang à la cour de Vienne. Il justifia pleinement la confiance de l'impératrice. Les splendides équipages qu'il envoya à Parme étaient si nombreux qu'il fallut diviser les transports et, au retour, ils ne nécessitèrent pas moins de 300 chevaux de poste à chaque relai.

Liechtenstein arriva le 1er septembre à Parme, où il rencontra le comte de Mercy, alors ambassadeur de l'empereur à Turin, que l'impératrice avait chargé de la mission spéciale

de régler tous les détails relatifs au mariage. Le 3, il fit solennellement la demande et, le 7, il représenta par procuration l'archiduc aux cérémonies nuptiales. Le départ pour Vienne eut lieu le lendemain. Naturellement le voyage, dans les conditions où il se fit, prit du temps. Le 13 septembre, l'immense cortège arriva à Casalmaggiore, où l'infante congédia sa suite italienne et admit au baise-main sa suite autrichienne, placée sous les ordres du conseiller intime, comte de Salm et de la comtesse douairière Erdödy, respectivement grand-maître et grande-maîtresse de la cour. Partout où la jeune princesse passa, elle fut reçue avec le cérémonial dû à son rang et, ce qui lui plut davantage, accueillie avec enthousiasme par les populations. Le 29 septembre, l'empereur François vint au devant d'elle, jusqu'à huit lieues de Vienne et, le 30, elle rencontra sur sa route Marie-Thérèse et l'archiduc Joseph : « Je ne saurais vous peindre, écrivit Kau-« nitz à Starhemberg, à propos de cette première entrevue, « le charme exceptionnel que les aimables qualités de l'il-« lustre princesse ont fait ressentir aux deux majestés. »

Le 1er octobre, les augustes voyageurs arrivèrent à Vienne et se rendirent directement à Laxembourg, où l'on dîna en famille. Dans l'après-midi, l'infante alla s'installer au Belvédère. Le 5 seulement eut lieu l'entrée solennelle à Vienne et, à cette occasion, la nouvelle garde du corps hongroise, commandée par le feldzeugmestre comte Charles Pâlffy, éblouit pour la première fois la population viennoise des magnificences de sa brillante tenue.

A deux heures de l'après-midi, la jeune princesse sortit du Belvédère, précédée d'abord de quatre-vingt-quatorze carrosses de gala à six chevaux, contenant les États de la Basse Autriche, les chambellans et les conseillers intimes, puis des équipages de la haute noblesse, luttant de faste

entre eux et enfin de ceux du prince de Liechtenstein, d'après quoi on peut juger de l'étendue du cortège. Aussi ne fallut-il pas moins de trois heures pour atteindre l'église des Augustins, à la porte de laquelle l'archiduc Joseph attendait sa fiancée. Mgr Borroméo, nonce du Pape, donna la bénédiction nuptiale. Les fêtes de la journée se clôturèrent par un banquet donné à la salle des redoutes, où fut inauguré un service de table en argent, plus précieux encore par la finesse de ses ciselures que par la matière même, destiné à remplacer celui que l'impératrice avait envoyé naguère à la Monnaie dans un moment où les fonds manquaient pour son armée.

Toutes les classes de la population se passionnèrent tellement pour ces fêtes et cérémonies que, au témoignage de l'ambassadeur de Venise, la cour, le ministère et le peuple, noyés dans la joie et les plaisirs, ne parlaient pas plus de la guerre que si elle n'existait pas. Et l'on était à la veille de la sanglante défaite de Süptitz !

Un nuage de mystérieuse douleur plane sur la mémoire de la jeune princesse si fêtée, si aimée, si heureuse en apparence, et dont la courte vie fut cependant absorbée par la pensée, voire par le désir de la mort. Le voyageur anglais, Wraxall, qui eut l'occasion de l'approcher, nous la peint comme agréable plutôt que jolie, le teint chaud de l'espagnole, la bouche aimable, les dents belles, les yeux noirs et pleins de feu, la physionomie charmante, mais souvent absorbée par une ombre de préoccupation intérieure et de tristesse.

Son intelligence était vive et capable d'un très haut degré de développement. Musicienne excellente, elle savait aussi dessiner, peindre et graver avec talent. Très active par nature, elle avait l'art de s'occuper constamment. Mais à tous ces dons et à toutes ces qualités se mêlait une tendance à l'isolement

moral et je ne sais quelle mélancolie que ni les distractions, ni les plaisirs, ni les efforts de son entourage, ne pouvaient éloigner. Dès son départ de Parme, elle affirma qu'elle vivrait peu. On a même prétendu qu'elle n'avait pas hésité à le dire au prince de Liechtenstein, lorsque ce seigneur vint demander sa main pour l'archiduc Joseph, et on a attribué ce malaise moral à toutes sortes de causes. Sa véritable histoire semble plus simple. Élevée dans la retraite au château de Colorno, loin de la Cour, portée naturellement à une tendre piété, elle n'avait rêvé d'autre destinée que celle de se consacrer à Dieu et, avant qu'il fût pour elle question de mariage, elle avait sollicité de ses parents l'autorisation de prendre le voile. Elle fut sacrifiée aux calculs de l'ambition et de la politique, et sut accepter cette disposition de la Providence avec autant d'abnégation que de dévouement aux devoirs qui lui étaient imposés malgré elle. Sans doute, Joseph lui voua toute l'affection que son cœur froid et déjà plein du culte de lui-même, pouvait ressentir, mais il était incapable de la comprendre et ne put lui donner que ce qu'il était en état de donner : des égards, des attentions, des preuves d'estime, voire même de respect, dans les formes les plus aimablement officielles du monde. Ce n'était pas assez pour Isabelle; du moins elle rencontra une amie dans sa belle-sœur, l'archiduchesse Christine, — depuis mariée au duc Albert de Saxe-Teschen et gouvernante des Pays-Bas. — Une étroite liaison se noua entre les deux princesses, sous l'œil charmé de Marie-Thérèse, qui ne savait assez se louer de sa belle-fille et, comme elle le disait elle-même, l'admirer.

Il y eut cependant, semble-t-il, un moment où les âmes des deux époux se rapprochèrent; l'archiduc étant allé,à la fin de mars 1761, faire un pèlerinage à Maria-Zell, avec Isabelle, raconte à sa mère que, après avoir prié à l'église trois quarts

d'heure, ils se sont retirés dans l'appartement qu'ils occupaient à l'abbaye de Lilienfeld et, comme leurs fenêtres donnent sur un étang, ils se sont amusés à pêcher des truites à la ligne. « C'est moi, ajoute-t-il, qui en ai pris le plus.» Il ne tarit pas en détails sur leur vie heureuse dans cette claustrale retraite. Cette félicité sentimentale, si peu accessible au caractère de ce prince essentiellement amoureux de la pose, fut-elle aussi réelle qu'il le dit ? On peut en douter, car il n'en garda guère le souvenir et plus tard supprima impitoyablement l'hospitalière abbaye.

En 1762, Isabelle mit au monde une fille, qui reçut le prénom de Thérèse, en l'honneur de sa grand' mère. L'heureux événement, loin de contribuer à diminuer sa mélancolie, parut l'augmenter. Le pressentiment de sa mort prochaine l'envahit de plus en plus, et elle en parlait fréquemment. Comme l'une des dames de son entourage lui reprochait d'oublier qu'elle laisserait derrière elle une enfant tendrement aimée, elle répondit : « Vous croyez donc que je vous laisserai ma petite Thérèse ? Vous ne la garderez pas plus de six à sept ans, » et de fait l'enfant mourut à sept ans.

Pendant l'été de 1762, ses pressentiments acquirent plus de force, bien que sa santé parût meilleure que jamais. Elle répéta plusieurs fois à Marie-Christine, qu'elle mourrait à la fin de l'année et lui offrit même en plaisantant, d'en tenir le pari. Lorsque, pendant l'automne, elle se rendit de Laxenbourg à Vienne, pour y attendre une nouvelle délivrance, à l'instant où sa voiture atteignait le sommet de la colline d'où le regard embrasse la capitale, elle eut un frisson et s'écria : « Voilà ma mort ! » Le mois de novembre s'écoulait sans que rien fut venu confirmer ses prophéties, lorsque dans la nuit du 18, son réveille-matin sonna plusieurs coups de suite, comme s'il était déréglé. Elle devint blanche et ses dames alors lui ayant demandé si elle souffrait, elle répondit : « C'est le signal. Il

m'appelle ! » Toutefois elle parut remise et en bonne santé jusqu'au lendemain, 19 novembre. Ce jour-là, vers le soir, se trouvant debout dans sa chambre, elle tomba tout à coup sur les genoux. On la porta aussitôt sur un lit de repos et l'on appela immédiatement les médecins. Une fièvre violente se déclara, et peu après apparurent les terribles symptômes de la petite vérole. Le délire survint. Le 22, elle donna naissance à une seconde fille qui mourut le même jour. L'infortunée princesse vécut encore près d'une semaine et expira le 27 novembre, laissant l'archiduc dans le plus violent désespoir. Parmi ses papiers on en trouva un sur lequel elle avait écrit, peu de temps avant sa mort, les lignes suivantes : « Quand donc cette vie finira-t-elle avec ses misères, ses peines et ses épreuves ? Quand donc mon âme sera-t-elle délivrée des liens qui l'attachent à la machine corporelle ? Quand lui sera-t-il permis de s'élancer vers les demeures éternelles ? »

Le récit de ce court et douloureux épisode achevé, revenons aux événements de l'année 1761. Une question capitale préoccupait tous les esprits tant à Vienne que chez les alliés de l'Autriche. Ferait-on la paix ou continuerait-on la guerre ? Choiseul, avec son caractère éminemment impressionnable, voyait tout en noir. « Que voulez-vous que je fasse ? écrivait-« il à Starhemberg ; nous n'avons ni argent, ni ressources, ni « marine, ni soldats, ni généraux, ni têtes, ni ministres. Je « défie qu'on puisse continuer la guerre de cette manière « et vous pouvez compter que je vais employer tous les « moyens possibles pour faire la paix, le plus tôt que je « pourrai. » D'autres fois, il éclatait en reproches amers contre Daun qu'il accusait d'incapacité, ou contre le gouvernement impérial qui s'obstinait à conserver pareille nullité à la tête de ses armées. Le comte Esterhazy envoyait de St-Pétersbourg les mêmes objurgations de la part de l'impé-

ratrice. L'opinion générale à Vienne se prononçait non moins vivement contre Daun et rencontrait de l'écho dans le ministère. Kaunitz lui-même se laissa ébranler et, à un moment donné, Marie-Thérèse parut se résigner à sacrifier le maréchal. Sur ces entrefaites, Choiseul fit crûment entendre à Vienne, que la France, fatiguée des sacrifices inutilement accomplis depuis plusieurs années dans l'intérêt presque exclusif de l'Autriche, sans autres résultats appréciables que la conquête du duché de Prusse au profit de la Russie et la reprise du comté de Glatz au bénéfice de l'Autriche, aspirait à la paix et désirait passer l'hiver à en étudier les voies et moyens.

Tout en sauvegardant mieux les apparences, Kaunitz pensait exactement comme Choiseul. Il savait que les finances autrichiennes n'étaient pas en meilleur état que celles de la France. L'expérience lui avait appris à faire peu de fonds sur le concours sérieux d'alliés tels que la Russie, la Suède et le Danemark, dans une nouvelle campagne. L'appui armé de la France même n'avait guère apporté à l'Autriche que des déceptions, et il ne pouvait, pas plus que sa souveraine, se bercer de l'illusion de recouvrer la Silésie. Tout au plus lui était-il permis d'espérer la conservation du comté de Glatz. D'autre part, l'avenir renfermait des éventualités menaçantes. La santé de la czarine Élisabeth inspirait de vives inquiétudes, et les sentiments prussophiles affichés par le grand-duc héritier Pierre, faisaient aisément prévoir que le jour de son avènement au trône, l'ennemi de la veille deviendrait son allié. Dans ces circonstances, Frédéric, en vue d'isoler l'Autriche et de l'accabler, avait tout intérêt à profiter de l'épuisement de la France, pour offrir à Louis XV, de concert avec l'Angleterre, des conditions de paix séparée avantageuses.

Ces considérations amenèrent Kaunitz à reconnaître la nécessité de réunir un congrès.

Les notes qu'il dressa à l'occasion de ses négociations avec Choiseul, pour être soumises à l'impératrice, démontrent que deux idées fondamentales dirigeaient sa plume : l'affaiblissement de la Prusse et la recherche de compensations propres à consoler Marie-Thérèse de la douloureuse obligation de renoncer au recouvrement de la Silésie.

La cession éventuelle du duché de Prusse à la Russie, qui s'en est emparée pendant la guerre, constitue, aux yeux de Kaunitz, un danger redoutable pour l'Autriche, si le grand-duc Pierre conserve ses États du Holstein, car il a déjà émis la prétention d'en faire un électorat, c'est-à-dire une principauté lui donnant entrée au collège des électeurs de l'empire. Il est donc de toute nécessité de lier cette cession à l'obligation de rétrocéder les possessions du Holstein au Danemark, qui abandonnera à son tour Oldenbourg et Delmenhorst au Hanovre. La Russie, dans ces conditions, demeurera un voisin gênant et dangereux pour le seul roi de Prusse.

Sous l'influence de la chancellerie, la Cour de Vienne vit dans le congrès, l'occasion d'entrer en pourparlers avec ses ennemis et de tenter d'arriver peu à peu, sinon à se faire restituer la Haute Silésie, du moins à sauver le comté de Glatz, à titre de clef de la Bohême ; au pis-aller, à obtenir des concessions importantes tant pour la liberté du culte catholique en Silésie que pour les relations commerciales, le paiement de la dette prussienne, etc. Elle visait en outre deux points de nature à être tenus secrets: empêcher que les margraviats d'Anspach et de Baireuth ne revinssent par héritage à la branche royale de Prusse, et ménager à l'Autriche une grosse part de la succession éventuelle de la branche électorale de Bavière, alors en grand péril de s'éteindre.

Par une note confidentielle envoyée à Starhemberg, conformément à ses vues, Kaunitz l'informe que l'impératrice est

disposée à accepter une paix passable, parce qu'elle attend moins encore des Russes pour la campagne prochaine que par le passé, et que ses ressources ne lui permettent pas de continuer la guerre plus d'un an. Il confesse que les généraux autrichiens sont unanimes à nier la possibilité de faire quoi que ce soit de décisif, avec les seules forces autrichiennes, et que, dans ces circonstances, l'impératrice se borne à réclamer Glatz et renonce à tout le reste de la Silésie, se réservant de tâcher, lorsque s'ouvrira la succession de Bavière, de se faire céder tout au moins la partie de la Bavière bordant l'Inn.

A peine Kaunitz s'était-il mis d'accord avec Choiseul sur le point capital de la réunion du congrès, que ce dernier imagina d'y joindre une trêve de durée indéterminée, et de proposer que les négociations de la paix fussent confiées, d'une part à la France, de l'autre à l'Angleterre, chargées chacune de représenter les intérêts de leurs alliés respectifs.

Les cours de Vienne, de St-Pétersbourg et de Stockholm repoussèrent énergiquement l'étrange proposition. Force fut donc au ministre français de la retirer, malgré ses emportements. La demande de la réunion d'un congrès, rédigée de commun accord, fut envoyée de Paris au prince Alexandre Galitzin, ambassadeur de Russie à Londres, avec charge de la remettre au gouvernement anglais et prière expresse à ce dernier de la communiquer au roi de Prusse. En même temps, Choiseul expédia à Pitt une note contenant les conditions sur la base desquelles la paix pouvait être conclue entre la France et l'Angleterre. Au commencement d'avril, le prince Alexandre Galitzin fit parvenir à Paris la réponse uniforme de l'Angleterre et de la Prusse. Ces deux puissances acceptaient la réunion d'un congrès à Augsbourg et promettaient de désigner leurs plénipotentiaires sous bref délai. L'ouverture

en fut fixée entre le 1er et le 15 juillet 1761. Mais en même temps, chacun des belligérants mit avec ardeur en pratique, l'adage connu : « *si vis pacem, para bellum* ».

La campagne de 1761 n'offre qu'un fait d'armes saillant, celui de la surprise de Schweidnitz. Ce n'est cependant pas que la cour de Vienne ne sentît vivement l'importance de cette campagne, en vue du prochain congrès, et les conséquences graves de son issue bonne ou malheureuse. Elle appréciait, au contraire parfaitement la valeur du moindre succès et ne négligea rien de ce qui pouvait l'assurer. Mais c'est dans le sein même de son organisation politique et militaire que l'impératrice rencontra l'inexorable obstacle à l'exécution de ses meilleurs desseins.

L'impopularité de Daun, l'expérience fâcheuse de ses hésitations et de ses lenteurs avant la bataille, de ses timidités et de son manque d'énergie après la victoire, semblaient l'exclure du commandement. Il se rendait d'ailleurs justice à lui-même et ne désirait nullement être replacé à la tête de l'armée. Mais par qui le remplacer ? La voix publique désignait Laudon ou Lacy. Le premier surtout était essentiellement l'homme des coups de main, des entreprises audacieuses, des marches rapides et des surprises foudroyantes. Toutefois, depuis Liegnitz, son audace était traitée de témérité et il passait pour trop capable de risquer le sort de la monarchie sur la carte d'une seule bataille. Les vieux généraux trouvaient plus de garanties dans la prudence et les précautions infinies dont Lacy, à peu près aussi hardi, entourait ses rapides décisions. Sans méconnaître les mérites de ce dernier, Kaunitz lui préférait Laudon et ne cachait pas sa prédilection pour cet habile et énergique chef de guerre. A ses yeux Laudon était l'homme de la situation, créé par la Providence pour les circonstances. Mais si prévenu que fût le chancelier en

faveur de Laudon, il connaissait trop bien les choses et les hommes de son temps, pour ne pas se rendre compte de l'impossibilité de donner le commandement en chef à Laudon, sans risquer de désorganiser toute l'armée. Déjà plusieurs généraux des plus distingués, tels que Beck, Sincère, O'Donnel, avaient déclaré hautement qu'ils refuseraient de servir, s'ils étaient subordonnés à Laudon ou à Lacy, et qu'ils se retireraient de l'armée. Leur exemple eût été certainement suivi par tous les aînés en grades des deux jeunes chefs de corps et aurait jeté dans l'armée un trouble profond. Ils sous-entendaient à leur façon, le *Moriamur pro rege nostro*, *Maria Theresa*, et y mettaient des conditions que la plupart de leurs contemporains admettaient comme légitimes et naturelles. Kaunitz, ne pouvant abattre l'obstacle, le tourna. Mais, avec sa circonspection ordinaire, il eut l'art d'attendre et laissa d'abord épuiser toutes les combinaisons imaginées par le conseil aulique de guerre. La première consistait à donner le commandement en chef au prince Wenzel de Liechtenstein, en lui adjoignant pour second Serbelloni. L'idée était au moins bizarre, elle fut traitée plus durement dans le public. « J'ai lu, écrivait à cette occasion le général comte « d'Ayasasa à Daun, j'ai lu en tremblant qu'à la campagne « prochaine, nous aurions pour chef le prince Wenzel de « Liechtenstein, avec Serbelloni en second, et ma peur a « redoublé pour un autre dont on parle aussi. » Cet autre était le prince Charles de Lorraine, que la vieille affection de Marie-Thérèse avait essayé de faire revenir sur l'eau. Il se trouvait alors à Vienne et prenait part aux délibérations du conseil aulique. En vain, pour le faire accepter, l'impératrice proposa-t-elle de donner à son beau-frère, Laudon ou Nadasdy comme conseils. La mauvaise impression ressentie par le public et par l'armée, au premier bruit de cette combinaison, ne lui permit pas de persévérer.

Force fut bien de se contenter du *statu quo*, c'est-à-dire de confier de nouveau le commandement de l'armée à Daun, qui, disons-le à sa louange, n'accepta qu'à son corps défendant et sous condition qu'on n'exigerait pas de lui de nouvelle conquête. Le plan de campagne qu'il soumit à l'impératrice n'était guère de nature à lui plaire et à répondre aux impérieuses nécessités du jour. Il proposait de concentrer, au mois d'avril, en Saxe, une armée principale chargée d'observer les mouvements de l'ennemi, d'envoyer dans le comté de Glatz, Laudon avec une vingtaine de mille hommes et de placer un corps d'environ 30,000 hommes près de Neustadt, avec mission de menacer Neisse et Cosel et de protéger la Bohême et la Moravie contre toute attaque.

Marie-Thérèse avait trop l'expérience de l'activité de Frédéric pour ne pas s'inquiéter du retard mis à concentrer l'armée de Saxe, et la possession de Glatz lui tenait trop au cœur pour qu'elle ne s'alarmât pas du petit nombre de forces employées à sa défense. Kaunitz profita de ces dispositions de la souveraine pour arriver à son but. Dans une séance du conseil aulique de guerre, tenue le 28 février et à laquelle assistaient avec lui l'empereur, l'impératrice, le prince Charles de Lorraine, le prince Wenzel de Liechtenstein, les comtes Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Batthiany et Neipperg, il fit décider l'augmentation considérable du corps d'armée de la Silésie et l'autorisation pour Laudon, de diriger ses opérations en toute liberté, tout en demeurant subordonné dans une certaine mesure, à Daun.

En sortant de la séance, Marie-Thérèse écrivit elle-même à Laudon, le billet suivant :

« Voici un extrait du procès-verbal de la conférence, relatif « aux futures opérations. Je n'ai rien à y ajouter pour le « moment, sinon que vous êtes bien subordonné dans les

« choses principales au feldmaréchal, mais sans obligation « toutefois de le consulter pour les bagatelles et d'attendre « son autorisation pour profiter de toute occasion de faire du « mal à l'ennemi ou de l'attaquer ; demeurez d'ailleurs en « bonne entente et harmonie avec lui. La correspondance « continuera comme l'année dernière, de même que je com- « muniquerai le surplus verbalement. Du reste, je compte sur « votre zèle pour le service et je vous recommande de me « conserver surtout votre propre personne. »

Comme à la demande expresse des Russes, c'était Laudon qui avait charge de mener la campagne avec eux, le rôle le plus important, au point de vue militaire, lui échéait naturellement et ainsi Kaunitz était arrivé à ses fins.

Mais l'alliance russe produirait-elle enfin des fruits et les armées de la czarine déploieraient-elles plus d'énergie et d'activité que dans les dernières campagnes ? Cette question était la grande préoccupation de la cour de Vienne. De St-Pétersbourg, où se débattait, sous le sceau du plus profond secret, le plan des opérations de la campagne, venaient de bonnes paroles, de belles promesses, mais point de faits. Esterhazy, désespéré, accusait Woronzoff de s'être laissé corrompre et de mettre secrètement obstacle aux préparatifs de la guerre. Quoi qu'il en soit, Buturlin, nommé général en chef, ne se déclara prêt qu'à la fin d'avril. D'après le plan arrêté à Saint-Pétersbourg, les cent mille soldats mis sur pied par la Russie devaient se partager en deux corps de force inégale. Le plus faible, comptant 30,000 hommes, pénétrerait en Poméranie et s'emparerait de Colberg, avec le concours de la flotte ; l'autre, de 70,000 hommes, avait pour point de concentration Posen et pour objectif la Silésie, où il se rencontrerait avec les 50,000 Autrichiens commandés par Laudon. Le gouvernement russe émettait, dans ces conditions, le désir que Daun,

pour favoriser l'action commune, opérât de manière à immobiliser le roi de Prusse en Saxe ou le suivît pied à pied.

La nouvelle de ces dispositions fut accueillie avec bonheur à Vienne, et l'on se hâta d'envoyer aux chefs des armées de Saxe et de Silésie, les ordres nécessaires pour la bonne issue des opérations convenues. Mais, deux jours après, on apprit avec stupeur que le roi, non moins bien instruit que l'impératrice, de ce qui se passait à St-Pétersbourg, s'était mis en marche pour la Silésie, avec des forces considérables prises à son armée de Saxe. Kaunitz se plaignit et recommanda au gouvernement russe plus de précautions pour sauvegarder le secret. Woronzoff affecta la plus grande surprise et promit tout ce qu'on voulut. Ignorait-il que, non seulement le général Tottleben, un des principaux seconds de Buturlin, entretenait une correspondance criminelle avec le roi de Prusse, mais que le grand-duc héritier lui-même trahissait sa patrie et donnait les informations les plus minutieuses à l'homme que les armées russes allaient combattre ? Il ne peut malheureusement exister aucun doute sur ce comble d'infamie, révélé plus tard à Kaunitz par le comte de Mercy, alors ambassadeur d'Autriche en Russie, dans une lettre du 3 mai 1762.

« Je ne puis manquer d'informer Votre Excellence que ces « jours derniers, l'empereur de Russie, causant du roi de « Prusse, raconta en plaisantant, devant plus de vingt per- « sonnes, que le roi était un grand sorcier, attendu qu'il avait « toujours eu, immédiatement et dans le plus grand détail, « connaissance de tous les projets d'opérations militaires « arrêtés entre notre Cour et celle de Russie. Tout en faisant « ce récit, le monarque se tourna, le sourire sur les lèvres, « vers Wolkow, secrétaire du conseil des ministres, qui se trou- « vait présent, et lui demanda si tout cela n'était pas exact. « A cette question, Wolkow baissa les yeux et rougit. Ce que

« voyant, l'empereur se mit à rire aux éclats, en disant que le « dit Wolkow n'avait plus besoin de dissimuler l'affaire, ni « raison d'avoir la moindre crainte, et qu'il pouvait au con- « traire confesser hardiment que les plans et projets d'opé- « rations étaient, après chaque séance de la conférence, com- « muniqués à lui l'empereur, alors grand-duc, qui, à son tour, « les envoyait immédiatement au roi de Prusse. »

Il se peut que Buturlin ne fut pas complice d'une pareille absence de sens moral. Peu importait d'ailleurs, car il connaissait trop bien les dispositions du futur héritier de la czarine mourante, pour ne pas éviter avec soin de se compromettre par un excès d'ardeur guerrière. Dès le mois d'avril, la Cour de Vienne, sur la seule nouvelle que Fermor accompagnait Buturlin, s'inquiétait grandement. Les rapports envoyés par le général major comte Caramelli, attaché militaire autrichien à l'armée russe, n'étaient pas de nature à la rassurer. Buturlin avançait avec une lenteur si désolante, qu'il ne put franchir l'Oder avant le 13 août. Laudon fit sa jonction avec lui le 19, à Hochkirch, près de Liegnitz.

Laudon déploya en vain toutes les ressources de son esprit pour déterminer Buturlin à attaquer le roi, qui, après s'être établi à Bunzelwitz, non loin de Schweidnitz, fortifiait ses positions avec une ardeur fébrile. Buturlin multiplia les prétextes d'inaction, jusqu'à ce que Frédéric eût rendu son camp inexpugnable, puis un beau jour, il déclara que la disette l'obligeait à repasser l'Oder et à aller chercher des vivres en arrière. Il leva son camp et partit, laissant à Laudon, en guise de consolation, un corps peu considérable, sous les ordres de Czernitscheff.

Inutile de peindre la douleur de Laudon devant ce lâche abandon. Ses ennemis triomphèrent, Lacy en tête, et ne manquèrent pas de lui reprocher d'avoir manqué d'audace,

en n'attaquant pas seul, à l'occasion, les troupes prussiennes et de s'être laissé berner par les Russes. A Vienne, l'impression fut mauvaise pour le feldzeugmestre et son protecteur. Kaunitz en ressentit le contre-coup. Le crédit de Daun semblait devoir se relever, car on calculait que, libre d'appeler à lui une grande partie de l'armée, devenue inutile, de son rival, il trouverait aisément moyen de frapper quelque grand coup en Saxe, où les forces prussiennes, commandées par le prince Henri, étaient fort inférieures à celles dont le maréchal pouvait disposer. On le lui fit entendre, mais il répondit nettement que tout ce qu'il pourrait faire, si on lui envoyait 45,000 hommes de l'armée de la Silésie, consisterait à prendre Freiberg et à occuper pendant l'hiver l'Erzgebirge, de manière à resserrer étroitement les quartiers de l'ennemi. Dans la prévision que cette réponse serait assez mal reçue, il offrit d'avance sa démission.

L'impératrice fut douloureusement affectée de l'attitude prise par Daun. Malgré toutes ses déceptions passées, elle n'avait pu s'empêcher de conserver l'espérance que, séduit par l'occasion d'une revanche éclatante, Daun se déciderait à tenter quelque opération importante. Elle refusa la démission du maréchal et, comme elle apprit que Frédéric, chassé par le manque de vivres, avait quitté son camp de Bunzelwitz, elle ordonna à Laudon de renvoyer par la Lusace à Daun, 29 bataillons d'infanterie et 98 escadrons de cavalerie.

A ce moment, Laudon venait de partager son armée en trois détachements. Le premier, presqu'entièrement composé de cavalerie légère, sous les ordres du général Ujhazy, suivait et observait la marche du roi. Le second, commandé par le comte Draskowich, gagnait la Haute-Silésie, pour couvrir la Moravie. Quant à lui, il établit son quartier d'hiver général à Frankenstein et laissa ostensiblement bon nombre de régi-

ments au camp de Kunersdorf, afin de ne pas éveiller d'inquiétudes dans l'esprit de Frédéric.

Le départ du roi lui avait inspiré un trait d'audace dont l'exécution ne demandait pas moins de circonspection que d'énergie. Avant d'en dire un mot à qui que ce fût, il prit sous main les plus minutieux renseignements. Il savait d'ancienne date que les fortifications de Schweidnitz étaient très défectueuses, il apprit qu'elles étaient de plus mal entretenues, qu'il n'y avait ni fascines, ni palissades qui valussent quelque chose et que la garnison, réduite à 4,000 hommes, se gardait peu, ce que démontrait à l'évidence le nombre de ses déserteurs. Sa résolution arrêtée, il l'annonça par lettre confidentielle à l'empereur et à Daun. « Je ne puis rien garantir, leur « écrivit-il, mais j'ai bon espoir tout au moins, de pétrifier le « roi. » Puis il s'ouvrit à Czernitscheff, qui applaudit à l'entreprise et mit le corps d'armée russe à sa disposition. Laudon n'accepta que 800 grenadiers et fixa l'heure du coup de main à 2 h. de la nuit du 30 septembre au 1er octobre.

Le 30 septembre, vers 10 h. du matin, il lança toute la cavalerie, hussards, dragons et cosaques, aux fourrages dans les alentours de la ville, avec ordre de se concentrer insensiblement, à l'entrée de la nuit et de former rideau autour des fortifications. Il parcourut le camp, réunit les officiers, se mêla aux soldats, découvrant ses intentions dans un langage viril et entraînant : il excita leur enthousiasme. Il leur défendit expressément le pillage et leur promit en revanche de leur distribuer cent mille florins après la prise de la place. La tradition veut qu'à ce moment, les grenadiers wallons, l'élite de ses troupes, lui aient crié : « Père Laudon ! conviez-nous à l'honneur et à la victoire! Nous n'avons que faire d'argent ! » manifestation qui arracha des larmes au vaillant général.

Les princes Charles deLiechtensteim et Kinsky avaient, par

ordre de Laudon, fait préparer des centaines d'échelles. La nuit venue, le corps d'attaque, composé de seize bataillons, divisés en quatre colonnes, prit en silence les postes qui lui avaient été assignés. Une réserve de quatre bataillons et de seize escadrons, sous les ordres de Charles de Liechtenstein et de Kinsky, eut pour mission de les soutenir.

A l'heure convenue, Laudon, qui s'était placé près de Schoen-Brunn, donna le signal de l'assaut. Les quatre colonnes se jetèrent immédiatement, le fusil au dos, le sabre à la main sur les points qui leur faisaient face, tandis que les Croates et la cavalerie, dirigés par les généraux Jahnus et Amadei, effectuaient une fausse attaque sur un cinquième point pour diviser l'attention des Prussiens.

La garnison, bien que surprise, se défendit vaillamment. Le régiment de Laudon, commandé par le général Wallis, fut repoussé deux fois avec des pertes sanglantes par le régiment de Treskow. Wallis le ramena une troisième fois à l'assaut : « Enfants, s'écria-t-il, nous portons le nom de notre général. Montrons que nous en sommes dignes. C'est ici qu'il faut vaincre ou mourir ! » Les officiers posèrent les échelles, Wallis monta le premier et ses soldats, enflammés, le suivirent à l'envi. Un quart d'heure après, le fort du pilori était entre leurs mains.

Aux clameurs de triomphe des soldats de Laudon, un artificier prussien, intrépidement resté à son poste, la mèche à la main, répliqua par un mot : « Attendez, vous n'êtes pas encore dans la place, et il jeta sa mèche dans le magasin aux poudres. » L'explosion fut terrible. 300 Autrichiens sautèrent en l'air, mais derrière eux accouraient déjà les troupes de réserve, et l'héroïque sacrifice du brave artificier demeura inutile.

La lutte dura près de quatre heures et presque tout entière à l'arme blanche, sabre ou baïonnette. L'acharnement fut

extrême des deux côtés. Partout et même au fort de l'Eau, qui ne devait être attaqué par Jahnus que pour la forme, les Autrichiens demeurèrent vainqueurs. A six heures, le général Zastrow, commandant de la forteresse, entouré de toutes parts et menacé par ses propres canons tournés contre lui, se vit obligé de se rendre à discrétion. Aussitôt Laudon fit entrer dans la ville quatre escadrons de cuirassiers pour y tenir l'ordre et empêcher le pillage. La précaution était urgente, car un grand nombre de soldats ne résistèrent pas à l'attrait du butin, mais le désordre eut sa répression immédiate. Un régiment, celui de Kolowrath, eut la gloire de ne pas compter un seul de ses soldats parmi les pillards. Il donna l'exemple de la discipline comme il avait donné l'exemple de la bravoure. Les grenadiers russes ne se distinguèrent pas moins ; les fortifications prises, ils reformèrent leurs rangs et se mirent en bataille sans qu'un seul non blessé fît défaut.

Le soir même, Laudon ordonna une distribution de treize thalers par homme. Plus tard, l'impératrice accorda solennellement une récompense particulière au régiment de Kolowrath. La perte des Autrichiens se monta à 500 morts environ et 1079 blessés. Celle des Prussiens fut moindre, mais Zastrow, 114 officiers et 3,800 soldats devinrent prisonniers de guerre.

S'il faut en croire les récits contemporains, l'empereur, à la prière de Laudon, avait caché à l'impératrice, le secret dont il était dépositaire. Or ce secret lui pesait et, pendant les journées du 1^er^ et du 2 octobre, son esprit, beaucoup plus en Silésie qu'à Vienne, était en proie à de continuelles distractions. Dans la soirée du 2, l'empereur, assis à une table de jeu avec Marie-Thérèse et Kaunitz, commit tant de fautes que celle-ci commençait à s'en inquiéter, lorsque tout à coup l'on entendit au loin le cor des postillons sonnant la victoire.

François se leva aussitôt rayonnant et annonça à son auguste compagne la prise de Schweidnitz. La joie fut d'autant plus grande au palais et dans la capitale, qu'on s'attendait moins que jamais à semblable nouvelle.

Ce fut un déserteur qui le premier annonça au camp royal de Munsterberg, la chute de Schweidnitz. Personne n'y voulut croire. Bientôt la nouvelle se confirma, mais cette fois nul n'osa se charger d'en faire part au roi. Enfin un officier d'ordonnance s'y risqua. En le voyant entrer, Frédéric lui demanda brusquement: « Qu'y a-t-il? — Les Autrichiens ont pris Schweidnitz, répondit l'officier. — Ce n'est pas vrai ! cria le roi. — Sire, reprit le messager de malheur, les Autrichiens ont réellement pris Schweidnitz. » Le roi s'emporta : « Ce n'est pas vrai ! te dis-je, fit-il furieux, va-t'en au diable ! »

Mais le 5 octobre arriva le rapport du commandant de la place. Il fallut bien que Frédéric se rendît à l'évidence. Écrivant au général Zastrow, qui avait appuyé sur la vigueur de la défense, il lui répondit : « Je souhaite que vous soyez dans « le cas de me répéter le mot de François Ier de France, à sa « mère, après la bataille de Pavie: Tout est perdu, fors l'hon- « neur ! Je ne puis comprendre ce qui vous est arrivé et je « diffère mon jugement — le cas est exceptionnel. » Le général perdit son régiment et, lorsqu'au retour de sa captivité, il demanda une enquête, Frédéric répondit : « Je « trouve une enquête inutile, je n'accuse pas le général, mais « j'estime qu'après une pareille aventure il serait dangereux « de lui confier un poste ou une mission. »

Une légende s'est accréditée, aux termes de laquelle le fait d'armes de Laudon s'étant accompli sans autorisation préalable du conseil aulique de guerre, le vaillant capitaine aurait été l'objet d'une enquête sévère, puis d'une peine que

l'on n'énonce pas. Sur ce canevas, la crédulité populaire a créé toute une scène dramatique. L'empereur entre accidentellement dans le cabinet de travail de l'impératrice et la trouve prête à signer la condamnation de Laudon. Elle hésite, puis dit en soupirant: « J'en suis désolée pour Laudon, mais il est coupable et je ne puis le sauver! — Coupable de quoi? interrompt l'empereur. — Mais de l'affaire de Schweidnitz. — S'il en est ainsi, réplique l'empereur, c'est moi que Votre Majesté doit punir, car c'est avec mon assentiment préalable, par mon ordre et sous ma responsabilité que Laudon a agi. » Marie-Thérèse, frappée d'abord de stupeur, se remet, saisit vivement l'encrier et en verse le contenu sur le papier qu'elle vient de signer, afin de le mettre hors d'usage.

Si palpitante d'intérêt que puisse être l'historiette, la vérité nous oblige de constater qu'elle manque absolument de fondement. Loin d'avoir à se conformer aux ordres du conseil aulique, Laudon avait été formellement autorisé par l'impératrice à livrer des batailles ou à les éviter, selon ses convenances. On ne trouve trace de l'anecdote, ni dans la correspondance de l'empereur avec son frère, ni dans celle de Kaunitz avec Starhemberg, ni enfin dans celle de Daun et de Lacy. Tout au contraire, à la cour et à la ville, règne une joie sans réserve, tous les fronts rayonnent à l'exemple de Marie-Thérèse et de Kaunitz.

Écoutons l'empereur écrivant, dans son invraisemblable orthographe, le 3 octobre, à Charles de Lorraine :

« Vous et enpasien daprandre des nouvel : en voysi un « asse sengulier. Mr de laudon voyan le roy selouanie, ettan « marche jusque devere Misterberg, a eprouve sil ne pouret « pas avoyre Schouainitz pare escalade, et ille a pris les « schans du devan dabore et tou de suite on a couru a la

« ville et i a mis les echel et monte et au 3 heur et demi on « san et rendu mettre la nui du 1 octobre, ce qui paret encon- « preansible, ille hi avet dedan Mr le general Zastro et 5 ba- « talion fesan 3,000 hommes et cet pris noret cout que 300 « hommes o plus, si un magasen de poudre dans un des « redout navet sote qui an a tue osi près de 300 des note et « autan des prussien, ille ni a dofisie de marque tue que le « mayore du regiman du duque d'Aranbere don je ne se plus « le non.

« Voyla un eveneman bien singulie et qui je croua ne « plera gere au roy lorsquil laprandra, que 2 marche de « luy on pran un peu plus com cella descallade, cettes le « general Sastro qui commentet pour les Prussiens dedan. Je « croua que vous trouvere que cet un bel fines pour mon « jour et je ne le tan de vous dir de plus detalieu pour ne pas « arette le courie... »

La correspondance d'Ayasasa ne contient pas un mot effleurant, même de loin, une question d'enquête ou de poursuite contre Laudon. Elle constate seulement une sorte de conflit entre l'impératrice, qui veut augmenter les forces de Daun aux dépens de l'armée de Silésie, et de Kaunitz qui, « relevé » par le miracle de Schweidnitz, s'entête à conserver intactes celles de Laudon.

Loin d'encourir des reproches, Laudon reçut de magnifiques récompenses. Le conseil de l'ordre de Marie-Thérèse lui conféra le titre de grand-croix, et l'impératrice lui donna la plaque en brillants (évaluée à 6,000 ducats) du prince Charles de Lorraine, qui, nommé grand-maître de l'ordre Teutonique, ne pouvait plus porter d'autres décorations. Six semaines plus tard, Marie-Thérèse l'honora du don de son portrait entouré de diamants, avec l'autorisation de s'en parer publiquement. Elle ne fut pas moins généreuse en récom-

penses de toute espèce pour les troupes qui avaient pris part à la sanglante escalade de Schweidnitz et fit distribuer une forte somme d'argent aux soldats qui « fidèles à leurs promesses » avaient refusé de se mêler aux pillards.

Un instant encore, l'impératrice revint à l'espérance de voir Daun, renforcé par une partie de l'armée de Laudon, user de la supériorité de ses forces pour expulser entièrement le prince Henri de la Saxe. Mais Daun, aussi fertile en objections qu'avare de décision, déclara l'entreprise impossible. L'unique avantage qu'il sût assurer consista dans l'établissement de toutes les forces autrichiennes, y compris le corps de Czernitscheff, sur le territoire prussien, pendant la saison d'hiver. Il n'était pas à dédaigner, car c'était la première fois, depuis le commencement de la guerre, que le fait se produisait.

Le 16 novembre, Colberg, assiégé depuis plusieurs mois par les Russes, se rendit à eux et la chute de cette ville leur livra une grande partie de la Poméranie.

Le rôle des Suédois dans cette campagne, fut aussi nul que les années précédentes. Quant aux Français, entrés en Allemagne au nombre de plus de cent mille hommes parfaitement équipés, sous les ordres des maréchaux de Broglie et de Soubise, les succès qu'ils obtinrent dans des actions isolées, demeurèrent sans résultats, et le 10 octobre, l'empereur désolé, écrivant à son frère, indiquait la cause de cette situation : « Pour des frances, en vérité, ce qu'il fon et tout pitou-« aible et ille son heu même leur plus grands enemi et feron « je crin perdre l'arme pare tout les detacheman qu'il fon de « tout cotte. »

Avant de quitter son armée, Laudon prit ses mesures pour faire remettre en bon ordre les fortifications de Schweidnitz et il confia la direction des travaux au comte de Gribeauval,

ingénieur français de grand mérite entré au service impérial avec le grade de général.

Le 2 janvier 1762, il rentra à Vienne. La population lui fit un accueil triomphal, et la cour le reçut avec toutes les marques imaginables de distinction. La czarine Elisabeth lui offrit le grade de maréchal, s'il voulait entrer à son service. Mais Laudon refusa. Il se souvint qu'autrefois, repoussé et méconnu de tous, il avait trouvé au seul pays d'Autriche, hospitalité amicale et bienveillante. Lié par la reconnaissance avec sa nouvelle patrie, il demeura sourd aux propositions les plus séduisantes.

Il ramenait avec lui un de ses généraux, dont l'histoire est un curieux monument du caractère anglais.

Lord Caldwall, né en Écosse, était, dès l'âge de 25 ans, chevalier de la Jarretière, lieutenant-général, colonel d'un régiment de cavalerie et membre du conseil privé. Possesseur d'une fortune royale, il avait l'art de s'en faire honneur et jouissait d'une considération largement méritée.

Un beau jour il s'avisa, dans un accès d'humilité quelque peu surhumaine, de réfléchir sur le prodigieux bonheur de sa destinée, et, après un sérieux examen de conscience, se décida à vérifier s'il était bon ou non à quelque chose et capable de se créer lui-même une carrière.

Il avait de grandes propriétés en Amérique. Il en prit prétexte pour obtenir du roi, la permission d'aller les visiter et par conséquent de s'éloigner pour quelque temps du royaume, mit ses affaires en ordre et partit pour Vienne, muni d'un millier d'écus.

Il savait que le feld-maréchal, comte de Browne, descendait d'une famille irlandaise. Il se fit présenter à lui. « Monseigneur, « lui dit-il, je suis écossais et je suis venu ici avec l'intention « de verser mon sang pour l'auguste princesse Marie-Thérèse,

« comme aussi de faire mon apprentissage militaire sous les « ordres d'un général tel que Votre Excellence. — Bien, mon « fils, répondit Browne, as-tu quelque fortune ? — Non, « Excellence, mais je sais m'en passer et je ferai ce que je « pourrai pour en mériter une. — Bien parlé ! tu seras dans « mon régiment, tu seras caporal. — J'aimerais mieux ap- « prendre à obéir qu'à commander. » Le maréchal le regarda quelques instants avec admiration. « Vivent mes compa- « triotes, s'écria-t-il, il sera fait comme tu le désires. Jeune « homme, agis comme tu penses, et je ferai ta fortune. Et « comment te nommes-tu? — Levingthon. »

Caldwall débuta donc comme simple soldat. Sa conduite fut sans reproche, sa bravoure à la fois pleine d'intelligence et de prudence. Il sut se faire aimer de ses camarades. Ses connaissances donnèrent à ses faits d'armes un lustre particulier. Il parcourut rapidement les divers grades. Au bout de quelques années, il fut appelé au commandement d'un régiment, à la tête duquel il combattit si brillamment dans une occasion, qu'il fut compris dans la quatrième promotion de l'ordre de Marie-Thérèse le 9 janvier 1759.

La question qu'il s'était posée était résolue. Il jugea inutile de garder plus longtemps le voile sous lequel il s'était caché et se découvrit au fils de son ancien protecteur, le feldmaréchal lieutenant comte Philippe de Browne. Celui-ci le présenta à Marie-Thérèse, qui lui fit l'accueil le plus flatteur. Caldwall devint le héros du jour tant à la cour qu'à la ville et à l'armée. Il continua à servir sous les drapeaux autrichiens et ne retourna en Angleterre qu'après la conclusion de la paix.

Près du noble lord avait aussi servi, dans des conditions bien différentes, un autre Anglais, né en 1729, dans le pays de Galles et nommé Henri Lloyd. Sans fortune, il avait com-

mencé fort jeune, à porter le mousquet. Mais comme il se trouva dans l'impossibilité d'acheter une place d'officier, il quitta l'uniforme pour se faire précepteur. Les hasards de l'existence le conduisirent en Autriche, et ses rares connaissances tactiques ayant attiré l'attention d'hommes de guerre, il devint aide-de-camp du général comte Lacy. Il fit la guerre de Sept Ans dans ce poste et atteignit le grade de lieutenant-colonel.

Lloyd était le bras droit de Lacy, mais la brutale franchise de son langage lui attira la haine de presque tout le corps des officiers. Les inimitiés qu'il se créa, grâce à l'acuité de sa langue, contrarièrent son avancement et l'obligèrent finalement à quitter le service autrichien. Un exemple suffira pour faire apprécier ce que sa situation vis-à-vis des autres officiers avait d'intolérable. Un grand nombre de ces derniers étaient au rapport chez Lacy. On vint à parler de Lloyd. « Il faut convenir, dit le général, que Lloyd est un brave et habile homme de guerre. — Hum ! c'est possible, répliqua l'un des assistants, mais,...—Que voulez-vous dire avec votre « mais » ? demanda Lacy. — Qu'il a la langue trop longue. — Lorsqu'il parle, insista Lacy, il a toujours raison. — Soit ! continua l'interlocuteur du général, du moins devrait-il s'abstenir de parler mal de Votre Excellence ! — De moi ? s'écria Lacy, que peut-il donc avoir dit ? — Il nous répugne de le répéter. — Non ! non ! répétez, quoi qu'il ait pu dire, je ne m'en offenserai pas ! — Eh bien ! puisque Votre Excellence m'y autorise, il a osé dire qu'à Lobositz, Votre Excellence avait presque..... dans ses culottes, de peur. — Comment ! Lloyd a dit cela ? — En vérité, dirent en chœur les assistants, il l'a dit ! » Lacy, devenu rêveur, fit plusieurs fois le tour de l'appartement en silence. Puis s'arrêtant brusquement, devant les officiers, leur dit avec le plus grand calme : « Oui, messieurs, je

le dis, je le crois, je vous le répète, si Lloyd l'a dit, c'est que ce doit être vrai ! »

La raideur de caractère de Lloyd ne s'étendait cependant pas fort loin, car en quittant le service autrichien, il adopta celui du roi de Prusse, qui l'envoya au duc de Brunswick avec l'emploi d'adjudant-général. La guerre terminée, il pendit son épée au râtelier et s'occupa de missions diplomatiques. Il prit une grande part aux négociations du mariage du roi Georges III avec la princesse Sophie-Charlotte de Mecklembourg et reçut, en récompense, une large pension annuelle. En 1769, il alla à St-Pétersbourg, obtint un commandement dans l'armée russe lors de la guerre contre les Turcs, mais fut obligé de le quitter précipitamment parce qu'on vit en lui un espion anglais. Il parcourut alors l'Europe et rentré en Angleterre, s'occupa de la rédaction de ses mémoires que le ministère anglais lui acheta à gros deniers. Peu après il quitta de nouveau l'Angleterre et acheva tranquillement sa carrière dans une propriété qu'il possédait aux environs de Huy. C'est là qu'il mourut le 19 juin 1783.

A sa mort, un commissaire anglais fit mettre les scellés sur ses papiers, parmi lesquels se trouva un plan complet de débarquement de troupes étrangères en Angleterre. Ce travail a été publié plus tard. Il a paru également de lui, en 1784, à Londres, un livre intitulé : *Introduction à la guerre de Sept Ans* ou mémoires politiques et militaires du général Lloyd. La bibliothèque du consistoire de Bordeaux possède un exemplaire très richement relié de cet ouvrage. C'est un cadeau offert par le général Bertrand, à l'ancienne capitale de l'Aquitaine, cadeau d'autant plus précieux que ce livre a fait partie de la collection privée de Napoléon Ier, à Ste-Hélène, et contient un grand nombre de notes marginales de la main du grand empereur.

CHAPITRE VINGT-ET-UNIÈME.

SOMMAIRE : Lassitude générale de la guerre. — Détresse financière de l'Autriche. — Économies forcées sur les dépenses militaires. — Une lettre de Lacy. — Mort de la czarine Élisabeth. — Manifeste de Pierre III. — Traité entre la Russie et la Prusse. — Impressions douloureuses de Marie-Thérèse. — Désarroi du conseil aulique de guerre. — Laudon refuse le commandement en chef de l'armée qui est donné à Daun. — Défaite de l'armée des Cercles sous les ordres de Serbelloni. — Czernitscheff reçoit l'ordre de se joindre à l'armée de Frédéric. — Obstination de Daun. — Sa défaite à Burkersdorf. — Siège de Schweidnitz par le roi de Prusse. — Chute et mort de Pierre III. — Trahison de Czernitscheff. — Avances de la czarine Catherine à Marie-Thérèse. — Vaillante défense de Schweidnitz. — La place se rend à discrétion. — Brillantes récompenses à la garnison. — Serbelloni est remplacé à l'armée des Cercles par Hadik. — Dévastations prussiennes dans la Franconie. — Négociations actives de paix. — Traité de Hubertsbourg.

L'ANNÉE 1761 s'était écoulée sans qu'aucune tentative sérieuse de réaliser le projet de réunion d'un congrès à Augsbourg eût été faite. Chacun des belligérants semble avoir craint de faire le premier pas, et le duc de Choiseul, qui était le plus pressé de mettre un terme à la guerre, ne s'occupa guères que d'engager avec le gouvernement anglais des négociations de traité particulier qui n'aboutirent pas. Au fond, les classes dirigeantes de la France, gangrenées par les doctrines dites philosophiques, étaient beaucoup plus sympathiques à Frédéric II, le protecteur et l'ami de Voltaire, qu'à Marie-Thérèse, et, pour les masses, l'Autriche n'avait pas cessé d'être ce que la France était pour la plupart des sujets autrichiens, « l'ennemi héréditaire ». Il est essentiel de ne pas

perdre de vue cette situation pour s'expliquer le peu de résultats de l'intervention française en Allemagne, et le funeste décousu des opérations de guerre, toujours menées par les alliés en partie double ou triple, chacun d'eux agissant à part et dans son propre intérêt. L'illusion du recouvrement de la Silésie dominait encore Marie-Thérèse, au point de fortifier en elle le vain espoir d'obtenir, dans une dernière campagne, un succès de nature à lui procurer l'argument de possession réelle, si utile et si fort en tout préliminaire de paix. Kaunitz paraît avoir envisagé les choses avec plus de calme. « Nos « ressources, écrivait-il le 31 octobre 1761 à Starhemberg, « sont tout à fait hors de proportions avec les effroyables « dépenses que nous impose la guerre. Jusqu'ici les opérations « militaires n'ont pas répondu à nos espérances légitimes, les « vices qui se sont révélés dans l'armée russe offrent peu « d'apparence d'amélioration prochaine et l'attitude, jusqu'ici « pacifique de la Porte, pourrait bien se modifier. Ce qu'il y a « de plus inquiétant, c'est la santé de la czarine, et si cette « princesse venait à mourir pendant la guerre, il pourrait se « produire des changements extraordinaires. » Comme conclusion, Kaunitz exhortait l'ambassadeur autrichien à presser, avec tact et prudence, Choiseul de réunir le congrès.

Kaunitz était dans le vrai. Les États autrichiens, la Hongrie exceptée, étaient littéralement écrasés d'impôts, le crédit de l'État anéanti. Depuis 1758, les financiers de Marie-Thérèse avaient épuisé toutes les combinaisons possibles à cette époque, d'impôts, de capitations, de contributions de guerre, d'emprunts et d'opérations de crédit. Réduits à ne plus pouvoir rien tirer des provinces, ils ouvrirent toutes les veines des habitants de Vienne, pour en faire sortir, au profit du Trésor, le peu de sang qu'elles pouvaient encore donner. Taxes de propriétaires, de rentiers, taxes de loyers, loyers de domestiques ou

d'ouvriers, taxes de revenus, taxes de capitaux, taxes de ménages, d'enfants, de célibataires, de chevaux, etc., etc., frappaient si bien presqu'à la fois, tous les habitants de Vienne, que l'homme du peuple lui-même eut à payer, comme tel, un demi-florin par tête.

Quand on eut tari la dernière source de recettes possibles, force fut bien de revenir à la diminution des dépenses. On sabra dans toutes les catégories de fonctionnaires des diverses administrations et l'équilibre n'étant pas encore rétabli, Kaunitz, poussé par Sinzendorff, président de la commission des Finances, se hasarda à proposer le remède désespéré d'une réduction de l'armée. On toucha peu ou point à l'état-major, mais on diminua chaque régiment de deux compagnies, en mettant en demi-solde les officiers sans emploi.

L'empereur s'opposa vivement à cette réforme. Il demeura seul de son opinion. Daun lui-même, Daun qui ne se trouvait jamais assez fort pour attaquer un ennemi plus faible que lui, Daun vota la réduction. « Je suis fort affligé de tout ceci, écrivit François à son frère, à cause des conséquences immenses. » Son fils Joseph, alors âgé de vingt ans, émit les mêmes inquiétudes dans un mémoire à sa mère, le premier que l'on possède de lui. Lorsque la nouvelle de la décision impériale parvint aux armées de Saxe et de Silésie, elle y suscita une grande agitation, bientôt traduite en récriminations amères, en sinistres prédictions. Dans une lettre adressée au baron Koch, secrétaire intime de Marie-Thérèse, Lacy exposa, en termes empreints du sentimentalisme théâtral de l'époque, les inévitables et funestes conséquences de la mesure. A l'entendre, l'impératrice eût dû faire connaître franchement ses embarras financiers à ses armées, pas un soldat n'eût hésité à se déclarer prêt à continuer de servir avec réduction de moitié de la solde, les riches même, sans

solde aucune. « C'est ainsi, disait-il en terminant, que j'ose « me persuader que notre auguste souveraine aurait trouvé « dans le cœur de son militaire les trésors que les vastes « membres de l'État se jugent dans l'impuissance de conti- « nuer à lui fournir. »

On ne pouvait sans doute, parler avec plus d'éloquence. Toutefois la lettre du vaillant feldzeugmestre, communiquée au conseil aulique de guerre, ne paraît pas avoir exercé grande influence sur ses membres. Peut-être se souvenaient-ils trop bien des demandes d'avancement ou de supplément de solde qui, depuis six ans, n'avaient cessé d'affluer de l'armée. Quoi qu'il en soit, l'implacable nécessité parlait plus haut que Lacy ; si vides étaient les caisses publiques que, malgré la diminution des troupes, il ne fut pas possible de payer la solde des officiers autrement qu'avec du papier d'État, perdant plus de 20 % de sa valeur à l'escompte.

A la vérité, la situation de Frédéric était encore plus fâcheuse que celle de l'impératrice. L'argent, les hommes, les alliés, tout lui manquait à la fois et, ainsi qu'il l'écrivait lui-même, le seul doute qui lui restât ne portait pas sur sa chute, devenue inévitable, mais sur le point de savoir comment il tomberait ou de quelle maladie il périrait. Il ne s'était pas fait d'illusions sur la portée des changements survenus en Angleterre. La réduction de l'armée autrichienne servit de premier soulagement à ses lugubres soucis, car les congédiés accoururent en foule, officiers et soldats, sous ses drapeaux, puis l'année 1762 le salua, dès son début, par la nouvelle la plus heureuse qui pût lui arriver. Le 5 janvier, la czarine Elisabeth, son implacable ennemie, mourut, laissant sa succession à un prince dont le culte extravagant pour le roi de Prusse frisait l'idolâtrie. Les conséquences de ce grave événement ne tardèrent pas à se manifester. Le 23 février,

Pierre III, le nouveau czar, fit signifier aux ambassadeurs des puissances alliées que, regardant comme son premier devoir de veiller au bien-être de ses sujets, il ne souhaitait rien tant que de leur procurer les bénédictions de la paix et d'y faire participer l'Europe entière. Il déclarait de plus, qu'il renonçait à toutes les conquêtes faites par la Russie pendant la guerre, dans l'espoir que ses alliés suivraient son exemple et préféreraient le retour de la tranquillité générale aux avantages qu'ils avaient recueillis de la guerre.

Peu après, Pierre, charmé d'avoir reçu de Frédéric le grade de lieutenant-général prussien et l'ordre de l'Aigle Noir, fit publier qu'il n'entendait plus recevoir de subsides de l'Autriche et annonça son intention de rappeler de Silésie le corps d'armée russe de Czernitscheff. Dès l'avènement de Pierre, la prévision de ce rappel et des circonstances dans lesquelles il s'opérait, avait été l'objet des sollicitudes du gouvernement autrichien. Un moment il fut question de traiter le corps de Czernitscheff en ennemi et de le désarmer. Heureusement les conseils de prudence prévalurent, et l'on se borna à recommander au comte d'Argenteau, commandant par intérim l'armée de Silésie, la plus grande vigilance ; en même temps l'on tira de l'armée de Saxe des troupes suffisantes pour combler le vide à prévoir par suite de la retraite des Russes.

Le 16 mars, un armistice entre la Russie et la Prusse fut signé à Stargard; huit jours plus tard le corps de Czernitscheff reçut l'ordre de quitter la Silésie et de se retirer dans le duché de Prusse encore occupé par les Russes.

En se séparant des troupes autrichiennes, Czernitscheff et ses officiers n'épargnèrent vis-à-vis de leurs anciens alliés, aucun genre de démonstration de leur regret de partir, et la retraite se fit dans le meilleur ordre.

Sans égards pour les efforts réunis de la France et de l'Au-

triche, Pierre III poursuivit sans hésiter la voie qu'il s'était tracée. Le 5 mai 1762, il signa avec Frédéric un traité de paix par lequel il s'engagea à restituer au roi, dans les deux mois, toutes les villes et terres prussiennes occupées par ses troupes et lui garantit la possession de la Silésie, sous condition qu'à son tour, Frédéric lui assurerait celle du Schleswig. Pierre ne voulut pas promettre encore à son royal ami le concours de son armée, mais il lui laissa entrevoir l'éventualité quasi certaine d'une alliance. Quelques semaines après, Frédéric fit également la paix avec la Suède.

Heureusement pour Marie-Thérèse, Georges III d'Angleterre avait des raisons beaucoup plus sérieuses que Pierre III, de vouloir la paix et possédait les moyens d'y contraindre la Prusse. Il commença par s'assurer des dispositions de la France, de l'Autriche et de l'Espagne, sans se laisser arrêter par les opérations de guerre déjà commencées. Ces premières négociations marchèrent rapidement. Le 22 mars, l'impératrice, écrivant à Starhemberg, lui disait : « Puisqu'il y a urgence, « nous voulons bien vous faire connaître notre ultimatum: « nous évacuerons Schweidnitz et toute la Silésie et, de toutes « nos conquêtes, nous ne conserverons que le comté de Glatz; « d'autre part, nous entendons insister pour que les margra- « viats d'Anspach et de Bayreuth soient constitués en héri- « tages de secundo-géniture de la Maison de Brandebourg, « sans pouvoir jamais retourner à la branche royale. »

On peut juger par ces douloureux aveux de l'impératrice, de l'ébranlement profond apporté dans l'esprit de cette princesse, par les diverses péripéties de cette longue guerre, commencée, entretenue, prolongée, au prix d'effroyables sacrifices d'hommes, d'argent, de ruines, de souffrances sans nom des populations, à peine adoucies par de fugitifs et décevants triomphes, pour aboutir à l'impuissance et à la nécessité de

s'incliner devant l'axiome éminemment prussien : « La force prime le droit. »

Rien de plus poignant pour le spolié que de se sentir condamné à lutter contre le spoliateur victorieux, avec la vue claire de l'insuffisance de ses forces, et partant, avec la certitude de succomber. Peu de caractères ont la trempe nécessaire pour accepter généreusement cette situation de la lutte forcée et sans espoir, contre l'iniquité brutale triomphante. Aussi les premiers mois de l'année 1762 furent une époque de troubles, de confusion et de désarroi à la cour de Vienne.

Au conseil des ministres, comme au conseil aulique de guerre, les divergences de vues s'accusaient avec violence, aigries par des reproches mutuels, ainsi qu'il arrive partout où quelque porte s'ouvre aux : « Je vous l'avais bien dit. » Des gros mots s'échangèrent, sans égards à la présence des souverains scandalisés.

La question du commandement des armées revint naturellement sur le tapis et fut discutée avec passion. Au début elle parut être résolue contre Daun, qui fut nommé président du conseil aulique de guerre à la place du vieux maréchal de Harrach. Laudon reçut peu après le commandement de l'armée de Silésie. Mais lorsque se débattit le plan de campagne, Laudon et Daun se trouvèrent, comme on devait s'y attendre, d'avis différents, le premier poussant à une action énergiquement offensive, le second prêchant la prudence et proposant de garder une attitude purement défensive, de manière à laisser se fondre d'elles-mêmes les troupes du roi, selon lui, déjà fort délabrées et entamées. Devant les hésitations prolongées de l'impératrice en proie à une pénible crise morale, Laudon eut la sagesse de s'incliner. Il supplia sa souveraine de mettre Daun à la tête de l'armée en faisant

remarquer que la direction de la campagne y gagnerait plus d'unité, grâce à la présidence du conseil aulique de guerre récemment donnée au maréchal « qui, ajoutait Laudon, « pourra d'un seul signe du doigt, faire avancer les affaires « de Votre Majesté bien plus avantageusement que je ne le « pourrais faire, en y employant toutes mes forces. »

Marie-Thérèse agréa la demande du feldzeugmestre, sous condition toutefois qu'il garderait le commandement en chef au moins jusqu'à l'arrivée de Daun.

La conduite de Laudon fait autant d'honneur à son caractère qu'à sa sagesse. Le conseil aulique, moins bien inspiré, commit la faute impardonnable de confier le commandement des forces autrichiennes en Saxe, à l'incapable Serbelloni, qui avait déjà celui de la lamentable armée des Cercles. Il lui adjoignit le feldzeugmestre prince Charles de Stolberg.

La mission de Serbelloni se bornait à défendre et conserver les positions occupées en Saxe par les alliés, contre les attaques éventuelles du prince Henri de Prusse. Celle de Daun, qui avait en face de lui le roi de Prusse à la tête de sa principale armée, consistait à couvrir Schweidnitz et à se maintenir en possession des montagnes de la Silésie.

Le 12 mai, l'aile gauche de Serbelloni, sous les ordres du général-major baron de Zedtwitz, fut surprise par les Prussiens, près de Doebeln et dispersée. Ce qui ne fut pas pris s'enfuit à Freiberg, où commandait le comte de Maquire. Ce général, craignant de voir couper ses communications avec Serbelloni, se retira sur Dippoldiswalde, suivi de près par le prince Henri.

Cet échec fit perdre la tête à Serbelloni qui, dans son trouble, se disposa à ramener toute son armée derrière l'Elbe. Daun put l'arrêter à temps et lui dépêcha, en manière de tuteur, le général-major baron de Jacquemin, officier d'expérience et de mérite.

Dans le conseil de guerre tenu à Dresde, le 19 mai, Serbelloni manifesta une si étrange pusillanimité que l'impératrice, instruite de l'incident, en fut outrée. Le général d'Ayasasa, qui la vit le 26 mai, la trouva nerveuse, irritée, désespérant de l'avenir au point qu'il se crut obligé de « l'encourager à « ne pas se lasser d'avoir en main les rênes du gouvernement, « qu'il y avait des remèdes à tout, etc. »

Malheureusement le but du prince Henri était atteint. Il avait séparé l'armée des Cercles des troupes autrichiennes et il la força de reculer jusqu'en Franconie. Serbelloni essaya de se réhabiliter par une attaque contre le prince Henri, qui s'était considérablement affaibli pour faire poursuivre Stolberg. Il fut honteusement repoussé et battu.

Plus les nouvelles de Saxe l'affligeaient, plus Marie-Thérèse recherchait de consolations dans l'espoir d'un succès de Daun, que rien ne pouvait plus empêcher de développer ses talents et ses qualités militaires. En Daun se concentraient toutes ses espérances et, un instant, la figure de Kaunitz elle-même, parut obscurcie par la faveur extraordinaire du maréchal. Le couple impérial semble avoir admis complètement les justifications qu'il avait eu l'occasion de présenter sur son inaction en Saxe, lors de la campagne précédente, il le combla de faveurs et lui donna entrée au conseil des ministres, avec le titre de ministre d'État.

Daun ne se pressa cependant pas de partir, mais avant d'arriver à son quartier général de Silésie, il visita les forteresses de Glatz et de Schweidnitz. Ses rapports à l'impératrice donnent lieu de constater que les ingénieurs de Frédéric étaient loin de valoir ses officiers de cavalerie ou d'infanterie et ne connaissaient que bien peu de chose en fait de fortifications. Par contre il ne sait dire assez de bien du zèle, de l'habileté et de la science du général de Gribeau-

val qui, aidé du comte de Gaisruck à Glatz, du comte Guasco à Schweidnitz, a pu, en un hiver, mettre ces deux places dans un état de défense complet.

Il éprouva moins de satisfaction en arrivant à son armée, qu'il trouva dans un état sanitaire des plus fâcheux. Dix mille hommes étaient malades et hors de service, plus de 3500 avaient péri pendant l'hiver. Il se hâta de la tirer des mauvaises conditions dans lesquelles elle était placée et prit position entre le Zoltenberg et le ruisseau de Schweidnitz, à deux lieues de cette ville.

Le 2 juin, le prince Galitzin présenta à Kaunitz une note déclarant que le czar, ayant fait inutilement des efforts pour amener la cour d'Autriche à s'accommoder avec le roi de Prusse et à lui restituer les deux provinces de Silésie et de Glatz, cédées à ce dernier par des traités solennels, se croyait obligé, en vertu de l'alliance défensive conclue entre la Russie et la Prusse, de venir à l'aide dudit roi avec un corps d'armée, et à mettre fin à la guerre si l'Autriche persistait à préférer l'effusion de sang à la paix.

A Vienne, cette communication était attendue depuis un mois et l'on savait que Czernitscheff avait reçu ordre de mettre à la disposition de Frédéric, les 25,000 hommes qu'il commandait. Daun, averti, avait déjà répondu, après avoir pris conseil de ses généraux les plus affidés, Laudon, Lacy, Hadik et O'Donnel, qu'il croyait les forces autrichiennes en Silésie et en Saxe suffisantes pour faire tête, les unes à 100,000 hommes, les autres à 60,000, que d'ici à longtemps le roi de Prusse ne disposerait de 160,000 hommes, les Russes compris.

Marie-Thérèse fit donc savoir, en termes mesurés, au czar Pierre, qu'elle était prête à conclure avec la Prusse, soit un armistice, soit une paix définitive, mais qu'elle devait néces-

sairement consulter ses alliés. Essayer de tirer les choses en longueur vis-à-vis de la Russie pour l'empêcher d'intervenir de toutes ses forces en faveur du roi, puis presser la France de profiter au plus vite des dispositions pacifiques du gouvernement pour amener une entente entre les parties belligérantes, telle fut la ligne de conduite suivie par Marie-Thérèse. Pour écarter d'avance les difficultés éventuelles, elle déclara qu'elle ne tenait pas à un congrès, qu'elle ne trouverait pas mauvais qu'on mît fin à la guerre au moyen de traités particuliers, que pour elle, elle se contenterait du comté de Glatz et demanderait aussi satisfaction pour la Saxe.

L'impératrice aurait vivement désiré que Daun eût concentré tous ses efforts pour sauver Schweidnitz. L'avis du maréchal et de son conseil était de mettre une garnison de 10,000 hommes à Schweidnitz, de poster un corps de 15,000 hommes entre Giersdorf et Steinkunzendorf, de renforcer l'armée de Silésie et de placer le reste des troupes disponibles dans une forte position sur la Wartha.

Il est évident que Marie-Thérèse n'attachait à la conservation de Schweidnitz qu'un intérêt politique, en vue des négociations probables de paix. En écrivant à Daun, elle critiqua son plan, fit valoir que Schweidnitz, au point de vue militaire, n'avait d'importance que pour Frédéric, que le point capital était donc de ne pas la lui laisser; qu'il serait infiniment plus sage de détruire la forteresse et de conserver, ne fût-ce que pour couvrir les pays héréditaires, les 10,000 hommes qu'on voulait y enfermer et qui couraient grand risque d'être perdus.

L'événement donna raison à l'impératrice. Mais Daun, alléguant l'impossibilité de détruire les fortifications de Schweidnitz en si peu de temps, persista dans ses idées. Il écrivit qu'il resterait dans sa position actuelle jusqu'à ce que

l'ennemi l'obligeât, pour couvrir ses communications et les frontières de la Bohême, ainsi que le comté de Glatz, de se rapprocher des montagnes. Il annonça de plus qu'il avait envoyé Hadik garder le poste important de Wartha, avec des forces imposantes et qu'il avait confié le commandement de la Haute Silésie au général Beck, fort de 16,000 hommes.

Peu de jours après, il fut informé que l'un de ses plus hardis généraux, Draskovich, ayant tenté un coup de main sur un gros détachement de hussards prussiens, avait été repoussé et fait prisonnier avec cinq autres officiers.

Ces débuts étaient de mauvais présage pour le résultat de l'action principale, qui allait s'entamer sérieusement, avec l'arrivée du corps de Czernitscheff. Frédéric, heureux du secours si opportun qui lui arrivait, combla les Russes de prévenances et de marques d'affection, mais il ne leur laissa pas long repos. Pour lui, comme pour Marie-Thérèse, Schweidnitz et le comté de Glatz étaient l'unique objectif de la campagne.

Il résolut de tourner le flanc gauche de Daun et de menacer la Bohême, de manière à le faire reculer suffisamment pour se donner la faculté d'assiéger lui-même Schweidnitz. Ce n'est peut-être pas sans raison qu'à Vienne de nombreuses voix s'élevèrent pour reprocher à Daun de n'avoir pas attaqué Frédéric avant l'arrivée des Russes. Le moment était venu pour lui de déployer ses rares talents de tacticien. Il se montra d'abord digne de sa renommée. Dans la nuit, il évacua son camp, se retira lentement sur Kunzendorf et couvrit de ses troupes les hauteurs entre Fribourg et Oberbögendorf. Frédéric le suivit et poussa jusqu'à Bunzelwitz. Il donna l'ordre au comte de Wied de marcher par Striegau et Hohenfriedberg sur Adelsbach et Liebersdorf, pour attaquer Daun par derrière. Wied exécuta ponctuellement ses instructions,

mais lorsqu'il voulut escalader les hauteurs d'Adelsbach, il les trouva occupées par le général Brentano. Trois fois il assaillit les Autrichiens avec vigueur, trois fois il fut repoussé, malgré la supériorité numérique de ses forces, avec une perte de 2,500 hommes.

Loin de renoncer à son projet, Frédéric s'y obstina. Il établit son camp à Reichenau, derrière l'armée autrichienne. Inquiet pour la Bohême, Daun se posta à Dittmansdorf et envoya Brentano à Friedland, pour se frayer la voie vers la forte position de Dittersbach. Wied lui barra la route avec des forces supérieures. Brentano le refoula de nouveau, mais ne put l'empêcher d'entrer en Bohême par Trautenau et Schatzlar. Les cosaques de Czernitscheff et les hussards de Wied rivalisèrent de furie et de cruauté dans leurs incursions contre les villes et villages sans défense. Daun ne se laissa pas éloigner de ses positions près de Schweidnitz. Frédéric se décida alors à l'attaquer de front et prit pour objectif les hauteurs de Burkersdorf, dont la conquête devait lui permettre de se placer entre les Autrichiens et Schweidnitz. Wied et son corps d'armée eurent encore la dangereuse mission d'opérer l'attaque.

Dans la nuit du 19 au 20 juillet, Wied marcha vers Ludwigsdorf et Leutmannsdorf, d'où l'aile droite autrichienne près de Burkersdorf pouvait être assaillie en dos. Le général Möllendorf eut ordre de soutenir Wied, et toutes les dispositions furent prises pour que l'armée entière lui vînt en aide, en cas de besoin.

Malgré toutes ses précautions, Daun se laissa tromper par les manœuvres du roi de Prusse. Toujours préoccupé de son aile gauche, et croyant la droite suffisamment protégée par les retranchements qu'il avait fait élever, il se contenta d'envoyer Brentano par Leutmannsdorf pour couvrir les der-

rières du camp autrichien, et concentra la plus grande partie de ses forces à son aile gauche, en apparence fortement menacée par le corps de Czernitscheff. Dans la soirée du 20 juillet, Brentano atteignit Michelsdorf, où, conformément aux ordres exprès de Daun, il fit reposer ses soldats fatigués. Deux bataillons seulement occupaient les retranchements de Burkersdorf, encore éloignés d'une lieue.

A la pointe du jour, Wied ouvrit un feu nourri sur les positions autrichiennes. A l'approche de Brentano, il ordonna l'assaut. Les hauteurs furent escaladées, les retranchements enlevés, Brentano rejeté sur Michelsdorf.

De son côté, Möllendorf, entendant la canonnade de Wied, commença à tirer aussi sur le front de la droite autrichienne. Mais peu content des résultats obtenus, il chercha à tourner l'ennemi, découvrit sur le flanc droit un chemin qu'on avait négligé de barrer, tomba à l'improviste sur les soldats de Brentano, les mit en désordre et acheva la conquête des hauteurs si vivement disputées.

La perte des combattants fut à peu près la même des deux côtés. Mais le succès de la journée était incontestablement pour les Prussiens. En effet, Daun se vit contraint de battre en retraite sur la Bohême. Le lendemain du combat de Burkersdorf, il transporta son quartier général à Obergiersdorf, impuissant désormais à empêcher Frédéric d'assiéger tout à son aise Schweidnitz.

Frédéric triomphait, et grande était sa joie. Or plus grande encore était, rencontre étrange, la joie qui, le même jour, 21 juillet, éclatait au palais impérial de Vienne. A minuit, Kaunitz, informé par l'ambassadeur de France, le comte du Chatelet, de la chute de Pierre III, écrivait en toute hâte à l'impératrice, le billet suivant : « Madame, j'ai à donner à Votre « Majesté la plus grande nouvelle qu'il soit possible d'ima-

« giner et, moyennant cela, je suis bien fâché qu'il soit déjà « minuit et qu'ainsi je ne puisse la lui faire parvenir qu'à son « réveil. L'empereur de Russie est détrôné, et l'impératrice a pris « la régence. Votre Majesté en verra tout ce qu'on en sait par « la copie ci-jointe de la lettre que M. le comte du Chatelet « vient de m'apporter. Elle est assez positive ; cependant « comme la nouvelle vient de la boutique de M. de Bruhl, je « pense qu'elle mérite confirmation et qu'il ne faut rien en « dire d'ici à quatre jours, temps auquel il peut nous venir « un courrier du comte Mercy. C'est un de ces grands événe- « ments dont nous en avons déjà vu plusieurs pendant le « cours de cette guerre ; comme le coup serait des plus heu- « reux, Dieu veuille que ce soit le dernier de la partie. Je « prends la liberté d'en féliciter très humblement Votre « Majesté et de me mettre à ses pieds, en attendant mon « retour de Trautmannsdorf, où je m'en vais demain matin, « à onze heures, en conséquence de la permission de Votre « Majesté et d'où je serai de retour au soir. »

Le 21 juillet 1762, signé : KAUNITZ-RITTBERG.

La grande nouvelle était exacte. Le 9 juillet, Pierre avait été détrôné, et Catherine proclamée impératrice de toutes les Russies. On se figure aisément la vive émotion de Marie-Thérèse à la lecture du billet de Kaunitz. Avec son caractère impressionnable, elle entrevit du coup des horizons d'alliance, de victoires, de paix et de restitution de la Silésie, qui ne tardèrent guère à s'évanouir. La première et plus cruelle déception vint de Daun, annonçant sa défaite à Burkersdorf, défaite, due à la trahison de Czernitscheff qui, bien qu'ayant reçu, dès le 19, l'ordre formel de se séparer immédiatement de l'armée prussienne, et au besoin, de se joindre aux Autrichiens, se laissa gagner par Frédéric et consentit à prendre place avec son corps d'armée dans l'ordre de bataille des

Prussiens, à Burkersdorf, sans brûler, il est vrai, une amorce, mais de manière à paralyser l'action d'une grande partie des forces autrichiennes.

Presqu'en même temps, une communication directe de Catherine à la cour de Vienne apprit à celle-ci que la nouvelle czarine, résolue à rétablir les rapports les plus étroits d'amitié avec l'Autriche, était décidée à employer tous ses efforts pour « procurer une paix générale en Europe et « intentionnée d'accomplir celle qui a été récemment conclue « avec Sa Majesté prussienne, aussi longtemps que le roi ne « lui donnera pas raison de la rompre. »

Si l'on considère toutefois, que l'affolement du czar Pierre pour Frédéric devait nécessairement l'amener, dans un court délai, à diriger toutes ses forces militaires contre l'Autriche et que ses diplomates travaillaient, non sans succès, à lui susciter de nouveaux ennemis, on comprendra aisément que la chute de ce prince offrait encore à Marie-Thérèse des sujets de satisfaction très suffisants, surtout si la conservation de Schweidnitz lui laissait l'espoir fondé de récupérer au moins quelques districts de cette Silésie qui lui tenait tant à cœur.

Malheureusement cet espoir s'affaiblissait chaque jour. Aussitôt après la retraite des Russes, commencée dès le lendemain de la bataille de Burkersdorf, Frédéric n'avait pas perdu un instant pour préparer le siège de Schweidnitz. Le 4 août, le général Tauenzien investit la ville avec vingt bataillons d'infanterie et autant d'escadrons. En même temps, Frédéric disposait le gros de son armée de manière à couvrir efficacement les travaux des assiégeants. De plus, il rappela de la Haute-Silésie, le corps du duc de Bevern et lui fit occuper, à son extrême gauche, les hauteurs de Mittelpeilau, au sud-est de Reichenbach.

Or, ces mêmes hauteurs étaient précisément le point de

départ des opérations à l'aide desquelles Daun comptait refouler les Prussiens, forcer Tauenzien à lever le siège et empêcher la jonction de Bevern avec l'armée royale. Toujours lent, il se laissa devancer. Contraint d'enlever de force les hauteurs dont, avec un peu plus d'activité, il aurait pu s'emparer sans peine, il les attaqua le 16 août, à 5 heures du soir. Le lieutenant-feldmaréchal de Beck, chargé du premier assaut, le mena si vigoureusement que les troupes de Bevern, culbutées sur tous les points, cédaient le terrain en désordre, quand Daun, subitement inquiété par une charge de cavalerie prussienne, qui fut cependant vaillamment repoussée, empêcha Beck de poursuivre ses avantages et donna l'ordre de la retraite.

Le lendemain, il écrivit à Marie-Thérèse qu'il fallait renoncer à toute espérance de sauver Schweidnitz, et retourna dans ses anciennes positions de manière à couvrir la Bohême et à garder un pied dans le comté de Glatz.

Le siège, mal conduit par les Prussiens, traîna en longueur. Résignée à la perte de la place, Marie-Thérèse l'était moins à celle de la nombreuse et vaillante garnison. Pour lui complaire, Daun autorisa le gouverneur comte de Guasco, à capituler, moyennant la libre sortie des défenseurs de la ville, dussent-ils jurer de ne porter les armes pendant toute une année.

Mais Frédéric, désormais assuré de la prise de Schweidnitz, repoussa toutes les propositions de Guasco et, dans un moment de colère, alla jusqu'à menacer de faire passer la garnison tout entière par les armes, si elle prolongeait la résistance. Cette menace, indigne de lui, exalta la courageuse obstination des défenseurs de la place.

En effet, peu de jours après la sommation prussienne, Laudon, qui commandait le corps d'armée autrichien le plus

rapproché de Schweidnitz, reçut un billet du comte Giannini, l'un des généraux adjoints à Guasco, lui demandant main forte pour l'aider à réaliser certain projet qu'il avait conçu de s'échapper de Schweidnitz, avec le gros de la garnison, dès que la place ne serait plus tenable. Laudon s'empressa de communiquer l'idée de Giannini à Daun, qui se montra tout disposé à y prêter les mains. D'autres projets, nés sans doute à Vienne de l'impression produite par la valeureuse défense de Schweidnitz, succédèrent au premier. Mais une série de pluies persistantes détruisit les chemins au point de les rendre absolument impraticables. Le 23 septembre, la place était tellement ruinée par les bombes prussiennes qu'on n'y pouvait plus guère tenir. Frédéric lui-même, si avare de louanges pour autrui, s'émerveillait de la ténacité des assiégés et proclamait Gribeauval, l'un des premiers ingénieurs de son temps. Parlant de ses propres troupes, il écrivait, le 26 septembre, au marquis d'Argens : « Il nous faut six semaines pour pren-« dre une place que nous avons perdue en deux heures. Cela « fait peu d'honneur à notre habileté et à notre courage. »

Le 8 octobre, Schweidnitz n'était plus guère qu'un monceau de ruines et la disette devenait extrême, quand une bombe mit le feu dans un magasin de poudre et fit sauter l'un des forts les plus importants de la ville. Guasco comprit que le douloureux moment de la capitulation était venu. Il rassembla ses principaux officiers pour leur exposer la situation. Giannini renouvela sa proposition de tenter une trouée à travers les lignes prussiennes, mais un seul officier, le major Glück, de l'artillerie, s'y rallia. Tous les autres déclarèrent que ce serait conduire inutilement à la boucherie des hommes dont la brillante et intrépide valeur méritait plus d'égard. Le 9, Guasco rendit la place, et la garnison, déclarée prisonnière de guerre, fut conduite dans l'intérieur du pays.

L'impératrice la combla de récompenses. Elle promut Guasco au grade de feldzeugmestre, Giannini et Gribeauval à celui de lieutenant-feldmaréchal, tous les trois reçurent la grand' croix de l'Ordre de Marie-Thérèse, dix-huit autres officiers, celle de chevalier. Elle prescrivit en outre, de payer aux capitaines et aux officiers supérieurs, six mois de solde, aux lieutenants et enseignes, les appointements de toute une année et aux simples soldats, un mois de paye.

« Ainsi finit, dit Frédéric, dans son histoire de la guerre de « Sept Ans, la campagne en Silésie, moins heureuse que nous « l'avions espéré au début, mieux que la révolution de palais « en Russie ne pouvait le faire prévoir. »

Elle se termina aussi bien peu de temps après en Saxe, où l'armée des Cercles, sous les ordres de Serbelloni, avait fait sa jonction avec les Autrichiens, près de Dresde. Le premier acte de Marie-Thérèse, après ce mouvement de concentration, fut de rappeler le triste Serbelloni et de le remplacer par Hadik. « Serbelloni est rappelé, écrit le 15 septembre, l'empereur « à son frère ; c'est Hadik qui a le commandement de nos « troupes, et le prince de Stolberg, celui de l'armée des Cercles. « J'espère que cela ira bien, car, en vérité, quoique vous sa- « chiez que j'aime Serbelloni, il n'y avait plus moyen, et même « jusqu'à la fin il a fait des choses grossières, jusqu'à s'en « aller sans en rien dire à personne. »

Tel était le misérable état dans lequel Serbelloni avait laissé tomber l'armée des Cercles, que Hadik passa tout un mois pour y rétablir un peu d'ordre. Le 14 et le 15 octobre, il livra une série de petits combats heureux aux troupes du prince Henri de Prusse. A son tour, le prince Henri infligea un échec grave au prince de Stolberg, qui se laissa surprendre le 29 octobre.

« Grâces à Dieu, écrivait Kaunitz à l'impératrice, en

« lui annonçant cette fâcheuse nouvelle, ce n'est pas une dé-
« route. » Cette piètre consolation fit peu d'effet sur Marie-Thérèse, qui paraît avoir été très sensible à la défaite de Stolberg. « Le mal n'est pas si petit, répondit-elle à son
« chancelier. Nous serons bien embarrassés de tenir les po-
« sitions de Kommotau, Altenberg, Frauenstein, etc. Cela de-
« mande 70,000 à 80,000 hommes ; comment subsister ? Vous
« savez ce que nous ont coûté les positions : la ruine de
« l'armée, ce sera bien pire ..... comme alors, où il n'y a
« plus ni bois, ni baraques, même les abattis nettoyés. Je ne
« veux rien dire de la totalité des troupes, de leurs qualités,
« de leurs généraux, du manque de vivres; cela fait trembler.
« Chaque jour empire notre position. »

Les faits semblèrent justifier les anxiétés de l'impératrice. Frédéric, accouru au secours de son frère, vint en Saxe et força Hadik à reculer. Kleist, envoyé en Bohême, y détruisit une partie des approvisionnements concentrés par les Autrichiens à Saatz. Une tentative de même nature sur Leitmeritz, échoua. Kleist, rappelé à Chemnitz, eut mission du roi, d'aller piller et mettre à contribution la Franconie. Il la remplit avec une cruauté et une rapacité sans exemple. Heureusement pour les malheureuses provinces de l'empire, les pourparlers entamés en vue d'une suspension d'hostilités pendant l'hiver, aboutirent en Saxe et en Silésie, avant la fin de novembre, et ce commencement de paix mit un terme aux honteux exploits du chef prussien.

La diplomatie anglaise était parvenue, en effet, à établir des préliminaires de paix avec la France et l'Espagne, elle s'efforçait d'y amener le reste de l'Europe. Marie-Thérèse, revenue de toutes ses illusions, n'aspirait plus elle-même qu'à la paix. « Dieu veuille que les conditions en soient raisonnables,
« écrivait-elle le 16 août 1762, à Kaunitz, car nous en avons
« tous besoin ! »

La difficulté, pour elle, était de connaître les dispositions et les désiderata du roi de Prusse. Recourir à la médiation que lui offraient à la fois la France, l'Angleterre et la Russie, lui semblait également dangereux. L'une, d'ailleurs, excluait les autres. Sur ces entrefaites, Kaunitz fut atteint d'une fièvre qui le mit pendant trois mois au lit, dans l'impossibilité du moindre travail. Au même moment, la France, qui tenait entre ses mains Wesel, Clèves, Juliers et les pays environnants qui appartenaient au roi de Prusse, offrit de livrer ces places à l'Autriche avec leur artillerie. La proposition était séduisante, car elle fournissait à l'impératrice des gages dont elle pouvait tirer parti contre les exigences possibles de Frédéric. Mais où prendre les 10,000 hommes nécessaires aux garnisons ? Les Pays-Bas étaient sans troupes, Daun protestait contre tout affaiblissement de son armée. Force fut de décliner l'offre de la France.

Le 6 septembre, Marie-Thérèse mandait au baron de Binder, premier secrétaire de Kaunitz : « Il est grand temps qu'on écrive « à Starhemberg au sujet de notre paix. Elle devient de jour « en jour plus urgente. Il n'est pas possible de songer à faire « intervenir la Russie. Il ne nous reste que la France et l'An- « gleterre. Je crois qu'il faudrait déclarer franchement que « nous nous contenterons du comté de Glatz avec Wartha et « Silberberg, pourvu que nous puissions avoir la paix dans « deux mois. Au pis-aller on pourrait laisser aller Troppau et « Jägerndorff plutôt que de restituer le comté de Glatz. »

Sa nuit est sans sommeil. Elle pense à ses alliés d'Allemagne, à l'électeur de Saxe, à ces princes dont les sujets ont été si impitoyablement pressurés par les troupes prussiennes et dès le matin, elle écrit à Binder : « J'ai pensé qu'il y aurait « peut-être moyen de faire compenser la restitution à la « Prusse des pays qu'elle possède en Westphalie par des in-

« demnités à payer à nos alliés de Saxe et de Wurtzbourg qui « ont particulièrement souffert. Aussi bien n'avons-nous pas « grande chance d'obtenir quelque chose pour nous. Le moins « que nous pourrions demander serait la cession à réaliser « plus tard de Baireuth ou Anspach à un prince de Saxe. Le « cercle de Franconie y gagnerait toujours quelque chose. »

Un peu plus loin, sur le rapport de Binder annonçant que les préliminaires de la paix étaient sur le point d'être signés, elle ajoute en marge : « Dieu veuille que ce soit bientôt. » Les retards l'agitent et le 11 octobre, elle écrit encore : « Nos « affaires prennent une vilaine tournure. Il nous faut la paix « au plus tôt ou pas du tout. » Daun ne lui laisse plus même l'illusion suprême de l'alternative possible : « Si les prélimi- « naires n'aboutissent pas, lui mande-t-il, à la fin d'octobre, je « ne vois pas moyen de continuer la guerre, voire de conserver « l'armée pendant l'hiver. » Entrant dans les détails, il trace le plus noir tableau de la situation, peint le soldat en proie à toutes les misères, à toutes les privations, aux maladies et à la faim, l'officier découragé, abattu par la souffrance et le désespoir, l'impossibilité de combler les vides de l'armée, car, ajoute-t-il, aucun ordre n'a été donné pour faire de nouvelles levées d'hommes et cependant elles devraient être au camp, au plus tard vers la fin de janvier pour être exercées, car ce n'est plus la même chose, si elles arrivent au temps qu'il faut les mener à l'ennemi. Ce n'est pas le paysan mais le soldat qui doit combattre..... Bref, il faut des hommes et pas des garçons pour faire la guerre. »

Jusque-là l'empereur et l'archiduc Joseph ont paru pencher pour la continuation de la lutte. Devant la désolante peinture de Daun, que Kaunitz appuie, ils cèdent et Marie-Thérèse, dévorée d'angoisses, écrit au chancelier: « Je n'aurai de repos « que quand j'aurai vu partir ce qui doit nous éclairer sur

« notre sort. Je vous avertis qu'il faut profiter des bonnes « dispositions où le maître est, qui peuvent se changer encore, « mais aujourd'hui il paraît souhaiter la fin comme moi, de « même le fils. »

Enfin les préliminaires de paix entre l'Angleterre, la France et l'Espagne furent signés le 6 novembre, à Paris, et le champ se trouva ouvert aux négociations particulières de l'Autriche avec la Prusse.

On ne se souciait pas à Vienne, de s'aboucher avec Frédéric par l'intermédiaire d'une grande puissance. Ces sortes de bons offices sont souvent coûteux et sujets à caution. Après mûre réflexion, Marie-Thérèse prit le parti de s'entendre avec l'électeur de Saxe, alors réfugié à Varsovie, dans son royaume de Pologne. Ce prince, dont les États héréditaires étaient envahis par les forces prussiennes, qui les épuisaient d'hommes et d'argent, souffrait cruellement de cette situation désastreuse et était disposé à tout pour en sortir. Il se prêta avec empressement aux simagrées diplomatiques inventées par Kaunitz, pour tâter les dispositions du roi de Prusse, sans compromission de la dignité autrichienne. Le 29 novembre, le baron de Fritsch, un des membres de son conseil privé et bien vu du roi de Prusse, se rendit à Meissen, près de ce monarque, sous ombre de solliciter quelques adoucissements aux procédés barbares des Prussiens envers les habitants de la Saxe. Frédéric s'emporta contre l'électeur-roi et fournit à Fritsch l'occasion désirée de prendre la défense de son souverain, et de donner comme preuves à l'appui, ses démarches auprès de l'impératrice pour la décider à faire la paix. Sur les doutes railleurs du roi, qui traita Fritsch de dupe crédule, le diplomate saxon tira de sa poche des mémoires fabriqués tout exprès par Kaunitz de concert avec l'électeur, pour être mis en œuvre dans cette circonstance. A l'aspect de l'écriture allemande, le

roi se récria contre la verbosité officielle allemande et pria Fritsch de lui lire les points principaux de ces papiers, bien lentement et distinctement, « car, dit-il, je ne parle pas l'allemand aussi couramment que le français ».

Il se trouva que, par un hasard tout à fait opportun, Fritsch avait précisément dans sa poche, une instruction en langue française résumant la substance des paperasses allemandes. Il en donna lecture. Dès les premières phrases, Frédéric s'emporta de nouveau et se laissa aller à des propos blessants pour la cour de Vienne. Toutefois les lignes finales de l'instruction le calmèrent un peu et il consentit à remettre sur-le-champ, à Fritsch, une réponse écrite, dans laquelle, après avoir rappelé que l'an dernier, la cour d'Angleterre ayant fait des ouvertures de paix à la cour de Vienne, celle-ci les avait rejetées avec une fierté mêlée d'indécence *(sic)*, il se prétendit être bien plus sincèrement désireux de la paix que ladite cour et demanda ce qu'on entendait par « conditions justes et équitables ».

La glace ainsi rompue, les échanges de vues prirent un tour précis et pratique. Les plénipotentiaires des trois cours intéressées, le conseiller de Collenbach, pour l'Autriche, le conseiller de Hertsberg, pour la Prusse, le baron de Fritsch, pour la Saxe, se réunirent au château de Hubertsbourg, le 30 décembre 1762.

Retardées pendant quelque temps par le désir du roi de Prusse de prolonger le séjour de son armée en Saxe, dans une mesquine intention d'économies pour son trésor, les conférences aboutirent enfin, le 15 février 1763, à un traité formel de paix, contenant:

1° Amnistie générale et restitution de tous les biens confisqués de part et d'autre.

2° Renonciation solennelle de Marie-Thérèse à toutes pré-

tentions sur les terres du roi de Prusse et singulièrement sur celles cédées audit roi par les préliminaires de Breslau et la paix de Berlin.

3° Engagement de la cour de Vienne, de retirer, trois semaines après l'échange des ratifications,ses troupes de tous les pays allemands ne lui appartenant pas et, dans le même délai, d'évacuer le comté de Glatz et toutes les autres places appartenant avant le commencement de la guerre au roi de Prusse.

4° Même engagement au roi de Prusse relativement aux pays de l'Électorat de Saxe.

5° Interdiction de toute levée de contributions ou de fournitures de guerre, à dater du jour de la signature du traité; abolition ou annulation de tous arriérés, lettres de change ou autres engagements écrits, dus ou contractés à titre de contributions de guerre.

6° Échange gratuit des prisonniers. Libération de tous les sujets des parties contractantes engagés de force dans l'une ou l'autre armée.

7° L'impératrice et le roi s'engagent à protéger les relations internationales de commerce de leurs sujets, et à ne pas tolérer qu'on y mette obstacle. Ils se déclarent disposés à conclure au plus tôt un traité de commerce, chaque partie demeurant toutefois libre de régler les affaires commerciales de ses États, chacun à sa guise.

8° La religion catholique continuera à jouir en Silésie, des avantages, droits et privilèges qui lui ont été assurés par les préliminaires de Breslau et le traité de Berlin, sans préjudice toutefois à la liberté de conscience des sujets protestants et aux droits du souverain.

9. L'impératrice garantit au roi la libre possession de tous ses états, la garantie sera réciproque, mais du côté du roi, ne

sera donnée que pour les pays héréditaires de l'Autriche en Allemagne.

10. Le roi s'engage à donner sa voix à l'archiduc Joseph, au cas d'une élection de roi des Romains ou d'empereur, et il promet tout son concours à l'élection du duché de Modène en secondo-géniture en faveur de la Maison d'Autriche.

Le 11 février, la Bavière, le Wurtemberg, le Palatinat et les autres États de l'empire, sous la pression de la France et de l'Angleterre, avaient conclu avec le roi de Prusse un pacte de neutralité, que l'Autriche considéra tout au moins comme entaché d'irrégularité ou de précipitation.

Le 1er mars suivant eut lieu l'échange des ratifications. Ce jour-là, le roi se fit présenter les plénipotentiaires au château de Dahlen. Il se montra vis-à-vis de Collenbach, prodigue d'assurances de respect pour l'impératrice, et protesta vivement de son désir de vivre désormais avec elle en paix et en sincère amitié.

Kaunitz, dans sa correspondance avec Starhemberg, affecta de se féliciter de ce que, en somme, le traité de Hubertsbourg, loin de porter atteinte au prestige impérial, l'avait revêtu d'une nouvelle force, résultant de ce qu'il avait été conclu en dehors de toute médiation française, anglaise et surtout russe.

Il ne pardonnait pas en effet, à Catherine, la chute des illusions créées à la cour de Vienne par ses premiers actes contre la Prusse, actes bientôt suivis de la restitution pure et simple des provinces occupées par l'armée russe.

Plus sensible aux souffrances de ses sujets, Marie-Thérèse éprouva un immense soulagement à la nouvelle que la paix était enfin conclue. Mais le fait d'avoir été contrainte, par cette cession gratuite de la part de la czarine, à consacrer le vol aussi lâche qu'inique de la Silésie, resta pour son cœur une blessure toujours saignante. Son sacrifice fut sans arrière-

pensée, car elle avait vu de trop près les horreurs de la guerre pour que sa mémoire n'en ressentît pas l'ineffaçable souvenir allié à une invincible aversion contre le ravisseur, cause de tant de maux et de douleurs. Il est dans la nature humaine de s'aveugler sur ses propres fautes ou de les oublier; on oublie rarement celles d'autrui.

Frédéric a confessé lui-même que la paix était plus nécessaire à la Prusse qu'au reste de l'Europe. Mieux que personne, il savait à quel point ses États, dont la plus grande partie avait servi de théâtre à la guerre, étaient épuisés d'hommes et d'argent. N'avait-il pas dépeuplé nombre de villages de la Saxe, pour en transporter les habitants dans les steppes de la Prusse, et alimenté ses recrues à l'aide de véritables razzias de jeunes gens, incorporés de force dans ses troupes et condamnés à passer leur vie sac au dos ?

On ne peut nier que la guerre de Sept Ans, bien que stérile de conquêtes pour le roi de Prusse, n'ait ajouté à sa gloire. Ses talents militaires, son génie d'organisation, l'éclat de ses victoires, la fertilité de ses ressources, l'opiniâtreté dans sa lutte contre le malheur, lui ont créé une auréole d'autant plus éclatante que l'esprit de secte s'en est mêlé et que, d'ailleurs, ni parmi ses adversaires, ni parmi ses propres généraux, il ne rencontra d'homme à son niveau. Les lauriers dont ses contemporains l'ont couronné n'ont pu dissimuler le cynisme de sa profonde immoralité, l'hypocrisie de sa mauvaise foi et la bassesse de ses vues. Cet homme n'a jamais su aimer que lui-même; il méprisait tout ce qui n'était pas lui. Ce prétendu défenseur de la liberté de conscience ne connut d'autres lois que celles de son bon plaisir et de son intérêt.

CHAPITRE VINGT-DEUXIÈME.

SOMMAIRE. — Création du Conseil d'État. — Hésitations de l'empereur. — Centralisation administrative. — Réorganisation du Conseil Aulique de guerre. — L'archiduc Joseph est appelé à prendre part aux délibérations du Conseil d'État.

LES péripéties des dernières années de la guerre de Sept Ans et le travail ardu des négociations diplomatiques engagées dans le but d'amener la paix, n'avaient pas tellement absorbé l'attention du comte de Kaunitz, qu'il ne pensât à profiter de son influence sur l'impératrice pour obtenir d'elle un pas de plus dans la voie, passablement arbitraire, de réorganisation des institutions intérieures de l'Autriche, inaugurée en 1749. Profondément imbu du philosophisme voltairien qui dominait alors toutes les cours bourbonniennes, épris de cette autorité tyrannique que le libéralisme moderne, essentiellement centralisateur par nature, réclame, de nos jours, pour l'être de raison qu'il décore du nom d'État, il devait nécessairement considérer toute autonomie, religieuse ou politique, comme incompatible avec son idéal d'absolutisme royal et la combattre comme un abus, legs des vieux âges. Rencontrant chez Marie-Thérèse des tendances marquées à s'exagérer ses droits de souveraine et à subir la pression de ses intérêts dynastiques, il s'était attaché à les caresser et à les développer, décidé d'ailleurs à ne procéder à la réalisation de ses projets, qu'en toute prudence et par degrés. L'épuisement des finances, les désordres administratifs, les revers de l'armée, les malheurs de toute nature de la guerre de Succession, lui avaient déjà ouvert une première fois, la

voie. Les mêmes causes, en 1758, lui fournirent de nouveaux prétextes pour avancer considérablement son œuvre de nivellement ou, si l'on veut, de centralisation unitaire.

Au mois d'août de l'année 1758, il soumit à l'impératrice un long mémoire, exposant ses idées sur les améliorations importantes à introduire dans l'administration des pays héréditaires de la Maison d'Autriche « afin de soulager Sa « Majesté des soucis et sollicitudes de gouvernement, de « rendre la monarchie prospère et de laisser à la postérité « une œuvre qui réjouira Dieu et les hommes et fera bénir « le nom de l'auguste souveraine jusque par la postérité la « plus reculée. » Il fait ressortir le défaut d'unité dans les différentes parties de l'administration intérieure, la lourde charge imposée au pouvoir suprême, obligé de veiller à la fois sur tous les points, sans aucune aide, la nécessité d'appuis solides et dignes de sa confiance, l'impossibilité de les réduire à une personnalité unique « qui serait une sorte de premier « ministre, ce qui deviendrait d'ailleurs contraire à la constitu- « tion du pays». Il concluait à la création d'un Conseil d'État auquel serait dévolue la mission de veiller à la bonne administration de la justice, de la police, des finances, du commerce, bref, de tout diriger pour la plus grande prospérité de la monarchie. Ce conseil, créé uniquement pour venir en aide au chef de l'État dans l'examen des affaires à traiter et des décisions à prendre, devait être purement consultatif, ne s'ingérer en aucun cas dans les ordres à donner, mais en surveiller l'exécution. En dehors du chancelier et du conseil aulique de guerre, aucun de ses membres ne pouvait cumuler avec ses fonctions, celle de chef d'administration supérieure quelconque.

Au fond, dans ces conditions, le conseil d'État projeté, dégageait singulièrement la responsabilité morale du chef de

l'État. C'était, selon Kaunitz, précurseur, sans s'en douter, des théoriciens ténébreux de la monarchie constitutionnelle, un grand avantage. Il semble que l'empereur ait eu quelque doute sur ce point. La responsabilité, c'est l'homme, et toute diminution de responsabilité engendre la *diminutio capitis*. Entre conseil et contrôle la distance n'est pas grande : on peut aisément confondre. Plus de deux années s'écoulèrent, pendant lesquelles il ne fut nullement question du projet du chancelier. Ce fut Marie-Thérèse qui, au mois de novembre 1760, le remit sur le tapis. A la demande de cette princesse, Kaunitz adressa directement à l'empereur un nouveau mémoire, dans lequel il compare le souverain au maître d'une maison menacée de ruine, dont la reconstruction s'impose, le conseil d'État à l'architecte qui dessine le plan, en vérifie les données, choisit les matériaux, etc., les chefs d'administration aux maîtres ouvriers, les employés supérieurs aux ouvriers, les autres aux manœuvres, les différentes sources de revenus de l'État, aux matériaux.

La parabole plut à l'empereur, qui en parla dans ce sens à l'impératrice et dit « que, sans avoir pu se former une idée « bien nette de tout cela, il était curieux de voir qui on choi- « sira ». En communiquant cette conversation à Kaunitz, Marie-Thérèse se déclara « bien aise que la glace fût brisée ».

Un nouveau mémoire, cette fois écrit en français, acheva d'éclairer l'empereur, frappé surtout des lamentables tableaux que lui fit le chancelier de la situation des affaires. « Ce tableau « n'est rien moins que chargé, écrivait Marie-Thérèse ; notre « situation actuelle est des plus critiques ; avec l'aide de ce « conseil d'État et de celui qui me l'a proposé, je me flatte de « faire face à la ruine de l'État. »

Le projet adopté en principe, la discussion se porta sur

l'application. Il fut convenu que le conseil d'État se composerait de trois membres de la haute noblesse, décorés du titre de ministres d'État, et de trois membres de la noblesse inférieure, appelés conseillers d'État. Il ne fut plus question d'y admettre le président du conseil aulique de guerre, mais Kaunitz réclama cet honneur pour lui-même, à titre de chancelier d'État, jouissant seul du privilège de cumuler ces deux fonctions. La compétence du nouveau collège fut strictement limitée, d'une part, à la connaissance de toutes les affaires des pays héréditaires, ce qui expliquait qu'on n'y appelait ni Hongrois, ni Bohême, ni Transylvain, ni Milanais, ni Flamand, de l'autre à l'émission d'un avis sur chaque affaire soumise à l'examen, étant bien stipulé, qu'aucune décision ne pourrait être prise avant que le conseil d'État ne fût consulté.

En même temps, on reconnut la nécessité d'adjoindre au conseil un référendaire, chargé de tenir les procès-verbaux de chaque séance et de remplir les fonctions de secrétaire.

Le siège du conseil fut établi à la résidence impériale, et l'on décida qu'il convenait de conférer successivement à chacun de ses membres la dignité de conseiller intime, afin d'effacer autant que possible les différences de rang nobiliaire.

Restait la grosse question du choix des membres. Kaunitz dressa une liste de candidats. Il y fit figurer en première ligne, le feld-maréchal Daun « parce qu'il faut un militaire », fit-il remarquer ; puis les comtes de Haugwitz et Rodolphe Chotek, sous condition toutefois, qu'ils se démettraient des fonctions dont ils étaient revêtus. Après eux et pour le cas de refus de démission ou de non agrément de l'impératrice, il mit en avant les noms des comtes de Hatzfeld, de Blümegen, Philippe Sinzendorf (connu sous le nom de chevalier de Sinzendorf, parce qu'il était chevalier de Malte), enfin celui du comte Louis de Sinzendorf, « jeune théoricien, ajouta-t-il

« en marge, qui ferait des propositions que les vieux auraient « à apprécier ». Enfin, il porta sur sa liste les noms des comtes Cobenzl, Starhemberg et Pergen, mais en faisant observer que le ministère des affaires étrangères se passerait difficilement des services de ces personnages éminents à tous égards.

En tête des nobles les plus dignes de remplir les fonctions d'État, le chancelier plaça les conseillers auliques Kannegiesser, Doblhoff et Saffrau. Au premier seraient confiées les affaires de Bohême, au second, celles des pays autrichiens, au troisième, tout ce qui se rattache aux finances et au commerce. Enfin, la place de référendaire fut réservée au conseiller aulique Koenig. Arneth, à qui nous empruntons ces renseignements, fait remarquer ici que si les membres appartenant à la haute noblesse étaient beaucoup mieux appointés que les autres, ceux-ci, en revanche, recueillaient la plus grande somme de travail. L'on voit que la justice distributive propre à toute bureaucratie date de loin.

Les nominations effectives ne répondirent pas tout à fait au projet d'organisation. La première fut celle de Kaunitz, avec la double dispense de l'obligation de se démettre de sa charge de chancelier et d'assister à toutes les séances du conseil. A sa suite vinrent celles du maréchal Daun, que l'on comptait alors remplacer dans le commandement en chef de l'armée, du comte Haugwitz et du comte de Blümegen.

On connaît Haugwitz. Président, comme on sait, du directoire *in publicis et in cameralibus*, il donna sa démission le jour où il reçut ses patentes de ministre d'État, ce qui fit dire à l'envoyé de Venise : « Il tombe et se relève le même jour.»

Henri Cajetan, baron puis comte de Blümegen, longtemps commissaire des guerres en Moravie, devenu chancelier du tribunal royal de Brünn, enfin placé à la tête de l'administra-

tion de cette province, s'était, en toute circonstance, distingué par l'éclat et l'importance de ses services. En 1759, Haugwitz, qui le tenait en haute estime, sollicita son élévation au rang de comte, et Marie-Thérèse, grande admiratrice des talents de Blümegen, s'empressa de lui accorder cette faveur, en disant : « personne ne le mérite plus que lui ». Sur le refus du comte Chotek, à qui fut offert un siège au conseil d'État, l'impératrice jeta les yeux sur le baron de Borié, conseiller aulique de l'empire, très estimé pour son mérite et son rare désintéressement. Il paraît que ce choix rencontra une très grande opposition chez Bartenstein, qui tenait à conserver Borié, son bras droit, à la vice-chancellerie de l'empire. L'agitation qui s'ensuivit dans les cercles de la Cour, impatienta Marie-Thérèse, qui écrivit au chancelier : « Pour couper court à toute intrigue, « sera le mieux de commencer le plus tôt que cela se peut et « de continuer exactement, pour que toutes les intrigues « perdent espérance de pouvoir le culbuter ou le troubler. « Aussi hardis qu'on est ici à oser empêcher des arran- « gements, aussi rampants on est, quand il n'y a plus de « remèdes. »

Antoine Stupan d'Ehrenstein, conseiller d'État comme Borié, administrateur plein de jours, de mérites et d'expérience, était un magistrat justement apprécié et l'auteur d'une histoire de la constitution des pays autrichiens, composée pour l'instruction de l'archiduc Joseph.

Quant au secrétaire-rapporteur du conseil d'État, Antoine Kœnig de Kronburg, il avait débuté dans la carrière administrative à la chancellerie de campagne du prince Eugène de Savoie et rendu des services éminents pendant la guerre de Succession. Il occupait depuis plusieurs années le rang de conseiller aulique.

Au dernier moment, le nouvel édifice parut devoir s'écrou-

ler, mais l'ébranlement fut court et le 26 janvier 1761, le conseil d'État ouvrit sa première séance, en présence de l'empereur, de l'impératrice et du prince Charles de Lorraine. Après un discours de circonstance du comte de Kaunitz, suivi de la prestation de serment des ministres et conseillers d'État, Stupan prit la parole, s'étendit sur les attributions du nouveau collège, qu'il divisa en cinq points. Le premier consistait, selon lui, dans la protection et le maintien de la religion, *avec mesure toutefois et sans exagération de zèle.* Après lui Borié, un sous-ordre de Kaunitz, accentua la note en rangeant parmi ses devoirs celui de compléter l'administration des biens ecclésiastiques. Il la força même en attribuant à l'État le droit de haute surveillance sur le clergé, sous prétexte de maintenir l'union entre les deux pouvoirs. Le serviteur révélait la pensée fondamentale du maître. L'insistance qu'il mit d'autre part, à réclamer de sévères châtiments contre la corruption des fonctionnaires de l'État, éclaire d'une fâcheuse lumière l'une des plaies de la bureaucratie autrichienne.

Dans les séances suivantes, le conseil d'État s'occupa des modifications à apporter dans le système général d'administration, tant de l'État que des différentes provinces de la Monarchie. Ces modifications conçues naturellement dans le sens des idées de centralisation autoritaire qui dominaient Marie-Thérèse, en amenèrent d'autres non moins profondes dans le personnel des fonctionnaires.

« Le premier de l'an, écrit François Ier à son frère, le 4 « janvier 1762, on a fait quatre présidents, le comte Rodolphe « Chotek à la tête de tous les pays (héréditaires) comme « chancelier d'iceux, un comte Herberstein, que vous ne con- « naissez pas, comme président de la Chambre pour l'admi- « nistration, Sinzin (Sinzendorf), comme président de la

« Chambre des comptes, nouveau décastère et au même « temps le contrôle des autres administrations des finances, « Hatzfeld à la tête de la banque de Vienne, et auquel on a « adjoint tout le crédit des pays (héréditaires). Plus loin, on « n'est pas encore venu, mais cela viendra. »

Peu après en effet, Daun fut déchargé de ses fonctions de président du collège de justice militaire, jugées incompatibles avec sa position de ministre d'État et remplacé par le vieux feld-maréchal lieutenant baron de Woeber, autrefois un des affidés du prince Eugène. Du même coup fut créé un commissariat général des guerres, à la tête duquel l'impératrice plaça le feldzeugmestre Jean Chotek. L'ancien conseil aulique de guerre, dépouillé de ses attributions judiciaires et économiques, conserva uniquement la direction purement militaire de l'armée, en temps de guerre comme en temps de paix. A cette occasion, Marie-Thérèse se décida enfin à rendre au repos l'octogénaire président de ce conseil, le comte Joseph Harrach, devenu depuis longtemps incapable; elle donna au vice-président comte Neipperg, le commandement de la place de Vienne, envoya les membres civils qui en faisaient partie dans d'autres décastères, fit entrer à leurs places des généraux mis en relief par la guerre de Sept Ans, tels que Siskovich, Ayasasa, Jacquemin, etc., et plaça à leur tête le feld-maréchal comte Léopold Daun.

De cette époque date en Autriche la plaie envahissante des fonctionnaires, qui, aujourd'hui, ronge tous les États de l'Europe.

La réorganisation centralisatrice de l'administration des provinces, contre-pied de l'ancienne où dominait l'influence des États et surtout de la noblesse, ne rencontra guère un peu de difficultés qu'en Bohême. Kaunitz les écarta au moyen de concessions de forme sans importance.

L'archiduc Joseph, alors âgé de 20 ans, appelé en 1761, par sa mère, à prendre part aux délibérations du conseil d'État, s'y montra partisan décidé des vues politiques de Kaunitz et de ses réformes autoritaires.

CHAPITRE VINGT-TROISIÈME.

SOMMAIRE : Candidature de l'archiduc Joseph comme roi des Romains. — Négociations. — Le comte de Pergen. — Départ de l'empereur et de l'archiduc pour Francfort. — Mœurs antiques et nouvelles en présence. — Le landgrave de Hesse-Cassel. — Le prince d'Anhalt-Zerbst. — Couronnement de Joseph. — Kaunitz est créé prince du Saint-Empire. — Mariages de Joseph avec la princesse Josèphe de Bavière et de l'archiduc Léopold avec l'Infante d'Espagne. — Mort subite de l'empereur François. — Son caractère et sa situation de prince consort. — Son testament. — Douleur de Marie-Thérèse. — Joseph co-régent. — Mort du comte de Haugwitz et du maréchal de Daun. — Un portrait de Joseph II par le prince Albert de Saxe. — Les premiers écrits politiques de Joseph II. — Son infatuation de lui-même. — Ses premiers différends avec sa mère. — Joseph II et l'impératrice Josepha. — Mort de l'impératrice Josepha. — Maladie de Marie-Thérèse. — Suite de décès dans la famille impériale. — Profonde affliction de Marie-Thérèse. — Marie-Antoinette.

Il était naturel que la question de l'élection de Joseph comme roi des Romains, revînt sur le tapis avec la paix. Elle avait été touchée par le traité d'Hubertsbourg qui engageait le vote du roi de Prusse, au titre d'électeur de Brandebourg. Kaunitz jugea urgent de la résoudre sans retard. Au fond, les résultats de la guerre de Sept Ans avaient achevé de lui ôter toute importance, et la couronne de roi des Romains n'était plus qu'un vain joyau d'apparat, que les seules exigences d'un passé glorieux faisaient un devoir de rechercher. Aux temps anciens, la Diète électorale offrait aux électeurs l'occasion de faire entendre une longue série de plaintes, de récriminations et de prétentions sans fin, de restreindre les droits du chef de l'empire et de vendre leurs voix le plus

cher possible en échange de largesses, de concessions et de privilèges de toute nature. Marie-Thérèse consentit volontiers à solliciter pour son fils, du corps électoral de l'empire, l'honneur d'être appelé à porter la couronne impériale après François de Lorraine, mais elle prit très nettement ses précautions pour ne pas l'acheter au delà du prix auquel elle l'estimait. Elle donna des instructions très précises à cet égard au comte de Pergen, chargé par elle de visiter les électeurs et de mener rapidement l'affaire à bien. Les électeurs ecclésiastiques ne manquèrent pas d'entretenir le diplomate autrichien des sacrifices, des pertes, des dommages que leur avait causés pendant la guerre, leur fidèle attachement à la maison d'Autriche. Marie-Thérèse fit la sourde oreille. Au mois de septembre 1763, Pergen avait suffisamment avancé ses négociations pour que la Cour de Vienne pût annoncer à celle de Berlin, où elle s'était fait représenter par le feld-maréchal lieutenant baron de Ried, *persona gratissima* au roi de Prusse, qu'elle avait obtenu l'assentiment de tous les électeurs, sauf celui de l'électeur Palatin, avec lequel on continuait à traiter. Celui-ci élevait des prétentions exorbitantes. Il voulait la cession du comté de Pleistein, une somme de 600,000 florins et l'expectative du fief de Wildenau. Pergen essaya vainement de lui faire comprendre que ces exigences, qui pouvaient peut-être se justifier en 1753, n'étaient plus de saison. L'électeur, comptant sur l'appui de la Prusse et s'étayant d'un mot de Frédéric, qui avait dit qu'une élection de roi des Romains n'avait de valeur à ses yeux que pour autant qu'elle emporterait l'unanimité, s'obstinait. On lui insinua que, s'il était plus raisonnable, on se montrerait aussi plus coulant et, pour lui prouver qu'on se passerait bien de lui au besoin, l'empereur fixa le jour de l'ouverture de la Diète électorale. L'impératrice fit expédier, en même temps,

à tous les électeurs ses lettres de recommandation en faveur de l'archiduc Joseph. Peu après, Frédéric envoya à l'électeur Palatin une dépêche si favorable aux désirs de la Cour de Vienne, que Kaunitz déclara qu'il n'aurait pu faire mieux, s'il l'avait écrite lui-même. Un peu penaud, l'électeur se hâta de signifier qu'il donnait sa voix à l'archiduc Joseph « comme au plus digne ».

Restait encore une grosse difficulté, celle de la capitulation électorale. A chaque élection, en effet, les électeurs présentaient, sous le titre de *Monita*, une liste de réclamations et d'exigences qu'ils faisaient insérer dans le procès-verbal de l'élection, à titre de conditions formelles de leurs votes. Pour couper court au péril, le comte Pergen, second représentant de l'électeur de Bohême après le prince Nicolas Esterhazy, annonça expressément au nom de la Cour de Vienne qu'il repousserait impitoyablement tous *Monita* quelconques, fussent-ils favorables aux droits de l'empereur, qui changeraient un iota aux dernières capitulations.

Cette attitude n'empêcha pas les représentants de la Prusse et de la Saxe d'exposer diverses réclamations nouvelles en matières de religion et de justice. Il y eut même des scènes très vives entre le baron de Plotho, l'un des plénipotentiaires du roi de Prusse,électeur de Brandebourg,et le baron de Borié, troisième plénipotentiaire de la Bohême. La tenace énergie des représentants de la Cour de Vienne eut raison des velléités de violence de leurs adversaires. Les électeurs de Saxe et de Hanovre firent savoir que, tout en approuvant les propositions de la Prusse, ils réprouvaient les procédés de Plotho et se ralliaient à la majorité. Leur exemple fut suivi, et la Prusse elle-même céda.

On ignorait encore cet heureux apaisement à Vienne, le 12 mars, jour auquel l'empereur, accompagné de ses deux fils

aînés et d'une suite nombreuse, se mit en route pour Francfort. A l'appareil pompeux qu'il déploya, on ne se fût guère douté de l'épuisement des caisses impériales. Le voyage coûta trois millions de florins, ce qui s'explique par ce simple détail, qu'il fallut tenir prêts à chaque relai, 400 chevaux. Le 23, le splendide cortège arriva à Heussenstamm, château des comtes de Schoenborn, à deux lieues de Francfort. Il y fut reçu par Pergen et Borié, avec la bonne nouvelle que la capitulation actuelle ne différait en rien de celle de l'empereur François.

Le 29, eut lieu l'entrée solennelle à Francfort. Les électeurs ecclésiastiques seuls y prirent part. Comme ils se trouvaient un peu en retard sur le cortège impérial, l'empereur fit arrêter les voitures, descendit avec ses deux fils et alla se promener dans un bois voisin. Apercevant la maison d'un forestier, il eut la fantaisie d'y entrer et, à sa grande surprise, il y rencontra le vieux landgrave de Hesse-Cassel, bien connu par son inébranlable attachement à la maison d'Autriche. François, enchanté, lui sauta au cou en vrai prince des temps modernes, mais le vieillard, se dérobant à ces embrassements, se jeta aux pieds de son empereur, baisa respectueusement ses vêtements en le nommant son bien-aimé seigneur. La scène fut des plus touchantes. En regagnant le cortège, les princes y aperçurent un nouvel équipage d'aspect suranné dont Joseph fit des gorges chaudes. C'était celui d'un autre débris des temps héroïques où régnait en Allemagne le culte de la dignité impériale. Le prince d'Anhalt-Zerbot, indigné de ce que nombre de princes croyaient pouvoir se dispenser d'assister aux cérémonies du couronnement, avait déclaré qu'il leur apprendrait à connaître leur devoir, et de fait, le 3 avril, lors de la sortie de l'église où Joseph venait d'être couronné, il affecta de marcher devant le carrosse de l'empereur. L'accueil du nouveau César par les populations, moins pénétrées

des idées nouvelles que leurs princes, fut plein d'enthousiasme et leur joie se manifesta par les plus affectueuses acclamations.

A l'occasion du couronnement, l'empereur conféra la dignité de prince au comte de Colloredo, vice-chancelier de l'empire, au grand chambellan, comte Khevenhüller, au feld-maréchal comte Batthiany, l'ancien gouverneur de Joseph, au comte de Kaunitz et au comte Jean Frédéric de Hohenlohe-Neuestein. Deux jours plus tard, l'électeur Palatin vint présenter ses hommages à l'empereur, affichant ainsi avec éclat sa pleine réconciliation avec la famille impériale. Il n'y perdit rien. Le 27 avril, Pergen, qui déploya dans toutes ces négociations infiniment de tact et d'habileté, signa à Mannheim, avec le ministre palatin, comte de Zedtwitz, une convention aux termes de laquelle Marie-Thérèse renonçait en faveur du Palatin et de ses héritiers, à ses droits sur Berg et Juliers, et lui accordait, avec la cession de la seigneurie de Pleistein, l'expectative des fiefs de Wildenau et de Plössberg.

La mort d'Isabelle de Parme était encore trop récente pour que le cœur de Joseph, si sec qu'il fût par nature, n'eût pas à traverser des heures pénibles. Il était à peine veuf que les Cours européennes se préoccupaient de lui donner une nouvelle compagne. A Francfort, l'électeur de Cologne, sans se laisser arrêter par ses protestations, le pressa vivement de reporter son choix sur la princesse Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbüttel. Sa mère elle-même ne cessait de lui montrer la nécessité d'une nouvelle union. Les préférences de Marie-Thérèse se portèrent sur l'infante Marie-Louise, fille du roi Charles III d'Espagne ; malheureusement elle avait de ses propres mains, créé un grave obstacle au succès de ses vues, en négociant le mariage de cette princesse avec l'archiduc Léopold, plus jeune que celle-ci de deux ans. Elle n'aurait

cependant pas reculé devant la tentative de faire accepter son idée d'échange par le roi, mais Joseph ne voulut à aucun prix y consentir. A force de se voir perpétuellement attaqué sur le point d'un nouveau mariage, il s'éprit de l'idée de rechercher la main de sa belle-sœur, la seconde fille du duc de Parme, âgée seulement de 14 ans. Mais il se heurta à une difficulté insurmontable. Malgré sa jeunesse, la princesse était promise au prince des Asturies, et Charles III demeura sourd à toutes les instances que Joseph, aidé de sa mère, fit faire près de lui. Bref, quand il fut habitué à la pensée de se remarier, il ne lui restait de choix qu'entre les princesses de Saxe et de Bavière, filles douées de grandes vertus et de qualités sérieuses, mais tout à fait dépourvues de charmes extérieurs.

Il semble que Joseph ait, un instant, penché pour la princesse Cunégonde de Saxe. Écrivant, le 28 septembre 1764, au prince de Parme, il se confesse en ces termes :

« Puisque je ne puis avoir à la fois l'agréable et le solide, « je me décide à ce dernier. La princesse Cunégonde possède, « d'après les informations prises par Leurs Majestés, un ca- « ractère solide et bien formé. Elle a de la vertu mais elle « n'y joint pas cet esprit brillant auquel j'étais habitué. Elle « a une intelligence saine, est éminemment douce et sait se « faire à nombreuse famille. Ces qualités doivent suffire à un « homme qui se marie uniquement par devoir, et pour avoir « une compagne qui ne trouble pas son repos. On ne dit pas « grand bien de son extérieur, et, bien que je sois assez phi- « losophe pour négliger ce détail, Leurs Majestés, mues par « un excès de bonté et de tendresse, ont tenu à ce que je la « voie avant de me lier le moins du monde avec elle. Je vais « donc le 6 du mois prochain avec mon frère, à Prague, et je « gagnerai de là Teplitz,où je me rencontrerai avec l'électrice

« de Saxe et sa fille. Comme je n'ai pas autre chose à faire « qu'à la regarder, je n'y resterai que vingt-quatre heures. »

Le prétexte du voyage fut le désir du roi des Romains de visiter les champs de bataille de la Bohême. De son côté, l'électrice fit répandre le bruit qu'elle irait voir son second fils qui faisait une cure à Teplitz. La population de Dresde, qui appréciait vivement les rares qualités de la jeune princesse, témoigna une grande anxiété des résultats de l'entrevue. Elle trouvait, non sans bonne raison, que vingt-quatre heures étaient temps bien trop court pour permettre à Joseph de pénétrer les mérites de la princesse à travers les disgrâces de son extérieur.

C'est en effet ce qui arriva. Joseph, tout en rendant justice à l'intelligence et aux vertus de la fille d'Auguste de Saxe, avoua avoir été effrayé de sa laideur. Il ajouta toutefois qu'il était prêt à l'épouser si ses parents l'exigeaient. Loin de chercher à l'influencer de ce côté, Marie-Thérèse l'engagea à voir la princesse Josepha de Bavière. Joseph partit en conséquence pour Straubing, sous ombre d'aller rendre visite à sa tante, Charlotte de Lorraine. Il s'y rencontra, le 2 décembre, avec l'électeur de Bavière et sa sœur.

« La princesse a 26 ans, manda-t-il au duc de Parme, elle « n'a pas eu la petite vérole ; c'est une petite et forte per- « sonne sans le moindre charme de jeunesse, le visage pâle, « avec des joues plaquées de rouge, des dents affreuses, bref « tout ce qu'il faut pour ne pas me tenter de me rencontrer « avec elle dans cet état du mariage où j'ai trouvé tout le « contraire. J'ai fait mon récit à LL. MM. et je les ai priées « de décider pour moi. Après beaucoup d'instances, elles ont « bien voulu me dire que le peuple se prononçait pour la « princesse de Bavière, Dieu sait pour quelles raisons, et « comme mon indifférence est complète, elles émirent l'avis

« que je devais lui donner la préférence. J'ai déposé mon « sacrifice à leurs pieds. »

Le contrat de mariage fut signé le 10 janvier 1764 à Munich, et le 19, le roi quitta Vienne pour aller au devant de sa fiancée à Lambach. Le 23 janvier, le jeune couple reçut la bénédiction nuptiale au milieu des acclamations du peuple viennois et du fracas des fêtes bruyantes qui furent données à cette occasion.

Quatre mois après, il écrivait au duc de Parme une lettre quasi désespérée. « J'ai, dit-il, une femme qui m'aime, à qui je « ne puis adresser le moindre reproche et dont les qualités « éminentes réclament toute mon affection. Mais habitué à « adorer ma déesse, je souffre pour elle de ne la pouvoir aimer. « Les inclinations du cœur ne se laissent pas diriger par la « raison, et il est hors de ma nature de jouer la comédie. « Vous, mon cher père, qui avez toutes les délicatesses de « l'âme, vous pouvez vous figurer ce que je souffre, moins à « cause de moi, que par une sorte de respect et d'estime « pour elle, d'être aimé et de ne pouvoir lui rendre cet amour « sans hypocrisie. Mais je saurai me maintenir dans le sen- « tier de la bienséance et du respect, et, si elle ne trouve pas « en moi un époux tendre, du moins serai-je pour elle un ami « qui saura rendre hommage à ses bonnes qualités et lui pro- « diguer les égards qu'elle mérite. »

Arneth, à qui nous devons la publication de cette lettre où la rhétorique remplace mal le sentiment, remarque qu'on peut douter que Joseph soit demeuré fidèle à ses engagements. Plus sincère, il eût reconnu que Joseph n'en eut jamais la pensée.

Les négociations relatives au traité de mariage de l'archiduc Léopold avec l'infante d'Espagne, arrivèrent à bonne fin peu après le mariage de Joseph et, le 16 février 1764, l'infante fut

solennellement fiancée à Madrid au comte de Rosenberg, représentant l'archiduc Léopold. Une sage lenteur, jugée nécessaire, à cause de la jeunesse de l'archiduc, de deux ans moins âgé que sa future, présida à tous les prolégomènes du mariage. Le 12 janvier 1765, le roi des Romains renonça solennellement en faveur de son frère, à ses droits d'héritier du grand-duché de Toscane. Il accomplit cette cérémonie avec beaucoup de dignité. Toutefois le bruit courut qu'il ne s'y était pas laissé amener sans peine. D'autre part, le comte de Rosenberg reçut la haute mission de conduire l'infante en Autriche, à Innsprück, où devait se célébrer le mariage en présence de la famille impériale. Il quitta Madrid le 14 juin, suivi d'un cortège brillant dont les principaux personnages étaient le prince de Francavilla et la duchesse de Miranda-Caraccioli. Le 24, il s'embarqua à Carthagène. Le voyage, retardé par les vents contraires, fut long et pénible. L'escadre espagnole n'arriva que le 18 juillet à Gênes, où l'attendait depuis trois semaines le feldmaréchal-lieutenant comte François de la Tour, ancien gouverneur de l'archiduc, chambellan de la nouvelle maison autrichienne, destinée à remplacer l'entourage espagnol de l'infante. Les bâtiments de guerre qui avaient amené cette princesse avaient mission de conduire en Espagne la fiancée du prince des Asturies, Marie-Louise de Parme. Les deux futures belles-sœurs passèrent quelques jours ensemble avant de se séparer, l'une pour prendre la route d'Innsprück, l'autre pour gagner l'Espagne.

Le 4 juillet, l'empereur, l'impératrice, leurs fils Joseph et Léopold, leurs filles Marie-Anne et Marie, le prince Charles de Lorraine et sa sœur Charlotte, s'étaient mis en marche pour la capitale du Tyrol, après avoir entendu la messe à Saint-Étienne. La population tout entière se pressait autour des équipages impériaux, saluant les augustes voyageurs de

leurs acclamations. Le trajet de Vienne à Innsprück, coupé de parties de chasse que le beau temps ne favorisa pas toujours, mais auxquelles Marie-Thérèse elle-même prit part, demanda une dizaine de jours. Le cortège impérial fit son entrée à Innsprück le 15 juillet, amenant derrière lui tous les grands dignitaires de la Cour et de l'État, le prince de Kaunitz en tête, et le corps diplomatique étranger. Jamais la capitale du Tyrol n'avait vu accourir foule aussi nombreuse et brillante; et comment elle pût loger et entretenir cette multitude encombrante de personnages de tous les degrés de l'échelle sociale, est demeuré un mystère. Chaque journée amenait des hôtes nouveaux, tels que le duc de Chablais, fils cadet du roi Charles-Emmanuel III de Sardaigne, les princes Albert et Clément de Saxe et autres Altesses. On tua le temps de l'attente par des fêtes brillantes et, le 30 juillet, l'empereur, averti que l'infante approchait, alla au devant d'elle jusqu'à Bozen, accompagné de l'archiduc Léopold. La rencontre eut lieu le 31 et, dès le 2 juillet, le double cortège opéra son entrée à Innsprück. L'infante descendit au couvent de Wilten et le 5, les augustes époux furent solennellement mariés par le prince Clément de Saxe, évêque de Freising et de Ratisbonne.

La charmante et gracieuse physionomie de l'infante, l'une des princesses les plus accomplies de son temps, produisit sur le public la plus heureuse impression, bientôt troublée par de sinistres augures. La nouvelle de la mort du duc de Parme, presqu'inopinément enlevé par la petite vérole, rouvrit de cruelles plaies parmi les membres de la famille impériale, et le jour même du mariage, l'archiduc Léopold fut atteint d'une indisposition assez grave pour éveiller de vives inquiétudes. Sa situation ne s'améliora que lentement, et Marie-Thérèse commençait à peine à respirer, lorsqu'une catastrophe aussi terrible qu'imprévue la frappa au cœur.

Dans la nuit du 17 au 18 août, l'empereur François avait ressenti un malaise, à l'occasion duquel Marie-Thérèse le pressa de se faire saigner. Il refusa, estimant que ce trouble passager n'en valait pas la peine. C'était un dimanche. Il se confessa, selon son habitude, entendit la messe et dîna publiquement avec sa famille. Le soir, il alla au théâtre Italien. Toutefois il n'y resta guère et retourna avant la fin de la pièce au château par la longue galerie, pour aller retrouver l'impératrice. Tout à coup il se sentit de nouveau saisi de son indisposition de la nuit, mais avec plus de violence. Après avoir monté quelques degrés qui étaient devant lui, il s'arrêta, épuisé, à l'entrée d'une chambre, qui se trouva être celle où, 86 ans auparavant, son père Léopold était venu au monde. Joseph, voyant son père souffrant, l'invita à s'asseoir, en attendant qu'il appelât du secours. François répondit que son mal n'était pas de conséquence, que c'était une simple indisposition et qu'elle serait bientôt passée : « Laissez-moi, ajou-« ta-t-il, un brave garçon ne doit pas faire attention à sem-« blables bagatelles, continuez votre chemin. » Pour ne pas le contrarier, Joseph feignit de vouloir entrer dans l'appartement voisin, mais il ne perdit pas son père de vue et, s'apercevant que son père titubait en descendant les degrés de l'autre côté, et s'arrêtait enfin à la porte demi-ouverte de l'antichambre, il ne fit qu'un saut près de lui et arriva juste à temps pour le recevoir dans ses bras au moment où il s'affaissait. Au bruit, le comte de Salm, grand-maître de la cour de Joseph, vint au secours de l'archiduc avec quelques domestiques. On transporta l'empereur dans l'antichambre et on le plaça sur le lit de camp d'un laquais, pendant que d'autres personnes couraient quérir le confesseur et des médecins. On essaya de le saigner, mais le sang ne vint pas : François avait cessé de vivre.

La funèbre nouvelle se répandit avec la rapidité de la foudre. Marie-Thérèse,accourue aussitôt, éprouva un tel saisissement qu'il fallut la rapporter dans ses appartements. Elle s'y enferma et ne se laissa pas approcher de toute la nuit. Dans la matinée, elle reçut ceux de ses enfants qui étaient à Innsprück et fit couper quelques boucles des cheveux de l'empereur pour en faire un bracelet.

Joseph prit, avec l'aide de Kaunitz, du grand-maître de la cour, Ulfeld, et du prince Colloredo, toutes les dispositions que commandait le douloureux événement. François Ier était dans la 58e année de son âge. Nous avons dépeint son caractère ouvert, franc et gai, ses qualités de père et de chef de famille, ses goûts généralement simples et modestes, son éloignement pour les responsabilités politiques et pour les grandes mises en scène de sa personne que lui imposaient son rang et sa position. On lui a reproché sa passion pour la chasse et pour le jeu. Ce n'est assurément pas sans raison, mais on ne voit pas qu'il se soit laissé aller jusqu'à l'abus grave par cette faiblesse.Intelligent,spirituel,capable comme il l'était, il ne pouvait pas ne pas souffrir de la position inférieure qu'il occupait auprès de l'impératrice. Celle-ci eut la meilleure volonté du monde de sauver les apparences, elle le fit reconnaître, non sans peine, pour son co-régent, elle affecta, en certaines occasions, de lui abandonner, tantôt la direction des choses de la guerre, tantôt celle des finances, elle eut soin de le mettre en évidence dans les réunions des grands corps de l'État, mais en fait elle ne sut jamais se relâcher de son omnipotence en faveur de son mari. Tant que dura la jeunesse, les distractions, les plaisirs, les occupations secondaires, les soucis de famille et de cour, purent aider François à supporter son dépit, mais à mesure que s'écoulèrent les années, le sentiment de cette situation de prince consort lui pesa davantage et

teinta son caractère de mélancolie. Il lui parut dur de voir Kaunitz occuper dans l'esprit de l'impératrice la place de confiance qui aurait dû appartenir au co-régent, et user de son influence pour diriger la politique autrichienne dans le sens le plus strictement opposé à ses idées et à ses sympathies, car il haïssait la France de toutes les fibres de son cœur. Kaunitz n'était pas toujours assez prudent et retenu pour mesurer ses paroles et éviter de faire sentir au prince lorrain le poids de sa faveur ; de là, parfois, des scènes et des froissements, qui se prolongeaient dans les intimités de la famille impériale. Un jour, en 1761, à l'occasion d'une discussion financière, François interpella Kaunitz avec une telle dureté que celui-ci, profondément blessé, n'osa répondre de peur de se laisser emporter et que Marie-Thérèse elle-même demeura muette de stupéfaction. Mais le mot blessant n'était pas plus tôt sorti des lèvres de l'empereur que celui-ci, comprenant les conséquences qu'il allait avoir, se hâta de les prévenir avec un tact parfait et une bonne grâce irrésistible. Kaunitz crut, de son côté, ne pouvoir mieux prouver sa sensibilité qu'en exhortant l'impératrice à remettre à son impérial époux la direction supérieure des finances de l'État et en particulier de l'administration de la dette publique. Hâtons-nous d'ajouter que la réputation de François comme financier était d'ailleurs bien établie. Il avait si sagement administré sa fortune personnelle qu'elle s'était fort augmentée. On l'évaluait à trente millions de florins.

On dut faire de longues recherches avant de découvrir, après sa mort, dans une vieille armoire dont il fallut briser la serrure rouillée, un portefeuille en cuir rouge, contenant un testament du 28 janvier 1751 et deux codicilles, le premier du même jour, le second du 14 décembre 1752. La principale disposition constituait Joseph héritier universel de son père.

Le reste consistait en legs considérables à ses amis et serviteurs, à l'armée, aux invalides et en fondations de messes. Le premier codicille attribuait certaines sommes aux deux filles de la comtesse Fuchs, les comtesses Losy et Daun, le second renfermait une longue série de conseils et d'instructions de l'empereur à ses enfants pour le bien de leur avenir.

Sa précieuse collection de joyaux et de bijoux fut léguée à l'État.

Le corps de l'empereur, envoyé à Vienne par eau, le 22 août, y arriva le 30, et le lendemain furent célébrées les funérailles solennelles. Léopold, à peu près rétabli, était parti deux jours avant pour Florence avec sa jeune épouse. Marie-Thérèse, Joseph et les deux archiduchesses quittèrent à leur tour Innsprück le 1er septembre et débarquèrent le 6 à Vienne. Il n'y eut point de réception. L'impératrice ne voulut voir que ses enfants. Le lendemain, l'un de ses plus fidèles serviteurs, le prince Khevenhüller, se présenta devant elle ; elle fondit en larmes, renvoya toutes les affaires à Joseph et déclara à plusieurs reprises qu'elle ne verrait plus personne. Sa douleur était excessive et ne trouvait pas de mots assez forts pour l'exprimer. C'était dans son caractère, mais elle avait l'âme trop haute pour succomber aux tentations du désespoir.

Dans ses épanchements avec Kaunitz, qui, plus que jamais, jouissait de toute sa confiance, Marie-Thérèse avait révélé au chancelier les soucis cuisants que lui donnait la pensée de l'avenir de sa nombreuse famille. François Ier ayant laissé à Joseph sa fortune entière, elle se croyait dans l'impossibilité d'établir convenablement la plupart de ses enfants, car, outre Joseph, un seul, Léopold, était pourvu. De ces entretiens sortit, inspirée, semble-t-il, par Kaunitz, l'idée de transporter à Joseph, devenu empereur, la qualité de co-régent qu'avait

eue son père. Cette marque de haute confiance ne pouvait que flatter l'amour-propre du jeune prince et le mieux disposer à se prêter aux intentions maternelles de l'impératrice. Dès son retour à Vienne, elle fit publier un acte par lequel elle proclamait son fils Joseph co-régent et en même temps grand-maître des Ordres de St-Étienne et de Marie-Thérèse. Eut-elle cependant moins de foi dans le fils que dans le père ? Éprouva-t-elle quelque scrupule de conscience ? Ou bien obéit-elle à l'irrésistible impulsion de cet instinct de domination suprême qui lui fit oublier tant de fois les droits de son co-régent, quand le co-régent était son mari? Il serait difficile de le décider, mais on remarque que la proclamation relative à la co-régence de Joseph se terminait par une réserve sauvegardant les droits de l'impératrice à la souveraineté sur les États autrichiens à jamais indivisibles.

Joseph paraît avoir considéré cette réserve comme une simple formule sans importance et prit très au sérieux sa co-régence. Écrivant à son frère Léopold, il se représente comme le plus affairé des hommes. « Je suis, dit-il, surchargé « d'affaires et d'audiences. Je me lève à 7 heures, je vais à la « messe et à 8 heures je m'assieds à mon bureau et j'expédie « les affaires de l'empire avec mon secrétaire Roeder. Vers « 10 heures, arrivent les trésoriers Simon et Dittelbach ; « Posch peut entrer à toute heure et se faire annoncer quand « il veut. Puis ce sont les ministres ou d'autres personnages. « A midi et demi, je porte mon rapport du matin à l'impéra- « trice ; à une heure, au moment de se mettre à table, appa- « raît, selon sa louable habitude, le prince de Kaunitz. Nous « causons, parfois pendant une heure et demie, puis nous « dînons. A peine la cuiller hors de la bouche, je vais fouiller « dans les papiers de feue Sa Majesté ; j'emporte avec moi « tous les papiers, j'ai déjà achevé ce triste travail ici et à

« Schoenbrunn ; hier j'étais dans sa maison dans la ville, où « j'ai fait enlever les scellés de toutes les chambres, mais non « de toutes les caisses. Il faut laisser celles-ci fermées, jus- « qu'à ce qu'on ait pris une décision sur toute l'affaire. Ce « qu'on y trouve de choses est incroyable. »

Vingt-cinq ans auparavant, Marie-Thérèse avait donné, du moins en apparence, la direction des affaires militaires à son mari ; elle attacha le même privilège à la co-régence de Joseph, malgré les observations de Daun, et avec plus de sincérité. Joseph eut-il connaissance de la résistance de Daun ? On peut en douter. Ce qui est certain, c'est qu'il entra tout à fait dans son rôle : à dater de ce moment, il ne parut plus dans les cérémonies et fêtes officielles que revêtu de l'uniforme militaire et il supprima complètement l'antique usage du manteau espagnol comme costume de Cour. Il eut le tact habile de s'inspirer des idées de Daun dans les premières réformes qu'il imposa à l'armée, et de constater publiquement son accord avec le maréchal, en confiant les postes d'inspecteurs qu'il créa, l'un pour l'infanterie, le second pour la cavalerie, le troisième pour les régiments des frontières, aux généraux de Lacy, d'Ayasasa et de Beck, connus pour être les amis dévoués de Daun.

L'impératrice en éprouva une grande consolation, bientôt troublée par de nouvelles épreuves, car, en peu de mois, la mort lui enleva successivement Haugwitz, puis Daun lui-même, auquel, depuis la bataille de Kollin, elle avait gardé une reconnaissance dont la constante fidélité honore au plus haut degré la générosité de son cœur. « Le bon Dieu, écrivait- « elle le 12 février, à la comtesse d'Enzenberg, m'ôte les deux « personnes qui avaient ma confiance, et de justice, Haugwitz « et Daun, tous deux chrétiens et zélés et attachés, mes vrais « amis, qui me disaient la vérité bien rondement, auxquels je

« pouvais ouvrir mon cœur sans ménagement. Cette ressource « donc me manque aussi. »

Sa gratitude pour ses fidèles serviteurs se manifesta sous toutes les formes envers leurs familles. Haugwitz ne laissait qu'une fille. Le fils de Daun, à peine âgé de 18 ans et déjà promu depuis quelques mois au grade de capitaine dans le régiment de Plunkett, reçut, dès le lendemain de la mort de son père, le double brevet de colonel et de propriétaire du régiment de ce même père « le sauveur de l'État ». Attentive aux moindres détails, l'impératrice ordonna de plus que le colonel actuel du régiment, un comte François Daun, cousin du maréchal, conserverait pendant quelque temps le commandement effectif jusqu'à la majorité du jeune homme, avec le rang de général-major.

Joseph, qui se vantait à cette époque de « brûler de zèle et d'ardeur pour le bien de l'État », se consola plus facilement que sa mère. Cœur dur et froid, trop plein de lui-même pour être capable d'affection et surtout d'expansion, il était au point de vue des idées, du caractère, des principes, une antithèse vivante de l'impératrice. Sous la couronne impériale, sa tête couvait les rêveries du plus parfait révolutionnaire. Son beau-frère, le prince Albert de Saxe, un des princes les plus distingués de son temps, a tracé de lui un portrait quelque peu flatté et indulgent, mais frappé au coin de la vérité et de l'exactitude.

« Ce prince, dit Albert de Saxe, était doué par la nature « de tous les talents propres à faire un grand souverain. Son « esprit subtil et pénétrant suppléait même en lui, à ce qui « lui manquait par défaut d'application suivie. Sans jamais « s'être voué particulièrement, dans sa jeunesse, à l'étude et à « la lecture et sans avoir conséquemment aucune connais- « sance foncière dans les sciences, les belles-lettres et l'his-

« toire, il avait l'art de s'approprier ce qu'il avait lu et surtout « entendu de traits saillants et de faits remarquables et il « savait les rendre et assaisonner d'une manière si agréable, « qu'il aurait pu être un des particuliers les plus aimables, si « cette amabilité, qui lui attirait l'admiration de ceux qui ne « le voyaient pas fréquemment, n'avait été pour l'ordinaire « trop étudiée et jointe à la vanité de vouloir briller seul « dans la société, et si cela ne l'avait mis dans le cas de se « répéter souvent.

« Admis dès sa jeunesse dans tous les conseils tenus chez « la souveraine, il s'était fait une espèce de protocole particu- « lier des matières qui y avaient été traitées, et il s'était noté « de bonne heure tout ce qu'il y avait découvert de faux et « de défectueux, sans omettre de relever le ridicule de cer- « tains avis et celui des personnes qui les donnaient.

« Il s'était formé avec cela une façon de raisonner tirée « des leçons de philosophie péripatéticienne qu'il avait reçues « dans ses études, moyennant laquelle il savait soutenir par « des arguments sophistiques les principes les plus faux, de « manière à embarrasser quiconque, ne possédant pas un fonds « de logique et des principes bien solides, était dans le cas « d'opposer ses raisonnements aux siens.

« Plein de feu d'ailleurs et d'activité, possédé de la passion « de briller et de faire parler de lui, il était toujours plein « aussi d'idées de réformes, d'améliorations et de change- « ments, et cette disposition d'esprit qui avait un bon côté, en « ce qu'elle donnait de l'âme et du mouvement à ceux qui « avaient à travailler sous lui, et à lui faire entreprendre tout, « plein d'innovations en fait d'administration publique, qui, « si elles avaient toujours été préparées avec le soin et la « réflexion nécessaires, auraient tendu à l'avantage présent « et futur de ses sujets,— l'entraînait souvent dans une précipi-

« tation qui lui faisait manquer cet objet, tandis que ses « principes en fait de politique, le portaient parfois à des « démarches qui excitaient l'attention des puissances voisines « et nuisaient à la confiance qu'elles avaient eue dans les « principes et la façon de penser de Marie-Thérèse.

« Il avait avec cela le défaut que, n'aimant à travailler que « d'après ses idées et se rebutant d'un travail suivi qui exi- « geait beaucoup de combinaison et d'assiduité, il ne portait « pas toujours son ouvrage à perfection, lorsqu'il trouvait des « objets difficiles à débrouiller, mais qu'il sautait plutôt de « cet ouvrage non achevé à un autre qu'il entamait avec la « même facilité ; et ce qui était d'une bien plus grande con- « séquence encore, c'est qu'il se laissait bientôt arrêter « dans ces tentatives, lorsque ceux qui avaient à faire avec « lui, étaient dans le cas de pouvoir lui opposer des obstacles « à les accomplir.

« L'impératrice sa mère, qui ne pouvait absolument se « cacher ses défauts, souffrait beaucoup d'apercevoir en lui « une violence et une dureté de caractère, dont elle craignait « les suites et qui ne s'est que trop souvent manifestée, lors- « que, plus tard, il parvint à gouverner les États de la mo- « narchie autrichienne. Mais elle était dans l'admiration de « ses talents ; elle sentait vivement les attentions que, au « milieu des chagrins qu'il lui donnait, il lui prodiguait et qui « souvent n'avaient pour but que de l'attirer à ses vues. »

Bien jeune encore, Joseph éprouva le besoin de coucher par écrit, sous le titre de « Rêveries », les pensées et les principes sur lesquels il entendait régler sa vie. Il commence par formuler les deux points indispensables, selon lui, pour donner satisfaction aux exigences urgentes du progrès, tel qu'il le conçoit, à savoir. « *Le pouvoir absolu de pouvoir (sic) faire tout le bien à l'État et le moyen de soutenir cet État sans secours*

étranger. » Pour atteindre ce but, deux choses sont de nouveau nécessaires, abolir les privilèges de la noblesse et réduire dans une large mesure l'intérêt de la dette publique.

Voici comment il développe ces apophthegmes :

« Je ne crois pas utile que l'État possède une foule de petits « rois et de grands sujets vivant dans l'abondance, sans se « soucier autrement des intérêts de l'État. Tout sujet doit à « l'État, qui le protège et le défend, ses services dans le cercle « d'activité que lui désigne le souverain, et non selon ses « convenances et caprices, car c'est aux gens à s'accommoder « des places et non aux places à s'accommoder des gens. On « dira que c'est du despotisme, mais il est certain que sans « pouvoir absolu, s'il faut tenir compte de lois, de statuts « restreints par toutes sortes de serments, dans lesquels « chaque pays croit voir son palladium et qui cependant ne « leur font que tort, il est impossible à un État d'être heureux « et à son souverain d'opérer de grandes choses. Une seule « tête, fût-elle médiocre, saura mieux conduire le vaisseau de « l'État, que dix têtes, fussent-elles hors ligne, qui doivent « commencer par se mettre d'accord. Dieu me garde, ajoute « textuellement Joseph, de violer les serments que j'ai jurés, « mais je crois qu'il faut s'efforcer de démontrer aux différents « pays de la monarchie, combien ils gagneraient à l'espèce « de despotisme que je propose. »

Le dépositaire du pouvoir de l'État devait donc obtenir desdits pays, de consentir à ce que, pendant dix ans, il pût faire, sans leur concours, tout ce qu'il jugerait nécessaire pour le bien de l'État. Les plus heureux résultats se manifesteraient bien vite. En effet, ce consentement obtenu, on imposerait à la noblesse la double contribution domaniale, ainsi que les autres contributions ordinaires. A la vérité, ces mesures diminueraient notablement les revenus de la noblesse et par

voie de conséquence, l'éclat de la Cour impériale. Mais à quoi bon cet éclat? La force intérieure de l'État, de bonnes lois, la stricte application du droit, les finances bien réglées, une armée capable d'imposer le respect, une industrie florissante, constitueront de bien plus beaux ornements d'une des plus grandes cours de l'Europe, que les galas, les festins somptueux, les salons brillants, les vaisselles d'or, les riches étoffes et la splendeur des diamants. Il ne faut exiger de grandes dépenses de personne, il y aurait injustice et folie à le faire quand on réduit les revenus de la noblesse et le traitement des fonctionnaires; il en résultera que les gens seront beaucoup plus empressés à servir l'État et y mettront plus de zèle. Les jeunes gens, qui savent aujourd'hui qu'ils posséderont toute leur vie des revenus suffisants pour les dispenser d'entrer au service de l'État, ne travaillent pas, ils se livrent à de folles dépenses et font des dettes qu'ils deviennent incapables de payer. De là, de grands dommages pour l'ouvrier et l'artisan qui paient leurs contributions pendant que ces oisifs ne rapportent absolument rien à l'État. Il faut que chacun soit pénétré de la conviction profonde que, pour vivre dans le bien-être, il n'existe pas d'autre moyen que d'entrer au service de l'État.

Pour achever de résumer les idées de Joseph et d'y faire la lumière, il importe d'ajouter que, à ses yeux, l'État c'était lui.

Lorsque Louis XIV prononçait ce mot célèbre: « l'État, c'est moi », il subissait inconsciemment l'influence des principes à l'aide desquels le protestantisme s'était implanté dans la plus grande partie des cours princières de l'Allemagne et avait gagné tant de partisans parmi les grands vassaux de la couronne de France. Ce jour-là même il fondait le gallicanisme, dont l'idée essentielle est identiquement la même que

celle du Joséphisme. Mais longtemps avant que ce virus d'hérésie religieuse et sociale eût revêtu la formule qui lui a été donnée en France et en Autriche, il s'était introduit dans la politique des descendants de Charles-Quint et s'y était largement développé sous les règnes de Maximilien II, de Rodolphe et de Mathias. Ferdinand II lui-même, l'auteur du fameux édit de restitution, manqua du courage et de la logique nécessaires pour poursuivre chez les princes de sa maison ou des grandes maisons catholiques allemandes, et faire disparaître les abus qu'il attaquait si énergiquement chez les princes protestants. Intervenant en matière mixte, à la fois politique et religieuse, mais dans laquelle il commençait par trancher lui-même et malgré le pape, une question purement religieuse, il oublia qu'il ne pouvait être à la fois, la tête et le bras et se trouva paralysé. Marie-Thérèse, nourrie dès son enfance dans la confusion pratique des deux pouvoirs, aussi profondément enracinée dans les conseils auliques de Vienne que dans les parlements de France, subit l'influence des idées françaises, professées par son entourage et surtout par Kaunitz et ses ministres. Si son éducation religieuse, la droiture native de son caractère, la mirent à l'abri des suggestions de la morale voltairienne alors prédominante, elle ne put empêcher son intelligence de s'exagérer ses droits de souveraine et de succomber devant les préjugés de l'orgueil humain.

Dans une lettre datée d'Innsprück, peu de jours après la mort de son mari, l'impératrice, parlant de ses enfants, laisse échapper cet aveu : « Leur excellent père les adorait, il ne savait rien leur refuser », or cette « adoration » s'appliquait surtout à Joseph et était imitée par l'entourage entier de ce jeune prince, charmé par la vivacité de son intelligence et par ses qualités extérieures. A force de se voir admiré de tous ceux qui l'approchaient, Joseph s'endurcit dans l'habitude de

s'admirer lui-même et se crut appelé à réformer tout ce qu'il n'avait pas créé. Il eût ri de l'infaillibilité du pape, mais avait une foi absolue dans la sienne propre. Ainsi le veut l'ordre logique des choses humaines.

Prompt à la critique et au blâme, il ne craignait pas d'avancer que « depuis quelques années, à l'exception du « prince de Kaunitz, il n'y avait pas en Autriche de ministre « qui pût se vanter d'avoir rendu quelque service au pays. Le « peu de bien qui a été fait, ajoutait-il, est l'œuvre commune « d'une douzaine de personnes au moins », d'où il conclut, revenant à son idée favorite, « qu'il serait infiniment plus « avantageux à l'État de n'avoir qu'un seul maître menant « résolûment tout le reste à la lesse ».

Dans ce commode engouement de soi-même, il ne ménageait pas plus les hommes que les choses, et son ironie impitoyable ne s'arrêtait ni devant l'âge, ni devant le souvenir des services rendus. De là des froissements bien naturels pour sa mère, dont ces institutions si décriées étaient l'œuvre et ces fonctionnaires si méprisés, les créatures. A la vérité, il s'inclinait avec un respect filial devant les plaintes ou les reproches de l'impératrice, toujours prête à lui pardonner, mais quand des divergences de foi religieuse et d'attitude vis-à-vis de l'Église commencèrent à accentuer ces heurts pénibles, les rapprochements devinrent de plus en plus difficiles et le cœur de l'impératrice souffrit d'autant plus cruellement que, trop souvent, les incartades de Joseph contrastèrent singulièrement avec ses démonstrations de déférence et d'humilité.

Un beau jour, en janvier 1769, il s'avisa de signifier à l'impératrice que, désormais, il ne signerait plus de pièces concernant les affaires de l'État, que sous le bénéfice d'un mot additionnel, indiquant clairement que la signature du

co-régent était l'acquit d'une simple formalité et n'impliquait nullement son adhésion à l'acte signé. C'était suffisamment blâmer les mesures que son contre-seing élevait à la hauteur de lois de l'État. Il s'en expliqua d'ailleurs sans détour dans une lettre qu'il adressa, le 19 janvier 1769, à Marie-Thérèse, lettre où se retrouve la phraséologie pompeuse qui lui est habituelle. « Je ne suis rien, mande-t-il, pas même un être « pensant dans les affaires de l'État, sinon en tant que j'appuie « vos ordonnances et que je dois vous révéler tout ce que je « sais ; j'y suis tenu par ma conscience, ma raison, mes désirs. « Mais si l'on entend couvrir autre chose quelconque sous le « vain titre de co-régent, je déclare ici, avec la franchise dont « je me suis fait une loi et la fermeté dont j'aime à me glori- « fier, que je n'y consentirai jamais. Rien ne me fera dévier « de ce principe, base indispensable de mon repos et de mon « bonheur dans le présent, comme de ma renommée et de ma « gloire dans l'avenir. Les contre-seings sont tellement incon- « ciliables avec le dogme monarchique, dont l'essence est « l'unité du chef de l'État et ne peut être suppléée par la con- « jonction, incompatible avec la saine raison, d'une double « personnalité, que je me vois contraint de m'excuser ici et de « refuser absolument mon contre-seing. Toutefois, si V. M. le « juge indispensable pour sa commodité, je le donnerai, mais « seulement en le faisant précéder des deux syllabes E. C. ou « Q. C., qui signifient *Ex Consilio* ou *Qua Coregens*. Ce sont « les deux seules manières de contre-signer que je puisse « imaginer. »

Cette brusque déclaration fit la plus douloureuse impression sur Marie-Thérèse, sans cependant ébranler sa fermeté : « Tu ne me décideras pas, répondit-elle, à modifier une jonc- « tion solennelle qui a été chère à mon cœur, qui a été l'œuvre « de mon amour le 21 novembre 1740 et que j'ai renouvelée

« le 19 septembre 1765, à l'époque la plus triste de mon « existence. Seule alors l'espérance de trouver en toi un fils « digne d'un tel père et de pouvoir t'être utile, m'a soutenue « et peut encore me soutenir dans l'avenir. Car je ne désire « pas vivre un seul instant sans être assurée de ton estime et « de ta confiance. »

Sa tendresse maternelle, toujours ingénieuse, chercha cependant quelqu'expédient de nature à faciliter à Joseph de revenir sur ses pas. Elle consentit à signer seule les ampliations officielles, pourvu qu'il contre-signât les minutes des ordonnances. Joseph s'obstina, invoquant les grands mots de sacrifice aux nécessités du devoir et aux exigences de la raison, qu'il crut habile de noyer dans de longues et emphatiques protestations d'amour filial, de reconnaissance et de dévouement.

« Je sais, lui répondit simplement l'impératrice, que tu as « l'art de bien parler et de bien écrire. J'espère encore cepen- « dant que tu sens ce que tu dis, mais ton entêtement et tes « préjugés feront le malheur de ta vie, comme ils font présen- « tement celui de mon existence. Tu serais le premier à me « mépriser, si je cédais sur un point d'aussi grande importan- « ce, qui n'a jamais soulevé l'ombre d'une difficulté et qu'un « caprice irréfléchi veut te faire changer. Rentre dans le devoir, « je ne te ferai pas de reproches. Dieu seul sait tout ce que je « souffre. Oui, je suis ton amie et une amie passionnée, mais « qui est tenue aussi à faire ce qu'elle doit et ne peut reculer « devant ses convictions et les conseils de son expérience. »

Évidemment, l'insistance de Joseph à refuser son contre-seing pur et simple devait impliquer pour sa mère la conviction qu'il était mécontent de la marche des affaires et des mesures de gouvernement prises par elle. A Starhemberg, qui lui fit sentir ce que sa conduite avait de blessant pour

l'impératrice, il répondit par de véhémentes protestations contre cette hypothèse. Mais par là même il enlevait à ses réclamations toute raison d'être. Il le comprit et n'en devint que plus obstiné, dissimulant son dépit sous des réserves d'avenir peu faites pour consoler Marie-Thérèse. Aussi l'incident laissa-t-il dans le cœur de la mère et dans l'amour-propre du fils, des plaies que les moindres froissements devaient nécessairement irriter et faire saigner.

Si le caractère profondément égoïste de Joseph II ne pouvait se dompter suffisamment pour réprimer de si étranges algarades vis-à-vis de sa mère, on comprendra facilement qu'il se pliât moins encore aux égards dus à l'impératrice Josepha qui, dépourvue de beauté et de grâces extérieures, n'avait à lui offrir que les affections d'un cœur rebuté d'avance et dédaigné. Telle était son aversion pour elle, qu'il l'avait fait partager, du moins jusqu'à un certain point, à Marie-Thérèse. En effet, dix-huit mois après son mariage, envoyant à sa mère une lettre destinée à l'infortunée Josepha, il écrit : « J'aimerais infiniment mieux et je serais beaucoup moins « embarrassé d'écrire au grand mogol, car elle ne se contente « pas de mes assurances de respect et m'a déjà fait le reproche « de m'en tenir là. Dites-moi donc vous-même, ma chère « mère, ce que je dois lui écrire, car du diable si je puis « éprouver pour elle autre chose que du respect. Veuillez « excuser cette boutade, car c'est la vérité. Ma lettre se borne « à lui accuser réception de la sienne, à lui donner des nou- « velles de ma santé et de la bonne issue de mon voyage, à « lui en souhaiter autant et finalement à lui répéter que j'ai « l'honneur d'être son très dévoué serviteur. »

La liberté de langage avec laquelle Joseph II fait étalage, devant sa mère, de son dédain pour la pauvre Josepha, révèle assez clairement la nature des sentiments de l'impératrice-

reine à l'égard de sa belle-fille. Du reste, le prince Albert de Saxe, dans ses mémoires, ne fait pas difficulté d'avouer que Marie-Thérèse, tout en rendant justice aux qualités morales et à la conduite de Josepha, la supportait difficilement.

La triste destinée de la jeune et malheureuse épouse de Joseph II devait la poursuivre jusqu'au delà du tombeau.

Le 25 mai 1767, elle se sentit indisposée. Les médecins appelés près d'elle, assurèrent qu'une légère saignée suffirait pour la remettre sur pied. Au moment où ils se préparaient à cette opération, Marie-Thérèse entra dans la chambre de sa belle-fille et voulut lui tenir le bras. Son œil exercé distingua alors des symptômes alarmants d'éruption et un examen attentif eut pour résultat de faire constater la redoutable apparition de la petite vérole. Marie-Thérèse, qui avait une frayeur extrême de cette maladie, fut consternée, mais se maîtrisant, elle eut le courage d'embrasser la jeune malade et de lui faire entendre, avec tous les ménagements possibles, que la nature de son mal et le péril de la contagion, obligeaient à la séparer complètement de la famille impériale, car ni les archiduchesses Elisabeth et Josepha, ni les archiducs Maximilien et Ferdinand, ni enfin Marie-Thérèse elle-même, n'avaient encore eu jusqu'à présent la petite vérole.

Le lendemain matin, Marie-Thérèse fut saisie de violents maux de têtes et de douleurs lombaires, accompagnés d'une fièvre ardente. On lui pratiqua, suivant la médication empirique du temps, deux fortes saignées. L'éruption se produisit dans la nuit du 26 au 27, avec une telle violence que, vu l'âge de l'impératrice, on désespéra de sa guérison. La triste nouvelle se répandit dans la ville avec la rapidité de l'éclair et y produisit une émotion générale des plus vives. Absorbée par la pensée du danger que courait la vie de sa souveraine bien-aimée, la population perdit complètement de vue l'infortunée

Josepha, qui, après avoir reçu les derniers sacrements et supporté ses tortures physiques et morales avec une résignation admirable, expira dans la matinée du 28 mai.

Seule, peut-être, dans le burg et dans la capitale, Marie-Thérèse, depuis sa maladie, n'avait cessé de s'occuper de Josepha et elle demandait sans cesse de ses nouvelles. Le 28 mai, une amélioration sensible s'était manifestée dans son état, mais l'émotion qu'elle ressentit en apprenant la mort de sa belle-fille, amena une recrudescence du mal. L'éruption devint si abondante que l'impératrice pouvait à peine ouvrir les yeux et remuer les doigts. Elle conservait cependant toute sa connaissance et ne cessa pas un instant de se préoccuper de ses devoirs de mère et de souveraine. Joseph II, malgré l'insensibilité de sa nature, fut profondément impressionné par cette abnégation : « Il n'y a qu'une Marie-Thérèse, écrivit-il à Kaunitz, j'en suis plus enthousiaste que jamais. »

La gravité des symptômes s'accentuant, Marie-Thérèse demanda d'elle-même les sacrements des mourants. On ne peut décrire, raconte l'envoyé de Venise, le voile de tristesse et de douleur qui couvrit la ville entière à cette nouvelle. Une foule immense accourut au palais pour avoir des nouvelles de l'auguste malade, dans les rues on ne rencontrait que des gens désolés et pleurant. A cinq heures, le prince-archevêque de Vienne, cardinal Migazzi, accomplit l'imposante cérémonie, en présence de l'empereur Joseph, des archiduchesses Marianne et Amélie, des princes Albert et Clément de Saxe et de tous les hauts personnages de la cour. Les églises furent, au même instant, envahies par une multitude de tout rang et de tout âge, qui adressait, au milieu des larmes et des sanglots, d'ardentes prières au ciel pour la guérison de la mieux aimée des souveraines.

Le 2 juin fut encore une journée d'angoisses. Dans la

matinée du 3, se présenta une amélioration sensible qui fit de rapides progrès. Le 5, Marie-Thérèse dicta au secrétaire Pichler une longue lettre pour sa fille préférée, la princesse Albert de Saxe, alors souffrante elle-même et alitée. Comme elle n'avait pu l'écrire de sa main, elle voulut la signer afin de rassurer sa fille.

Les prodromes de sa guérison furent accueillis avec enthousiasme à Vienne et dans toute l'Autriche. Personne ne parut en être plus heureux que l'empereur, qui, pendant tout le temps de la maladie de sa mère, ne quitta pour ainsi dire pas un instant sa chambre et se montra tellement absorbé par son amour filial, qu'il ne pensa même pas à assister aux funérailles de l'impératrice Josepha, dont la disparition passa inaperçue dans cette cour de Vienne où, vivante, elle avait tenu si peu de place.

Kaunitz, partagé entre la peur de la contagion et la frayeur de perdre la souveraine à laquelle il se disait si attaché, réussit à en être malade. Telle fut l'impression réelle qu'il ressentit que, plusieurs années après, il fit circuler dans ses bureaux, le billet autographe suivant, qui est un monument accablant de sa misère morale :

Avertissement confidentiel
pour tous ceux qui ont quelqu'amitié pour moi.

« A l'occasion de l'affreuse maladie qui a menacé, il y a « quelques années, les jours précieux de notre auguste impé- « ratrice, par un effet de mon attachement personnel à cette « grande princesse, j'ai été si vivement frappé de l'idée de ce « mal, que depuis lors, je ne peux plus en entendre le nom « sans tressaillir, au point qu'il me prend sur-le-champ un « resserrement de respiration et un tremblement universel qui « me fait un mal inconcevable et je vous prie instamment, « moyennant cela :

« 1° De ne jamais parler, en ma présence, de la maladie en « question, ni de rien qui puisse y avoir le moindre rapport. « Et en conséquence.

« 2° Lorsque vous me ferez quelque lecture imprimée ou « manuscrite, quelle qu'elle soit, sans exception, d'avoir la plus « soigneuse attention de ne jamais lire, mais de sauter, en « lisant, les articles qu'il pourrait y avoir sur cette matière, « ou ce qui peut y avoir rapport. Vous me rendrez un grand « service pour cette attention et je vous en aurai beaucoup « d'obligation.

« Prince KAUNITZ-RITTBERG. »

Marie-Thérèse éprouva une rechute en apprenant que la terrible maladie avait mis au lit son gendre, le prince Albert de Saxe, qui avait été des plus empressés autour d'elle, aux jours de péril. Ce ne fut cependant qu'une alerte, car, cette fois, la petite vérole se montra bénigne et les bulletins de la Faculté autrichienne exercèrent sur la souveraine une influence plus heureuse encore que les remèdes.

Dans toute l'Autriche, des messes d'actions de grâces, suivies de *Te Deum*, furent chantées au milieu d'un concours immense des populations. Le 22 juillet, Marie-Thérèse se rendit en personne à la cathédrale de St-Étienne, dans le plus solennel appareil, pour remercier Dieu de sa guérison. Vienne tout entier lui fit fête. Le soir, il y eut réception diplomatique au palais impérial, et Marie-Thérèse, dont la reconnaissance était la qualité dominante, se surpassa en amabilités et en mots gracieux pour tous. De nombreuses décorations signalèrent ce réveil des beaux jours de la cour impériale, et à la tête des privilégiés figura au titre de commandeur de l'ordre de St-Étienne, Van Swieten, que son auguste cliente aimait à appeler « son sauveur ».

Les souvenirs douloureux des récentes épreuves s'effacèrent

insensiblement dans les joyeux préparatifs du mariage arrêté depuis longtemps entre sa fille, l'archiduchesse Josèphe, et le roi Ferdinand de Naples, second fils du roi Charles III d'Espagne. Cette alliance flattait son amour-propre maternel, mais les renseignements qu'elle avait reçus sur le caractère et l'éducation du jeune roi, avaient éveillé bien des craintes dans son esprit. Marier ses enfants était sa grande préoccupation ; cependant, en général, chez elle, les calculs de la politique semblent avoir eu presque constamment le pas sur les conseils de la prudence maternelle et de la sollicitude chrétienne. On ne voit guère d'exception que dans le mariage de sa fille, la princesse Albert de Saxe. Pour tous les autres, l'impératrice domine la mère, et la raison d'État, ou du moins la gloriole ambitieuse qui se cache sous ce mot, l'emporte sur le cœur. C'est ce qui explique que, dans ses instructions à la comtesse de Lerchenfeld, chargée d'achever l'éducation de l'archiduchesse Josèphe, alors âgée de 13 ans et déjà fiancée, se trouve ce singulier passage : « Je regarde la pauvre Jo-« sèphe comme une victime des calculs de la politique ; « pourvu qu'elle remplisse son devoir envers Dieu et son « époux, et qu'elle fasse son salut, dût-elle même être mal-« heureuse, je serais contente. » Rien de plus orthodoxe sans doute, mais le propos détone dans la bouche d'une mère.

Quoi qu'il en soit, à l'approche du mariage qui devait avoir lieu au mois d'octobre, l'impératrice parut uniquement absorbée par l'importante question du trousseau de la future reine de Naples. Contrairement à ses habitudes, elle fait venir de France les étoffes les plus précieuses, les dentelles les plus riches. La princesse Charlotte reçoit la mission de faire confectionner cent costumes pour sa nièce. Quand toutes ces somptuosités arrivent à Vienne, on organise une exposition publique afin de permettre à la foule de les admirer. Par

malheur, il se trouva que quantité des plus belles étoffes, principalement celles de velours, ont été souillées pendant le voyage et les fabricants viennois en prennent occasion de faire entendre de lamentables récriminations.

Conformément à la pieuse coutume usitée dans la famille impériale lorsqu'approchait le moment d'une séparation, l'archiduchesse Josèphe fit le pèlerinage de Maria-Zell. Son frère Joseph, qui lui portait une affection toute particulière et qui se proposait de la mener à Naples, l'accompagna. Le 30 août, le duc de Sainte-Élisabeth, ambassadeur extraordinaire du roi de Naples, fit son entrée solennelle à Vienne; le 8 septembre, il demanda officiellement la main de la jeune princesse. En signe de fiançailles, la comtesse de Lerchenfeld, grande-maîtresse de l'archiduchesse, attacha le portrait du roi au corsage de la jeune princesse.

Cette cérémonie fut le signal d'une série de fêtes magnifiques. Pour la première fois depuis la mort de François de Lorraine, Marie-Thérèse honora de sa présence les bals et les concerts qui se succédaient journellement. Un coup de foudre inattendu vint troubler toutes ces joies. Le 4 octobre, Josèphe parut souffrante. Une fièvre violente survint, le lendemain l'affreuse maladie se déclarait, et la gracieuse figure de la jeune princesse disparaissait sous l'éruption.

Une consternation indescriptible s'abattit sur la cour et la ville. L'impératrice demeura atterrée. Joseph, lui-même, fut bouleversé. On suivait avec une attention passionnée le cours de la maladie, on s'échauffait pour ou contre le système de saignées auquel s'obstinaient les médecins, et le trouble régnait dans tous les esprits. Le 10 octobre, la jeune malade demanda elle-même les derniers sacrements. Trois jours s'écoulèrent dans des alternatives cruelles d'amélioration ou d'aggravation et, le 15 octobre, l'infortunée fiancée rendit le

dernier soupir à sept heures du soir. Elle avait seize ans !

Quatre jours après, ce fut le tour de l'archiduchesse Élisabeth. Le 19 octobre, au moment d'aller à la messe de *Requiem* pour sa sœur, elle se trouva indisposée. Elle surmonta ce malaise et assista à la messe. Mais en rentrant au palais, elle dut s'aliter et, le 21 octobre, la petite vérole se déclara. Dès l'abord on désespéra de sa guérison, car les esprits étaient si fortement assombris par les événements précédents, qu'ils ne voyaient plus que catastrophes. En apprenant que les médecins, fidèles à la routine, multipliaient les saignées sur la malade, le public se livra aux plus sinistres prévisions. On savait d'ailleurs que l'impératrice, qui avait en Van Swieten une confiance plus aveugle que jamais depuis sa guérison, fermerait l'oreille à toutes les attaques contre le traitement préconisé par lui. Heureusement la nature, plus forte chez Élisabeth que chez Josèphe, résista à la maladie et triompha des médecins. Elle se rétablit même promptement.

La mort de Josèphe avait anéanti Marie-Thérèse. « Je ne « vous écris ces lignes, mande-t-elle, le 5 novembre 1767, à la « comtesse d'Enzenberg, que pour vous assurer que j'existe, « qu'aujourd'hui nous avons tenu le *Te Deum* pour la guéri- « son d'Élisabeth. Je n'ai pu le dire sans larmes et sans y « ajouter le *De Profundis*. Je crains toujours que mes fils ne « suivent encore et j'avoue que je n'ai plus de forces pour « supporter un tel coup. Au reste je me porte bien, mais « abattue, plus dégoûtée du monde que jamais. »

S'il faut en croire Arneth, Van Swieten, cédant à la pression de plus en plus forte de l'opinion publique, alarmée d'une pareille série de malheurs dans la famille impériale, fut le premier à prêcher, en 1768, les mérites de l'invention, alors encore toute nouvelle, de l'inoculation. Grâce à ses conseils, Marie-Thérèse consentit à faire venir à Vienne le célèbre mé-

decin Ingenhouss, qui, le 10 septembre, pratiqua l'opération de l'inoculation sur les deux plus jeunes fils de l'impératrice, Ferdinand et Maximilien, ainsi que sur la jeune archiduchesse Thérèse, fille de Joseph. On crut devoir la tenir secrète, et le traitement fut suivi avec une attention inquiète par les initiés. Cinq jours après, les inoculés ressentirent un léger mouvement de fièvre et le 18 les premières pustules se manifestèrent, suppurèrent jusqu'au 24 et commencèrent à dessécher le 29. On remarqua avec étonnement que les jeunes opérés, loin de s'aliter, continuèrent à sortir à pied ou en voiture, sans inconvénient et l'on attacha tant d'importance au succès du nouveau traitement, que le jour où il fut terminé, on chanta le *Te Deum* dans la chapelle de Schoenbrunn. Ce fut tout un événement pour Vienne, où l'inoculation devint le thème de toutes les conversations. La plupart des familles de la haute noblesse s'empressèrent d'imiter l'exemple impérial, et Marie-Thérèse prit la chose tellement à cœur, qu'elle voulut que l'archiduc Léopold, grand-duc de Toscane, se fît inoculer parce qu'il n'avait pas encore eu la petite vérole. Le prince se prêta sans difficulté à ce désir et s'en trouva bien.

L'impératrice n'eut qu'à se louer de l'initiative, malheureusement tardive, qu'elle avait prise. Mais une dernière et cruelle épreuve lui était réservée, dont les conséquences empoisonnèrent les dernières années de son existence.

En 1766, Joseph II, d'accord avec sa mère, avait résolu de confier l'éducation de sa fille, l'archiduchesse Marie-Thérèse, à une femme du plus grand mérite, dont il avait pu apprécier le caractère et les rares qualités, alors qu'elle était grande-maîtresse de la cour de l'archiduchesse Élisabeth.

Christine-Philippine-Élisabeth de Trazegnies, veuve, en 1759, du marquis de Herzelles, directeur général des finances et des domaines des Pays-Bas, avait été appelée en 1760 à

Vienne, par l'impératrice, pour être attachée à la personne d'Élisabeth, au moment où cette jeune princesse atteignait sa vingtième année. C'était un poste de confiance dont elle se montra digne à tous égards. Toutefois sa santé ne pouvant se faire au climat de l'Autriche, elle se vit forcée, en 1763, de retourner aux Pays-Bas, au grand regret de Marie-Thérèse. Trois ans plus tard, Joseph II, obligé de se préoccuper de l'éducation de sa fille unique et désireux de placer près d'elle « une personne dont l'exemple et l'esprit agréable ferait plus « d'effet et serait plus agréable à copier que la prudence « désagréable des matrones à moustaches de la cour de « Vienne », songea, d'accord avec sa mère, à Madame de Herzelles, et chargea sa tante, la princesse Charlotte, d'obtenir de l'ancienne Aja d'Élisabeth de vouloir bien accepter le poste de haute confiance qu'il lui destinait. La négociation paraît avoir été difficile, car la marquise ne vint à Vienne qu'à l'automne de l'année 1767. Elle avait alors 38 ans, et son élève comptait cinq ans et demi. Sous son heureuse influence, l'enfant se développa rapidement et montra de telles dispositions, que Joseph en manifesta la plus vive reconnaissance pour la marquise. Il fut surtout touché de la tendre affection que sa fille ne cessait de lui témoigner et tout naturellement, ses relations envers sa mère, lien de tendresse précieuse entre le père et l'aïeule, s'en ressentirent favorablement. Ce ne fut malheureusement qu'un éclair dans sa vie.

Au commencement de janvier 1770, l'impériale enfant fut atteinte d'une toux violente, avec point de côté. Une pneumonie se déclara. Fidèles aux préjugés de l'époque, les médecins recoururent aux saignées. Chaque perte de sang fut d'abord suivie d'une amélioration sensible, mais faisant bientôt place à une plus grande aggravation. Une même et poignante anxiété réunit Marie-Thérèse et Joseph autour du lit de la

petite malade. Bientôt Joseph n'en bougea plus ni jour, ni nuit, car son enfant, jusque-là si souple aux moindres observations, ne voulut plus prendre de remède, de boisson ou de nourriture que de la main même de son père. Enfin, épuisée de sang et de forces, la petite malade rendit le dernier soupir le 23 janvier, vers 5 heures du matin. « On ne sait à quel « genre de maladie elle a succombé, écrit l'envoyé vénitien, « on en invente à l'infini. L'empereur est inconsolable..... « il ne veut plus voir le fameux médecin Van Swieten. » Ses lettres à la marquise de Herzelles attestent, d'autre part, une douleur profonde, une sorte de désespoir d'autant plus sombre qu'aucune pensée de foi, aucune élévation du cœur vers le ciel, ne vint en adoucir l'acuité.

Un an s'est à peine écoulé, et l'impératrice écrit à la marquise de Herzelles qui, dans l'intervalle, était retournée en Belgique.

« Ma chère d'Herzelles, nous voilà près de l'époque plus « que malheureuse qui nous a séparées. J'ose bien avancer « que c'est le temps du changement total du cœur de mon « fils, qui, depuis la mort de sa fille, a commencé à se séparer « de moi et continue toujours de plus en plus, si bien que « nous voilà réduits, pour conserver seulement les dehors, de « ne plus nous voir du tout qu'au dîner. Même les affaires se « traitent d'un étage à l'autre sans se voir. J'ai marqué ma « sensibilité là-dessus à trois reprises différentes, mais rien « n'a porté coup. Au contraire, cela a donné occasion à des « scènes que je ne veux plus me rappeler. L'indifférence, « sinon plus, est marquée. Jugez ce que mon cœur en « souffre, qui ne vivait que pour ce fils ; c'est plus amer que « la mort. »

Une seconde lettre, en date du 1er mars 1771, nous initie plus profondément encore aux chagrins intimes de Marie-

Thérèse et offre un tableau attristant de la tension de plus en plus aiguë des rapports du fils et de la mère. L'attitude d'esprit fort affectée par Joseph navre et épouvante la pieuse souveraine. « On n'ose tenir devant lui aucun discours de « religion, du clergé, de l'autorité de l'Église. Ce sont des sen- « tences qui font dresser les cheveux..... les confessions sont « rares; la prière très peu édifiante; rarement une messe « entière et souvent elle est laissée; aucune lecture spirituelle, « ni discours. Tout cela fait trembler. »

Les divergences ne sont pas moins accusées au point de vue politique. « Je ne peux, continue l'impératrice, rien entre- « prendre de bien, étant contre-chicanée..... Je ne sais les « choses que quand elles sont passées, par hasard. Alors il « n'est plus temps à y remédier et les torts restent sur vous. « Ce n'est plus ces temps où on parlait d'estime et d'amitié « de moi. On en fait tout à fait le contraire en haussant les « épaules ou quelque demi-mot, on sait s'excuser..... Depuis « un an, j'ai arrêté qu'on ne prenne partie à la guerre. J'avoue « moi-même, la politique y entrait moins que mes craintes « d'une guerre et des conséquences à prévoir; l'année dernière « j'ai gagné en cédant sur les visites à recevoir ici de mes « enfants.... et celle de Neustadt, du roi de Prusse. Ce plaisir « m'a coûté 60,000 florins, mais je l'ai cru plus utile pour « arrêter les idées de guerre, me flattant que cet hiver nous « aurons la paix ; mais malheureusement tout est disparu et « me voilà seule opposée à ces désirs de se faire un nom..... « et même, à la fin, je crois qu'on m'imputera d'être jalouse « de sa gloire.

« Kaunitz, que l'empereur n'aime point, et s'impatiente « souvent contre lui, est d'accord par nonchalance, par crainte « même de tout cela. L'empereur le sait bien, se sert de ces « faiblesses pour arriver à ses fins. Ainsi combattue, agitée

« continuellement, je succombe à la fin. Je laisse aller les « choses. »

Au mois d'avril, survient une éclaircie. L'empereur est venu annoncer à sa mère qu'il avait fait ses Pâques..... « Je « vous avoue, écrit-elle, ne m'y attendant nullement, j'étais « si saisie que je ne m'y attendais pas. Ma première réponse « s'en ressentit ; je lui ai répondu : Est-ce tout de bon ou « badinez-vous ? Il me répliqua que c'était tout de bon. Alors « mes larmes répondirent pour moi, ma voix était étouffée, « cela a duré quelques instants ; il a été touché, mais crainte « de le démontrer trop, il est parti et je n'ai pas eu la force de « le retenir que de lui dire : Quelle heureuse journée que Dieu « m'envoie dans mon plus grand abattement. » Suivent des épanchements de joie maternelle, car elle aime vivement Joseph, « ce fils qui, dit-elle, depuis le moment de sa naissance a fait l'objet de son cœur ». Elle a même un moment de gaîté. « L'idée de Kaunitz, écrit-elle, m'a fait rire. L'empereur « ne l'estime nullement, quoique ce soit pourtant le seul qu'il « écoute toutes les six semaines une fois. L'autre, outre son « indolence ordinaire, voyant notre ménage, s'en écarte le « plus qu'il peut, et ce sont encore les meilleurs. » L'éclaircie fut bien passagère. Les nuages revinrent bien épais à l'horizon.

Écoutons Marie-Thérèse écrivant le 9 juillet à madame de Herzelles. « J'ai voulu laisser du temps à voir du changement « pour moi. Je ne m'en flattais pas, mais je nourrissais contre « ma conviction cette espérance, mais tout est disparu. La « même indifférence, le même éloignement, à éviter même « de se trouver avec moi. Nous ne logeons pas même ensem- « ble, lui en ville, moi ici. Cela m'a fait grande peine au « commencement, mais je tâche de me rendre tous les jours « plus insensible. A la longue, on réussit. Nous ne nous voyons

« qu'au moment où on va dîner, et d'abord après on se « sépare et on ne se voit plus du tout. Voilà l'agréable vie « que nous menons. J'ai pris complètement la place de cette « sainte impératrice Josèphe. » Et le 16 décembre suivant : « Ma chère amie, tout est perdu et rien à gagner pour moi. « Cela rend ma vie bien dure et mon goût pour la retraite « nécessaire. Mon fils est partout admirable, hors de chez lui. « Cela est d'autant plus sensible. Nous ne nous voyons plus « qu'au dîner et au conseil; et il faut être bien sur ses gardes « pour ces peu de moments, qu'on ne tombe en contestations. « Il est bien changé, mais je ne saurais dire en bien, depuis « votre départ. »

Le 30 juin 1773, la douleur de la malheureuse souveraine s'exhale dans une phrase courte, mais d'autant plus éloquente. « Je vous avoue je suis bien bas et je crains souvent « de perdre la tête comme j'ai perdu mon cœur, car celui-ci « est criblé de chagrins et sans ressources. »

Cependant, au milieu de ses plus dures épreuves, Dieu permit qu'un événement, qu'elle croyait heureux et qu'elle avait ardemment désiré, vînt relever momentanément son courage abattu et sceller l'alliance tant travaillée par Kaunitz, entre la France et l'Autriche. L'archiduchesse Marie-Antoinette était à peine âgée de 10 ans, lorsqu'à la mort du Dauphin de France, père du duc de Berry, arrivée en 1765, des négociations actives furent échangées entre les cours de Vienne et de Versailles au sujet du projet de mariage de la jeune princesse avec le nouveau Dauphin. Ces échanges de vues, jusque sur les plus minutieux détails de l'éducation de Marie-Antoinette, n'aboutissant pas assez vite au résultat désiré et Louis XV ne se décidant pas à sortir de sa réserve, l'impératrice s'en impatientait et, un jour que l'ambassadeur français, marquis de Durfort lui ayant dit qu'il avait ordre de

rechercher les portraits de son auguste famille, elle répondit vivement : « Ma famille n'est pas petite, il y a pourtant quelque chose à Schœnbrunn. »

Enfin, au mois de mai 1769, le mariage fut résolu et le lundi de Pâques, 16 avril 1770, la main de l'archiduchesse Marie-Antoinette fut solennellement demandée, par le marquis de Durfort, au nom de Louis XV, à l'empereur d'abord, à l'impératrice ensuite. Sur l'ordre de cette dernière, la jeune fiancée dut passer trois jours dans la plus profonde retraite. Le mariage par procuration fut célébré à Vienne, le 19 avril 1770 et le 21 avril, à 10 heures du matin, Marie-Antoinette partait joyeuse pour la France, confiante dans la destinée brillante qui s'ouvrait devant elle et qui devait se terminer sur l'échafaud. Et dans le long martyre final, terrible antithèse de ses années heureuses, que subira la malheureuse reine, on verra refleurir en elle, la dignité, la grandeur d'âme, la fière et chrétienne vaillance de Marie-Thérèse.

Au moment de la séparation, l'impératrice fit don à Marie-Antoinette, d'un manuel composé et écrit par elle et qui était destiné à lui servir de guide et de règle dans les difficiles situations où les intrigues de cour la mettraient forcément. En outre, elle confia spécialement au comte de Mercy-Argenteau, le soin de veiller sur la Dauphine, et lui donna l'ordre de la tenir fidèlement au courant de ses moindres faits et gestes. Cette correspondance de Marie-Thérèse et de Mercy, si précieuse et si intéressante, où la sollicitude maternelle se mêle aux nombreuses inquiétudes que son expérience du monde lui fait concevoir pour sa fille, dans une cour si dissemblable de celle d'Autriche toute simple et familiale, était complètetement secrète, nul n'en savait l'existence, Kaunitz même n'y était initié que pour le strict nécessaire et sa jalousie en fut tant excitée, qu'il en garda toujours rancune à Mercy. Ces

lettres, pleines de recommandations et de conseils, appuient vivement sur l'observance consciencieuse des pratiques religieuses. Marie-Thérèse se tourmente du « prodigieux bonheur » qu'on attend de ce règne, « plus on espère, plus il est difficile de contenter », elle s'émeut des fautes où la faiblesse de caractère de Louis XVI, l'étourderie et l'inexpérience de la jeune reine, peuvent les entraîner et des paroles sévères se font quelquefois même entendre. La droiture de son jugement lui fit craindre la poussée violente des idées nouvelles et si elle n'en comprit pas toute la dangereuse portée, la vision de l'avenir n'en fut pas moins pour elle comme une épine ajoutée à celles qui déjà, doublaient son impériale couronne.

CHAPITRE VINGT-QUATRIÈME.

SOMMAIRE. — Impressions de Marie-Thérèse. — Modifications ministérielles. — Mort du roi de Pologne. — Candidatures de l'électeur de Saxe, fils du roi, et de Stanislas Poniatowski. — Intervention de Catherine II et du roi de Prusse. — Mort du jeune électeur de Saxe. — Élection de Stanislas Poniatowski. — L'Autriche et la France reconnaissent Stanislas comme roi de Pologne. — Divergences entre la Russie et la Prusse. — Appel de Laudon à Vienne. — Convention secrète entre la Russie et la Prusse. — Étrange combinaison politique de Kaunitz. — L'Autriche concentre des forces considérables sur les frontières de la Hongrie. — Occupation du district polonais de Zips. — Rapprochement avec la Prusse. — Entrevue de Neisse. — Seconde entrevue à Neustadt. — Kaunitz et le roi de Prusse. — La guerre russo-turque. — Perplexités de Marie-Thérèse. — Ses pénibles relations avec Joseph.

LA douloureuse inanité des résultats de la guerre soutenue contre la Prusse, au prix de durs sacrifices alors qu'elle avait été entamée sous l'influence d'illusions aussi grandes que décevantes, avait, nous l'avons vu, laissé dans l'esprit de Marie-Thérèse, une profonde aversion pour toute guerre nouvelle et une invincible défiance du roi de Prusse. Ce dernier sentiment dominait les appréciations du cabinet de Vienne sur les dispositions des puissances de l'Europe, au point de les lui faire juger d'après leurs relations avec la cour de Berlin. D'autre part, si la position de Kaunitz auprès de l'impératrice ne parut pas ébranlée, à la suite des mécomptes dus à son œuvre capitale, l'alliance française, ceux-ci exercèrent incontestablement sur lui et sur son caractère une véritable dépression. Ni la confiance, ni l'affection de Marie-Thérèse pour le chancelier, n'en sont diminuées, mais ses yeux commencent à mieux voir les défaillances de son ministre favori et elle

ne tarde pas à remarquer que sa puissance de travail s'est amoindrie et que les affaires de l'État en souffrent. Trop fin pour ne pas démêler la modification survenue dans l'esprit de sa souveraine, Kaunitz se hâte de prendre les devants. Avec sa souplesse ordinaire, il aborde lui-même le péril et, prenant occasion de la mort de deux principaux sous-ordres de la chancellerie, il se déclare fatigué, malade et offre sa démission. Marie-Thérèse s'y refuse et, après quelques pourparlers, l'accord se rétablit au moyen d'une combinaison qui crée ministres d'État les comtes de Stahremberg et de Pergen, en les chargeant de quelques-unes des attributions de Kaunitz. La politique étrangère s'inspire toujours du principe de l'alliance française, passé à l'état de dogme, mais le ressentiment inoubliable des syncopes de l'alliance russe, dans la guerre de Sept-Ans, et du peu de sincérité des premières promesses de Catherine, fait que désormais à Vienne, la défiance envers la Prusse se double d'un même sentiment à l'égard de la Russie.

Le 5 octobre 1763, mourut le roi de Pologne, Auguste III, électeur de Saxe. Comme il était malade depuis longtemps, l'attention des puissances voisines de la Russie s'était éveillée, bien avant son décès, sur le choix de son successeur et un échange de vues avait été entamé au sujet de sa succession. D'accord en apparence, ces vues différaient entièrement quant au fond. L'apparence était que toute liberté de choix fut laissée à la Pologne entre les divers prétendants. L'Autriche déclara ouvertement son désir de voir le fils de l'électeur succéder à son père sur le trône de Pologne, mais, loin de prétendre l'imposer, elle n'hésita pas à ajouter que, pourvu que l'intégrité du territoire polonais fût sauvegardée, elle s'inclinait devant le choix du pays s'il tombait sur un indigène. Catherine posa la candidature de son favori, Stanislas Poniatowski,

neveu du chef de la puissante maison des Czartoriski et, tout en protestant de son respect pour la liberté de la nation, elle fit avancer ses troupes sur le territoire polonais, tandis que Frédéric II, lié par un traité prétendûment définitif avec elle, envahissait de son côté le duché de Prusse et le ravageait.

Ce commencement de mesures violentes, accompagné de menaces terribles contre toute tentative de résistance, plaça le gouvernement autrichien dans la position la plus délicate. La mort de l'électeur de Saxe, survenue deux mois après celle de son père, lui enlevait le prétexte de candidature dont il se couvrait, car le prince défunt ne laissait qu'un fils de treize ans. Les dissentiments profonds qui divisaient les adversaires de Poniatowski, empêchaient de trouver parmi eux un point d'appui tant soit peu solide. Enfin, la résolution bien arrêtée de Marie-Thérèse, d'éviter la guerre par tous les moyens possibles, était trop impérieusement commandée par la situation même de l'Autriche, pour ne pas être notoire. On s'explique donc très bien le mot de Kaunitz au marquis du Chatelet, ambassadeur de France à Vienne, en apprenant la mort d'Auguste III : « Voici la Pologne aux mains de la Russie. »

Afin de sauvegarder les apparences, la cour de Vienne se cantonna dans le respect du libre choix de la nation polonaise et de l'intégrité de la Pologne. Sa diplomatie s'ingénia à obtenir de la Prusse certaines déclarations platoniques du même genre, impliquant la promesse de neutralité complète si l'Autriche ne recourait pas à la force, ce qui donna occasion à l'impératrice de couvrir son impuissance au moyen d'assertions analogues. Un appel, signé par quinze sénateurs opposés à Poniatowski, ayant été adressé à Marie-Thérèse pour lui rappeler que, s'étant engagée à maintenir la liberté de l'élection, elle avait le devoir de contraindre par les armes les Russes à

évacuer la Pologne, le comte de Mercy et le fils de Van Swieten, l'un plénipotentiaire, l'autre simple agent diplomatique à Varsovie, eurent mission de trouver et trouvèrent quinze autres sénateurs russophiles, qui supplièrent l'impératrice de ne pas fournir à la czarine le prétexte d'une intervention militaire. Ces petites habiletés manquèrent leur but, parce que les représentants de la France à Varsovie, le marquis de Paulmy et le comte de Hennin, mécontents des refus opposés par les partisans de la Russie à certaines propositions tendant à supprimer le *liberum veto* et à sauvegarder les intérêts de Stanislas, quittèrent brusquement Varsovie et retournèrent en France. Devant l'obstination des Czartorisky, Kaunitz ne craignit pas d'imiter la France et donna l'ordre aux envoyés autrichiens de quitter à leur tour Varsovie, en évitant toutefois toute déclaration pouvant engager l'avenir et faire obstacle aux éventualités. Cette attitude sans franchise fut pour la Russie et pour la Prusse un gage de la complicité déjà tacitement acquise de l'Autriche, dans l'attentat préparé de longue main contre la Pologne. Le 24 août, la diète se réunit à Varsovie ; le 28, la czarine lui fit connaître son désir de voir le choix des membres de la diète se porter sur Stanislas Poniatowski ; le 7 septembre, ce dernier fut élu roi à l'unanimité des voix et couronné le 25 à Cracovie.

Si peu satisfaite qu'elle fut de cette élection, la cour de Vienne crut peu politique d'afficher trop haut son mécontentement. Elle se borna à garder, vis-à-vis du roi Stanislas, une réserve polie, calculée de manière à lui permettre de demeurer unie avec la France et à laisser ouverture à des négociations éventuelles. Stanislas, très désireux d'obtenir de Marie-Thérèse la reconnaissance de son élévation à la couronne, envoya d'abord à Vienne, son frère, le comte Poniatowski, qui avait servi en Autriche. Le comte y reçut un accueil très

courtois, mais n'eut pas même audience de Marie-Thérèse. Les pourparlers furent repris un peu plus tard par le jeune prince Czartoriski, qui apporta des instructions plus conciliantes. Grâce aux efforts de Marie-Thérèse, qui désirait vivement arriver à un accord complet, la France obtint les satisfactions qu'elle réclamait, la maison de Saxe fut affranchie d'une grosse dette personnelle de sept millions de florins, contractée envers le trésor polonais par Auguste III et Stanislas consentit à recevoir en grâce ceux de ses adversaires qui s'étaient le plus compromis dans leur opposition contre lui.

Le comte Poniatowski revint à Vienne porteur des lettres de notification de son frère à l'impératrice et à l'empereur Joseph. Il fut traité avec la plus haute distinction, reçut avec Kaunitz et Colloredo le grand cordon de l'ordre de Saint-Étienne et fut élevé au rang de prince du Saint-Empire. Un des fils du chancelier eut mission de porter à Varsovie les réponses et les félicitations impériales.

La reconnaissance de Stanislas par la France se fit attendre quelques mois de plus, parce que le nouveau monarque chercha longtemps à esquiver l'exécution des engagements pris vis-à-vis de la cour de Versailles. Il fallut une nouvelle et énergique intervention de Marie-Thérèse pour la décider à une démarche qui semble lui avoir beaucoup coûté. Ainsi se termina, en janvier 1766, une affaire que Kaunitz, écrivant plus tard à Stahremberg, désigne comme la plus difficile de toutes celles qu'il avait eu à traiter depuis son élévation au poste de chancelier. Bientôt surgirent de nouveaux nuages. En plaçant Stanislas Poniatowski sur le trône de Pologne, malgré l'opposition de l'Autriche et de la Saxe, Catherine avait cru trouver en lui un instrument servile de ses plans. Elle entendait avant tout maintenir dans la constitution du royaume, cette loi du *liberum veto*, en vertu de laquelle aucune

résolution de la diète ne pouvait avoir force et vigueur, si un seul de ses nombreux membres lui refusait son vote. Elle exigeait, d'autre part, l'admissibilité des non-catholiques aux droits politiques que la constitution du royaume ne leur reconnaissait pas depuis des siècles. Enfin, elle prétendait imposer à la Pologne, sous prétexte de régularisation de frontières, la ratification des usurpations de la Russie. Stanislas résista d'abord, tout en laissant comprendre qu'il pourrait faire certaines concessions sur la question des dissidents. Mais il n'était malheureusement pas de taille à soutenir le rôle patriotique qu'il semblait vouloir assumer. Naturellement il se tourna vers l'Autriche, lui demandant conseil et assistance. On ne peut douter que si l'impératrice avait pris, en ce moment, une attitude énergique et se fût montrée décidée à ne pas tolérer l'écrasement de la Pologne, celle-ci aurait pu être sauvée. Mais Kaunitz, exploitant l'aversion de Marie-Thérèse pour la guerre, évita de répondre officiellement aux appels pressants du roi et de l'évêque de Cracovie, Soltyk. Il se borna à leur envoyer confidentiellement d'onctueux conseils de prudence, qu'il souligna habilement par l'ordre de concentrer des troupes en Bohême et l'appel de Laudon à Vienne.

Si peu sérieuses que fussent au fond ces dernières mesures, elles eurent pour résultat d'amener la czarine à s'assurer de l'appui de la Prusse. Le traité, purement défensif, existant entre les deux cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin, fut modifié au moyen d'une convention secrète du 20 avril 1767, par laquelle Frédéric II s'engagea à faire cause commune avec la czarine en cas de guerre avec l'Autriche, moyennant des dédommagements à convenir.

Le triste spectacle que présentait alors la Pologne déchirée par les factions, bouleversée par les passions, les haines et les basses cupidités des classes dirigeantes, pouvait d'ailleurs

effrayer à bon droit ceux qui s'intéressaient à ce malheureux pays. Les consciences, à la merci de l'intérêt du moment ou des impulsions d'un orgueil implacable, n'offraient aucune prise au patriotisme, aucune garantie de sécurité aux alliés éventuels. Minée par le ver rongeur de sa constitution anarchique, l'autonomie polonaise devait nécessairement s'effondrer, sans espoir de renaissance, aux premières secousses. C'est sous l'impression de ce péril manifeste que Marie-Thérèse, répondant au cardinal Borroméo, nonce du saint Siège, qui lui recommandait la protection de la Pologne : « Je frémis « quand je pense aux flots de sang déjà répandus sous mon « règne. Il n'y a qu'une nécessité absolue qui puisse me dé- « cider à en faire verser encore une seule goutte. »

Cependant les événements marchaient. Le 4 octobre 1767, la diète s'ouvrit. Dans la nuit du 13 au 14, le comte Repnin, commandant le corps d'armée russe qui avait envahi la Pologne, fit enlever et transporter au fond de la Russie, l'évêque de Cracovie, le comte Wenzel Rzewuski et l'évêque de Kieff, coupables de s'être prononcés énergiquement contre l'admission des dissidents aux délibérations du Parlement polonais. Une délégation spéciale fut chargée de préparer les résolutions à soumettre au vote de la diète. L'opposition, effrayée, courba docilement la tête. Pas une voix ne s'éleva pour combattre le maintien du *liberum veto* dans toute son absurde étendue, ou l'égalité des droits politiques des catholiques et des dissidents. La Russie obtint tout ce qu'elle voulut, et la diète couronna dignement ses basses œuvres en plaçant la nouvelle constitution sous la garantie de la czarine, proclamée désormais l'arbitre des destinées de la Pologne.

Les catholiques prirent les armes pour la défense de leurs droits, après s'être confédérés à Bar, en Podolie. Les dissidents s'armèrent de leur côté, la guerre civile éclata et couvrit la

Pologne de ruines et de sang. Tandis que les uns appelaient à leur aide l'Autriche et la Porte, les autres se jetèrent dans les bras de la Russie. Le sultan se souciait peu de s'engager dans une lutte avec la Russie et ne s'y laissa entraîner plus tard que par les provocations de cette puissance. Quant à la cour de Vienne, l'homme qui dirigeait sa politique, prêtait bien plus d'attention aux moindres faits et gestes de la Prusse qu'aux cris de douleur des Polonais. Décidé depuis longtemps à ne sacrifier ni un soldat, ni un écu, pour ses malheureux voisins, ce libre-penseur, passé maître en fait d'égoïsme, roulait dans sa tête un monde de combinaisons politiques étrangement compliquées, dans le but final d'exploiter, au profit de l'Autriche, et le malheur de la Pologne et la passion bien connue de Frédéric II pour « la pêche en eau trouble ».

De ces hautes méditations sortirent deux notes, à l'empereur Joseph, alors en Bohême.

Dans la première, après avoir exposé la direction d'idées politiques qu'il se croit autorisé à attribuer au roi de Prusse, il couclut que, si ce monarque envahit la Pologne, comme la Russie, l'Autriche doit se borner à concentrer des forces imposantes sur les frontières polonaises et attendre les événements, en prenant soin de rassurer la Porte sur ses intentions.

La seconde livre le fonds des pensées de son auteur. Kaunitz établit les motifs qui lui donnent lieu de se persuader que le roi de Prusse désire avant tout rester en bonne intelligence avec l'Autriche. Mais sa conscience lui rappelle trop fréquemment les torts qu'il a eus envers l'impératrice pour que sa méfiance ne soit pas toujours en éveil.

Il est indispensable de faire disparaître cette méfiance.

Un seul et unique moyen se présente à l'esprit : celui d'une entrevue de l'empereur et du roi de Prusse.

Ici Kaunitz s'embarrasse et se sent mal à l'aise. Effrayé tout à coup de ce que la proposition qu'il va développer renferme de vide et de hasardé, il aveugle hâtivement l'empereur d'une épaisse poussière de flatteries.

« Certes, dit-il, le roi de Prusse a infiniment d'esprit et « peut être très séduisant. De plus — et ce point mérite ré- « flexion — il dit non seulement ce qu'il veut, mais très sou- « vent aussi ce qu'il ne pense pas. Ces motifs suffiraient pour « faire déconseiller l'entrevue, si l'on ne connaissait la sagesse, « la prudence et surtout le sang-froid de l'empereur. Cette « dernière qualité mettra à néant toute l'habileté de langage « du roi. »

Rassuré, Kaunitz entre en matière et fait le programme de l'entrevue. « L'empereur, indique-t-il, donnera au roi des « assurances d'estime et d'amitié, avec cette noble franchise « qui est plus persuasive que les plus brillants discours. Il « s'efforcera de dissiper toute défiance des intentions de « l'Autriche. Si le roi vient à parler d'alliance, il conviendrait « que l'empereur se montrât disposé à conclure un simple « traité d'amitié parfaitement compatible avec les autres en- « gagements de l'Autriche. En même temps, l'empereur ferait « remarquer avec franchise au roi qu'il attache beaucoup plus « de prix aux conventions fondées sur la parole personnelle « et sur les intérêts respectifs des monarques, qu'à celles nées « de pourparlers menés entre ministres ou diplomates. Il « pourrait ajouter que si la maison d'Autriche et le roi de « Prusse voulaient s'entendre loyalement, en écartant toute « méfiance, ils pourraient se rendre mutuellement de grands « services et maintenir solidement la paix en Allemagne, « même dans le cas où l'Angleterre et la France recommen- « ceraient à se faire la guerre, au risque d'entraîner dans leur « querelle le continent européen. Un accord provisoire des

« deux cours de Vienne et de Berlin, se traduisant par une « déclaration commune de neutralité en pareil cas, serait une « mesure éminemment sage, qui augmenterait l'influence des « deux gouvernements et leur permettrait de donner le ton, « en temps de guerre comme en temps de paix.

« Ces considérations admises, l'empereur proposerait d'échan- « ger entr'eux des lettres confidentielles, dans lesquelles « l'empereur et sa mère, d'une part, le roi de l'autre, engage- « raient leur parole sacrée de vivre en paix et amitié mu- « tuelles, d'observer consciencieusement la neutralité en cas « d'une guerre quelconque et de tenir leurs engagements « absolument secrets. Les lettres auraient la valeur d'un « traité formel et tout en permettant aux parties de nier, « sans mensonge, l'existence d'un traité. . . . . .

« ..... Il serait à désirer que le ton donné à cet entretien « fût empreint d'assez de cordialité pour amener le roi à « s'ouvrir de lui-même sur l'éventualité de l'extinction des « mâles dans la maison de Brandebourg ; il faudrait alors « louer sa prévoyance et lui faire entendre que la cour de « Vienne se prêterait à tout ce qu'il pourrait désirer, dans la « limite des intérêts autrichiens. Cette dernière réserve devrait « être formulée nettement, sinon le roi ne croirait pas aux « bonnes dispositions de l'empereur. Enfin, au cas où la con- « versation se porterait sur les affaires de Pologne, l'empe- « reur devrait déclarer de nouveau que l'Autriche se garderait « soigneusement de toute intervention, tant que les autres « puissances suivraient la même ligne de conduite, et « qu'il ne chercherait pas à s'agrandir aux dépens de la « Pologne. »

Kaunitz, fier de l'inspiration de génie qui l'avait poussé à former de si beaux plans sur la simple éventualité de l'extinction masculine de la maison de Brandebourg, ne s'aperçut

pas qu'au lieu d'une note, il envoyait une véritable instruction de pédagogie à son élève.

Joseph, blessé de la forme et jugeant le fond peu sérieux rejeta dédaigneusement le tout. Cette mésaventure mortifia cruellement Kaunitz. Il chercha à s'excuser près de l'empereur et écrivit à l'impératrice que tout cela le confirmait dans la persuasion qu'il n'était pas fait pour servir un autre maître qu'elle. Pour se remettre, il sollicita la permission d'aller passer quelques semaines dans sa terre d'Austerlitz. Le remède lui réussit, car, outre que « sa persuasion » s'effaça, ainsi que la suite le prouva, il ne tarda pas à soumettre à l'empereur une nouvelle combinaison à la fois diplomatique et politique, de beaucoup plus compliquée et plus fantaisiste que la première.

Au mois d'octobre 1768, il avait recommandé avec beaucoup d'insistance au général comte de Nugent, ambassadeur de la cour de Vienne à Berlin, de ne rien négliger pour convaincre Frédéric que l'impératrice, comme l'empereur, avait abandonné sans retour toute pensée de recouvrer jamais la Silésie. Il jugeait, avec pleine raison, que le jour où cette conviction aurait pénétré l'esprit du roi de Prusse, le seul obstacle sérieux à une entente véritable entre l'Autriche et la Prusse, aurait disparu.

Le 3 décembre, par une brusque évolut on de sentiment, il soumet à Marie-Thérèse et à Joseph, une note développant l'idée étrange et chimérique — c'est lui qui parle — de recouvrer la Silésie du plein gré de Frédéric lui-même, par l'intervention de la Porte.

Il expose que son point de départ est une communication confidentielle qui lui a été transmise par le Grand-Vizir et dans laquelle ce personnage le presse d'enlever la Silésie au roi de Prusse, en lui promettant le plus énergique appui de

la Porte. En méditant sur cette ouverture, la pensée lui est venue qu'il serait facile de profiter des bonnes dispositions de la Porte pour lui faire comprendre qu'il existait un moyen d'arriver au même but, non seulement sans faire la guerre au roi de Prusse, mais encore du plein gré de ce prince et au plus grand profit de la Porte.

Le moyen consisterait à amener le roi de Prusse à une action commune avec la Porte et l'Autriche contre la Russie, action dont les résultats seraient pour l'Autriche la rétrocession de la Silésie, pour la Prusse, la possession des duchés de Courlande et de Prusse, pour la Porte, la réalisation de ses projets contre les Russes. Quant à la Pologne, elle ne pourrait regretter le sacrifice qui lui serait imposé en échange de l'expulsion totale des Russes hors du territoire polonais et la garantie de son autonomie.

Au besoin, si, pour couper court aux hésitations possibles de Frédéric, il fallait lui avancer quelques dizaines de millions, le sultan s'y résoudrait bien volontiers, certain de les retrouver, et dans l'économie des frais de la guerre qu'il se disposait à faire à la Russie et dans ses conquêtes.

Seulement, vu la position délicate de l'Autriche vis-à vis de la Prusse, il serait indispensable que la Porte se chargeât exclusivement des premières ouvertures à faire au roi de Prusse.

Chose étrange ! Joseph prit la peine de combattre point par point le nébuleux et absurde projet de Kaunitz et en démontra aisément l'inanité. Mais par une contradiction inexplicable, il conclut à l'exécution et à la possibilité du succès.

Marie-Thérèse, dans son premier mouvement d'enthousiasme, applaudit « de tout son cœur » à la décision de son fils. Cependant, la réflexion venue, elle refusa de donner suite à ses premières résolutions. Joseph se garda bien de contredire sa mère. Finalement le projet de Kaunitz fut jeté au pa-

nier. Mais pendant quelques jours, peut-être même seulement quelques heures, Marie-Thérèse avait accueilli l'idée du fractionnement de la Pologne. Si courtes que fussent ces heures, la pensée avait germé. Cultivée par des mains dénuées de scrupules, elle devait porter fruit.

Le spectacle donné par la Pologne ne plaidait pas en faveur de ce malheureux pays, en proie à toutes les horreurs de la guerre civile. Au mois de septembre 1768, la chute du grand-vizir, Muhsinsa-Pacha, grand partisan de la paix, amenée par des intrigues auxquelles les confédérés de Bar ne furent pas étrangers, eut pour conséquence une déclaration formelle de guerre du sultan à la czarine et, selon le vieil usage musulman, l'incarcération brutale du ministre russe à Constantinople, Cbrescow.

La cour de Vienne offrit vainement sa médiation au sultan. Le refus l'obligea à presser les mesures de précautions, très naturelles d'ailleurs, que le voisinage des territoires turcs et polonais lui imposaient. Elle garnit les frontières orientales d'un cordon militaire et, comme les délimitations étaient fort vagues, principalement du côté de la Valachie et de la Moldavie, elle fit planter des poteaux aux armes impériales le long des tracés qu'elle entendait défendre. Kaunitz se rappela fort à propos, à cette occasion, que, plusieurs siècles auparavant, le royaume de Hongrie, pressé par des nécessités d'argent, avait reçu de la Pologne certaine somme, en garantie de laquelle il avait cédé à celle-ci, la possession du populeux district de Zips, jusqu'à parfait remboursement. Or, à ce moment, le district de Zips était occupé par les confédérés, et le roi Stanislas, impuissant à les chasser, avait invité l'Autriche à l'investir provisoirement. Kaunitz, qui avait ses desseins, déclina l'offre du roi, en principe, mais l'agréa en fait. Les dix villes du district reçurent des garnisons de

troupes autrichiennes, en vertu d'une déclaration impériale invoquant les anciens droits de la Hongrie et affirmant l'intention de négocier diplomatiquement avec la Pologne le remboursement des sommes dues par le royaume de Hongrie. Aveuglée par le côté spécieux du rapport de son chancelier, Marie-Thérèse ne vit ni la misère réelle du prétexte, ni la gravité de ce premier empiètement sur le territoire polonais.

La Russie et la Prusse acceptèrent d'autant plus facilement le fait accompli, que la cour de Vienne avait donné toute satisfaction à celle de St-Pétersbourg sur deux points plus importants soulevés, précisément dans le même temps, par le gouvernement russe.

Déjà Marie-Thérèse, sous l'influence des conseils de Kaunitz, s'était peu à peu faite à la pensée d'un rapprochement avec la Prusse. Elle y voyait un gage sérieux de paix, tout au moins pour l'Allemagne, et sa générosité naturelle trouva, dans la nécessité de sacrifier ses anciens ressentiments à la prospérité de ses États, un attrait de nature à goûter les arguments politiques du chancelier. Elle en vint à désirer vivement qu'une entrevue entre son fils et Frédéric attestât publiquement devant l'Europe cet holocauste à la paix générale. Mais lorsque le comte de Nugent, chargé de sonder les dispositions du roi, accomplit sa mission, il se heurta, dès l'abord, contre une méfiance si profonde, qu'elle ne prenait guère la peine de se dissimuler. Le cauteleux Frédéric, habitué à juger ses voisins d'après lui-même, attribua les démarches de l'Autriche au désir de le brouiller avec la Russie, puis à quelqu'intention secrète de l'impératrice de détrôner Stanislas au profit du prince de Conti ou du duc Albert de Saxe. Mais lorsqu'il s'aperçut de l'impression fâcheuse causée à Vienne par ses procédés, il changea de

langage et afficha le plus grand empressement à réaliser l'entrevue proposée.

Elle eut lieu le 25 août 1769 à Neisse, sans apparat officiel. Joseph arriva dans cette ville sous le nom de comte de Falkenstein, accompagné du prince Albert de Saxe, son beau-frère, du grand-écuyer comte Jean-Charles de Dietrichstein, du maréchal comte Lacy, des généraux Laudon, Ayasasa, Althan et Nostitz. Il descendit à l'auberge et se rendit immédiatement chez le roi, qui le reçut entouré d'un grand cercle d'officiers. Les souverains et les princes échangèrent force accolades et compliments. Pendant trois jours les troupes prussiennes exécutèrent des manœuvres variées, que les généraux autrichiens suivirent avec un intérêt facile à comprendre. Les repas furent, paraît-il, interminables, les résultats politiques nuls.

« La dernière manœuvre terminée, écrit le prince Albert de « Saxe, nous nous séparâmes, sur le terrain d'exercices, de « nos hôtes prévenants, non sans bien des embrassades, des « assurances d'amitié réitérées, ni sans penser, chacun en son « particulier, que ces démonstrations n'empêcheraient pas « qu'un jour ou l'autre et peut-être dans un temps pas trop « éloigné, nous pourrions nous prendre derechef mutuellement « par le collet, et c'est avec ces réflexions que nous enfilâmes « de notre côté le chemin de Neisse à Glatz, où nous arri- « vâmes l'après-midi, d'où, nous mettant l'empereur et moi à « cheval, nous poursuivions notre route jusqu'à Nachod, en « Bohême, où nous ne parvînmes cependant fort fatigués « qu'assez avant dans la nuit. On m'avait donné en outre, « pour monture, un gros cheval de voiturier avec une selle « y analogue, munie d'un porte-étrier en fer, ce qui ne con- « tribua pas peu à la fatigue de cette course en partie noc- « turne, de douze lieues de chemin. »

Quant à l'empereur, il avoua ne savoir dire ce qui l'avait le plus charmé, de son arrivée à Neisse ou de son départ. De son côté, Frédéric, dans une lettre du 2 septembre, écrivit au comte de Finkenstein, son ministre : « L'empereur a l'es-« prit vif et l'abord attrayant. Il a un goût sérieux pour le « militaire. Il m'a assuré qu'il avait oublié la Silésie, j'en ai « cru ce que j'ai voulu. Il m'a proposé de réduire nos armées, « ce que j'ai poliment décliné. Il est dévoré d'ambition. Pour « le moment, je ne puis dire s'il a en vue Venise, la Bavière ou « la Lorraine, mais ce qui est certain, c'est qu'il mettra le feu « à l'Europe, dès qu'il sera le maître. »

Frédéric ne fut qu'à demi-prophète. On peut douter de la sincérité de son jugement. Sa correspondance avec le prince Henri l'autorise. En effet, outre qu'elle nous apprend que l'empereur et le roi ne se séparèrent pas sans être convenus de se revoir, elle nous révèle encore que les conséquences d'un rapprochement sérieux de l'Autriche et de la Prusse, au point de vue de leur influence prépondérante sur l'Europe, n'avaient pas échappé à l'intelligente perspicacité du roi et de son frère.

« Ce n'est pas moi, lui mandait le roi, qui verrai la récon-« ciliation de la maison d'Autriche avec la nôtre. Il ne s'agit « pas seulement que le temps efface le souvenir du passé. Il « faudrait encore le remplacer par une pleine confiance « mutuelle, et que l'impératrice perdît l'habitude invétérée « qu'elle a prise depuis trente ans, de me détester. Or je te le « demande, mon cher frère, dis-moi franchement, si moi, « avec mes 60 ans bien sonnés, je puis raisonnablement me « flatter de mener pareille entreprise à bien. D'ailleurs n'est-ce « pas notre alliance avec la Russie qui pousse l'Autriche à « nous faire bonne mine? Tant qu'elle subsistera, elle ne peut « bouger. Je ne dis pas que l'empereur ne soit pas bien inten-

« tionné, mais peut-on faire quelque fond sur un jeune prince « que la légèreté de son âge peut faire tourner à tout vent ? « Il faut penser en outre, que sa mère peut encore vivre « longtemps et, qu'avec la meilleure volonté du monde, il sera « encore bien des années hors d'état de faire un pas. Je con- « sidère donc tout ce que je fais pour cette entente comme « autant de jalons d'essai, qu'un heureux hasard peut faire « réussir, comme un accident peut les mettre à néant. »

Le prince Henri encourageait le roi en indiquant à mots couverts le partage de la Pologne, comme base de la future alliance rêvée par le roi.

Dans une autre lettre à son frère, Frédéric l'informe qu'il a promis à Marie-Thérèse d'user de toute son influence pour faire accepter par la Russie l'offre de médiation posée par l'Autriche à Constantinople et, après avoir fait remarquer qu'elle sera contrariée par les démarches de la France auprès du Sultan, il ajoute : « Quand j'irai en Moravie, je verrai ce « qui peut se faire. »

L'idée du partage de la Pologne était accueillie avec faveur en France, dans les cercles dominés par le philosophisme voltairien. Au mois de mars 1769, le duc de Choiseul, encore tout-puissant, n'hésitait pas à proposer au roi de Prusse de s'annexer la Courlande et l'Ermeland. Au mois d'août suivant, il donnait un conseil analogue au comte de Mercy, ambassadeur de Vienne à Paris, et se faisait même fort de lui fournir un plan de partage bien complet.

Le général Mokronowski, chargé d'affaires des confédérés de Bar à Paris, eut vent de l'affaire et eut la naïveté de proposer à Mercy, au nom de ses commettants, de vendre à l'impératrice le district de Zips, moyennant une somme d'argent comptant.

Kaunitz se réjouit grandement de ces démarches. Mais tout

acquis qu'il fût à l'idée du partage, il ne jugeait pas la poire assez mûre pour la cueillir. Il se borna à attendre l'envoi du plan annoncé par M. de Choiseul et évita de répondre à Mokronowski.

La guerre russo-turque le préoccupait avant tout. Il ne se dissimulait pas qu'elle se terminerait au grand désavantage de la Turquie et il redoutait une dangereuse extension de la puissance russe. Aussi ne négligea-t-il rien pour disposer le Sultan à accueillir le renouvellement de ses offres de médiation, et pour s'assurer du concours de la Prusse à cette fin. Ses démarches à Constantinople, repoussées d'abord avec hauteur, trouvèrent plus d'accès après la campagne de 1770, féconde en désastres pour la Turquie. Le moment parut venu de tenter, dans une nouvelle entrevue de Frédéric et de Joseph, d'amener l'entente cordiale entre les deux souverains. Le 25 août, l'empereur, accompagné du prince Albert, de Dietrichstein et de Lacy, partit pour la Moravie, tandis que Kaunitz se rendait à Austerlitz, pour y préparer, dans le silence, les notes et mémoires de circonstance.

Au commencement de septembre, Joseph alla à Neustadt, où l'armée autrichienne devait se livrer à de grandes manœuvres.

Le 3 septembre, le roi de Prusse arriva à Neustadt, entouré d'un nombreux et brillant état-major et portant l'uniforme autrichien, ce qui fut considéré comme une aimable et gracieuse attention. Kaunitz avait précédé le roi de quelques heures. Il eut avec lui de longs entretiens qui lui laissèrent la plus complète satisfaction de lui-même et, par voie de conséquence, du roi. Comment en eût-il été autrement? Frédéric l'avait embrassé à plusieurs reprises et comblé de témoignages de la plus grande admiration. De plus, Frédéric avait entendu avec une attention, interrompue seulement par

des exclamations enthousiastes, la lecture d'un long mémoire intitulé « mon catéchisme politique », rédigé par Kaunitz, et en avait hypocritement sollicité, bien que sans succès, la remise afin de l'étudier plus à loisir. Enfin, au moment de se séparer, à propos d'un léger dissentiment sur un point sans importance, le roi embrassant une dernière fois Kaunitz, s'était écrié : « Je vois bien que vous avez toujours raison « contre moi. »

Aussi la note heureuse résonna-t-elle clairement dans la première lettre adressée par le chancelier, le 7 septembre, à l'impératrice :

« Tout s'est bien passé ici. L'empereur a été convenable-« ment avec le roi. Les troupes de V. M., infanterie et cavalerie, « nous ont fait beaucoup d'honneur et une impression très « favorable sur les Prussiens. La table était bien servie, le « théâtre et le spectacle aussi bien qu'on pourrait le donner « à Vienne. Tous nos hôtes sont fort bien logés, toute la ville « très propre et très jolie; en un mot, j'ai été assez content de « tout, et V. M. a lieu de l'être. Tout ce que je puis dire, en « ce moment, de la personne du roi à V. M., c'est que je ne « lui ai trouvé ni tout le bien, ni tout le mal que l'on m'avait « dit. Parmi tous ceux qui étaient de la suite du roi, il n'est « personne qui vaille la peine que l'on en parle. »

On sent qu'il s'est quelque peu noyé dans sa propre contemplation. Le prince Albert, moins préoccupé de lui-même, a mieux regardé autour de lui.

« Les démonstrations de plaisir et d'affection, dit-il dans ses « *Mémoires*, ne furent pas épargnées en cette seconde réunion « des deux souverains et non seulement le roi poussa l'atten-« tion jusqu'à y paraître avec toute sa suite, en uniforme blanc, « mais sa politesse manqua de lui coûter bien cher en cette « occasion, puisque marchant à reculons en se complimentant

« avec l'empereur, qui l'accompagnait au sortir de chez lui, il « manqua de tomber de la sorte en bas de l'escalier, si on ne « l'avait retenu fort à temps en ce moment. Il vint prendre « ensuite chez l'empereur le dîné que sa conversation rendit « intéressant, comme à l'ordinaire. Il arriva en attendant, que « le prince de Kaunitz, je ne sais si c'était à sa demande ou « de son propre chef, s'était placé à côté de lui, et comme il « parlait également bien et était accoutumé à le faire réussit « parfois à prendre le haut bout de celle-là, et il me parut que « le roi en était plus étonné que charmé. »

Plus loin, le prince Albert, après avoir raconté les manœuvres exécutées le premier jour par les troupes autrichiennes, ajoute : « Ces troupes, nommément celles d'infanterie, les « grenadiers surtout, étaient les plus belles que l'on pouvait « voir. La beauté du jour où elles se produisirent en relevait « encore l'éclat, et le roi ne put s'empêcher d'admirer particu- « lièrement un bataillon de grenadiers hongrois, dont les « hommes, disait-il, paraissent autant de fils du dieu Mars. »

Le 6, il y eut revers à la médaille. Un orage des plus violents éclata pendant les exercices exécutés à deux lieues de Neustadt. Force fut de revenir en cette ville.

« L'auguste et illustre compagnie, qui avait bien du chemin « à faire, raconte le prince Albert, arriva à Neustadt mouillée « jusqu'aux os et le grand Frédéric, qui ne s'était pas fourni « d'une garde-robe analogue à cet événement inattendu, eut « le désagrément de devoir, enveloppé de son manteau, passer « quelques heures au coin du feu d'une cuisine, auquel il fit « sécher son unique habit et ses culottes. » Le prince Albert donne toutefois comme conclusion « qu'on crut y observer « qu'il n'y régna plus la même apparence d'ouverture et de « cordialité que dans la première. »

Le 7 septembre l'empereur prit congé de Frédéric, qui se

rendit en Silésie pendant que Joseph prenait la route de Prague. Kaunitz regagna Austerlitz. Il y reçut, peu après son arrivée, une lettre de l'impératrice dans laquelle, au milieu d'un véritable déluge d'éloges affectueux, cette princesse glissa quelques observations critiques aussi atténuées que possible. L'amour-propre de Kaunitz était loin d'être armé d'une triple cuirasse d'airain. Il bondit sous le coup et oublia toute mesure.

« J'ose me flatter, répondit-il le 18 septembre, que Votre « Majesté aura lu mon rapport avec attention. Elle sentira « qu'elle a honoré, plus que ne méritaient de l'être, les conseils « de celui qui peut lui avoir fait envisager comme nécessaire « de me recommander :

« 1° De conserver l'alliance française de préférence aux « Prussiens.

« 2° De me faire sentir qu'il fallait supporter les Français « et les flatter quelquefois, et enfin

« 3° De me rappeler, comme une faute politique ou une « négligence de ma part, que l'année passée on n'avait pas, à « ce qu'elle croyait, rendu compte assez promptement à la « cour de Versailles de l'entrevue de Neisse. »

« J'aurais désiré que Votre Majesté eût bien voulu envi- « sager les avis de pareils petits génies avec autant de mépris « que peut mériter de confiance celui qui, par la façon dont « il a gouverné les affaires jusqu'ici, a su non seulement lui « conserver depuis 14 ans son alliance avec la maison de « Bourbon, mais aussi lui acquérir en même temps toute la « considération politique dont elle jouit aujourd'hui dans « toute l'Europe. Et je ne saurais lui cacher, moyennant cela, « que j'ai été un peu blessé de l'espèce de reproches et de « leçons que paraissent m'avoir attiré les insinuations de gens « de cette espèce, qui ne sont pas faits, je crois pouvoir le

« penser sans vanité, pour m'apprendre à me conduire, ni « aucune chose quelconque. »

Cette lettre est éminemment caractéristique. Nul ne s'est mieux peint lui-même que l'habile, mais prétentieux et pédantesque personnage, en cette occasion. Disons toutefois à sa décharge, que la veille du jour où il écrivit à l'impératrice, il avait reçu d'un de ses agents à Berlin, une lettre lui apprenant que le roi, à son retour de Neustadt, avait dit : « Le prince « de Kaunitz est le vrai modèle d'un patriote zélé. Impartial « pour tout système, il n'envisage que les intérêts de sa cour. » Or, parlant de Joseph, Frédéric s'était contenté de l'appeler : « un honnête homme, ou il n'y en a pas dans le monde. »

Un point important mérite d'être relevé ici, car il est le premier symptôme de l'effacement, désormais toujours plus accentué, subi par Marie-Thérèse, dans la direction des affaires de l'extérieur. Tout en signant le « catéchisme politique » de Kaunitz, dont un des articles essentiels visait le concours du roi de Prusse à faire accepter par la czarine la médiation de l'Autriche entre la Russie et la Porte, elle écrivait confidentiellement au comte de Mercy : « Je vous avoue que je vou- « drais rester tout à fait en dehors de cette affaire. Nous « n'avons qu'à laisser la Russie s'arranger directement avec « ces misérables Turcs. » Elle commençait donc à regretter les mesures prises par son gouvernement, et une sorte de dualisme s'élevait entre elle d'une part, Joseph et Kaunitz d'autre part.

La situation devint plus délicate, à la suite des victoires de la Russie sur les Turcs et du refus de Catherine d'accepter toute intervention de l'Autriche. Le sultan implorait l'appui de l'impératrice ; Joseph émit l'avis de faire cause commune avec la Russie et de s'emparer des territoires turcs avoisinant la Hongrie et la Transylvanie. Kaunitz, à l'encontre, conseil-

lait de s'assurer de la neutralité de la Prusse et de prendre énergiquement position contre la Russie, de concert avec la Turquie. Tous les deux étaient d'accord sur l'urgence de s'occuper des mesures indispensables pour se préparer à une vigoureuse action militaire.

Marie-Thérèse, tiraillée en sens divers, confessait que dans sa longue carrière, elle n'avait jamais senti plus cruellement la difficulté de prendre une décision. « Il en faut pourtant « une, ajoute-t-elle, la voici : Je suis d'accord avec l'empereur « pour ne pas faire la guerre à la Russie. La perspective « de l'avenir, si sombre et inquiétante qu'elle soit pour « nous dans la situation, ne peut me déterminer, dans « les circonstances présentes, à tout risquer. Je la vois comme « l'empereur et plus noire encore, car il ne tient pas compte de « la peste et des autres maladies, ni des frais immenses de « transports de vivres dans des pays dévastés. Mais ce qui « pèse le plus sur mon esprit, c'est que les Turcs sont les « agresseurs, que les Russes ont toujours eu des égards pour « nous, que ce sont des chrétiens, qu'ils ont dû subir une « guerre injuste, qu'on leur a permis de tyranniser en Pologne « un peuple libre, alors qu'on veut maintenant me faire porter « secours aux Turcs.Toutes ces conséquences me déterminent « à ne pas autoriser la marche d'un corps d'armée contre les « Russes... D'autre part, je n'admets pas non plus l'éventua- « lité de me joindre aux Russes pour écraser les Turcs. »

Elle conclut en ces termes : « Je ne suis pas pour « consentir à faire une guerre que je juge injuste et par con- « séquent contre ma conscience. A mon âge on réfléchit. « Après les terribles guerres que j'ai soutenues, j'ai appris à « me rendre compte des malheurs qu'on en peut redouter, « surtout dans des contrées ravagées par la famine et infec- « tées de maladies. Je serais entraînée à y compromettre mon

« armée, mes meilleurs généraux et mon fils lui-même. Ici « mes larmes tombent sur ce que ma main écrit, ce que mon « cœur me dicte : La paix, et il n'y a pas d'avenir qui puisse « m'ébranler. »

Et elle mandait encore à Kaunitz un peu plus tard : « Je « vous crois tous deux enclins à faire la guerre, mais différem- « ment, et moi qui ai trop ressenti les coups de la guerre, je « n'en compte plus faire. J'aime trop mes peuples, ma tran- « quillité, et au moins de me la procurer au dehors, n'en jouis- « sant pas dans ma famille..... n'animez pas (mon fils) à la « guerre, vous me trouveriez en chemin, et jamais, au grand « jamais, contre les musulmans. »

Elle finit cependant par céder peu à peu sur des points importants. Thugut, à Constantinople, et Van Swieten, à Berlin, où ce dernier avait remplacé Nugent, eurent ordre d'annoncer que l'impératrice avait pris la résolution de rassembler en Hongrie, une armée de 60,000 hommes, destinée à empêcher les Russes de passer le Danube et, le cas échéant, de commencer les hostilités contre eux. Elle consentit même, malgré ses répugnances, à ce que Thugut exigeât du sultan des subsides annuels d'une trentaine de millions de florins,sous ombre de compensation des dépenses qu'elle s'imposait pour le sauver d'une ruine totale, et, l'appétit venant en mangeant,elle réclama de plus la cession de la Petite Valachie, voire de Belgrade et de Widdin. D'un autre côté, elle invita Van Swieten de ne rien négliger pour obtenir du roi de Prusse qu'il s'engageât à une complète neutralité envers l'Autriche, dans le cas où celle-ci ferait la guerre à la Russie, ailleurs qu'en Pologne.

Elle crut se disculper vis-à-vis d'elle-même de sa faiblesse, en écrivant sur la marge du rapport de Kaunitz : « Je me « fie en vous que ces dispositions ne nous mènent pas à une « guerre mais à la paix seulement. »

Marie-Thérèse avait à un haut degré le sens de la vérité, de la justice et des délicatesses de la simple convenance. Mais l'âge et les dures épreuves de la vie usèrent d'autant plus les ressorts de sa volonté, que son extrême sensibilité l'exposait à des luttes fréquentes, où elle s'exaltait et se fatiguait. On a vu par ses lettres à la marquise d'Herzelles, à quel point elle ressentait les moindres manques d'égards de Joseph vis-à-vis d'elle et ses défaillances religieuses. Toute affection est exigeante. Aimant passionnément son fils, elle souffrait dans la même mesure de toute divergence qui surgissait comme obstacle entre elle et lui. La vivacité naturelle de son caractère aidant, les plus légères discussions dégénéraient rapidement en querelles et en mots durs, dont la moindre conséquence était de rendre les rapports directs entre la mère et le fils, pénibles et difficiles. Il en résulta assez logiquement que Joseph évita le plus qu'il put les tête-à-tête avec Marie-Thérèse, surtout à dater du jour où il s'aperçut qu'elle accueillait infiniment mieux ses rapports écrits que ses communications verbales. Il écrivait bien, s'était habilement approprié les expositions didactiques et verbeuses en honneur dans les chancelleries autrichiennes et, dans le principe, il eut l'art de les envelopper de tout le respect et de toute la déférence due à la mère et à l'impératrice. Elle admirait ses séductions, ses raisonnements, voire son style gourmé et prétentieux, et l'orgueil maternel se mêlant au calme de la lecture, elle donnait à ses refus, une forme adoucie qui autorisait la réplique et laissait voir trop souvent la tentation du consentement, le regret expirant de n'y pouvoir succomber. Joseph trouva dans Kaunitz un auxiliaire puissant, car l'habile diplomate avait su gagner la confiance absolue de l'impératrice et exerçait sur elle une influence malheureusement sans bornes. Il en usa adroitement au profit de Joseph, et sut exploiter au sien propre une des qua-

lités les plus éminentes de l'impératrice, la fidélité du cœur en même temps que ses faiblesses de mère de famille. Il possédait au suprême degré le tact de la conduire, par une pente insensible, aux décisions dont l'idée première l'avait révoltée, paraissant toujours céder devant les premières explosions de la conscience blessée, puis revenant à la charge par cent voies différentes et l'amenant doucement à faire ce qui lui répugnait, ce qu'elle avait jugé avec raison injuste, inique, tout au moins, malséant. C'est ainsi qu'il la fit courber devant la Pompadour et la du Barry, en vue de placer une des archiduchesses, ses filles, sur le trône de France. Nous verrons que tout le secret du partage de la Pologne est dans cette situation.

CHAPITRE VINGT-CINQUIÈME.

SOMMAIRE — Traité secret entre l'Autriche et la Turquie. — Occupation du district polonais de Zips par les troupes autrichiennes. — Tension entre les cours de Vienne et de St-Pétersbourg. — Déclaration de Marie-Thérèse à Lord Stormond. — Un mot de trop au ministre du roi de Prusse à Vienne. — Premières insinuations de l'empereur Joseph II et de Kaunitz en vue du partage de la Pologne. — Confidence de Kaunitz au prince Galitzin. — Son mémoire aux sept faces — Luttes de Marie-Thérèse contre elle-même. — Scrupules et défaillances. — Premier partage de la Pologne.

DANS la nuit du 6 au 7 avril 1771, fut signée, au nom de l'impératrice par Thugut et par les plénipotentiaires du sultan, une convention stipulant que l'Autriche s'engageait à soutenir la Porte par les armes, de façon à contraindre la Russie à lui accorder des conditions de paix basées sur le traité de Belgrade, tout au moins reconnues acceptables par le sultan. De son côté, le divan s'obligeait :

1° A contracter vis-à-vis de l'Autriche une alliance perpétuelle, emportant l'obligation de l'aider, à sa première demande, de toutes ses ressources financières et de toutes ses forces militaires.

2° A lui verser un subside de 20,000 bourses, soit 11,250,000 florins, dont quatre mille immédiatement et le reste dans les huit mois.

3° Éventuellement, dans le cas où l'Autriche aurait besoin de 3 à 4000 bourses pour certaines dépenses secrètes, de les lui fournir, en sus des engagements dont il vient d'être parlé.

4° A céder à l'Autriche la petite Valachie.

5° A accorder à l'Autriche le traité de commerce qui la mettrait au rang des nations les plus avantagées.

6° A rendre la liberté à l'ambassadeur russe Cbrescoff, sous la seule condition qu'il ne se rendrait pas immédiatement à l'armée russe et retournerait à St-Pétersbourg par le territoire autrichien.

Il est à remarquer que, dans l'esprit de Kaunitz, les 4000 bourses mentionnées à l'article 3, devaient servir à consoler le roi de Prusse de la cession de territoire consentie en faveur de l'Autriche.

La nouvelle de la signature de cette convention transporta Kaunitz de joie. Il crut avoir fait un chef-d'œuvre et fit à Marie-Thérèse un rapport optimiste, qui ne semble pas avoir bien convaincu cette princesse, car elle écrit en marge :

« Il me répugne de prendre l'argent de ces gens-là. Du « reste, je trouve que Thugut a très bien suivi ses instruc- « tions. Dieu veuille seulement que nous ayons la paix cet « hiver. Je vous le recommande avant tout. »

Cette contradiction de prétendre avoir la paix en s'engageant à faire la guerre, paraît au moins étrange. Les Turcs étaient plus logiques. Ils se hâtèrent de faire le premier paiement convenu et insistèrent, pour que, de son côté, l'Autriche commençât ses démonstrations militaires contre la Russie, sur les rives du Danube. Kaunitz appuya leurs réclamations et proposa à l'impératrice de concentrer un corps de 15 à 20,000 hommes sur les frontières de la Moldavie.

Toujours fidèle à son système de dire non et de laisser faire oui, l'impératrice opposa au chancelier un refus dont il ne fut pas tenu compte. Bien plus, par une circonstance des plus opportunes, le lieutenant-colonel de Seeger, chargé par l'Autriche du travail de délimitation entre le district de Zips et la Pologne, découvrit à point nommé que, lorsque le susdit district avait été engagé, quatre siècles auparavant, par la Hongrie à la Pologne, il était beaucoup plus étendu que le

territoire des treize villes auquel il était actuellement réduit. Des recherches faites dans les archives confirmèrent naturellement cette assertion, et le président du conseil aulique de guerre, comte Lacy, eut ordre de faire reporter les poteaux aux armes de l'Autriche, jusqu'au nouveau tracé englobant dans le district de Zips les starosties de Sandu, Neumarckt, Czorsztyn.

Le roi de Pologne réclama. On lui répondit par de véritables défaites. Il insista. Kaunitz, en communiquant à l'impératrice la lettre que lui avait adressée le grand-chancelier de Pologne, par ordre du roi, ne put s'empêcher d'ajouter : « A mon grand regret, d'après tout ce qui me revient de « toutes parts de la valeur de nos titres, j'ai bien peur que « cet homme n'ait que trop raison d'appeler conquête ce que « l'on a cru pouvoir entreprendre. » Sur quoi, l'impératrice écrivit en marge : « J'ai très mince opinion de mes titres.... »

La conséquence fut que Kaunitz fit un pas en arrière, en protestant que l'occupation des starosties n'impliquait aucunement la prétention de l'impératrice de les incorporer à ses États. Il soutint qu'il n'y avait là qu'une question de frontières, facile à résoudre à l'amiable, une fois la paix faite. Mais l'étonnement n'en fut que plus grand à Varsovie et à St-Pétersbourg quand on vit l'administrateur hongrois des starosties occupées, prendre publiquement le titre « d'administrateur des provinces réincorporées ».

La czarine et le roi de Prusse, loin de se scandaliser, en conclurent logiquement que, à son tour, le gouvernement autrichien voulait profiter des circonstances pour « pêcher en eaux troubles », selon l'expression appliquée par Kaunitz à Frédéric. Aussitôt ils s'empressèrent de lui offrir une part, soit dans le dépècement de la Turquie, soit dans celui de la Pologne. Marie-Thérèse se défendit des intentions que ces

offres semblaient lui supposer. Elle fit modifier le titre pris par l'administrateur hongrois et affirma de nouveau sa résolution formelle de résoudre la question des starosties et du district de Zips par des moyens amiables, dès que la paix serait faite. Mais Kaunitz envoya à Van Swieten des instructions secrètes lui enjoignant de ne rien négliger pour découvrir, avec prudence, jusqu'où s'étendaient les visées du roi de Prusse, dans ce qu'il désirait s'approprier de la Pologne, s'il était d'accord avec la Russie, et s'il ne serait pas disposé à se laisser tenter par une augmentation de territoire en Pologne, contre une cession équivalente de la Silésie et du comté de Glatz en Autriche.

L'occasion ne se présenta pas pour Van Swieten de faire les investigations qui lui étaient demandées. De graves divergences survenues entre la Russie et l'Autriche, au sujet des conditions de paix que Catherine prétendait imposer à la Turquie, créèrent, entre les cabinets de Vienne et de St-Pétersbourg, une situation des plus tendues. On crut, pendant quelque temps, qu'elle ne pourrait se résoudre. Frédéric, désolé d'être obligé de renoncer à ses vues d'agrandissement et très tourmenté de la crainte d'être entraîné dans le conflit, poussa la défiance jusqu'à prendre ses précautions militaires.

La disposition anormale d'esprit créée à Marie-Thérèse par la lutte quotidienne de sa nature droite et généreuse contre sa faiblesse pour son fils et Kaunitz, ne pouvait manquer, vu la vivacité de son caractère, de l'exposer à certaines échappées compromettantes, soit pour sa sincérité, soit pour la diplomatie à double ressort de son chancelier. Dans une conversation qu'elle eut en juillet 1771 avec lord Stormond, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, s'étant un peu échauffée, elle ne dissimula pas qu'elle soupçonnait fort la Russie et la Prusse de nourrir le projet de morceler la Pologne. « Vous

« comprendrez facilement, ajouta-t-elle, que jamais nous ne « le souffrirons. Pour moi, je n'entends pas retenir ce qui ne « m'appartient pas, fût-ce un village. Je ne veux empiéter « sur personne et, tant que ce sera possible, je ne permettrai « à personne de le faire. Il n'y a pas de proposition de par- « tage, si avantageuse qu'elle soit, qui puisse me tenter un « seul instant. Loin de là, je rejetterai tout projet de l'espèce « avec mépris. Je ne m'en ferai pas un mérite, car je ne pour- « rais faire autrement sans manquer aux principes de la « sagesse et de la politique, autant qu'à ceux de l'équité et « du droit. »

Cette fière déclaration, à la veille du premier partage de la Pologne, contraste singulièrement avec la conduite que l'impératrice suivit un peu plus tard. Transmise immédiatement à Berlin et à St-Pétersbourg, elle eut pour effet de refroidir les ardeurs ambitieuses des deux cours. Mais comme, bientôt après, le fait démentit la parole, sa réputation de sincérité et de loyale fermeté en souffrit grandement.

Dans une autre occasion, causant avec le baron de Rhode, envoyé du roi de Prusse, elle oublia qu'elle avait refusé, quelques jours auparavant, d'appuyer à Constantinople certaines conditions de paix exigées par la Russie, par le motif qu'elle les jugeait exorbitantes, et laissa échapper l'offre d'en faire accepter d'autres beaucoup plus lourdes par le sultan. Frédéric, informé de cette ouverture qui l'enchanta, fit venir Van Swieten, le pria de témoigner au prince Kaunitz sa joie des nouvelles qu'il venait de recevoir de Vienne et lui dit que, sans plus attendre, il avait déjà écrit à son ministre à Constantinople, de conseiller chaudement au sultan l'abandon des principautés danubiennes. Van Swieten s'empressa de faire ce que le roi lui demandait. Marie-Thérèse, inconsciente de sa distraction, n'avait pas communiqué à son chan-

celier cet incident grave de son entretien avec Rhode. Kaunitz tomba des nues en lisant la dépêche de son agent à Berlin. Il l'envoya immédiatement à l'impératrice avec un billet désespéré de sa main :

« La dépêche ci-incluse, écrivit-il, m'est parvenue cette « nuit par un exprès..... Votre Majesté verra par là que le « baron de Rhode lui attribue des déclarations presqu'in- « croyables, en contradiction complète avec les principes « posés par elle-même et jusqu'à présent constamment sou- « tenus : déclarations qui sont en formelle opposition avec le « langage que les ministres de V. M. à St-Pétersbourg, à « Berlin et à Constantinople, ont toujours tenu par son ordre, « qui sont en désaccord absolu avec tout ce qui a été, jusqu'ici, « dit, écrit et fait, qui anéantissent en un instant l'œuvre de « trois années, qui enfin produiront à St-Pétersbourg, à Berlin « et à Constantinople, des effets au plus haut point regret- « tables, éminemment funestes à la réputation de V. M. « comme aux véritables intérêts de la monarchie. Elles sont, « en un mot, de nature à détruire les espérances les mieux « fondées de notre politique. ..... V. M. comprendra facile- « ment à quel point j'ai été consterné à la lecture de cette « dépêche. Je ne puis dissimuler à V. M. que si je ne voyais « pas un peu d'aide dans la conviction qu'il est impossible « que Rhode ait bien entendu, je perdrais courage pour la « première fois de ma vie. »

La réponse de Marie-Thérèse ressemble à celle d'un écolier pris en faute, et semoncé par son pédagogue. Elle s'excuse longuement, demande à vérifier et ajoute : « Jamais je « n'ai consenti à la cession de la Crimée. C'est Rhode qui m'a « dit et répété : Qui donc l'arrachera à la Russie ? Je lui con- « cédai cette difficulté, mais j'eus soin de lui faire remarquer « que ce serait le même cas pour les autres conditions qui

« sont tout aussi inexplicables..... Je dis encore que je re-
« doutais de voir surgir une guerre plus cruelle que toutes
« celles que j'ai subies, que le roi ne pouvait voir avec plaisir
« la Russie si puissante, et que lui seul pouvait la rappeler à
« la raison. Là-dessus Rhode m'a répondu que le roi devait
« certains ménagements à la Russie et que nous étions plus
« en situation que lui de tenir à la Russie un langage éner-
« gique. Je répliquai que nous serions prêts à tout, pourvu
« que le roi pressât davantage la Turquie de donner aux
« affaires une meilleure tournure.

« Je dois encore vous faire remarquer que nous n'étions
« pas en état de faire la guerre, même de faire des démon-
« strations. Les mauvaises récoltes, les maladies, le manque
« d'argent sont des obstacles que.....

« Vous avez toute ma confiance, aussi je compte que vous
« me tirerez d'embarras, la monarchie et moi. »

Il est permis de douter que la consternation de Kaunitz fût sincère, car la faute de Marie-Thérèse, si tant que faute il y eut, fut aisément réparée par une lettre du chancelier affirmant que le baron de Rhode avait mal intreprété les paroles de son auguste interlocutrice. Quoi qu'il en soit, Kaunitz exploita sans scrupule l'avantage qu'il avait su se donner sur l'impératrice. Il présenta à cette princesse un grand mémoire dans lequel, sous prétexte d'établir l'historique du passé afin d'en tirer des indications pour la conduite à tenir à l'avenir, il proteste derechef avoir toujours été hostile à toute occupation de territoire polonais, en dehors du district de Zips. En même temps, il soumettait à Joseph une série de propositions divisées en treize points, sur lesquels l'empereur émit un avis écrit, dont les conclusions furent jointes au mémoire et peuvent être résumées de la manière suivante :

Joseph estime qu'il n'existe que trois moyens de mettre un terme à la guerre russo-turque par une paix solide.

Le premier, basé sur l'hypothèse que la Russie consentirait à restreindre, vis-à-vis des Turcs, ses exigences de puissance victorieuse, ne soutient pas, selon lui, l'examen et n'est indiqué que pour la forme.

Le second, un peu plus pratique en apparence, suppose toutes les concessions possibles de la Turquie à la Russie, mais implique l'adandon de la Petite Valachie à l'Autriche et le maintien de l'intégrité de la Pologne, à laquelle seraient restitués les districts occupés par les troupes autrichiennes, en dehors de celui de Zips, qui serait dégagé par l'Autriche.

Enfin, le troisième, le vrai selon le cœur de Joseph et de Kaunitz, admet l'éventualité d'un agrandissement important de l'une des parties belligérantes, comme conséquence de la paix, d'où résulterait pour les États voisins, la nécessité de se développer dans les mêmes proportions. Ce point reconnu, surgit pour l'Autriche la question de savoir ce qui lui serait plus avantageux, de s'arrondir aux dépens de la Turquie ou d'atteindre le même but aux frais de la Pologne. Dans ce dernier cas, il serait indispensable de s'en ouvrir franchement à la Prusse et à la Russie et de s'entendre avec ces deux puissances sur un projet de partage à soumettre (euphémisme d'imposer), à la Pologne et à la Turquie.

Pour mieux cacher leur jeu, Joseph et Kaunitz feignirent d'abord de pencher pour l'adoption du second moyen, à la grande joie de Marie-Thérèse.

« Je suis vraiment enchantée, écrivit-elle à Kaunitz, que « vous soyez aussi pour le n° 2, et je vois avec plaisir et tran- « quillité toute l'affaire entre vos mains. Je me suis toujours « bien trouvée de cette ligne de conduite : pas de guerre, pas

« de déviation de notre système, ne pas laisser la Turquie « tout à fait dans l'embarras, et pas d'argent. »

On apprit à Vienne que les conditions offertes directement et sans intermédiaire au sultan par la Russie, avaient été énergiquement rejetées. Le moment parut favorable à Kaunitz pour entamer les négociations avec l'ambassadeur de Russie à Vienne, le prince Galitzin, et préparer les voies à l'exécution de ses projets.

Le 24 octobre 1771, il invita le prince Galitzin à une entrevue confidentielle. Ce diplomate venu, il commença par lui faire lecture de la minute d'une dépêche officielle, destinée à être remise au comte Panin, par les mains du prince Lobkowitz, et dans laquelle il exposait les motifs qui ne permettraient pas au cabinet de Vienne d'exhorter le sultan à accepter les exorbitantes conditions de paix de la Russie. ....Ce préliminaire accompli, il dit à Galitzin que les communications qu'il désirait lui faire, étaient de telle importance, qu'il avait besoin, avant de se livrer, d'être assuré du secret le plus absolu de sa part et de celle de la czarine, à l'égard de qui que ce fût, ami ou ennemi ; ajoutant que si la moindre indiscrétion se commettait, il crierait au mensonge et à la calomnie. Galitzin promit, pour lui et sa souveraine, d'être muet comme la tombe. Alors seulement Kaunitz s'ouvrit. Il débuta par des assurances multipliées de sa sympathie pour la Russie. Non seulement il ne jalousait pas les brillants succès des armées de la czarine, mais il était prêt à reconnaître que la Russie avait le droit incontestable d'exiger que la paix future lui apportât des avantages considérables, sans toutefois détruire l'équilibre avec les puissances voisines.

Il entra ensuite dans le détail des conditions qu'il jugeait acceptables pour les Turcs, et insista sur la nécessité de rétablir la tranquillité en Pologne, et particulièrement de ne tolérer

aucune atteinte à son intégrité, déclarant d'ailleurs que, aussitôt que la Russie et la Prusse se seraient mises d'accord sur ce point, l'Autriche évacuerait la partie du territoire polonais occupée par ses troupes.

On voit que Kaunitz répétait devant Galitzin la même scène déjà jouée avec succès devant Marie-Thérèse. En face de l'impératrice, il n'avait pas osé pousser plus loin : jugeant impossible de la convaincre, il se contentait de la troubler, afin de faire dévier sa conscience dans le sens de ses faiblesses maternelles. A Galitzin, dont il comptait se faire un complice, il pouvait découvrir sans réserve, dans quel sens il entendait l'expression de « paix solide » et comment il comptait y arriver.

En notre fin de siècle, la spoliation du faible est brutale dans ses formes ; en 1771, elle sentait encore la nécessité de se voiler de phrases, c'est pourquoi Kaunitz expliqua longuement à Galitzin que la Russie ne serait libre d'exploiter à son aise ses victoires contre les Turcs, que si l'Autriche et la Prusse étaient admises à trouver en Turquie et en Pologne, des compensations proportionnées aux agrandissements du territoire russe. Il eut soin toutefois,en terminant, de s'étendre sur les difficultés d'exécution de son projet et feignit d'avouer que, tout bien réfléchi, la renonciation de la czarine à une grosse partie des concessions qu'elle exigeait des Turcs, serait peut-être la meilleure des conditions.

Kaunitz ne pouvait ignorer que le terrain avait été suffisamment préparé à Saint-Pétersbourg par les soins du roi de Prusse, pour que la semence confiée aux soins de Galitzin, y prospérât. Le motif des précautions prises pour assurer le secret du mystérieux entretien avec Galitzin, visait uniquement l'impératrice. Il estimait indispensable d'éviter vis-à-vis d'elle toute apparence de complicité dans les propositions de

partage, soit de la Turquie, soit de la Pologne, qu'il provoquait de la part de la Russie, afin de diriger avec plus d'aisance et de sécurité ses manœuvres sur l'esprit et la conscience de sa souveraine. Une fois ses batteries montées et le concours de la Russie assuré, il entreprit le siège de cette princesse. La façon dont il s'y prit, caractérise trop bien les deux personnages en scène, pour ne pas être exposée avec quelques détails.

Conformément à ses habitudes, il présenta à Marie-Thérèse un rapport, dans lequel il s'efforça de démontrer qu'il avait fidèlement suivi les instructions qu'il avait reçues dans les derniers jours de septembre, c'est-à-dire, en vue d'amener, entre la Russie et la Turquie, la conclusion d'une paix telle que la première ne fût pas trop avantagée, la seconde trop affaiblie. Il fit ressortir en outre, qu'il avait constamment visé à sauvegarder l'intégrité de la Pologne, à paralyser les menées avides de la Prusse et à réaliser pour l'Autriche les avantages en vue desquels elle avait conclu sa convention avec la Porte.

Mettant hors de doute que cette ligne de conduite était la meilleure, la plus féconde en augmentation de territoire, qui pût être imaginée, il en attribua l'échec imprévu aux succès extraordinaires des armes russes. Il dépeignit la situation des Turcs comme désespérée, le sultan, comme hors d'état de se soustraire à la nécessité de subir les exorbitantes exigences de la Russie et fit remarquer que, dans ces conjonctures, la Turquie prêterait d'autant plus volontiers l'oreille aux insinuations hostiles de la Russie et de la Prusse contre l'Autriche, qu'elle trouverait un prétexte de se dispenser de remplir ses engagements vis-à-vis du trésor autrichien.

Poursuivant sa pensée, Kaunitz posait en fait que l'Autriche n'avait rien à attendre d'une Russie mal disposée et qu'il ne fallait pas davantage compter sur le roi de Prusse, unique-

ment préoccupé du soin de s'agrandir aux dépens de la Pologne. Or, dans l'intervalle, la Russie se serait arrangée avec la Prusse sur les détails de la double annexion à faire et sur l'intervention armée du roi pour la mettre en œuvre. Il n'était donc plus possible de conserver d'illusions et de croire encore à la possibilité de suivre la voie si désirable, entamée au début par l'Autriche, afin de procurer à la Turquie une paix honorable, et de maintenir l'intégrité de la Pologne. De ce qui précède, longuement développé, Kaunitz faisait jaillir le dilemme suivant : la prolongation de la guerre, entraînant inévitablement la ruine de la Turquie et le renversement de l'équilibre des autres puissances, de deux choses l'une, il faut, ou, avant l'ouverture de la campagne prochaine, rétablir la paix entre la Russie et la Turquie, ou créer entre la Russie, l'Autriche et la Prusse une entente complète sur un plan de partage de la Pologne. Or il est clair que faire la guerre à la Russie et à la Prusse serait pour l'Autriche, en présence de l'énervement de la Porte, un véritable acte de folie. Quel moyen existe-t-il en effet, d'empêcher la Russie de s'établir solidement sur la Mer Noire et de prendre en Pologne ce qu'elle convoite, ou d'arrêter les envahissements projetés par la Prusse, d'accord avec la czarine ?

Dans cette situation, si différente de celle qui se présentait au mois de septembre, le plan décidé alors tombe de lui-même ; il doit être remplacé par un autre plan mieux adapté aux faits actuels. Si l'on ne veut pas sacrifier l'Autriche, voir tranquillement la Russie et la Prusse s'agrandir démesurément, et perdre toute influence et tout crédit, force est de se résigner à un traité de partage qui donne à l'Autriche la part d'agrandissement analogue qui lui est due. Si l'impératrice accepte l'idée en principe, il faut commencer par résoudre une première et grosse question : en quoi consiste le partage ?

Quel en sera l'objet ? Sera-ce la Turquie seule ? La Pologne seule ? Ou toutes les deux ensemble ? Ces points résolus, surgira une seconde question : Comment préparer le plan de partage et l'exécuter ?

Ici l'habile et rusé Kaunitz se plonge dans les profondeurs d'une proposition à sept faces, qui lui a été envoyée de Florence, par le contre-amiral russe, comte Massin, après avoir été communiquée au grand-duc de Toscane, avec le consentement tacite du gouvernement russe.

La première a pour base l'agrandissement de la Russie et de l'Autriche aux dépens de la Turquie seule : l'Autriche a la Servie, la Bosnie, la Dalmatie turque, la Macédoine, l'Albanie et en général toutes les possessions turques sur la mer Adriatique, jusqu'à la Morée. La Russie englobe toutes les autres provinces de la Porte en Europe, y compris Constantinople et les Dardanelles. Il n'y est pas question du roi de Prusse. Kaunitz prend la peine de faire ressortir l'énormité des avantages accordés à la Russie et le danger que ferait courir à l'Autriche une augmentation aussi démesurée de forces donnée à la puissance russe. L'Autriche, dit-il, à ce jeu aurait plus à perdre qu'à gagner. Car un gouvernement sage doit avant tout veiller à sa propre sécurité et un État quelconque n'est vraiment riche et puissant, que s'il n'a rien à craindre de ses voisins. Or, la situation de l'Autriche étant précisément le contraire de cette hypothèse, il y a lieu de rejeter la combinaison proposée.

Le second plan a, comme le premier, pour point de départ, l'entière expulsion des Turcs hors de l'Europe, mais au lieu de deux facteurs seulement, on en compterait quatre, voire cinq. En effet, il consistait dans la création d'un nouveau royaume, dont la czarine nommerait le premier souverain, sous la condition expresse que ce nouvel État serait indé-

pendant à tous égards de la Russie et ne pourrait jamais lui être annexé. Il se constituerait avec la Macédoine entière, l'Albanie et les autres provinces jusqu'à la Morée, la Roumélie complète y compris Constantinople, la plupart des îles de l'Archipel et une partie de la côte Asiatique. A l'Autriche reviendraient la Dalmatie turque, la Servie, la Valachie, la Bulgarie, ainsi que les territoires placés entre l'Adriatique et la Mer Noire. La Russie recevrait Azoff, les deux Kabardies, le Kouban, les pays Tartares, sauf la Crimée qui serait déclarée indépendante, enfin Oczakoff et Kinburn, avec la liberté de parcours sur la Mer Noire et l'Archipel.

La Morée pourrait être donnée à un archiduc, ou cédée à la république de Venise, contre abandon de l'Istrie et du Frioul. La question de savoir si les îles de Chypre et de Candie ou l'une d'elles, seraient données au grand-duc de Toscane, et Rhodes rendue à l'ordre de Malte, serait déclarée ouverte et la solution remise à plus tard. Le roi de Prusse ne pouvant rester les mains vides, spectateur passif de pareils arrangements, pourrait s'agrandir de l'Ermeland, de la Petite Poméranie, de la Prusse polonaise, à l'exception de Dantzick et de son territoire,non compris la recette des droits de douane sur la Vistule. Enfin la Pologne, à titre de tierce partie innocente et lésée, aurait en compensation la Moldavie, la Valachie, sauf la partie revenant à l'Autriche, la Bessarabie et autres parties du pays jusqu'à la frontière russe.

Kaunitz annote ce second projet comme de beaucoup préférable au premier, infiniment plus avantageux à l'Autriche et d'exécution facile.

Pour le cas, toutefois, où des difficultés imprévues se rencontreraient et où l'expulsion totale des Turcs hors de l'Europe, deviendrait ou paraîtrait impossible, on se bornerait à déloger les susdits Turcs de la rive gauche du Danube.

Dans ce cas, la Bosnie, la Bulgarie et la Servie passeraient sous la domination autrichienne. La Russie s'étendrait jusqu'à la Mer Noire, la Prusse aurait la part déjà indiquée dans la Pologne et la Pologne serait dédommagée par la Dalmatie et la Valachie.

Kaunitz fait remarquer que cette troisième combinaison suppose, comme les deux premières, que l'Autriche ferait cause commune avec la Russie contre les Turcs. Laissant à l'impératrice le soin de conclure, il abandonne brusquement les plans de morcellement de la Turquie pour s'occuper de ceux dont la Pologne seule fait les frais. Il commence par établir qu'ils ne peuvent s'arrêter aux maigres lambeaux de pays actuellement occupés par l'Autriche et propose d'attribuer à l'Autriche une part équivalente, en territoire et en population, à celle réservée au roi de Prusse et insinue, à titre de quatrième combinaison, qu'il y aurait lieu de s'assurer si l'ensemble de ces deux parts pourrait être incorporé au royaume de Prusse, sous condition que l'Autriche rentrerait en possession du comté de Glatz et d'une portion à déterminer de la Silésie.

Kaunitz connaissait trop à fond Frédéric, pour croire un seul instant à la réalisation de cette dernière idée, mais il touchait une corde des plus sensibles chez l'impératrice. Cela suffisait à ses desseins.

Mais peut-être le roi de Prusse repousserait-il toute cession plus ou moins partielle de la Silésie, voire des margraviats d'Anspach et de Baireuth. Dans cette hypothèse, l'agrandissement à donner à l'Autriche consisterait dans la Valachie entière et dans la partie de la Bessarabie, baignée par la Mer Noire. L'autre partie constituerait, avec la Moldavie pour la Pologne, la compensation de ce qu'elle aurait à céder à la Russie et à l'Autriche.

Cette cinquième combinaison semble avoir toutes les préférences de Kaunitz, qui y voit un moyen de dépouiller la Turquie sans que l'Autriche s'arme contre elle. Il va jusqu'à prétendre que la Turquie y trouve la satisfaction de ses intérêts.

« Hors de là, ajoute-t-il, il n'y a de possible que l'agrandis-« sement de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, dans « une mesure égale, aux dépens de la Pologne. L'Autriche « fera connaître ses prétentions, dès qu'elle aura été informée « de ce que les autres puissances désirent pour elles. »

Suit un long plaidoyer en faveur des combinaisons qui impliquent la spoliation de la Turquie au profit des puissances intéressées. Enfin le rapport se termine par l'avis que, dans ce dernier cas, c'est d'abord avec la Russie que l'Autriche doit s'entendre (6e face), mais que dans l'hypothèse du morcellement de la Pologne (7e face), c'est l'accord avec le roi de Prusse qu'il convient de rechercher.

Il est difficile de rencontrer dans un homme d'État, un mépris plus complet des engagements pris, du respect des traités, un oubli plus odieux du droit des gens, et des lois morales les plus élémentaires. Le voltairien Kaunitz est pleinement à l'aise avec sa conscience. Il vient à peine de signer avec la Turquie un traité et de lui vendre, à beaux deniers comptants, l'appui de l'Autriche, que le ministre d'un empire catholique marchande avec la Russie la spoliation de son allié. On ne voit pas en lui l'ombre d'un scrupule, pas même l'ombre d'un retour de la plus vulgaire délicatesse. Même absence de sens moral à l'égard de la Pologne, une autre alliée, qu'il est prêt aussi à vendre, pourvu que la Prusse y mette le prix. Toute son habileté, toute l'étendue de ses vues politiques, se concentrent dans un égoïsme féroce et dans un utilitarisme étroit, pour qui la justice, l'équité, le

devoir, le respect du droit d'autrui, sont des mots vides de sens, tout au plus bons pour duper le gros public des honnêtes gens. Frédéric avait le premier prêché et pratiqué l'axiome de la primauté de la force sur le droit. En appliquant à la Pologne le principe au nom duquel il avait pris la Silésie, il était logique. Mais il saute aux yeux que l'homme d'État autrichien, qui a si longtemps crié : Au voleur ! devant toute l'Europe et sacrifié tant de vies humaines à la défense du droit, ne peut donner la main au ravisseur impénitent pour dépouiller ses alliés, sans se déshonorer et signer sa propre condamnation.

On remarquera qu'il n'allègue pas ces circonstances atténuantes, tant invoquées depuis, à savoir: la constitution anarchique de la Pologne, l'oppression exercée par la noblesse sur les populations, les abus de son régime, etc., etc. Il n'a pas d'autre code que celui de l'intérêt propre.

Tout le reste est nul à ses yeux.

L'empereur, à qui Marie-Thérèse soumit le volumineux rapport de Kaunitz avant de prendre une décision, ne s'éleva guère à un point de vue plus haut que celui du chancelier. Seulement son cynisme fut plus franc. A ses yeux, l'intérêt dominant de l'Autriche était de rester spectatrice de la guerre russo-turque, et de la laisser se prolonger le plus possible, pour l'affaiblissement des deux parties belligérantes et l'épuisement des caisses du roi de Prusse qui, obligé de payer des subsides à la Russie, finirait par se trouver dans l'alternative de se ruiner ou de se brouiller avec elle, autrement dit, par être à la merci de l'Autriche. Il proposa de pousser la Porte à refuser toute concession à la Russie et à faire occuper une partie de la Pologne par un corps d'armée autrichien.

Kaunitz combattit vivement cette double proposition, et Joseph se rendit à ses observations.

Obligée de faire connaître ses impressions, Marie-Thérèse rejeta les sept propositions. Les deux premières lui parurent insoutenables. Son équité naturelle lui fit juger avec raison la troisième comme incompatible avec la convention récemment conclue à Constantinople, la quatrième et la cinquième, sans espoir de réalisation, la sixième oiseuse et la septième inique. « L'essentiel, écrivit-elle, est de sortir de cette affaire si com- « pliquée, avec justice. Ce serait déjà un grand projet que « d'en finir sans avantages positifs. »

Elle se sentait dévoyée au milieu de ce fatras de combinaisons louches, où la droiture de son intelligence ne voyait que ténèbres et fausseté.

« Chaque jour a son importance, mandait-elle à Kaunitz, « autrement tout tournera à notre honte et à notre déshon- « neur et les trois puissances, la Russie, la Prusse et la « Turquie s'uniront contre nous à notre grand détriment, ce « qui nous entraînera infailliblement à nous jeter sur la « Pologne, d'où nous pourrions être chassés d'une manière « peu honorable, si nous ne prenons l'avance de nous arranger « avec la Prusse. Dieu nous garde de traîner la guerre en « longueur et d'y animer les Turcs, ce qui ne pourrait « demeurer secret et nous obligerait à leur porter secours, à « cause de ce malheureux argent reçu. Autrement où en « serait la fidélité et la bonne foi, à quoi cependant tout « tient ? La grande faute, d'après moi, est de considérer l'af- « faire à la lumière d'une hypothèse absolument fausse, c'est- « à-dire, comme s'il dépendait de nous de faire la paix ou la « guerre ? »

Sa loyauté se révolte instinctivement contre les artificieux manèges de Kaunitz et brise d'un coup de plume, le réseau d'intrigues à l'aide duquel on veut surprendre et lier sa volonté, à force de sophismes et elle expose, à son tour, sa

politique avec une rare verve de bon sens et de noble franchise.

« J'enverrais, dit-elle, un courrier à Constantinople pour « conseiller au sultan l'armistice et la paix. Je travaillerais « franchement avec Zsgelin (envoyé prussien à Constanti- « nople) et, en même temps, j'expédierais un autre courrier « à St-Pétersbourg par Berlin et je dirais nettement à ces « deux Cours que je veux la paix et que je ferai tout au « monde pour la procurer. Mais si la Russie et la Prusse pré- « tendent s'assurer de quelques avantages en Pologne, je ne « pourrais demeurer indifférente et je leur signifierais sans am- « bages, dans un langage clair, que je n'entends pas rester « les mains vides ou les remplir aux frais de la Turquie ou « de la Pologne. Ce serait au roi de Prusse de m'indemniser, « soit avec Glatz, soit avec ses domaines de Clèves ou de la « Franconie, car il ne me plaît pas de prendre quoi que ce « soit aux Turcs. Je ne ferais pas non plus mystère de nos « engagements vis-à-vis de la Porte ! Je suis persuadée que, « grâce à cette attitude franche et nette, nous pourrions nous « tirer d'affaire avec honneur et même avec quelques petits « profits, tout au moins sans qu'atteinte sérieuse soit portée à « l'équilibre. Je presserais les Turcs, en considération de leur « faiblesse, de faire la paix et je les dégagerais des millions « qu'ils nous doivent encore payer, contre la cession de Bel- « grade. Il ne s'agit pas, dans les circonstances présentes, du « plus ou moins à gagner, mais de sortir d'embarras au meil- « leur marché possible. Il faut faire cela au plus tôt. »

Un combat violent se livrait dans l'âme de l'infortunée princesse, torturée par sa conscience, par les révoltes de son amour-propre et par la claire vue de l'impasse humiliante où sa faiblesse pour Joseph et son aveugle confiance dans les conseils de Kaunitz, l'avaient engagée. Rien ne peint d'une

manière plus émouvante ses luttes intérieures, que les lettres dans lesquelles elle exhale les amertumes de son cœur et donne carrière à l'expression de ses remords et de ses souffrances. Malheureusement elle y épuise aussi ses forces, et comme il arrive souvent, surtout aux femmes, plus elle se dépense en paroles ou en écrits, plus aussi elle s'énerve et moins elle se trouve finalement en mesure de résister à l'impression du dehors et à l'impitoyable logique d'une première et funeste concession. L'histoire de sa participation au partage de la Pologne n'est qu'une longue paraphrase du *video meliora proboque, deteriora sequor* du poète. Si chez elle le cœur a été grand, la piété profonde, la volonté droite, le discernement a souvent manqué de lumière, la foi de hauteur et d'instruction, la volonté de règle et de force. Une sourde ambition, d'autant plus dangereuse qu'elle se couvrait vis-à-vis d'elle-même de prétextes spécieux, une sorte de respect humain qui la rendait plus attentive aux appréciations extérieures qu'aux jugements de Dieu ou de sa conscience, ont causé la plupart de ses malheurs et de ceux de ses enfants.

Nous venons de la voir, dans le premier élan de sa généreuse loyauté, pousser un cri de révolte contre les combinaisons d'iniquité qui lui sont soumises et tracer, avec une éloquence entraînante, la voie de droiture et de justice que son cœur voudrait voir suivre. Bientôt elle écrit à Kaunitz. La réflexion est venue. Le feu initial de sa volonté brûle encore, mais l'incandescence en est déjà diminuée. Elle ne commande plus, elle discute ; l'amour-propre usurpe insensiblement, comme moteur, la place du sens net du devoir, et enlève au style sa saisissante éloquence. Elle se noie finalement dans un flot de demandes d'aide et de conseils, qui fait prévoir de nouvelles et déplorables compromissions.

« Je suis, écrit-elle, trop pressée de notre situation critique,

« pour ne pas l'exposer encore une fois dans tout son jour et « tâcher de trouver le remède, sinon le bon, du moins le moins « mauvais. Avant tout, il nous importe de procurer la paix de « tous les côtés, au plus vite. En la prolongeant, notre situation « deviendra toujours plus mauvaise. Il n'est pas possible à « présent de revenir sur nos pas, après les fausses démarches « que nous avons faites et que j'ai toujours regardées telles « depuis le mois de novembre 1770, où la marche des troupes « d'Italie et des Pays-Bas a été résolue, et depuis la malheu- « reuse convention signée avec les Turcs. Le ton trop mena- « çant avec les Russes, notre conduite mystérieuse, tant avec « nos alliés qu'avec nos adversaires, tout cela est venu de ce « qu'on a mis pour principe de chercher à profiter de la guerre « entre la Porte et la Russie, pour étendre nos frontières et « obtenir des avantages auxquels nous ne pensions pas avant « la guerre. On a voulu agir à la prussienne et en même « temps retenir les apparences de l'honnêteté. Sous ce point « de vue, on s'est fait illusion sur les moyens, et on cherche et « on se flatte encore sur les apparences et sur les événements. « Il se peut que je me trompe et que les événements soient « plus favorables que je ne puis les envisager. Mais dussent- « ils nous procurer le district de la Valachie, Belgrade même, « je les regarderais encore comme trop chèrement achetés, « l'étant aux dépens de l'honneur, de la gloire de la monar- « chie, de la bonne foi et religion de nous autres. Depuis mon « malheureux règne, nous avons tâché de marquer en tout « une conduite vraie, équitable, de bonne foi, de modé- « ration, de fidélité en nos engagements. Cela nous attira « la confiance, j'ose même dire, l'admiration de l'Europe, le « respect et la vénération de nos ennemis. Depuis un an, « tout cela est perdu. J'avoue que j'ai peine à le soutenir et « que rien au monde ne m'a plus coûté que la perte de notre

« renommée. Malheureusement je dois confesser vis-à-vis de « vous que nous le méritons, et que c'est là que je souhaite « qu'on remédie, en rejetant comme mauvais et ruineux tout « principe de profiter de ces troubles, et qu'on délibère com- « ment sortir au plus vite de cette triste situation et le moins « mal, sans penser à des acquisitions pour nous, mais bien à « rétablir notre crédit et bonne foi et, autant que cela se « peut, la balance politique. »

Kaunitz connaissait de trop longue main Marie-Thérèse, pour s'effrayer de cet assaut de remords tardifs. Trop engagé pour reculer, certain d'ailleurs de l'appui de l'empereur, dont il avait en réalité fait son complice, il traita l'impératrice comme un médecin son malade, avec une habileté et une rouerie consommées. Il dépêcha, selon le désir de sa souveraine, un courrier à Thugut avec l'ordre de presser la Porte d'accepter l'armistice et les conditions de paix que lui offrait la Russie, et s'empara de la compromettante idée, échappée à Marie-Thérèse, de réclamer au roi de Prusse, compensation en Allemagne de ce que l'Autriche lui abandonnait en Pologne, pour river cette princesse à sa politique des mains pleines.

Il se garda bien de lui faire remarquer la double et choquante contradiction qu'elle commettait, d'abord en repoussant d'un côté toute pensée de prendre en Pologne le bien d'autrui, et en réclamant de l'autre au roi de Prusse, l'équivalent de sa part dans ce même vol, puis en déclarant elle-même irréalisable l'espoir de faire accepter cet étrange marché par le roi. Il suffisait au chancelier d'avoir tiré de l'incident la preuve que la conscience de Marie-Thérèse commençait à capituler. L'évolution ainsi entamée par la mémoire, s'acheva dans un long entretien entre l'impératrice et son chancelier. Kaunitz tourna si bien sa souveraine qu'il obtint l'autori-

sation de négocier avec la Russie et la Prusse sur l'un des trois *desiderata* suivants :

1° Cession à l'Autriche par la Prusse de Glatz et d'une partie de la Silésie.

2° Cession par le roi de Prusse des Margraviats de Baireuth et d'Anspach.

3° Cession par la Russie, aux dépens des Turcs, de Belgrade, de la Bosnie et d'une partie de la Servie.

Ces trois points admis, Kaunitz posa la question de l'éventualité — facile à prévoir — de leur rejet par la Prusse et la Russie. La réponse s'imposait et fut qu'il faudrait bien se résoudre à exiger pour l'Autriche, dans les dépouilles de la Pologne, une part égale à celle que s'adjugerait chacune des deux autres puissances co-partageantes. Kaunitz se chargea de conférer avec le prince Galitzin et envoya immédiatement des instructions à Van Swieten.

Comme Marie-Thérèse l'avait elle-même prévu, Frédéric rejeta avec tant d'énergie les ouvertures de l'envoyé autrichien relatives à Glatz et à la Silésie, que ce dernier jugea inutile de lui parler de la cession d'Anspach et de Baireuth. Il se contenta de soumettre au monarque prussien la combinaison comprenant Belgrade, la Bosnie et la Servie. Frédéric fit mine d'être charmé de ce qu'il entendait et promit d'appuyer chaudement les prétentions de l'Autriche auprès du cabinet russe.

Conformément à ses habitudes, il fit exactement le contraire. Mais, dans l'intervalle, Marie-Thérèse fut assaillie de nouveaux et violents scrupules. Le fait de s'enrichir aux dépens de la Porte, son alliée, lui apparut comme un acte de noire trahison. Revenant au principe, elle conteste de nouveau, en termes très vifs, la thèse en vertu de laquelle, étant donné que deux de ses voisins s'agrandissent injustement,

on prétendait lui imposer d'imiter leur injustice. Elle conclut de ce chef à repousser tout agrandissement aux dépens de la Pologne. Seulement, par une de ces contradictions qui lui devenaient familières, dans le cas où son intervention dans le démembrement de la Pologne, paraîtrait inévitable, elle s'y résignerait, sous la condition toutefois que la Pologne serait indemnisée par la Valachie et la Moldavie. Comme si l'injustice directement commise, pouvait être rachetée par une seconde injustice au profit du tiers lésé.

On nous pardonnera de nous étendre si longuement sur les préliminaires intimes de l'une des iniquités les plus criantes de cette fin du XVIII^e^ siècle, pour flétrir l'avènement du libéralisme sur les trônes de la vieille Europe.

Joseph II et Kaunitz ont été ses initiateurs en Autriche. Il ne faut pas s'étonner que Marie-Thérèse ait subi, malgré sa très réelle et sincère piété, sa délétère influence. On ne vit pas impunément dans un milieu vicié. Si elle ne se rendit pas un compte suffisant des intrigues organisées autour d'elle, il faut la louer de son courage à les combattre et la plaindre plus que la blâmer des fautes successives qui affligèrent ses dernières années. Si son discernement fut en défaut, si sa volonté de chrétienne et de reine ne sut plus surmonter les faiblesses de la mère, ce n'est pas un motif suffisant pour nous faire oublier ses rares qualités et la vaillance avec laquelle elle supporta les dures épreuves qui traversèrent sa vie.

Dans les circonstances qui nous occupent, elle céda par lassitude et à la suite d'implacables obsessions, mais non convaincue. La lettre suivante, du 1^er^ février 1772, en nous dévoilant sa pensée toute entière et les combats qui s'y livrent, offre ce côté piquant, de contenir la critique la plus amère à la fois et la plus juste de l'acte auquel elle s'associe :

« J'avoue qu'il m'en coûte de me décider sur une chose,

« dont je ne suis nullement assurée qu'elle est juste, si même « elle était utile; mais je ne trouve pas même, dans tous les « trois cas à opter, l'utile.

« Le plus facile, serait d'accepter le partage qu'on nous « offre de la Pologne, mais par quel droit dépouiller un inno- « cent, qu'on a toujours prôné vouloir défendre et soutenir? « Pourquoi tous ces grands et coûteux préparatifs et tant « de bruyantes menaces pour l'équilibre du Nord?

« La seule raison de convenance pour ne pas rester seule « entre les deux autres puissances, sans tirer quelque avan- « tage, ne me paraît pas suffire, ni même être un prétexte « honorable, pour se joindre à deux injustes usurpateurs, « dans la vue de plus abîmer encore, sans aucun autre titre, « un troisième.

« Je ne comprends pas la politique, qui permet qu'en cas, « que deux se servent de leur supériorité pour opprimer un « innocent, le troisième peut et doit à titre de pure précaution « pour l'avenir et de convenience pour le présent, imiter et « faire la même injustice : ce qui me paraît insoutenable. Un « prince n'a d'autres droits que tout autre particulier : la « grandeur et le soutien de son État n'entrera pas en ligne de « compte, quand nous devrons tous comparaître devant Dieu. « Je souhaite ardemment de m'être trompée. Je connais « (et j'en ai souvent gémi) depuis longtemps et très bien l'état « critique où nous nous trouvons, mais il faut savoir s'exé- « cuter, et c'est à cette heure le moment. Tout ce qui pourrait « nous échoir, n'égalera jamais en grandeur et convenience « la moitié de la portion des autres ; il ne faut donc plus s'y « arrêter et se leurrer d'un autre partage inégal. Tout notre « but doit être de tâcher de finir cette guerre au plus vite, « honnêtement et de façon qu'amis et ennemis nous en « sachent gré, et que nous gagnions leur estime par notre

« honnêteté et générosité. Je m'avance plus, en disant que ce « n'est pas un acte de générosité, mais un effet de vrais prin- « cipes, de ne manquer à personne. Nous nous sommes liés « avec la Porte : nous en avons même reçu de l'argent : les « prétextes, qu'on pourrait ou voudrait trouver pour faire « manquer les Turcs les premiers, pour profiter après de leurs « dépouilles, ne se combinent pas avec l'exacte droiture et « avec les vrais principes. Jamais je ne saurais m'y résoudre. « Il ne peut donc être question de la Bosnie et Servie, seules « provinces qui nous conviendraient. Il ne nous reste que la « Valachie et la Moldavie : Pays malsains, dévastés, ouverts « aux Turcs, Tartares, Russes, sans aucune place ; enfin pays « où il faudrait employer bien des millions et du monde, pour « s'y maintenir.

« Notre monarchie peut se passer d'un agrandissement de « cette espèce, qui tournerait à sa ruine complète ; il faudrait « par conséquence revenir à la Pologne et lui assigner à « titre d'indemnisation la Valachie et la Moldavie ; ce serait « encore le seul moyen, le moins mauvais, auquel je pourrais « me prêter : tous les autres ou mèneraient à une guerre avec « les Turcs qui serait injuste, ou à dépouiller un troisième, « sans l'indemniser.

« Que diraient la France, l'Espagne, l'Angleterre, si tout d'un « coup on se liait étroitement avec ceux auxquels nous avons « tant voulu imposer, et dont nous avons déclaré les procédés « injustes ? J'avoue, ce serait un démenti formel de tout ce « qui s'est fait depuis trente ans de mon règne. Tâchons plutôt « de diminuer les prétentions des autres, au lieu de partager « avec eux à des conditions si inégales : passons plutôt pour « faibles que pour malhonnêtes. »

Elle lut elle-même cette lettre à l'empereur, avec le secret espoir de l'ébranler, mais il l'écouta sans faire la moindre

observation. Ce prince au cœur confit dans sa propre admiration, était incapable d'y voir autre chose qu'« une jérémiade». Elle la fit expédier en soupirant à Kaunitz, avec le billet suivant où se révèle l'aveugle confiance qu'avait eu le talent de lui inspirer cet autre infatué de lui-même :

« J'attends de vous les réponses à envoyer à Van Swieten. « Je remets à vous à me conseiller ce que vous trouverez le « plus honnête et convenable et selon vos principes, dont je « me suis toujours trouvée bien. Il ne s'agit plus de pouvoir « opter, il faut savoir s'exécuter et pour un profit mince ne « pas perdre sa réputation ni droiture devant Dieu et les « hommes. »

Les tergiversations et les résistances de Marie-Thérèse fatiguaient Joseph, qui ne put dissimuler son impatience.

Dans son émotion, elle écrivit au chancelier : « Sauvez-moi « et l'État ; dites-moi votre intention, je la soutiendrai, car je « vois les choses sous un tout autre jour que mon fils. »

Et quelques heures plus tard : « Il faut mettre une fin à « notre terrible situation, quand vous n'êtes pas là, je ne sais « me résoudre à rien. »

Sur ces entrefaites, elle reçoit avis de certaines intrigues nouées par Frédéric, pour faire suspecter à Saint-Pétersbourg, la bonne foi de l'Autriche. Elle reprend la plume et jette à Kaunitz ce cri de désespoir.

« Tout partage est inique dans son fond, funeste pour nous. « Je ne puis assez en déplorer la seule idée, et je vous avoue « que je me fais honte à moi-même.

« Ce n'est pas que la cession de la Moldavie, de la Valachie « et de la Bessarabie me paraisse moins regrettable et moins « inique, parce que, tout compte fait, les Russes ne m'aban- « donneront que ce qu'ils ont conquis. Mais pourquoi le font- « ils ? Évidemment pour acheter la faculté de s'arrondir

« d'autant plus en Pologne. C'est donc nous qui sommes les « promoteurs indirects de la spoliation. La Russie et la Prusse « ne manqueront pas de s'en prévaloir et crieront sur tous les « tons que c'est pour nous donner ces gros morceaux qu'elles « ont tant mangé de la Pologne. Nous portons donc dès « aujourd'hui et nous porterons seuls dans l'avenir, la respon- « sabilité de l'iniquité commise.

« Réfléchissez bien à notre situation vis-à-vis des Turcs, « c'est nous, c'est nous-mêmes, qui, le lendemain du jour où « nous leur avions promis une nouvelle paix de Belgrade, « mettons la main sur leurs domaines ! La Russie et la Prusse « seraient certes en droit de leur dire que l'idée première vient « de nous, et elles seraient capables de la repousser, si elles « voyaient moyen de nous laisser tout l'odieux de cette « affaire.

« Je dois avouer que de toute ma vie je n'ai été si tour- « mentée. Lorsque mes pays héréditaires ont été attaqués, je « me suis appuyée sur mon bon droit et sur l'assistance de « Dieu. Mais, dans le cas présent où, loin d'avoir le bon droit « de notre côté, nous nous mettons en contradiction avec le « droit d'autrui, avec la justice et avec nos propres engage- « ments, je n'ai plus de repos, je me sens agitée, je suis en « proie aux reproches de ma conscience, qui n'a jamais cherché « à tromper qui que ce soit, ou à faire accepter la duplicité « pour franchise. On ne croira plus jamais à notre bonne foi, « à notre fidélité à la parole donnée, ces joyaux sans prix, « seule force d'un souverain vis-à-vis de son semblable.

« Que penseront et diront de nous les puissances, en nous « voyant jeter au vent notre réputation sur le misérable appât « de la Moldavie et de la Valachie, deux provinces qui, en « ligne d'intérêt, nuiront à la monarchie, et, en ligne politique, « amèneront peut-être notre ruine ? La Russie, la Prusse et

« la Turquie s'allieront contre nous, avec la Pologne. Nous « serons l'objet de la dérision des autres nations et nous serons « abandonnés à notre destinée, car, après une pareille four- « berie, qui donc pourrait encore se fier à nous ? Je ne puis « m'empêcher de le répéter. Je ne suis pas assez forte pour « mener seule les affaires et, à mon indicible désolation, je les « laisse aller leur train. »

Au moment de faire porter sa lettre à Kaunitz, elle reçoit communication des instructions destinées à Van Swieten, dans le but de parer aux perfides manœuvres du roi de Prusse. Ce fut assez pour la distraire et la réconforter quelque peu. Elle reprit sa lettre et y ajouta le post-scriptum suivant :

« Je vous ai écrit tout ceci ce matin, dans mon agitation, « avant de recevoir votre message. C'est à mon ami, non à « mon ministre que je l'adresse. Personne ne l'a vu que le « fidèle Pichler. Depuis que j'ai lu les instructions pour Van « Swieten, je suis beaucoup plus tranquille. Seulement, laissons « les Turcs pour le moment. Attendons de savoir ce que veut « la Russie. Nous gagnerons du temps. »

Ces dernières révoltes de Marie-Thérèse n'étaient donc plus que celles de l'amour-propre blessé. Chez elle la conscience chrétienne avait cessé de lutter et ne reculait plus que devant la forme de la défaite. Cette préoccupation était si forte que, le soir du même jour, sur des nouvelles reçues de Berlin, elle écrivit à Kaunitz : « Les instructions sont-elles parties ? Le « roi ne peut pas en revenir de notre noirceur. Le malheur « est que nous le méritons. J'ai peu de moments tranquilles. »

Le chancelier, qui n'avait suscité le spectre turc que pour peser sur l'imagination de l'impératrice, n'hésita plus à le faire disparaître. Après avoir obtenu de Marie-Thérèse et de Joseph une déclaration, aux termes de laquelle les acquisitions de territoire visées par les puissances intéressées devaient

comporter une parfaite égalité, il l'expédia à Van Swieten, avec l'instruction formelle de l'échanger contre une déclaration identique, signée par le roi de Prusse et, cet échange accompli, d'en informer immédiatement le gouvernement russe. Van Swieten eut en outre ordre de faire connaître au roi, que le cabinet de Vienne repoussait toute combinaison où il serait question d'un démembrement quelconque de la Turquie à son profit, que de plus ce même cabinet, tenant compte de sa répugnance à céder Glatz et une partie de la Silésie, renonçait à en faire revivre désormais la proposition ; enfin, qu'il se réservait de s'expliquer sur le détail de ses prétentions après avoir été mis au courant des intentions de la Prusse.

Il saute aux yeux que, dans ces conditions, la déclaration de principe signée par l'impératrice et l'empereur, ne pouvait s'appliquer en fait qu'à la Pologne. Elle emportait donc leur consentement explicite et irrévocable à la spoliation de la Pologne. Les instructions données à Van Swieten enlevaient même à Marie-Thérèse la faible excuse à l'aide de laquelle elle avait tenté jusque-là de s'illusionner sur l'immoralité de l'acte auquel elle s'associait. D'autre part, en « laissant là les Turcs pour le moment », Kaunitz la délivrait du cauchemar qui la tourmentait et lui apportait un tel soulagement qu'elle se trouva sans défense contre l'adhésion tacite au partage de la Pologne. « Je suis contente, écrivit-elle en marge du rap-« port du chancelier, qu'on ne se prononce pas davantage et « qu'on attende ce que les Russes diront. Toutefois je crains « bien que les deux alliés ne se déchargent de tout sur nous. « Je préférerais qu'ils fissent la paix au galop, plutôt que de « m'exposer au reproche de les avoir excités à pareil par-« tage. » Le scrupule était tardif.

Kaunitz apprit avec joie que le roi de Prusse avait signé la déclaration demandée et il venait d'envoyer la même pièce

à Saint-Pétersbourg, quand le prince Galitzin se présenta chez lui pour lui communiquer le traité de partage de la Pologne, conclu le 19 février 1773, entre la Russie et la Prusse. L'article 5 de ce traité stipulait que l'Autriche serait invitée à y adhérer dans les mêmes conditions et que, au cas où, contre toute attente, elle refuserait son adhésion, les deux puissances n'en donneraient pas moins suite aux conventions faites entre elles. Le prince Galitzin ajouta verbalement que toute tentative de dissuader la Russie de cette exécution serait inutile et qu'il avait ordre de prier formellement le gouvernement autrichien de désigner aussitôt, et aussi exactement que possible, les parties du territoire polonais qu'il désirait se faire attribuer.

Étourdie par cette brusque mise en demeure, Marie-Thérèse s'inclina sans résistance. Elle écrivit simplement sur le rapport de Kaunitz : « Je trouve qu'il n'y a pas maintenant « autre chose à faire, mais je ne puis être indifférente à « l'agrandissement des deux puissances, encore moins à la « nécessité d'y participer nous-mêmes. » Nous verrons la réaction se produire plus tard.

Le chancelier, désireux de gagner du temps pour travailler avec plus de soins à l'exposé réclamé par le prince Galitzin, se couvrit du prétexte d'attendre le retour de la déclaration de principe qu'il avait expédiée à Saint-Pétersbourg. Le roi de Prusse, impatient de se lancer sur la proie qu'il convoitait depuis longtemps, fut vivement contrarié du retard et soulagea son dépit par quelques mots mordants, qui, naturellement arrivèrent à la connaissance du chancelier. On sait à quel point ce dernier poussait la susceptibilité. Aussi n'hésita-t-il pas à exhaler sa colère en termes pédantesques, dans une lettre confidentielle à Van Swieten; il se crut suffisamment vengé, en accusant Frédéric de mesurer les gens à son aune.

Cependant la déclaration de principe revint bientôt de Saint-Pétersbourg, non seulement signée, mais encore accompagnée de grandes protestations d'amicale sympathie pour la Cour de Vienne et son chancelier ; le comte Panin alla jusqu'à lui faire entendre qu'il ne serait pas impossible d'ajouter aux territoires que l'Autriche pourrait réclamer en Pologne, Belgrade avec certaines parties de la Bosnie et de la Servie, sans aucune compensation correspondante pour la Russie et pour la Prusse. Marie-Thérèse déclina ces gracieusetés par égard pour la Porte et afin de ne pas retarder la conclusion de la paix.

Dans l'intervalle de tous ces incidents, l'impératrice s'était recueillie et, à cette lumière spéciale qui s'échappe des faits, lorsqu'ils sont devenus irréparables, elle se jugea et se condamna elle-même dans les termes suivants :

« Dès les commencements des troubles de la Pologne, « j'ai envisagé le dessein du roi de Prusse de conquérir une « partie de ce royaume, comme la chose la plus à craindre « pour nous. Le danger m'a toujours paru plus grand que « celui des avantages de la Russie sur la Porte : étant incon- « testable que, quelque grande que soit la puissance de la « Russie, nous n'avons jamais autant à redouter de sa part « que de celle du roi de Prusse, qui depuis trente et plus « d'années, a toujours été et sera toujours notre ennemi for- « midable, dont l'agrandissement ultérieur est par conséquent « le mal le plus réel qui puisse nous arriver et qu'il fallait, à « quelque prix que ce fût, tâcher de prévenir ou d'empêcher. « Tel était le système moyennant lequel nous avons réussi, « pendant plusieurs années, à contenir le roi de Prusse, au « point qu'il n'avait osé, ni faire entrer des troupes en « Pologne, ni donner à la Russie d'autres secours qu'en « argent. Si l'on s'en était tenu à ce principe, et qu'au lieu de

« pêcher nous-mêmes en eau trouble pour acquérir quelques « misérables districts de la Pologne, au lieu de conclure cette « malheureuse convention avec la Porte et au lieu de rassem- « bler inutilement, à grands frais, une armée considérable en « Hongrie, on se fût contenté de tenir une armée prête à « entrer en Silésie, au cas que le roi de Prusse fît quelque « entreprise sur la Pologne, et qu'on se fût borné au simple « office de médiateur impartial pour la paix entre la Russie « et la Porte, sans parler à la première en ton menaçant, lui « faisant même entrevoir la possibilité d'obtenir quelque « avantage par la paix, il n'est pas douteux qu'on aurait « réussi par cette conduite simple, ferme et honnête, à faire « terminer la guerre de l'année passée, à prévenir le démem- « brement de la Pologne, à mériter la reconnaissance des « deux intéressés et à augmenter notre considération en « Europe, sans qu'il eût été nécessaire de faire le dixième que « nos préparatifs de guerre ont coûté. On s'est départi de ce « système, toutes nos craintes se sont portées sur le danger « que nous imaginions de voir dans l'agrandissement ; on s'est « aveuglé jusqu'à croire d'avoir établi, à cette pompeuse « entrevue de Neustadt, un concert et une confiance intime « entre nous et le roi de Prusse ; l'espoir d'en imposer à la « Russie, d'obtenir de l'argent et autres avantages de la « Porte, de conserver les districts occupés en Pologne, tout « cela nous a induits à faire des démarches fausses et mal « combinées, inconséquentes, dangereuses et peu conformes « à la droiture et honnêteté, qui, depuis mon règne, étaient « toujours les seuls principes de ma conduite.

« Toutes ces démarches ont tourné contre nous; nos entre- « prises sur le territoire de la Pologne ont fourni un prétexte « au roi de Prusse pour envahir, de son côté, une partie de ce « royaume ; notre convention avec la Porte a donné lieu à

« celle que le roi de Prusse a faite en dernier lieu avec la « Russie; enfin nos démonstrations guerrières et le ton mena- « çant employé contre cette dernière puissance l'ont engagée « à redoubler d'efforts et à s'assurer de plus en plus du roi de « Prusse, en lui accordant une part du démembrement de la « Pologne. Nous nous sommes discrédités à la Porte, en « prenant avec elle des engagements que nous ne pouvions « pas remplir ; nous avons usé avec la France d'une réserve « dont elle ne peut nous savoir que très mauvais gré ; nous « nous sommes mis dans le cas de nous voir accusés, avec « raison, par le roi de Prusse même, de fausseté et de dupli- « cité. Nous avons épuisé, sans objet et sans fruit, nos finances « et notre crédit, et nous nous trouvons réduits à la fâcheuse « extrémité de devoir concourir nous-mêmes à l'agrandisse- « ment des deux puissances, nos rivales et ennemies, et de « recevoir, pour ainsi dire, en don de leur part, ce dont elles « n'ont aucun droit de disposer, et que, de notre côté, « nous n'avons aucun droit d'acquérir. Voilà notre situation, « elle est sûrement fâcheuse, d'autant plus qu'il n'y a nul « moyen d'y rien changer. Ce qui nous importe le plus, c'est « que la paix soit bientôt conclue, la continuation de la « guerre ne peut qu'augmenter nos dangers et les avantages « de la Russie et de la Prusse ; ainsi nous ne devons avoir « rien de plus pressé que de procurer la paix à quelque prix « que ce puisse être.

« Quant à la Pologne, nous n'empêcherons plus le roi de « Prusse d'en arracher une partie, la Russie prendra la sienne « et on nous en offre une égale.

« Entre particuliers une offre de cette nature serait une « insulte et l'accepter une injustice; les lois du droit de la « nature n'ont-elles pas la même force sur les actions des « souverains ?

« Le dénouement de la scène n'obtiendra sûrement pas « l'applaudissement de nos alliés, si le duc de Choiseul était « encore en place, il voudrait sans doute profiter de l'occasion « pour nous enlever quelques parties des Pays-Bas, où nous « ne serions pas en état de faire la plus légère résistance.

« Au reste, comme nous avons usé jusqu'ici de tant de « réserve avec la France, il faudra déjà continuer sur le même « pied jusqu'à la conclusion de la paix et l'exécution de nos « arrangements avec la Russie et avec la Prusse ; alors on « devra alléguer des raisons au moins spécieuses pour nous « justifier. »

Le calme qui règne dans cette note, où domine la répulsion caractéristique de Marie-Thérèse pour le roi de Prusse contraste étrangement avec la fougue de ses premières effusions. Un seul moment se trahit un retour de conscience interrogatif, qui demeure sans réponse et semble se perdre dans la préoccupation du qu'en dira-t-on de la France. Aussi sommes-nous tenté d'y voir surtout une critique, non dépourvue d'amertume, de la direction donnée à la politique étrangère de l'Autriche, depuis que l'impératrice l'avait laissée à son fils.

Il est assez piquant de rapprocher la dernière partie de la note de l'impératrice, d'une lettre écrite le 2 décembre 1771, par conséquent la veille, par le prince de Kaunitz au comte de Mercy, ambassadeur d'Autriche à Paris, et qui débute comme suit : « Notre procédé pour le roi de Pologne est « trop grand, *trop honnête* et trop raisonnable pour le lieu où « vous êtes..... En tous cas, nous avons fait comme nous « l'entendons et nous nous passerons fort bien de leur appro- « bation. » Il y a plus ; ce langage de matamore commenté par les faits qui suivirent et les franches marques d'anxiété de Marie-Thérèse, peint le trop célèbre initiateur de la

politique anti-cléricale dans le gouvernement des États autrichiens.

Dans ses lettres personnelles au comte de Mercy, Marie-Thérèse s'efforce de rejeter, en grande partie, la responsabilité de la tournure prise par les événements, sur le peu de soutien et d'appui qu'elle a trouvé dans le gouvernement français. Elle suit, en cela, la voie ordinaire aux âmes timorées qui, se laissant induire à des actes qu'elles réprouvent, cherchent une excuse à leur misère dans celle des autres. Les actes justifient trop cette appréciation pour que nous insistions davantage.

Comme on devait s'y attendre, le mémoire contenant les prétentions de l'Autriche dans le démembrement de la Pologne, souleva des clameurs à St-Pétersbourg et à Berlin. On les trouva énormes, scandaleuses, impossibles.

Kaunitz, fidèle à ses habitudes, remit à Marie-Thérèse un long mémoire indiquant les concessions successives que l'on pourrait faire, à son sens, pour arriver à une entente avec les deux co-partageants. L'impératrice le soumit à Joseph II, qui commença par s'emporter et déclarer que les propositions du chancelier étaient inacceptables, quant au fond et quant à la forme : « dans le fond, parce qu'elles étaient absurdes ; dans la forme, parce qu'il n'y rencontrait que frayeur puérile, ignorance et faiblesse. » Il conclut à faire signifier aux cours de Prusse et de Russie, que l'Autriche, n'ayant pas à consulter qui que ce fût pour connaître ses propres convenances et leur donner satisfaction, devait, sans plus tarder, faire occuper militairement les territoires réclamés et remettre à plus tard toute discussion de limites et de frontières, attendu qu'il n'existait pas une seule carte à laquelle on pût se fier. Il pressa si vivement sa mère, que celle-ci consentit à donner à Lacy les ordres nécessaires pour cette occupation. Kaunitz

lui-même se rallia à la proposition de Joseph, mais il déconseilla toute déclaration préalable.

C'est en effet ce qui eut lieu. Le général de cavalerie comte de Hadik, secondé par le feldmaréchal lieutenant comte Esterhazy et le général-major comte d'Alton, pénétra en Pologne à la tête d'un corps d'armée autrichien et prit possession des places et des territoires qui lui furent désignés. Le ministre d'État, comte Pergen, les suivit pour établir la direction de l'administration civile.

Les négociations n'en continuèrent pas moins entre la cour de Vienne et celles de Berlin et de St-Pétersbourg, sous la conduite de Joseph. Marie-Thérèse se borna à signer les résolutions que son fils lui présenta. Sur un projet de dépêche qui lui était soumis, elle écrivit : « Je l'approuve comme tout « le reste, c'est très bien conçu dans une affaire si compliquée « et qui n'est pas conforme à ma manière de voir ordinaire. »

Hélas ! la complication n'existait réellement que dans la contradiction de la signature de l'impératrice avec les répulsions de sa conscience.

Enfin, le 2 août 1772, fut signé à St-Pétersbourg le traité en vertu duquel la Russie, la Prusse et l'Autriche s'adjugèrent arbitrairement les parties de la Pologne qui étaient le plus à leur convenance. Les prétentions mises en avant par la cour de Vienne furent admises dans leur intégrité, et la Russie promit en outre, sur la demande de Marie-Thérèse, de renoncer à exiger des Turcs, lors de la paix future, la cession des principautés danubiennes. La nouvelle en arriva à Vienne le 21 août. L'impératrice se contenta d'annoter de ces deux mots : « J'ai signé », le rapport que Kaunitz lui envoya avec les instruments de notification. L'empereur, qui avait grandement redouté d'être contraint à rabattre de ses exigences, se déclara enchanté et remercia Kaunitz.

Un billet de Marie-Thérèse au comte Lacy souligne un nouveau progrès de l'esprit de résignation de Marie-Thérèse :

« Le courrier de St-Pétersbourg, écrit-elle à ce général, « nous apporte, dûment signé, le partage. Je vous remercie « encore une fois de cet avantage, si avantage il y a. Une « chose certaine, c'est que c'est vous qui avez eu l'idée de « nous faire demander plus que nous n'espérions, et avez « ainsi procuré ce profit à l'État, sans entrer dans la question « si c'était juste ou non. »

La moralité de ces félicitations laisse à désirer. Le crime ne se régularise pas comme une situation boiteuse, et la valeur du bien mal acquis n'a jamais passé pour circonstances atténuantes. La précaution de ne pas entrer dans l'examen du plus ou moins de justice d'un gain obtenu peut paraître habile, elle constitue en réalité un aveu, un arrêt muet de la conscience. Les historiens autrichiens ont tenté de leur mieux de dégager Marie-Thérèse de la responsabilité du démembrement de la Pologne et d'en rejeter tout l'odieux sur Frédéric II. L'effort est généreux et patriotique, mais excessif. La culpabilité du monarque rapace et sans scrupules, qui sut si bien exploiter, au profit de sa gloire, le vain et vénal Voltaire, n'atténue en rien l'énormité capitale, au point de vue de l'exemple et de la violation du droit des gens, de l'invasion du district de Zips. Le prétexte invoqué, si spécieux qu'on prétendît le faire paraître, n'a jamais pu être pris au sérieux. Il ne supporte pas l'examen et confine au ridicule.

Le rôle joué par Marie-Thérèse dans le drame odieux de l'écrasement de toute une nation, de la disparition d'un peuple auquel l'Autriche avait dû son salut est, il faut bien le dire, désastreux pour sa mémoire. Remarque pénible à faire et qui frappe dès l'abord : nulle part, ni dans ses actes publics, ni

dans sa correspondance, ni dans ses communications fréquentes avec Kaunitz, ni enfin dans les nombreuses notes qu'elle a laissées, ne se montre la simple apparence d'une allusion au souvenir du grand Sobieski et de ses vaillants compagnons. Que la mémoire ait manqué sur ce point aux anciens généraux, ministres ou conseillers de Charles VI, vieillis dans l'idolâtrie de la dignité impériale et de la suréminence du chef suprême de l'empire, disposés dès lors à croire que Sobieski fut l'obligé de Léopold Ier, soit ! Que Kaunitz et les autres astres de la nouvelle ère, qui se levaient pleins de superbe et convaincus d'avoir été mis au monde pour chasser les ténèbres de l'obscurantisme ancien et illuminer l'univers des feux du philosophisme français, aient dédaigné l'infériorité relative du héros catholique, rien de plus logique et de plus conforme à leur brutal exclusivisme. Mais tant d'oubli chez la chrétienne héritière des Habsbourg confond l'intelligence. La mémoire du cœur ne lui fait cependant pas défaut. Loin de là, car elle la pousse parfois jusqu'à l'excès et sa reconnaissance ne s'épuise jamais envers quiconque l'a bien servie. Dans les longues négociations qui se traînent entre la paix d'Hubertsbourg et le partage de la Pologne, elle se souvient jusqu'au dernier moment du service négatif que lui ont rendu les Turcs en refusant de s'allier contr'elle avec le roi de Prusse. Mais lorsque Joseph, Kaunitz, et autres contempteurs *temporis acti*, se souviennent subitement que, trois ou quatre cents ans en çà, le royaume de Hongrie a livré, à titre d'hypothèque, un lambeau de territoire à la Pologne pour sûreté d'une somme qui n'a jamais été rendue, et lui font admettre sans peine l'idée de mettre la main sur l'hypothèque, sans avoir remboursé le capital, comment n'a-t-elle pas une pensée, une réminiscence pour les flots de sang généreux dont la Pologne a payé, moins de

quatre-vingts ans auparavant, le salut de la maison d'Autriche et l'existence de tout ce qu'elle possède. Nos contemporains se sont scandalisés du cri d'ingratitude lancé par le prince de Schwarzenberg, vis-à-vis de la Russie, peu après la répression de la révolte hongroise. Il n'y eut cependant là qu'une parole en l'air. Que dire de Marie-Thérèse ?

Tout jugement humain est faillible, par suite de l'infirmité naturelle inhérente à celui qui le rend. Celle du justiciable est une circonstance plus ou moins atténuante de sa transgression. Chez Marie-Thérèse, cette misère native se compliqua, de bonne heure, par la blessure profonde faite au plus intime de son âme, par le succès de l'inqualifiable attentat commis à son égard par Frédéric II. La résignation n'est pas une vertu de jeunesse, surtout chez les grands de ce monde, peu exercés généralement au sacrifice. L'épine de la Silésie lui blessa le cœur jusqu'aux derniers temps de sa vie, et tant que saigna la plaie, elle douta de la justice de Dieu. De là ses luttes intérieures, ses angoisses, ses hésitations, ses faiblesses, dès qu'apparaissait la moindre lueur de recouvrer le joyau volé. De là son impuissance à résister aux appâts de compensation que lui présentaient ses conseillers, car partout, même malgré elle, elle entrevoyait la Silésie. Ce fut le cauchemar de ses nuits, la grande amertume de sa vie.

A mesure qu'avance le démembrement de la Pologne, la vivacité initiale de ses agitations, ou, pour parler plus franc, de ses remords, se calme sensiblement. Lorsqu'à la veille de publier le manifeste des trois puissances, faisant connaître au peuple polonais la convention du partage intervenu entr'elles, Kaunitz en soumet la minute à Marie-Thérèse, celle-ci remarquant qu'il y est question de ses prétentions légitimes, souligne le dernier mot et note en marge : « à effacer ». Jo-

seph intervient et, à sa prière, le mot est rétabli. C'est sa dernière capitulation.

Le 19 avril 1773, la diète polonaise est enfin ouverte. Les membres ont été suffisamment préparés, par la menace ou la corruption, à se montrer souples. Ils le sont en effet et nomment une commission, munie de pleins pouvoirs pour régler toutes les questions que peut soulever la mise en œuvre de la convention, sans réserve de ratification. Le 18 septembre suivant, l'acte d'exécution reçoit les signatures de tous les membres de la commission et désormais le démembrement passe à l'état de fait accompli.

CHAPITRE VINGT-SIXIÈME.

SOMMAIRE. — Situation ambiguë de l'Autriche vis-à-vis de la Turquie. — Négociations tendant à l'annulation de la Convention de 1771. — Les habiletés de Kaunitz. — Noble réponse du sultan. — Paix de Kainardsche. — L'annexion de la Bukovine.

LES événements survenus depuis la convention du 7 avril 1771, avaient complètement modifié la situation de l'Autriche vis-à-vis de la Porte. Au début, les prévisions d'une guerre avec les Russes paraissaient bien près de se réaliser. Les Turcs n'épargnèrent rien pour précipiter la solution, et il ne tint pas aux premiers efforts de Joseph II et de Kaunitz que l'action ne s'engageât immédiatement. Seule la résistance de Marie-Thérèse, qui ne voulait la guerre à aucun prix, y mit obstacle. Bientôt les revers des armées ottomanes, puis l'éclosion successive de points de rapprochement entre les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg, amenèrent en moins de deux ans, dans les intérêts de l'Autriche, une évolution telle, qu'il ne fut plus possible à son gouvernement de penser à soutenir, si peu que ce fût, son alliée et créancière, la Porte. Par la complicité de Marie-Thérèse dans la spoliation de la Pologne passée à l'état de fait, la Turquie se trouva dupée. L'impératrice, on l'a vu, souffrit cruellement de cette situation humiliante. Joseph et Kaunitz, sans partager cette délicatesse de sentiment, comprirent cependant la nécessité de justifier devant le sultan, les procédés d'une politique si prompte à se transformer. La tâche était difficile et ingrate. Kaunitz en recula l'accomplissement aussi longtemps qu'il le put. Enfin, le moment étant venu de s'exécuter, il adressa à Thugut,

internonce de l'Autriche à Constantinople, de longues instructions, dans lesquelles il s'efforça de réduire à l'infiniment petit les engagements imposés au cabinet de Vienne par la convention de 1771, et à grossir démesurément les mesures prises, les difficultés et les dangers bravés par l'Autriche pour s'y conformer. A l'en croire, aussitôt la convention conclue, le gouvernement avait rappelé de nombreuses forces militaires de l'Italie et des Pays-Bas, dépensé des sommes énormes en acquisitions de canons, d'armes, de chevaux, d'équipements et de magasins de toute espèce. Par son attitude menaçante, il avait contraint la Russie à offrir aux Turcs une trêve et à réduire considérablement ses exigences.

Kaunitz alla plus loin, il chargea Thugut, dans ces mêmes instructions — chef-d'œuvre de roueries, — de démontrer aux Turcs que la responsabilité du changement d'attitude de l'Autriche retombait exclusivement sur eux.

Car, disait-il, si l'Autriche, épuisée de ressources, ravagée par la famine, obligée aux plus extrêmes sacrifices pour nourrir ses populations en détresse, avait reculé devant l'imminence d'une lutte inégale contre la Russie et la Prusse réunies, la cause en était dans la négligence de la Porte à payer ses échéances. Or, dans l'intervalle, l'orgueil de la Russie s'étant encore accru par ses victoires sur les armées ottomanes, force était de la ménager.

Dans ces circonstances, tout ce qui se pouvait traiter par voie de négociations ayant échoué, il ne restait plus à l'Autriche d'autre parti à prendre que d'attirer sur d'autres points l'attention de la Russie et de la Prusse. L'Autriche n'avait jamais dissimulé qu'elle ne pourrait tolérer l'augmentation de puissance de ses voisins, sans compromettre sa propre existence. Encore aujourd'hui elle renoncerait avec un joyeux empressement à son agrandissement en Pologne

ou ailleurs, si la Russie et la Prusse voulaient l'imiter. Malheureusement, loin de se montrer disposée à ces concessions, la Russie avait déclaré que ses arrangements avec la Prusse recevraient leur exécution, ce que voyant, l'Autriche, dans l'intérêt de l'équilibre politique entre les trois États, équilibre dont la rupture eût été désastreux pour la Turquie, s'était résignée à faire valoir aussi ses droits sur une partie de la Pologne.

En ce qui concerne les articles de la convention avec la Porte qui ont trait à la Pologne, ils sont d'autant moins applicables dans les circonstances actuelles, qu'ils ne peuvent affaiblir en rien les droits de l'Autriche sur certains districts polonais. De plus, la Porte n'y trouverait rien à gagner, et enfin, répète Kaunitz, elle a manqué à la convention en négligeant de faire honneur à ses échéances.

La conclusion de ce document long, diffus et suintant l'hypocrisie dans chacune de ses lignes, est le digne couronnement de l'entreprise.

Avant tout, recommanda Kaunitz, il faut insister sur le maintien de l'équilibre politique, la sécurité de la maison d'Autriche et le rétablissement de la tranquillité générale. Tout autre avantage, si brillant qu'il pût être, s'il contrarie ces principes, doit être considéré comme une atteinte aux intérêts de l'État. Or, comme une guerre avec la Russie et la Prusse serait éminemment nuisible à l'Autriche, il ne reste d'autre voie que celle d'une négociation sagement conduite pour procurer à la Porte une paix acceptable. Cependant il pose en fait que la chose la plus désirable, pour l'Autriche comme pour la Turquie, est de vivre ensemble dans les termes de la meilleure entente et d'une confiance absolue. Si donc au contraire, la Porte se laissait aller à des démarches de nature à faire soupçonner de sa part du mécontentement

contre l'Autriche et de l'ingratitude pour les services qu'elle en a reçus, le droit, la justice et le devoir qu'impose le soin de sa propre dignité, forceraient la cour impériale à profiter de toute occasion favorable d'humilier un voisin aussi dangereux.

Nous passons sur les instructions particulières données à Thugut pour le guider dans les déclarations cruellement décourageantes qu'il était chargé de faire aux ministres du sultan. Un point seul mérite d'être relevé. Il avait mission de dire que sa Cour était prête à annuler la convention et à restituer les fonds reçus, si toutefois les frais faits dans l'intérêt de la Porte, n'en dépasseraient pas de loin le montant.

Le 9 mai, Thugut s'acquitta de sa pénible mission, il le fit avec autant d'habileté que de tact.

Les ministres demeurèrent consternés et promirent prompte réponse. Toutefois ce fut seulement le 7 juin qu'ils la donnèrent.

Ils dirent que le sultan avait été fort attristé des communications de Thugut, attendu que l'assistance de l'Autriche avait été jusqu'ici la base de ses espérances ; qu'il ne lui pouvait cependant venir à l'esprit d'exiger l'impossible de la Cour impériale ou de peser sur ses résolutions. Que, puisque la Cour de Vienne jugeait impraticable de prendre les armes contre les Russes ou d'agir avec plus de vigueur qu'elle n'avait fait jusqu'à présent, il préférait renoncer volontairement aux avantages qu'il avait cru pouvoir tirer de la convention ; qu'il attendait toutefois de la bienveillance de l'empereur et de l'impératrice, que, s'ils ne pouvaient user de force pour exécuter les engagements contenus dans la convention secrète, ils n'en feraient pas moins tous leurs efforts pour en poursuivre les réalisations par voie de négociations amiables avec la Russie. Que si, grâce à l'intervention de l'Autriche,

la paix se faisait en lui rendant les principautés danubiennes et la Tartarie et en donnant satisfaction aux desiderata de l'art. 5 de la convention, il se reconnaîtrait comme encore tenu à remplir les stipulations des autres articles et le ferait en conscience. Que si la Russie se refusait à la paix, la question de la validité de la convention serait résolue négativement ; que toutefois il n'entendait rien réclamer des trois millions de piastres avancés par lui, les considérant comme une contribution légitime aux dépenses faites dans l'intérêt de la Turquie. Que du reste, en ce qui avait rapport à la convention, nul des intéressés ne pouvait faire reproche à l'autre. Qu'il souhaitait sincèrement de conserver la meilleure entente avec la Cour impériale, reconnaissant avec gratitude ce qu'elle avait fait pour lui, les dispositions insondables de la sagesse divine l'ayant empêchée de faire plus.

Le Reis-Effendi ajouta : Comme il arrive souvent des événements imprévus, le sultan tient à déclarer, que si jamais l'Autriche venait à se trouver en guerre avec la Russie ou la Prusse, il entendait demeurer son fidèle allié, qu'il ne se contenterait pas de lui payer encore sept millions de piastres sur la base de la convention, mais encore qu'il l'assisterait dans la plus large mesure de ses ressources.

Force est de rendre hommage à la noble dignité de ce langage et il en coûte de constater la supériorité d'attitude du prince musulman, sur les misérables et honteuses habiletés du chrétien. Mais Kaunitz avait-il encore conservé quelque chose du chrétien ? Joseph et lui sentirent en tout cas la leçon méritée qui leur était faite et ne l'oublièrent pas.

Après avoir longtemps traîné, les négociations de paix entre la Russie et la Turquie se rompirent, la guerre reprit au printemps de 1773, sans résultats bien saillants. Mais la campagne de 1774 fut tellement désastreuse pour les Turcs

qu'ils se virent obligés d'implorer la paix au prix des plus dures conditions. Elle fut signée à Kainardsche le 16 juillet 1774.

L'humiliation de la Turquie fut accueillie à Vienne avec une certaine satisfaction, née d'un double ressentiment : Joseph et Kaunitz ne pardonnaient pas à leur ancien allié la fière générosité avec laquelle il avait mis à néant leur politique louche à son égard, et ils s'étaient émus de ce que le sultan eût préféré subir les dures exigences du maréchal russe Romanzoff, que de recourir à l'intervention de l'Autriche pour obtenir de meilleures conditions. La colère est mauvaise conseillère, surtout chez les hommes sans scrupule. Le souverain et le tout-puissant ministre jugèrent bien naturel de satisfaire leurs rancunes pour exploiter la Porte et étendre, à ses dépens, les frontières des possessions autrichiennes.

Joseph avait rapporté de ses courses en Transylvanie et en Galicie, le très vif désir d'incorporer à ses États, d'une part, Altorsowa, avec son petit territoire, de l'autre, la partie de la Moldavie touchant à la Transylvanie et à la Pokutie. Il s'en ouvrit à Kaunitz, qui trouva dans des archives complaisantes, qu'aux termes du traité de Belgrade, la possession d'Altorsowa et de sa banlieue avait été confirmée à l'Autriche, mais que, en 1741, les Turcs profitant des embarras de la reine Marie-Thérèse, s'en étaient emparés subrepticement. Frappés à leur tour d'impuissance, ils ne pouvaient se plaindre, disait Kaunitz, de ce que la cour de Vienne se restituât à elle-même ce qui lui appartenait. Les mêmes archives lui découvrirent que la Pokutie avait, sur la partie voisine de la Moldavie, certains droits de suzeraineté. Poussant la mauvaise foi jusqu'à l'ironie, il fit en outre valoir que la Porte ayant, à l'occasion de la convention, promis de céder la Petite Valachie à l'Autriche, aurait intérêt à garder cette pro-

vince et à céder en échange Altorsowa et le morceau de la Moldavie compris entre la Transylvanie et la Pokutie.

Ainsi que le dit Arneth, le gouvernement autrichien poursuivait, dès le principe, un double but : se mettre d'abord en possession réelle des territoires qu'il avait en vue, puis obtenir de la Porte la reconnaissance du fait accompli. Afin de faciliter la réussite de ce dernier point, il autorisa Thugut à faire miroiter aux yeux des ministres turcs, la perspective d'un pot de vin important.

Mais, tant que la guerre dura, le moindre mouvement de troupes aurait pu amener avec les Russes, un conflit dangereux. De son côté, Thugut déclara qu'il ne fallait pas penser à une négociation quelconque avec la Porte, à cause de la confusion qui régnait dans la direction des affaires étrangères, depuis l'avènement du sultan, Habdul-Hamid. Une fois la paix faite, au fur et à mesure que les troupes de Romanzoff se retirèrent des districts moldaves convoités, Kaunitz y fit couler sans bruit de petits détachements, qui poussèrent les poteaux armoriés de l'Autriche aux points indiqués d'avance pour arrondir la frontière autrichienne, conformément aux désirs de Joseph II. Ce petit trafic s'opéra sans qu'il fût besoin de traiter avec le gouvernement russe. Il suffit que l'empereur envoyât au complaisant Romanzoff une splendide tabatière, enrichie d'une foule de brillants, ornée du portrait de l'empereur, accompagnée en outre de 6000 ducats et d'une lettre le félicitant de ses glorieux exploits, ainsi que de la discipline observée par ses troupes le long des frontières autrichiennes.

Romanzoff parti, le feldzeugmestre baron d'Elrichshausen, commandant en Galicie, envoya dans la Bukovine (ainsi fut appelée pour la première fois, la partie de la Moldavie envahie par les Autrichiens) un corps d'armée considérable, avec

ordre de repousser énergiquement toute attaque des Moldaves ou des Turcs.

Malgré les excitations de Frédéric, la Russie se contenta d'explications telles quelles que Kaunitz crut pouvoir lui donner, en manifestant l'intention de rendre à la Turquie telle partie des districts occupés par les Autrichiens qui serait reconnue ne pas avoir appartenu autrefois à la Transylvanie ou à la Pologne. La Porte ne fut guère plus difficile, grâce à Thugut. Le 7 mai 1775, intervint une convention entr'elle et la cour de Vienne, qui mit fin au litige en laissant à l'Autriche la plus grande partie des territoires, en réalité usurpés par elle.

Marie-Thérèse accueillit avec un silence significatif la nouvelle du succès des manœuvres peu loyales au moyen desquelles Joseph et Kaunitz venaient d'acquérir la Bukovine. Mais antérieurement à la date de la convention, écrivant à Marie-Antoinette et à Mercy (1), elle n'avait pas dissimulé le dégoût et la douleur qu'elle éprouvait de cette petite infamie politique, dont son aveugle confiance en Kaunitz rejeta toute la responsabilité sur Joseph.

Ce double sentiment se révèle encore avec une certaine force dans une circonstance postérieure. Sur les recommandations de Joseph, Kaunitz écrit à l'impératrice, le 4 juin 1775 : « Je me flatte d'ailleurs de faire rester Thugut à Con-« stantinople..... supposé qu'il plaise à V. M. de se prêter « à tout ce que je pourrai lui proposer à cette fin, comme « j'ose l'espérer, moyennant la confiance dont elle a daigné « m'honorer jusqu'ici et que je continuerai à mériter avec le « respectueux et inviolable attachement que je lui ai voué « pour la vie. »

1. Marie-Antoinette 30 nov. 1774. Corresp. Mercy, II, p. 292, 4 fév. 1775.

Marie-Thérèse répond le même jour : « Je me remets en-« tièrement à ce que vous trouverez convenable pour Thugut, « je prends un vrai intérêt à votre satisfaction et vous rendez « bien justice à mes sentiments pour vous, qui ne finiront « qu'avec mes jours ; ma reconnaissance vous est entièrement « due et mon amitié et estime de même. »

Plus tard, cependant, Kaunitz ayant témoigné le désir de conférer à Thugut la croix de commandeur de l'ordre de St-Étienne, elle résista et ne voulut accorder que celle de simple chevalier. Sur les instances de Joseph et de son ministre, elle céda cependant : « Je trouve fort, écrivit-elle, de le « faire commandeur d'un coup. Puisque l'empereur le désire, « soit ! »

Loin de savoir gré à Marie-Thérèse de ses faiblesses, à Kaunitz de ses complaisances pour lui, Joseph en abusait. Dans la naïveté de son prodigieux amour-propre, ce monarque ne pouvait concevoir qu'on ne pensât pas comme lui et s'altérait profondément de toute résistance à ses vues. Or, il arriva, vers la fin de 1773, qu'une divergence sans grande importance s'éleva entre les commissaires polonais, chargés de la régularisation des frontières de la Galicie, et les autorités autrichiennes. Les premiers voulaient prendre pour limite internationale une rivière appelée le Sereth, les autres proposaient d'étendre le nouveau territoire autrichien jusqu'au Sbruckz. La Russie appuyait chaudement le tracé polonais. Dans ces circonstances, Marie-Thérèse eût volontiers cédé. Mais comme elle connaissait les idées de son fils, elle voulut éviter de se mettre en conflit avec lui et demanda un rapport à Kaunitz. Celui-ci soumit à sa souveraine une note dans laquelle, tout en exposant le pour et le contre, il insinua le conseil de céder. La note fut communiquée à l'empereur, qui s'emporta au point de déclarer qu'il considérerait toute conces-

sion comme une injustifiable lâcheté. Kaunitz, profondément blessé, sut garder le silence sur le moment même, mais huit jours après, il trouva l'occasion de « témoigner à l'impératrice « qu'il se sentait dépérir, que de jour en jour il était moins « en état de pouvoir vaquer aux fonctions de sa place avec « l'activité désirable, et qu'il croirait manquer à son devoir « en lui dissimulant qu'il pourrait être de son meilleur ser- « vice qu'elle eût la bonté de lui donner un successeur. »

La réponse de Marie-Thérèse, écrite le jour même, montre à quel point elle était attachée au chancelier et en même temps affectée des emportements de Joseph.

« Votre billet ne m'a pas étonnée, ni surprise, mais bien « sensiblement affligée. Je m'y attendais depuis quelque temps, « d'après ma propre situation. Je ne peux ni ne veux ac- « cepter ce que vous souhaitez, et dois en conséquence l'ignorer, « mais je m'attends de votre attachement et même amitié, « que vous ne m'abandonniez pas dans ma cruelle situation. « Voyons s'il y a encore moyen de sauver l'État, de ne pas « perdre trente-trois années de service pénible et fidèle, que « nous lui avons rendu ensemble, et s'il n'y a pas moyen, « quittons ensemble, mais pas autrement, et comptez sur mon « amitié, estime et reconnaissance comme je compte sur votre « attachement. »

Il y eut moyen et ce moyen consista en ce que Marie-Thérèse, s'étant inclinée devant la volonté de Joseph, celui-ci s'empressa d'adresser à Kaunitz quelques mots aimables, dont le style précieux dut être fort goûté de Kaunitz: « Je vous « prie, mon prince, écrivit-il, de croire vraie et sincère l'estime « et confiance dont ici je vous assure et qui prend une source « intarissable dans l'esprit et le caractère que je vous ai vu, « depuis que j'existe, employer si utilement pour le bien de la « monarchie et d'une mère qui seules font tous mes vœux. »

Joseph n'en persista pas moins avec obstination dans son avis. Le débat avec les commissaires polonais fut long et pénible. Il se traîna pendant plusieurs années à travers de nombreux tours et détours, occasionnés, tantôt par les intrigues du roi de Prusse, avide de profiter du moindre prétexte pour entamer de plus en plus la Pologne à son profit, tantôt par la constante opposition de vues qui régna pendant tout le cours du litige entre l'impératrice et son fils. Vérifiant le proverbe « qui a bu, boira, » Joseph semble, depuis le partage de la Pologne, avoir été saisi d'une véritable fièvre de s'agrandir. Constamment en quête du bien d'autrui pour se l'approprier, comme Frédéric II, il n'admet pas l'ombre d'une concession. Marie-Thérèse, tout au contraire, est toute prête à céder, elle est pleine de pitié pour les Polonais, elle ne désire, ne vise que paix et accord avec eux. Kaunitz, travaillé en sens divers, tergiverse, et sue sang et eau pour plaire aux deux extrêmes à la fois. Enfin, le 7 mai 1776, grâce à des concessions mutuelles, tous les points du litige furent réglés à l'avantage de l'Autriche, par une convention intervenue entre les Polonais et la cour de Vienne. Marie-Thérèse et Kaunitz se réjouirent de cette solution, mais Joseph manifesta un vif mécontentement. Il accusa les agents autrichiens d'avoir dépassé leurs instructions. Le 12 mai suivant, d'autres difficultés du même genre, relatives à la régularisation des frontières de la Bukovine, se terminèrent dans les mêmes conditions sauf que, vis-à-vis de la Porte, Joseph, par extraordinaire, se montra aussi conciliant et modéré qu'il avait été âpre et entier à l'égard des Polonais.

Arneth, qui expose avec un grand luxe de détails ces deux épisodes de la politique autrichienne à cette époque, s'efforce de blanchir absolument Marie-Thérèse, voire Joseph, de leur participation au criminel attentat commis contre la Pologne.

Ses deux principaux arguments sont que le démembrement de la Pologne est surtout le fait du roi de Prusse et que l'Autriche ne pouvait, sans mettre en péril sa propre existence, ne pas prendre à ce malheureux pays, une part égale à celle de ses deux voisins, du moment que ceux-ci s'étaient entendus entre eux pour la spolier, avec ou sans l'assentiment de l'Autriche. Or, il résulte clairement, de l'enchaînement des faits, exposés par lui-même avec une loyauté digne d'éloges, qu'entre la politique de pêche *en eau trouble*, dont il charge Frédéric II et celle de Kaunitz, il n'y a eu de différence que dans les apparences. Libre de ses actes et fanfaron de sa propre immoralité, Frédéric a pratiqué ouvertement, cyniquement même, l'identité du bien d'autrui avec le sien, avant que Rousseau et Hegel n'en formulassent la doctrine, tandis que Kaunitz, ministre d'une princesse catholique, professant le respect de ce même bien d'autrui, a dû nécessairement se couvrir d'un masque et user de voies détournées pour arriver au même but que le brutal conquérant. La grande faute de Marie-Thérèse a été de voir le mal, de le constater et de le commettre. Ève moderne, elle s'est jugée elle-même avec une sincérité si complète, que nous nous reprocherions de la condamner. Kaunitz n'eût-il d'autre tort envers elle que d'avoir énervé le noble, généreux et viril caractère qui la plaça pendant la première moitié de son règne, si fort au-dessus des souverains débiles et dépravés de son temps, que ce crime suffirait pour flétrir sa mémoire. Sur cet homme néfaste, qui a été le mauvais génie de la mère et du fils, doit retomber l'odieuse responsabilité de la tache, malheureusement ineffaçable, infligée aux dernières années du règne de Marie-Thérèse.

CHAPITRE VINGT-SEPTIÈME.

SOMMAIRE. — Dissentiments entre Marie-Thérèse et Joseph II. — L'infant de Parme et du Tillot. — Conflit avec le Saint-Siège. Mort du duc de Parme. — Vues de Marie-Thérèse sur le jeune duc de Parme pour l'archiduchesse Amélie. — Différence d'âges. — Le duc de Deux-Ponts sollicite la main de l'archiduchesse Amélie. — Avis dédaigneux de Kaunitz. — Le duc de Deux-Ponts est refusé. — Marie-Thérèse soutient du Tillot contre Clément XIII. — Rapport typique de Kaunitz à Marie-Thérèse. — Kaunitz et le Saint-Siège. — Opinion de Joseph II. — Mort de Clément XIII. — Proposition de Kulturkampf adressée par Kaunitz à l'impératrice. — Marie-Thérèse et Clément XIV. — Les ménagements. — Colère de Kaunitz. — Affaiblissement de Marie-Thérèse. — Marie-Thérèse et les Jésuites. — Van Swieten. — Laïcisation des universités, des gymnases et des écoles. — Projets de réforme de Joseph II. — Conflits entre la mère et le fils. — Angoisses de Marie-Thérèse. — Elle cède. — Projets d'abdication. — Joseph offre sa démission de co-régent. — Joseph II et Lacy. — Mort du duc Clément de Bavière. — Négociations avec les électeurs de Bavière et du Palatinat. — Mort de l'électeur de Bavière. — La guerre en Bavière. — Angoisses de Marie-Thérèse. — Elle veut la paix à tout prix. — Cruelle lutte avec Joseph II. — Paix de Teschen. — Mort de François de Lorraine. — Maladie et mort de Marie-Thérèse. — Jugement sur son règne.

LE traité du partage de la Pologne inaugure en réalité le règne de Joseph II et de Kaunitz, sous le nom de Marie-Thérèse. Il ouvre une ère nouvelle en contraste frappant avec celle qui vient de se clore par la paix d'Hubertsbourg. La fille des Habsbourgs, si belle, si grande, si sympathique dans sa lutte contre les attentats de la force brutale et de la rapacité prussienne, termine son existence de reine en s'alliant, à son tour, au nombre et à la force brutale pour s'enrichir du

bien d'autrui. L'orgueilleuse ambition de son fils, aidée des artifices de Kaunitz, après lui avoir arraché ce lamentable démenti des gloires de sa jeunesse, remplira ses dernières années d'angoisses et d'amertumes. Insensible de cœur, pénétré de sa propre infaillibilité, Joseph II est impitoyable pour sa mère, lorsque celle-ci résiste à ses idées. Toujours excessif, il ne sort pas de l'hyperbole, quand il veut flatter l'impératrice. Il oublie absolument qu'il est fils : lorsque ses tranchantes assertions rencontrent la moindre contradiction, il lui jette, sans ménagement, à la tête, sa démission de co-régent. Bref, mère et fils ne semblent avoir été d'accord que dans la négation des droits de l'Église et dans la foi à la suprématie de l'État, incarnée dans le prince. En accentuant jusqu'à la libre-pensée les conséquences de ce dogme commun, Joseph était plus logique que sa mère qui, dans ses dernières années, multipliait sans cesse les dévotions particulières et les pratiques pieuses.Ces nouvelles divergences amenèrent naturellement de nouveaux orages, aboutissant constamment à de déplorables concessions faites au fils obstiné, dans les questions religieuses.

L'infant Philippe, duc de Parme, dont il a été souvent question dans cette histoire, avait emmené avec lui d'Espagne, un valet de chambre français, nommé du Tillot, garçon habile, intelligent, consommé dans l'art de l'intrigue, dépourvu de tout principe et de tout scrupule, qui, soutenu par le duc de Choiseul, dont il s'était fait l'instrument complaisant, était parvenu à dominer complètement son maître, dont il obtint, avec la charge de premier ministre, le titre de marquis de Felino. Aussi haineux contre l'Église que son honorable protecteur, il s'était donné la mission de poursuivre avec persévérance et ténacité, la suppression de la Compagnie de JÉSUS, l'abolition de l'inquisition, la spoliation des biens ecclésiastiques et la laïcisation des couvents. Dès l'année 1764, il crut

le moment venu de se mettre à l'œuvre et, sous prétexte de réprimer les abus de la main-morte, fit signer par le duc une première série d'édits hautement attentatoires aux droits de l'Église. Clément XIII protesta énergiquement, sans obtenir un signe d'égards quelconque pour ses réclamations. Le conflit, au contraire, allait s'aggraver, lorsqu'en 1765, l'infant Philippe vint à mourir. Il laissait deux enfants, une fille, Marie-Louise, fiancée au prince des Asturies, et un fils, Ferdinand, âgé de 14 ans. Or déjà, Marie-Thérèse, chez qui le désir de marier ses filles était poussé jusqu'à la manie et ne connaissait pas d'obstacles, avait jeté ses vues sur le jeune prince de Parme pour sa fille Amélie, de six ans plus âgée que lui. A l'occasion du décès de l'infant Philippe, elle écrivit à Ferdinand une lettre de condoléances des plus maternelles, qu'elle termina par une chaude recommandation au jeune prince de rester « étroitement attaché au fidèle du Tillot, cet « *homme incomparable*, et aux deux personnes qu'il a placées « près de vous. »

Marie-Thérèse ne pouvait douter que cette lettre ne fût lue par du Tillot, ainsi que par les deux précepteurs de Ferdinand, les frères Mably et Condillac, lesquels, à force de vouloir faire de leur élève, un émule de Lycurgue et de Minos, avaient complètement brouillé sa faible cervelle. Vu la jeunesse du duc, force était bien d'attendre, mais l'impératrice prenait ses précautions.

En 1768, du Tillot crut le moment venu d'achever sa sacrilège entreprise, en se couvrant du nom du duc. Clément XIII se défendit par les seules armes qui fussent en son pouvoir, en lançant l'interdit sur le duché. On crut généralement alors que le mariage projeté serait écarté. L'électeur de Bavière fit demander la main de l'archiduchesse Amélie, pour son jeune cousin, le duç de Deux-Ponts, en faisant remarquer que,

n'ayant pas jusque-là d'enfant, non plus que l'électeur Palatin, ce prince était leur héritier naturel. La proposition méritait d'autant plus d'attention, que le duc de Deux-Ponts, bien fait de sa personne, intelligent, instruit, était à peu près du même âge que la fille de l'impératrice. Il avait sollicité la permission de venir à Vienne, afin de gagner, avec l'estime des principaux personnages de la cour, le cœur de celle qu'il recherchait. Mais, à cette époque, Marie-Thérèse et Kaunitz caressaient l'ambitieuse idée de se dédommager de la perte de la Silésie aux dépens de la Bavière. Kaunitz, d'ordinaire plus intelligent, prouva, dans cette circonstance, que l'orgueil peut faire commettre aux plus habiles d'étranges sottises. « La prétendue « perspective, écrivit-il, attendu l'âge des deux électeurs, et « la succession rien moins qu'impossible de leurs mariages « actuels ou à venir, peut être évaluée à peu de choses, et « l'état des facultés actuelles de l'aspirant qui est à peine « celui d'un particulier médiocrement à son aise, rend toute « la proposition si absurde, qu'on a de la peine à ne pas s'en « fâcher. Mais elle est heureusement assez ridicule pour qu'on « puisse se borner à en rire. Il faut convenir qu'il y a bien des « gens dans le monde qui ne doutent de rien. »

A son tour, Marie-Thérèse estima qu'un duc de Deux-Ponts était trop petit personnage pour rêver à devenir son gendre. Sans égard pour le penchant de sa fille et pour les autres inconvénients si graves du mariage qu'elle imposait à son enfant, elle se laissa éblouir par l'orgueil et Amélie fut la troisième victime, après Josepha et Caroline, de son inexcusable politique.

Le duc de Deux-Ponts retourna, profondément blessé, à Munich et fit payer cher plus tard à Marie-Thérèse et à Joseph II, l'affront qu'il avait reçu ; car la perspective déclarée si absurde par Kaunitz se réalisa, donnant à l'infaillibilité

dont se targuait la prétendue sagesse de Kaunitz, un cruel démenti.

La conséquence immédiate de la décision prise par Marie-Thérèse en faveur de Ferdinand de Parme, fut de la compromettre dans le conflit engagé par du Tillot avec le Saint-Siège. Kaunitz n'avait pas pu ne pas le prévoir. Depuis longtemps imbu des idées dominantes alors en France, il n'aspirait qu'à profiter de la première occasion pour confisquer, au profit de l'autorité civile, les droits et les libertés de l'Église. Cette occasion se présentant, il la saisit avidement et développa ses idées dans un rapport à l'impératrice. Arneth a publié ce document intéressant, écrit dans le style prétentieux de l'époque et dont certaines parties rappellent, à s'y méprendre, la logomachie libérale moderne.

Tout en repoussant les mesures violentes proposées par les Cours de Versailles et de Madrid, il plaida la nécessité de profiter des embarras du pape pour réprimer les abus du pouvoir pontifical, « réformer la discipline ecclésiastique, « déterminer nettement la ligne de démarcation entre l'Église « et l'État et faire comprendre une bonne fois à la Cour de « Rome, que les temps étaient plus que passés où elle dictait « à l'État ses volontés en matière de foi ou de législation. »

Marie-Thérèse n'hésita pas à approuver le rapport de son chancelier. « *Placet*, porta-t-elle en marge, le 20 mars 1768, « il faut communiquer cette pièce aux autres ministres de la « conférence. »

Conformément aux conseils de Kaunitz, elle désapprouva l'occupation du comtat d'Avignon par la France, celle du duché de Bénévent par le roi de Naples et elle s'éleva même avec vivacité contre le duc de Modène qui avait imaginé de mettre la main sur Ferrare et Comachio.

Sommé impérieusement par la France et l'Espagne de

retirer le bref lancé contre le duc de Parme et de supprimer la Compagnie de JÉSUS, Clément XIII résista énergiquement, mais il sollicita la médiation de l'Autriche, dont l'attitude plus modérée lui laissait quelqu'illusion. Indifférente à la question des Jésuites « dont elle n'avait pas voulu se mêler », écrivit Joseph II, ni pour ni contre, n'ayant point de raisons suffisantes pour travailler à leur destruction, ne trouvant pas non plus leur existence si nécessaire qu'il fallût les protéger, la Cour de Vienne concentrait tous ses efforts sur le conflit parmesan. Kaunitz, chargé de répondre à cette démarche de Rome, mit l'occasion à profit pour faire briller sa science en théologie d'État. Il fut cruellement surpris et blessé de recevoir, en retour de son factum, un bref déclarant ses thèses inadmissibles, tant au point de vue de la foi que des faits et de la raison. Marie-Thérèse semble avoir partagé jusqu'à un certain point l'irritation de son vaniteux chancelier, car elle ne fit plus aucune démarche près de Clément XIII. De courts extraits d'une lettre écrite, en mars 1768, par Joseph à son frère et confident Léopold, expliquent la situation en nous faisant connaître le courant d'idées dominant alors à la Cour de Vienne :

« Depuis que les siècles sont plus éclairés, la Cour de Rome « n'a plus tant d'influence dans les ressorts politiques de l'Eu- « rope... Le pape actuel paraît vouloir tout gâter, en voulant « soutenir, coûte que coûte, l'ancienne autorité abusive dont « déjà tout le monde est revenu. Pour la conservation d'un « ordre religieux, proscrit par quatre grandes puissances, Rome « se met dans le cas, au moment qu'elle ne peut plus l'em- « pêcher, — au lieu de le sécula riser (?) comme ces puissances « le désirent, — de les engager peut-être à s'en séparer entiè- « rement et à la priver encore du peu d'influence qu'elle y a, « la liberté de l'Église Gallicane, que l'Espagne paraît avoir

« envie d'imiter, y étant le premier pas..... Avec les autres « puissances, la Cour de Rome ne se comporte pas moins « désagréablement. Nous en avons fait l'expérience..... dans « les affaires de la censure et de la chaire de théologie, dans « nos universités, jusqu'à propos de dispenses de mariage..... « Jusqu'à cette heure, nous avons toléré tout cela avec patien- « ce, mais non sans connaître que la méthode la plus simple « avec la Cour de Rome, serait de lui demander d'abord, par « obédience filiale,son consentement sur les arrangements que « l'on veut prendre, mais de l'assurer en même temps, que si « elle ne l'accorde point, on croira avoir rempli ce qu'on doit « et qu'on ne s'arrêtera pas pour cela, à faire exécuter ou « mettre en usage ce qu'on aura trouvé convenable au bien « de l'État. » Cette dernière théorie, Joseph ne tarda pas à l'appliquer à Marie-Thérèse elle-même et, après la mort de celle-ci, à ses États. Les fruits de cette politique furent amers, et l'Autriche en souffre encore.

A Clément XIII, mort presque subitement le 2 février 1769, succéda, élu par la voix unanime du conclave, le cardinal Ganganelli, qui prit le nom de Clément XIV. Le nouveau Pontife écrivit, le lendemain même de son élection,à Joseph II, alors à Florence, une lettre particulière, dans laquelle il l'invitait de la manière la plus affectueuse, à vouloir bien assister aux solennités de son couronnement. L'empereur, embarrassé, évita de répondre. Il se borna à de banales félicitations, au milieu desquelles il crut très habile de glisser des allusions au devoir qui incombe « au Vicaire de JÉSUS-CHRIST sur la terre, de respecter les droits de la souveraineté séculière, unique soutien de la Religion ». De la part de Joseph II, toujours en admiration devant sa propre personnalité, la chose n'a rien qui étonne, mais on reste confondu de voir Marie-Thérèse, à qui son fils s'était empressé de communi-

quer sa lettre, s'extasier devant l'adresse et le talent de l'impérial écrivain.

Kaunitz venait précisément de soumettre à l'examen de l'impératrice, une série de mesures destinées à organiser en Autriche un véritable *Kulturkampf* et à remettre en vigueur, dans le même but, certaines « lois existantes » *(sic)* édictées autrefois, selon lui, pour protéger les droits de l'État contre les attentats de la Cour de Rome.

D'accord en principe avec son chancelier, Marie-Thérèse répugnait cependant aux procédés trop brusques. Elle débuta par négocier avec Clément XIV une nouvelle diminution de jours fériés dans la semaine. Le pape se prêta avec beaucoup de conciliation à ses désirs.

Après la diminution des jours fériés, Kaunitz proposa celle du clergé tant séculier que régulier. Il était logique. Marie-Thérèse résista d'abord. Mais Joseph II lui fit observer que sa souveraineté sur ses sujets étant absolue, tant que ceux-ci n'étaient pas liés vis-à-vis de l'Église par des vœux perpétuels, elle n'avait pas à consulter le pape sur ce point et que, d'autre part, elle respecterait suffisamment la liberté de conscience de ces mêmes sujets en les autorisant à s'engager par vœux, dès qu'ils auraient atteint l'âge fixé par la loi civile pour la majorité légale.

Ce sophisme, conforme à ses préjugés, la convainquit. Le 17 octobre 1770, une ordonnance parut, défendant à tout sujet autrichien de prononcer des vœux de religion avant l'âge de 24 ans accomplis, sous des peines formidables pour les chefs de congrégations qui se permettraient de les recevoir. Dans la minute de cette pièce, Kaunitz avait fait insérer la nullité des vœux qui seraient prononcés en contravention avec l'ordonnance. L'instinct religieux de Marie-Thérèse la préserva de cette monstruosité. A aucun prix, elle ne voulut entendre parler de nullité.

Le pape, indirectement et tardivement informé, agit avec une condescendance remarquable. Il écrivit à la fois à l'impératrice et à Kaunitz, en rappelant à la souveraine et à son ministre, dans les termes les plus bienveillants, que l'ordonnance était en contradiction avec les prescriptions du Concile de Trente, lesquelles avaient force légale en Autriche et fixaient à la 16e année, l'âge auquel les vœux pouvaient se prononcer valablement. Il se déclara prêt, si des abus lui étaient signalés, à y porter remède dans la mesure permise par les canons de l'Église.

Ces procédés délicats du pape touchèrent Marie-Thérèse, et elle regretta d'autant plus sa précipitation, qu'elle ne pouvait se dissimuler la justesse de l'observation du Saint Père, relative au Concile de Trente. Il n'en fut pas de même de Kaunitz. Le cœur sec du sectaire ne lui permit pas d'apprécier les ménagements de Clément XIV, et il se borna à proposer à l'impératrice de soumettre les deux lettres au Conseil d'État, pour avoir son avis sur la réponse à faire. L'impératrice repoussa vivement cette idée : « J'y aurais consenti, si la chose était encore entière, écrivit-elle, mais maintenant qu'elle est gâtée par l'intempestive publication de l'ordonnance, c'est trop tard. Le Concile de Trente a effectivement force de loi chez nous..... Le pape est conciliant, il m'ouvre une porte de sortie, ce que j'ai de mieux à faire est d'en profiter..... Le prince voudra bien me soumettre les projets de réponse aux deux lettres du pape et m'indiquer la voie de négociation à suivre. »

Fort de l'appui de Joseph II, habitué à dominer sa souveraine, Kaunitz fut profondément froissé de cet accès d'indépendance de l'impératrice. Dans sa colère, il demeura plus de deux mois à préparer les minutes demandées par Marie-Thérèse, encore ne put-il se résigner à n'y pas glisser quel-

ques échantillons de polémique. Ses projets de lettres lui furent renvoyés avec les observations marginales suivantes : « J'ai demandé une minute de lettre confidentielle et non un « manifeste..... Le pape n'entrera pas dans toutes ces « contestations. Il les faut supprimer. » Dans une note à part, elle ajouta : « J'ai rayé plusieurs choses qui m'ont paru « déplacées dans une correspondance confidentielle. Le prince « peut se donner plus de liberté dans sa réponse personnelle, « pourvu que la forme demeure respectueuse. Le courrier « partira la semaine prochaine pour Florence. Envoyez-moi « à la fois la minute que je joins ici et la lettre telle que je « n'aie plus qu'à la signer. »

La susceptibilité déjà surexcitée de Kaunitz vit une marque outrageante de défiance dans cette dernière demande de l'impératrice et il éclata en plaintes amères, auxquelles il eut soin de donner une expression dont il savait l'effet infaillible. Il reçut de l'impératrice une réponse si flatteuse pour son amour-propre, qu'il courut au palais pour en remercier son auguste correspondante. Mais l'entrevue fut troublée par l'arrivée inopinée de Joseph II, et nous devons à cet incident, l'existence d'une lettre qui peint d'une manière saisissante, la lassitude d'existence de Marie-Thérèse et l'affaissement opéré dans son caractère par ses malheurs, ses démêlés avec son fils et la sinistre pression de Kaunitz.

« Mon étoile, écrit-elle au chancelier, dès qu'elle est libre, « n'est pas heureuse. Depuis bien des mois je croyais avoir « trouvé le moment de vous ouvrir mon cœur plus qu'op- « primé et de recevoir de vos conseils, dont j'ai tant besoin. « Dans le moment le plus intéressant, nous sommes inter- « rompus ; j'en suis au désespoir. Je tâcherai, en attendant, « autant que cela est possible dans ma plus que délicate si- « tuation, de me décider plus en mon propre sentiment. Si je

« vous avais plus à portée de me décider, tout irait, mais aban-
« donnée à moi-même, je suis indécise, connaissant mon insuf-
« fisance, et rien qu'un vraie et bonne volonté, mais qu'on peut
« troubler aisément et que l'âge, mes chagrins rendent chaque
« jour plus faible. J'ai besoin de vos conseils : je compte là-
« dessus et vous prie d'oublier toute cette petite contestation.»

Marie-Thérèse ne pouvait signer plus clairement son abdication. Elle jeta sa lettre au feu et se soumit aux volontés de Kaunitz. Le pape tenta vainement de nouvelles instances, et l'ordonnance demeura maintenue.

Cette déchéance morale de l'impératrice consternait ses amis. Ils s'efforcèrent de réagir contre cette situation. Dans le journal intime de la comtesse Khevenhüller, grande-maîtresse de la cour de l'impératrice, se rencontre, sous la date du 21 février 1771, c'est-à-dire, au fort de la petite « contestation » entre Marie-Thérèse et son chancelier, le récit suivant d'une conversation de la comtesse avec Marie-Thérèse :

« Nous causâmes comme d'habitude des événements du
« jour et je ne me fis pas faute de représenter à l'impératrice
« son indécision et sa pusillanimité. Je lui représentais que
« Dieu, l'ayant guérie si miraculeusement de sa maladie,
« l'aiderait sans doute à porter le poids du gouvernement. Il
« est certain qu'on cherche à le lui faire prendre en dégoût. On
« veut l'éloigner des affaires, tandis qu'elle n'a déjà fait que
« trop de concessions, on lui retire le sceptre des mains. »

La correspondance intime de Marie-Thérèse elle-même, abonde en lamentations et en plaintes de l'attitude prise par Joseph II à son égard, et de l'aigreur des relations de la mère et du fils. L'impératrice était trop impressionnable et trop vive pour que souvent ces abandons confidentiels n'aient pas dépassé la mesure dans leur expression, et il serait dangereux de les prendre au pied de la lettre. Chez elle la femme domine

parfois la reine et même la chrétienne. En d'autres circonstances, l'exagération des termes est évidente et se trouve contredite par les faits. C'est ainsi que lorsque, en l'année 1773, le Pape Clément XIV publia la Bulle de suppression de la Compagnie de JÉSUS, elle écrivait, sous la date du 20 septembre, à son secrétaire Neny, alors en congé dans sa famille : « Le sort des Jésuites est décidé aujourd'hui. Je les « plains bien, mais il n'y a plus de remède ; il faut en tirer le « meilleur parti pour notre religion et l'État..... Je ne « saurais vous exprimer combien je suis affairée et occupée « de cette malheureuse suppression..... » Et le 16 octobre suivant, à la comtesse d'Enzenberg : « Pour les Jésuites, je « suis désolée et dans le désespoir ! Toute ma vie je les ai « aimés et estimés et n'ai rien vu que d'édifiant d'eux, mais « j'ai abandonné entièrement cette direction à une commis- « sion dont Kressl, le conseiller d'État, est la tête. »

Or, ce désespoir ne pouvait pas être bien grand en réalité, car, tout en refusant de s'unir aux sommations insolentes adressées au Pape par les cours bourbonniennes, elle n'avait fait aucun effort pour les défendre. Loin de là, elle s'irrita que, dans l'expédition de la Bulle envoyée à la cour de Vienne, la curie romaine eût omis la mention que l'État disposerait des biens possédés par la Compagnie dans les pays autrichiens. C'est encore elle qui plaça à la tête de la commission chargée de l'exécution de la Bulle, le baron de Kressl, libre-penseur notoire, et remplit cette même commission de personnages éminemment hostiles aux Jésuites.

Sentant d'ailleurs combien le nom de Kressl et le choix de cet ennemi acharné des Jésuites, doit rendre suspect son chagrin à Madame d'Enzenberg, elle se hâte de charger les Jésuites : « Pour vous seule, ajoute-t-elle, je dirais que je « crains pour eux : on trouve bien des vilainies pour l'argent

« qu'ils ont détourné tant aux Pays-Bas qu'ici et en Bohême « surtout; les fonds qu'ils ont ne suffisent pas pour la moitié « de leurs entretiens et les Finances ne peuvent les prendre « sur eux. L'idée de conserver 350 florins pour chaque indi- « vidu employé et 200 florins pour les autres, ne peut se « soutenir. En vendant des remèdes et du vin, la maison de « Sainte-Anne a gagné 3000 florins par mois, au détriment « des aubergistes et des chocolatiers, car elle le vendait, aussi « des habits même tout faits aux noviciats. Si je pouvais « couvrir tout cela je serais charmée, mais je crains bien « que d'autres choses viendront encore, on parle de 40 millions « envoyés en Angleterre, Hollande, Leipzig, depuis 1757. »

Il semblera peut-être téméraire d'affirmer que Marie-Thérèse ne croyait pas un mot de ces accusations contre les victimes de la secte voltairienne, maîtresse alors de toutes les cours de l'Europe. C'est cependant elle-même qui nous l'affirmera.

La commission, égarée par sa haine contre les Jésuites et jalouse des lauriers conquis par celle des Pays-Bas, dans ses actes d'arbitraire, de violence et de tyrannie, ne cessait de reprocher à Marie-Thérèse sa modération et de la harceler de requêtes pour obtenir l'autorisation de frapper plus cruellement les membres de l'ex-compagnie. A plusieurs reprises, l'impératrice avait résisté à ses instances, en la blamant d'évoquer de vagues rumeurs et de simples suppositions, sans pouvoir citer de faits précis. Kressl et ses complices étant revenus opiniâtrément à la charge, au moyen d'une dernière requête, conçue en termes emphatiques et bourrée d'accusations aussi fausses que ridicules contre les Jésuites, l'impératrice prit la peine d'y répondre longuement en février 1774.

« Tout ce que vous me signalez, à propos des autres cours « catholiques, ne me fait pas la moindre impression. Après si

« longtemps, je m'étais attendue à recevoir de Rome des com-
« munications positives et sérieuses, capables de tranquilliser
« ma conscience au point de vue de mesures nouvelles à
« prendre. Malheureusement l'on ne m'a fourni que des
« phrases, des suppositions et pas un seul fait précis. J'attends
« avec impatience des renseignements sur ce qui a dû se
« passer aux Pays-Bas, je n'en ai pas encore de nouvelles et
« c'est ce qui fait que j'ai tant tardé à répondre à votre note.
« Depuis de longues années, mes sympathies pour la Société
« ne sont pas si grandes, car je me suis séparée d'elle ainsi
« que mes enfants, aussi bien en fait d'éducation qu'au con-
« fessionnal. Personne n'a plus travaillé que moi à sa suppres-
« sion, à leur enlever les chaires de théologie. Là où les
« obstacles ont été trop grands, j'ai préféré supprimer les
« études une année entière plutôt que de lui en laisser la
« direction. Après tout cela, on ne peut me reprocher d'être
« trop prévenue en faveur de la Société, ni de fermer les yeux
« par excès d'indulgence, mais je n'entends pas non plus agir
« ou autoriser quoi que ce soit contre mes propres convictions.
« Ce qui se pouvait tolérer de rigueur lors de la publication
« de la Bulle, n'est plus de saison. Ce serait soulever inutile-
« ment scandale et indignation. »

Passant à d'autres propositions de la commission, Marie-Thérèse fait observer que les comptes ont été minutieusement examinés pour vérifier s'il existait la moindre trace de détournements. Elle consent à ce que partout où se produiraient des soupçons sérieux, les intéressés soient interrogés et les suspects internés à Krems. Elle rappelle que des correspondances épistolaires de Jésuites ont été l'objet d'une surveillance active et que rien d'anormal n'a pu être découvert. Elle agrée qu'ils soient tenus à prêter serment de n'entretenir aucun rapport avec la société, — ce qui, soit dit en passant,

constituait une absurdité, la société n'existant plus. — « Si, « dit-elle en terminant, quelqu'argent est passé à l'étranger, « il n'est guère possible de le recouvrer, mais rien n'empêche « d'essayer ce recouvrement par des voies justes. Toutes les « histoires que la commission a produites peuvent revêtir « certaines apparences de présomption, mais sont loin d'être « prouvées. Il est donc impossible d'établir là-dessus des con- « damnations, ni même de justifier des instructions. Il suffit « de les éclaircir sans bruit. »

On peut donc conclure que, tout en estimant les Jésuites, Marie-Thérèse ne fut nullement désespérée de la suppression de la célèbre compagnie. Le dogme de la suprématie de l'État sur l'Église était trop profondément ancré dans son esprit, pour que sa conscience en fût réellement troublée. Elle ne se contentait pas de circonscrire le rôle actif du clergé dans le cercle étroit des choses spirituelles, elle entendait exercer sur l'Église et ses membres, une façon de tutelle poussée jusqu'à l'extrême. Le janséniste Van Swieten, implacable ennemi des Jésuites et du clergé, exerça sur elle une influence d'autant moins explicable, que ses soins auprès des membres malades de la famille impériale furent moins qu'heureux. Sur les conseils de ce néfaste savant, elle livra toutes les chaires des études supérieures aux adversaires les plus dangereux de l'Église, signalée comme la rivale implacable de l'État. La passion des novateurs fut poussée au point que l'on obligea les élèves de théologie à suivre, concurremment avec les autres étudiants, le cours de droit ecclésiastique donné par le fébronien Riegger, « afin, dit Arneth, de les rendre plus accessibles aux réformes religieuses que le gouvernement se proposait d'introduire au profit de l'État. »

Un trait suffira pour montrer le courant d'idées qui entraînait, vers la fin de son règne, Marie-Thérèse et son entourage.

Le moine bénédictin Rautenstrauch ayant encouru la disgrâce de l'archevêque de Prague, à l'occasion d'une publication des moins orthodoxes, Marie-Thérèse le couvrit de sa protection. Elle lui décerna une médaille d'or qu'elle chargea l'archevêque de lui remettre en l'informant qu'elle recevrait avec plaisir l'hommage de son livre.

Ajoutons, pour compléter ce lamentable aperçu des tendances de l'époque, que Rautenstrauch fut élu, peu après, abbé de son monastère, et qu'en 1774, Marie-Thérèse l'éleva au poste important de directeur de la faculté de théologie à l'Université de Prague.

Par ordre de l'impératrice, il formula un plan complet de réforme de l'enseignement théologique adapté aux besoins des lumières nouvelles. Le plan fut accueilli avec tant d'enthousiasme, que l'auteur fut chargé de l'appliquer sans délai à Prague, puis appelé à Vienne à la même intention et nommé tout à la fois directeur de l'enseignement théologique à Vienne, assesseur de la commission d'études et membre de la commission de censure.

Quelques années auparavant, en 1766, les Jésuites avaient été successivement écartés des chaires des facultés de théologie et de philosophie, sous prétexte qu'elles ne pouvaient être occupées par des prêtres, ceux-ci étant incapables de donner, en ces matières, un enseignement acceptable par l'État.

Vers le même temps fut créée à l'Université de Vienne une chaire de sciences politiques pour le franc-maçon juif Joseph Lippman, qui, après un semblant de conversion au catholicisme, s'étant fait appeler Joseph de Sonnenfels, se distingua par la violence de ses théories anti-chrétiennes et les protégea hautement contre les justes plaintes du cardinal Migazzi, archevêque de Vienne, et du comte Adolphe Chotek, grand-chancelier de Bohême, qu'effrayaient les doctrines de désor-

ganisation prêchées par le soi-disant réformateur des abus du passé.

La laïcisation de l'enseignement moyen et des écoles primaires fut poussée avec une sorte d'enthousiasme haineux après la suppression de la Compagnie de JÉSUS. La proscription s'étendit sur les congrégations religieuses et sur les membres du clergé qui dirigeaient presque partout l'éducation des enfants du peuple et de la bourgeoisie. Comme les instituteurs manquaient, les sectaires des loges proposèrent de faire appel à l'étranger, voire aux pays protestants. C'était tenter l'impossible ; il fallut se résigner à adopter la laïcisation en principe, en attendant que les écoles normales, érigées pour être des foyers de la lumière maçonnique, eussent produit la quantité suffisante de maîtres d'école élevés et dressés selon les idées du jour. La patience n'est pas la vertu des réformateurs. En présence de la multitude de projets formulés par eux, l'impératrice, tout en acceptant le principe laïcisateur, s'effrayait de ses conséquences et ne sut trouver d'autre ressource que dans une déplorable abdication de ses scrupules personnels.

Mais Joseph II était à la fois trop arrêté dans ses idées et trop impatient, pour que les heurts et les conflits pussent toujours être évités. Depuis longtemps, il s'était pris d'animadversion contre les procédés administratifs du conseil d'État et des ministres, dans lesquels il avait découvert une foule de défauts et de vices. En 1771, il prétendit profiter des vacances relativement nombreuses qui s'étaient produites dans cette haute assemblée, pour réformer de fond en comble les hommes et les choses. Avec sa fougue ordinaire, il voulut persuader sa mère de l'absolue nécessité de trouver un homme aussi expert dans toutes les branches de l'administration que versé dans la science des choses de la guerre et de la politique

extérieure, et en même temps assez laborieux pour tenir dans sa main la direction du conseil d'État, des ministres et de tous les offices politiques de Vienne et des provinces.

Naturellement l'impératrice, craignant un pareil bouleversement, résista. Joseph surexcité, éclata en plaintes contre ce qu'il appelait « l'inertie de sa mère ». Ces propos revinrent aux oreilles de Marie-Thérèse. Celle-ci savait, par une fâcheuse expérience, le péril des explications verbales avec son fils, qui se terminaient invariablement en brouilles plus ou moins aigres. Elle prit le parti de lui adresser une lettre conçue dans les termes les plus affectueux, par laquelle elle invitait Joseph à vouloir bien lui exposer, par écrit, ses idées, ses désirs et ses propositions. Joseph obéit. Sur son exposé de principes généraux et de changements conformes dans l'organisation administrative, l'entente eût pu s'établir entre la mère et le fils, car Marie-Thérèse n'avait pas de plus grand bonheur que de contenter son co-régent. Mais Joseph exigeait un changement de personnel trop considérable pour ne pas rencontrer de graves obstacles. Au nombre des personnages qu'il voulait évincer du conseil d'État figuraient Starhemberg et surtout Binder, le bras droit de Kaunitz, honoré depuis longtemps par l'impératrice d'une estime méritée.

Marie-Thérèse ne consentit à se rendre aux instances de Joseph, qu'en faisant un pont d'or à Starhemberg et à Binder. Le premier fut investi des fonctions de ministre plénipotentiaire aux Pays-Bas. Le second, élevé au rang éminent de conseiller intime, rentra au ministère des affaires étrangères, dont il devint le premier fonctionnaire après Kaunitz. D'autre part, sur la requête de Joseph, le comte de Hatzfeld fut nommé au conseil d'État, avec le titre de premier ministre dirigeant pour l'intérieur. Le comte Blumegen échangea son siège au

conseil d'État contre le poste de grand chancelier de Bohême et d'Autriche, jusqu'alors occupé par Hatzfeld.

Cependant Joseph ne tarda pas à juger ces premières concessions suffisantes. Il recommença à se plaindre et à se lamenter : « On promet toujours des réformes, écrivait-il à « son frère Léopold, on ne touche à rien. Tout le monde « intrigue, personne ne travaille. Le cœur me saigne à voir « pareil gâchis. »

Un an après, en avril 1773, il redoublait ses gémissements. « Ici, à l'intérieur, l'inertie est montée au point que, je te le « jure, j'en suis anéanti. Tous les jours la besogne augmente, « et rien ne se fait. Je puis t'assurer qu'il n'y a pas de jour où « je ne sois au travail depuis 5 heures du matin jusqu'à « 6 heures du soir, sauf un quart d'heure, dont je profite pour « dîner seul et rien n'avance. Les affaires se heurtent con- « stamment à des vétilles, à des intrigues, qui m'ont long- « temps fait illusion à moi-même et tout va à la diable ! Sur « ma foi, cher ami, je suis tout disposé à te céder mon droit « d'aînesse pour un plat de lentilles, car je suis rongé de la « plus noire mélancolie et je désespère de l'avenir..... Adieu « gloire et renommée ! Car malgré moi je participe à cet « effondrement, et mon cœur de patriote se brise. »

Marie-Thérèse, mise au courant de ces récriminations, s'en émut et recourut à Kaunitz. Elle n'en tira guère d'aide. Le vieux diplomate crut faire merveille en faisant parvenir à l'empereur un fastidieux mémoire de deux cents pages, entièrement remplies de considérations et de propositions empruntées aux écrits de Joseph. Or, loin de se reconnaître dans ce fatras, qu'il ne prit peut-être pas la peine de lire avec attention, Joseph prétendit irrévérencieusement n'y avoir trouvé que des sentences et des lieux communs sur l'amélioration de l'administration de la monarchie. Il soumit à sa

mère quelques vues comprenant la suppression du conseil d'État et les différents organes administratifs et politiques qu'il croyait nécessaire de lui substituer.

Sur ces entrefaites, Joseph entreprit un long voyage dans la Transylvanie et la Galicie. Il revint plus ardent que jamais à faire adopter toute une série de réformes embrassant presque toutes les branches du gouvernement. Le peu de ménagements qu'il garda dans l'exposé de ses projets, blessa d'autant plus Kaunitz, que la réalisation de la plupart des dites réformes devait nécessairement réduire son rôle politique à très peu de chose. Le 7 décembre 1773, il offrit sa démission à l'impératrice. Celle-ci refusa nettement de l'accepter. Mais le surlendemain, une longue lettre de Joseph, dans laquelle les formes les plus respectueuses dissimulaient mal les acerbes aigreurs de l'amour-propre blessé, lui apprit que son fils renonçait à porter plus longtemps le titre et la responsabilité de co-régent. Ce coup de tête peu filial émut profondément Marie-Thérèse qui, en dépit de tous les froissements et de tous les chagrins dont sa correspondance intime retrace le douloureux mais éphémère ressentiment, professait pour Joseph un culte d'admiration. Elle n'hésita pas à lui donner raison sur tous les points, se déclarant prête, soit à lui abandonner sans réserve les rênes du gouvernement, soit à accepter ses conseils et sa direction. Invoquant, pour excuser, le triste état des affaires accusé par l'empereur, son insuffisance, ses fatigues, ses douleurs et son âge, elle l'invita à opérer telle réforme, telle réorganisation qu'il jugerait convenables. « Dis-moi, écrivit-elle en terminant, dis-moi ce que « tu veux que je fasse. Rien ne me coûtera dans la doulou- « reuse situation où je me trouve depuis six ans. » Kaunitz, qui, dans l'intervalle, s'était radouci, reçut en même temps l'ordre de faire un travail sur les propositions de Joseph. Il

le fit, mais ne remplit sa mission qu'à moitié, car, aveuglé par son égoïsme, il ne vit dans la longue série d'idées émises par le jeune empereur, que celle relative à la création d'un cabinet secret, spécialement destiné à surveiller et diriger la marche des affaires étrangères, c'est-à-dire de la chancellerie d'État. Il consacra donc son volumineux rapport à une plaidoirie complète *pro domo sua*. Marie-Thérèse lui fit remarquer les lacunes de son travail et l'invita à les combler. Elle le chargea d'en discuter les différents points directement avec l'empereur, de telle sorte que les solutions à donner par ce prince fussent arrêtées et réalisées avant son départ de Vienne. Joseph, flatté dans son amour-propre, baissa singulièrement ses exigences et les nombreuses modifications, qu'il prétendait indispensable d'introduire dans le système administratif des États autrichiens, se réduisirent en fait à fort peu de chose. Kaunitz eut toutes les satisfactions qu'il désirait et le conseil d'État resta à peu près ce qu'il était, sauf quelques changements dans le personnel. Marie-Thérèse, que cette « grande affaire » avait jetée dans les plus pénibles angoisses, sut un gré infini à Kaunitz de cette heureuse issue.

Mais à mesure que le temps avançait, ces moments de satisfaction intime devenaient plus rares. Il faut bien le reconnaître : si, en vieillissant, Marie-Thérèse avait appris à juger les hommes et les choses avec plus de calme, elle était devenue de moins en moins patiente vis-à-vis d'elle-même et de ses enfants. Ses retours, ses doléances sur ses propres chagrins, les misères et les peines de son existence, deviennent chaque année, plus fréquents et plus douloureux. Elle cherche vainement un remède dans la multiplicité des actes de dévotion, elle ne cesse de se plaindre et de gémir. Sous ses protestations de résignation, se dissimule une agitation constante et fatiguante : la paix du cœur trouve rarement place dans cette

âme toujours préoccupée des choses du dehors. L'archiduchesse Christine, sa fille de prédilection, passant un été chez elle, en 1778, avoue que, pendant tout son séjour à Schoenbrünn, l'humeur de sa mère a été constamment « massacrante ». Joseph avait surtout le don de l'agacer. Grand frondeur par nature, prêt sans cesse à la critique et au dénigrement, il provoquait la contradiction par le vide de son emphase doctrinale. Froissée, tant par les reproches d'inertie que lui adressait Joseph que par l'intempérance de son langage au dehors et par ce qu'elle croyait voir d'exagéré et d'inacceptable dans ses propositions, elle prit, en mai 1773, la résolution de se retirer définitivement du gouvernement. Elle annonça cette décision à Mercy et à ses plus intimes conseillers. Ceux-ci réussirent à la faire revenir sur cette sorte de coup d'État, en lui faisant remarquer les suites qui pouvaient en résulter sur la situation de Marie-Antoinette, en France. Mais à peine avait-elle cédé que Joseph, par une inspiration qui fait aussi peu d'honneur à sa délicatesse qu'à ses sentiments filials, crut habile d'envoyer de nouveau à sa mère sa démission de co-régent. Il choisit pour ce haut fait la date de Noël 1775. Le même soir, Marie-Thérèse lui répondit par le billet suivant qui a le triste mérite d'une prophétie :

« Il y a un grand malheur qui existe entre nous. Avec la « meilleure volonté nous ne nous entendons pas. Il se peut « que je sois trop accablée de chagrins de ne voir ni cette con- « fiance, ni cette franchise vis-à-vis de moi que j'aurais cru « mériter. C'est bien moi qui puis dire que, depuis trente-six « ans, je ne suis occupée que de vous, vingt-six ans ont été « heureux, mais je ne saurais dire la même chose à cette heure « ne pouvant jamais convenir de principes trop relâchés, en « fait de religion et de mœurs. Vous faites trop voir l'anti-

« pathie contre toutes les anciennes coutumes et tout le « clergé, des principes trop libres en fait de morale et con- « duite. Cela alarme à juste titre mon cœur sur votre délicate « situation et me fait frémir pour l'avenir. Cette nuit et ce jour « sont trop glorieux pour s'occuper d'une résolution, telle que « vous l'exigez de moi. Je vous la donnerai après la nouvelle « année. Vous pouvez bien croire que mon cœur en est plus « qu'affecté,en voyant le vôtre si peu d'accord et préférer vos « anciens préjugés. Je souhaite qu'ils vous rendent plus heu- « reux que moi. » Joseph promit le répit que lui demandait sa mère. Mais il n'eut pas même la décence de tenir sa parole et, dès le lendemain, il insistait auprès de sa mère. Kaunitz intervint. Il semble que, dans les pourparlers qui eurent lieu à cette occasion, Joseph s'entêtant plus que jamais dans ses prétentions, ait blessé l'amour-propre du chancelier, car celui-ci, exaspéré, offrit à son tour sa démission de toutes ses charges. L'imbroglio finit par une réconciliation générale, dans laquelle Joseph trouva moyen de faire triompher une partie de ses idées. D'autre part, Kaunitz ressentit une telle émotion qu'il en tomba malade. Le feld-maréchal Lacy s'était trouvé impliqué dans le différend. Il se passa alors quelque chose de fort mystérieux. Tout en multipliant vis-à-vis de ce général, devenu président du conseil aulique de guerre et ministre d'État et de Conférence, les marques les plus sensibles d'attention, Joseph s'avisa de remarquer que la santé du feld-maréchal laissait à désirer et exigeait beaucoup de repos. Il lui accorda spontanément la permission d'aller respirer l'air du midi. Lacy, qui ne se souciait nullement de s'absenter, résista un moment, et l'impératrice fit confidentiellement tous ses efforts pour l'encourager à refuser le congé qui lui était offert. Joseph devint plus pressant, et force fut à Lacy de s'exécuter. Son départ dans ces conditions, fit évé-

nement et donna lieu à toutes sortes de rumeurs dans les cercles de la Cour.

La plus affectée en réalité fut Marie-Thérèse, qui portait à Lacy une affection véritable. Sans fermer les yeux sur les défauts de cet homme de guerre, qui, joignant une science militaire très étendue à des qualités supérieures, déparait ses talents par un rare esprit de jalousie et d'orgueil, elle avait en lui une confiance absolue. Lorsqu'il fut appelé à présider le conseil aulique de guerre, elle crut devoir s'armer contre sa gratitude. « Vous ne devez accepter, lui écrivit-elle, aucune « recommandation de la part de ma famille et des gens de la « Cour, en déclarant nettement que vous avez la défense de « moi, et que, sans ma signature, vous n'osez rien proposer. « Il faut vous débarrasser de ces importunités. » Rien de mieux assurément. Seulement, comme sur beaucoup d'autres points, elle fut souvent la première à passer par dessus les sages principes que sa plume ou sa parole établissait. On sait que, à la mort de Daun, elle donna au jeune fils de ce vaillant général, la propriété du régiment de son père, avec le grade de colonel. Le jeune homme n'avait guère plus de dix-huit ans. Rien d'étonnant qu'il ait plus d'une fois négligé les devoirs que lui imposait sa position. Lacy fut forcé de se plaindre de lui à l'impératrice ; il ne fut guère écouté. « Je « ne suis pas plus satisfaite que vous, manda-t-elle à Lacy, « mais nous ne pouvons, vous et moi, oublier si vite la recon- « naissance que nous devons à Daun. Faisons tout notre « possible pour ramener le jeune homme, il faut pour cela de « la patience et du temps. »

Il suffisait qu'un officier eût quelque lien de parenté avec des familles affectionnées de Marie-Thérèse, pour qu'elle lui trouvât des mérites particulièrement dignes d'avancement ou de fortune quelconques.

Un autre jour, elle lui écrit : « Mon pauvre Reday vou-« drait mourir lieutenant feld-maréchal avec 3000 florins « d'appointements ; comme je ne puis gagner son âme (Reday « était protestant) je voudrais consoler ses derniers jours. « Veuillez en faire la proposition. »

Le troisième fils de Kaunitz, le comte François Wenzel, nommé enseigne à 17 ans, fut blessé à Torgau. A 21 ans, il était colonel du régiment de Bade, à 31, général-major.

A son tour Lacy ne manquait pas d'exigences envers l'impératrice. Malgré son avancement extraordinairement rapide, il n'était jamais pleinement satisfait et se prétendait toujours sacrifié. En décembre 1769, il jeta feu et flamme de ce que le duc d'Arenberg et le prince de Bade-Durlach eussent le pas sur lui comme feld-maréchaux, et de ce que l'empereur, passant par dessus la tête du président du conseil aulique de guerre, eut informé directement Laudon de sa nomination au poste de commandant général de la Moravie. Pour le calmer, Joseph consentit à faire dater la nomination de Lacy au grade de feld-maréchal du jour de son élévation au poste de président du conseil aulique de guerre. Lacy obtint ainsi l'ancienneté sur le duc d'Arenberg et le prince de Bade-Durlach. Mais Joseph profita de cette concession pour donner au vaniteux et envieux président, une leçon douce mais nette, sur le côté fâcheux de la jalousie.

Lors de son départ pour le midi de la France, le maréchal Hadik le remplaça provisoirement au conseil aulique de guerre. A son retour, Lacy réclama formellement sa mise à la retraite, et Hadik lui succéda définitivement.

Des circonstances nouvelles survinrent et aggravèrent les divergences radicales de vues et de sentiments qui troublaient les relations de Marie-Thérèse et de son fils. En 1770, le prince Clément de Bavière mourut. Il ne laissait pas d'en-

fants. Ce décès prématuré fixa l'attention des cours de l'Europe, surtout de celle d'Allemagne, sur le fait que, ni l'électeur Maximilien Joseph de Bavière, ni l'électeur Palatin n'avaient d'héritiers directs. Légalement leur succession revenait au duc de Deux-Ponts. Kaunitz qui, deux ans auparavant, avait traité de « ridicule » et « d'absurde », la perspective ouverte à ce jeune prince, commença à modifier son opinion. Un mot de Frédéric II, qui lui fut rapporté par le comte Nugent, ambassadeur autrichien à Berlin, lui fit croire que ce prince ne s'opposerait pas à certaines modifications de territoire entre la Bavière et l'Autriche. « Je serais fort ennuyé, avait dit le roi, si mes États étaient séparés les uns des autres, par des possessions étrangères. Par exemple, la Bavière vous conviendrait à merveille. Elle arrondirait l'Autriche, et la Maison Électorale est près de s'éteindre. » Nugent, un peu embarrassé, se hâta de répondre que jamais l'Autriche n'attaquerait iniquement un de ses voisins, mais qu'elle ferait valoir ses droits sur les fiefs bohêmes. Le roi répliqua : « Personne ne vous les contestera. »

De leur côté les deux Électeurs, inquiets des préoccupations qui se manifestaient autour d'eux, cherchèrent à se garantir mutuellement contre les éventualités du lendemain.

Sur ces entrefaites, le Palatin crut savoir que Frédéric se proposait de réclamer la possession du duché de Berg et de Juliers pour le duc de Deux-Ponts, avec lequel, avait-il dit, il saurait bien s'entendre. Sous la pression de ses anxiétés, il se rapprocha de la cour de Vienne qui, en 1761, lui avait garanti les deux duchés. Il fut bien accueilli. Rien ne pressait. Les circonstances se prêtaient à toutes les combinaisons. Le Palatin, fort attaché à son pays, semble avoir tenu la possession de la Bavière en petite estime ; de son côté, Kaunitz considérait celle des Pays-Bas comme une charge, plutôt

qu'un avantage. La conséquence naturelle de cet accord d'idées, fut de faire mettre très sérieusement sur le tapis l'échange de la Bavière (quand elle serait aux mains du Palatin) contre, soit la totalité des Pays-Bas, soit une certaine partie d'iceux, augmentée des duchés de Luxembourg et de Limbourg.

Le premier projet ne résista pas à un examen sérieux, à cause de l'opposition qu'il rencontrerait infailliblement de la part de la France et des Puissances Maritimes. Kaunitz s'attacha d'autant plus au second et une convention formelle, agréée des deux parties, venait d'être envoyée à la signature du Palatin, quand la mort de Maximilien-Joseph, survenue le 30 décembre 1770, vint précipiter les événements.

Aux termes de la convention arrêtée avec le Palatin, l'Autriche s'était fait reconnaître le droit, aussitôt la succession de la Bavière ouverte, de faire pénétrer un corps d'armée dans la Basse-Bavière. A la première nouvelle du décès de Maximilien-Joseph, Marie-Thérèse, saisie d'angoisses à la seule pensée des conséquences d'un pareil acte, supplia son fils dans les termes les plus émouvants, de ne rien précipiter. « Nos pré-« tentions sur la Bavière, disait-elle en terminant, sont suran-« nées et peu constatées de l'aveu même de Kaunitz. Vous le « savez aussi bien que moi. » Mais Joseph, cédant à la passion de gloire et de conquête qui le dévorait, demeura sourd aux instances et aux cris d'alarme de sa mère. Il oublia qu'il n'était que le co-régent et se conduisit en maître absolu. Pour toute réponse à l'impératrice, il signa l'ordre de marche du corps expéditionnaire destiné à envahir la Bavière.

Marie-Thérèse ressentit cruellement le coup qui lui était porté. Elle en fut un moment atterrée. L'ambassadeur de France, qui la vit le même jour, rapportant les incidents de l'audience au ministre des affaires étrangères, écrit : « Sa Ma-

« jesté m'a dit que la mort de l'électeur de Bavière allait « peut-être la replonger dans le plus grand trouble, alors « qu'elle ne pensait qu'à finir ses jours dans la paix et m'a « ajouté avec l'air de l'alarme : « J'espère que vous ne nous « quitterez pas. » J'ai assuré l'impératrice que nous étions ses « alliés pour tous les cas, pour tous les temps. Je lui ai de- « mandé si elle ferait marcher sur-le-champ des troupes dans « la Bavière. Elle m'a répondu : « Je l'ignore, » avec le ton, le « geste et le regard d'une personne qui veut faire entendre : « cela ne me regarde pas seule. « Mais, a continué l'impéra- « trice, si cela arrivait, ce ne serait sûrement que pour nous « mettre en possession de peu de chose. » J'ai répliqué à l'im- « pératrice, qu'elle était d'une grande sagesse, que certaine- « ment elle ne ferait rien avec précipitation..... L'impératrice « m'a dit : « Je vous remercie de cette réflexion, j'ai besoin « qu'on aide les miennes. »

Ses pensées devaient être d'autant plus pénibles qu'elle ne rencontrait pas d'appui. Kaunitz s'était fait le complice de Joseph contre son auguste bienfaitrice. Le 3 janvier 1778, à l'heure même où avait lieu l'audience du baron de Breteuil au palais impérial, Joseph, informant le chancelier des mesures belliqueuses qu'il venait d'ordonner, lui écrivait : « Enfin ! notre, ou plutôt *votre* grande affaire avance heu- « reusement ! »

C'est là un de ces cris du cœur rares chez Joseph. Peu de jours s'écoulent ; la convention, envoyée à Munich pour être ratifiée par le Palatin, ne revient pas. Ce retard trouble Joseph et met son imagination en campagne. « Mon cher prince, « écrit-il à Kaunitz, voilà de mes rêveries que je vous com- « munique..... Je vous prie de les lire et à 1 h. je viendrai « en causer avec vous. Vous rejetterez ce que vous ne trou- « verez pas bon, enfin vous en ferez choux ou raves. Je suis

« bien sûr, je le sais par expérience, que vous êtes excellent « cuisinier et saurez accommoder les choses. Adieu. »

Joseph, on le voit, savait caresser, au besoin, l'incurable vanité du vieux chancelier. Mais que penser de ce double rôle joué par Kaunitz, prêchant simultanément la paix à la mère, la guerre au fils ! La convention revient enfin ratifiée. Tandis que Joseph, rêvant d'exploits guerriers, commandait au lieutenant feldmaréchal Langlois, d'envahir la Basse-Bavière. Marie-Thérèse, qui se pâme dans l'illusion de la paix, écrit à Kaunitz : « Je suis d'un contentement d'autant plus grand que « mon cœur est tranquillisé. La monarchie vous doit encore « cet événement à vous uniquement ; et l'Europe doit me « rendre justice que j'ai le plus grand homme d'État et que « ce que d'autres gâtent vous réussit toujours. »

C'en était trop pour Kaunitz. Les fumées de l'orgueil aveuglèrent sa perspicacité habituelle. Il vit tout en beau et fit partager ses illusions à Joseph. Nul doute pour lui que la France ne s'empressât d'appuyer de toutes ses forces l'agrandissement de l'Autriche, que la Russie n'y applaudît, que le roi de Prusse, vieilli et ennuyé, ne laissât faire et que l'héritier présomptif du Palatin ne s'estimât heureux de recevoir la Toison d'Or autrichienne, en compensation des sacrifices qui lui seraient imposés. Dans ses calculs, il ne tenait aucun compte des dispositions du peuple bavarois et pensait parer à tout obstacle par des échanges de domaines ou des remaniements de territoires. Ces beaux rêves s'évanouirent successivement. Avec tous les ménagements possibles, mais d'un ton ferme, la France refusa de reconnaître l'obligation de consacrer le sang de ses enfants et ses finances à augmenter la puissance de la Maison d'Autriche. Frédéric II, non content d'intriguer de tous côtés pour susciter des obstacles à la réalisation des vues de la cour de Vienne, se prépara osten-

siblement à la guerre, la Russie prit une attitude presque menaçante. Le duc de Deux-Ponts, se souvenant tout à coup de l'affront qu'il avait reçu à Vienne, refusa la Toison d'Or et se jeta dans les bras du roi de Prusse. L'Autriche se trouva bientôt dans un isolement complet, n'ayant pour tout allié que l'électeur Palatin, encore celui-ci était-il en opposition avec ses propres sujets. De toutes ces déceptions, la plus pénible pour Kaunitz et ses augustes souverains, fut celle qu'ils éprouvèrent du côté de la France. Le chancelier subit une telle émotion, en écoutant la réponse du comte de Vergennes que lui lisait le baron de Breteuil, qu'il se laissa emporter par la colère et, interpellant le diplomate stupéfait, lui cria : « A quoi bon, Monsieur, faire des traités d'alliance ? » Quant à Joseph, il comprit qu'il avait été trop vite, mais il n'en fut que plus obstiné dans ses desseins. « Les choses nous ont mau-« vaise mine de tous les côtés, écrivait-il à son frère Léopold, « le 27 février 1778, il faut avoir du courage. » L'impératrice fut prise d'une agitation fiévreuse et maladive. Les responsabilités d'une guerre entreprise pour soutenir des prétentions injustes à l'héritage d'autrui, effrayèrent sa conscience. Comme dans la question polonaise, elle manqua de logique et d'énergie. Elle supplia vainement Joseph de rappeler le corps d'occupation de la Basse-Bavière et, sur le refus de son fils, se dépita, déclarant qu'elle ne s'occuperait plus de l'affaire. C'était aller au devant des désirs de Joseph, constamment prêt à jeter à la tête de sa mère, pour la moindre contrariété, sa démission de co-régent. Mais cet affaissement dura peu et, dès le 14 mars, elle adressait à son fils un « tableau de la « situation politique et militaire de l'Autriche, tracé avec « autant d'éloquence que de sagesse. » « Si la guerre éclate, « ajouta-t-elle de sa propre main, ne comptez plus rien sur « moi ; je vais me retirer en Tyrol, y finir mes jours dans la

« plus grande retraite, ne m'occuper que de pleurer le sort « malheureux de ma maison et de mes peuples, et tâcher de « finir chrétiennement mes jours malheureux. » Afin de la calmer, Joseph et Kaunitz s'unirent pour l'assurer qu'elle outrait les choses et qu'il suffirait de tenir au roi de Prusse un langage à la fois ferme et conciliant, pour lui ôter toute envie de guerroyer. Leur illusion était sincère, malgré les préparatifs militaires que Frédéric ne dissimulait pas, et elle prenait malheureusement ses racines dans une incurable présomption. Comment eût-il pu en être autrement, alors que Marie-Thérèse, afin de regagner quelqu'influence sur son fils et le rendre plus accessible à des idées pacifiques, le gonflait d'éloges hyperboliques ? Au mois d'avril, Joseph, qui était à l'armée de Bohême, ayant communiqué à sa mère un projet de lettre destinée au roi de Prusse, celle-ci lui répond : « Votre lettre est une pièce unique. Comment ne pas aimer « son si cher fils ? Si vous étiez un prussien, c'est tout dire à « cette heure, je tâcherais de vous acquérir. Jugez de ce que « mon cœur ressent, étant mon fils, et un tel fils, un phœnix ! »

Ainsi ébloui sur lui-même, Joseph s'était imaginé qu'il lui suffirait d'écrire au roi de Prusse pour convaincre ce monarque du bon droit de l'Autriche et l'amener à résipiscence. Bien que Frédéric eût répondu avec un ton fort déplaisant, l'empereur, tout en renonçant à continuer une correspondance qui tournait à l'aigre, avait pris la haute direction des négociations menées à Berlin par le comte Philippe Cobenzl. Ces négociations n'avançaient guère. Plus Marie-Thérèse manifestait d'inquiétudes, plus Joseph s'ancrait dans son pédant optimisme.

« Si nous avions la situation du roi de Prusse, écrivait « Marie-Thérèse le 22 mai, je ne penserais pas à la paix, « mais comme nous sommes, elle est très désirable et même

« nécessaire..... Il ne faut plus compter sur les emprunts des « Pays-Bas et les subsides de la France, qui seuls nous ont « fourni à soutenir la dernière guerre. »

« Il faut voir, répond Joseph ; pourvu que nos réponses ne « manifestent que fermeté, je crois qu'on en sortira encore « pas mal, mais il ne faut pas s'ébranler, quelque chose qui « arrive, et Votre Majesté ferait très bien, si elle voulait avoir « la bonté de faire connaître à ceux qui ont le bonheur de la « voir, qu'elle croit la guerre inévitable et sûre. Cela se dirait « et se saurait, ce qui ne pourrait qu'accélérer l'objet d'un « accommodement peut-être. »

« L'essentiel est que nous tenions ferme, mandait-il encore « le 1er juin. Je ne puis certainement pas répondre des « événements, mais si, comme tout le fait présumer, nous « sommes seuls à nous battre, je pourrais presque me flatter « que le roi paiera cher les avantages qu'il pourrait avoir. »

A mesure qu'augmentent les craintes de l'impératrice, dont la clairvoyance est aiguisée par le péril, Joseph se cantonne dans une superbe assurance : « Si nous tenons ferme, » écrit-il encore le 16 juin, « le roi entrera dans ce que nous voulons, « sans oser faire la guerre. C'est encore plus sûr que l'oracle « de Calchas. L'homme est démasqué, il ne faut que du cou- « rage jusqu'au bout. » Et le 24 juin, encore : « Je prévois « d'avance que le roi employera toutes les démonstrations « possibles, peut-être le rappel de son ministre des marches, « enfin, que sais-je moi ? Mais pour commencer vraiment la « guerre, j'en doute et ne le croirai que quand je le verrai, « pourvu qu'inébranlablement nous tenions ferme. Voilà l'es- « sentiel, le reste s'arrangera. »

Si absolue était la superbe confiance de Joseph en lui-même que l'approche même de l'armée prussienne ne put l'ébranler. Aussi la nouvelle que Frédéric avait franchi les frontières de

la Bohême produisit sur lui un effet écrasant. Incapable de supporter l'humiliante leçon donnée à sa suffisance, il perdit la tête et adressa à sa mère, sous la date du 7 juillet, une note affolée, qui fit à Vienne une impression de profonde consternation. Passant d'un extrême à l'autre, il vit tout perdu.

« Les circonstances extrêmes appellent, écrivit-il, les « mesures extrêmes. Le salut de la monarchie, dans cette « ruineuse et terrible guerre dépend d'un petit nombre de mo- « ments malheureux. L'ennemi que nous avons à combattre « nous est supérieur en forces, disposé à user de tous les moyens, « commandé par un grand homme de guerre. Nous sommes « sans alliés et réduits à nos seules ressources. Perdre une « seule seconde, tendre jusqu'à l'extrême la corde de l'arc « serait injustifiable. Il ne faut rien épargner, mais au con- « traire, à mon sens, il faut tout faire pour organiser un recru- « tement de 40,000 hommes, en prenant tout ce qui est apte « à porter les armes. Il faut faire de l'argent par tous les « moyens, augmenter les recettes, les impôts et diminuer les « dépenses sur tous les points, sans exception, faire appel au « concours de tous les citoyens. Il faut lever de l'argent à « l'étranger à n'importe quelles conditions. Quand la maison « brûle, il ne faut pas ménager le prix de l'eau..... proclamer « l'insurrection en Hongrie et en Transylvanie... Tout cela « doit être fait sans retard, immédiatement, avec la dernière « énergie, sans égard pour les maux qui en peuvent résulter... « se procurer des alliances et des troupes étrangères..... à « tout prix.....convoquer les ministres.....leur exposer briè- « vement la situation.....exiger que chacun se mette à l'œuvre « et fasse les derniers efforts. »

Plus maîtresse d'elle-même et depuis longtemps préparée aux surprises de son irréconciliable ennemi, Marie-Thérèse

s'attacha à relever le courage de son fils. Elle lui représenta que les mesures dont il parlait, exigeaient du temps, « mais, « ajouta-t-elle, il s'agit de vous sauver, de sauver les débris « de votre patrimoine ; je me sens ranimée, j'emploierai le « vert et le sec, l'épée seule ne suffit plus. Si vous pouvez faire « la paix sur le champ de bataille, faites-la à quelque condition « que cela soit. Ce ne serait pas faiblesse et s'il y en avait, « jetez-la sur ma tête grise, qui n'est bonne qu'à cela, je « tâcherai de vous seconder, de travailler pour vous seconder « et de travailler dans le même sens pour vous tirer le plus « vite possible de cette cruelle et dangereuse situation. »

Le même jour, 11 juillet, Joseph, de plus en plus éperdu, annonçait à sa mère l'éventualité de l'abandon de la Bohême. « Un heureux moment, disait-il, un peu de grâce divine, « pourrait seul réparer les inconvénients. Nous sommes à « l'attendre avec patience, mais non sans la plus grande « inquiétude. Si quelque moyen pouvait ramener la paix à « des conditions un peu honnêtes, ce serait un fort grand « bien, mais je n'en ai pas les moyens. »

Le 12 juillet, profondément ému de la lettre de sa mère qui vient de lui parvenir, il éclata en protestations de reconnaissance. « Qu'on est heureux d'avoir une telle mère et une « telle souveraine ! Et que j'aurais de reproches à me faire, « si ce précieux sang qui coule dans mes veines se démen- « tait jamais. Non, chère Mère, elle peut être assurée que je « redoublerai d'efforts, de raison et de courage pour la servir, « comme elle le mérite. »

Hélas ! le démenti ne se fera pas attendre plus de trois jours. Vivement effrayée des périls trop réels que courait la monarchie autrichienne, Marie-Thérèse a pris subitement la généreuse résolution de tenter une démarche directe auprès du roi de Prusse pour arriver à cette paix si désirée par

Joseph lui-même. Malgré les conseils contraires de Kaunitz, qui se résigne difficilement à l'aider, elle dépêche au camp prussien le baron Thugut, alors employé au ministère des affaires étrangères à Vienne, avec une lettre autographe confidentielle portant que, mûe par son cœur maternel, inquiète du sort de ses deux fils et de son gendre (l'archiduc Maximilien était près de Joseph et le prince Albert de Saxe commandait un des corps de l'armée de Bohême), elle a pris le parti de s'adresser au roi, à l'insu de l'empereur, et de le prier de bien vouloir reprendre les négociations, qui naguères, ont été rompues à son grand regret. Elle ajoute qu'elle a chargé Thugut de présenter au roi sa missive et de lui exhiber ses pleins pouvoirs. Thugut parti, avec un passe-port russe, Marie-Thérèse se hâte d'informer Joseph de ce qu'elle avait cru devoir faire dans l'intérêt de la paix. « Je vous préviens, « ajouta-t-elle, qu'ayant commencé cette besogne, je l'achèverai « selon ma tête, car il s'agit de vous et de la monarchie, ainsi « du tout au tout, et ma vieille tête grise peut supporter tout « et on peut la charger de tout le blâme. »

En apprenant la mission de Thugut, l'orgueil de Joseph se réveilla avec une violence qui lui fit perdre toute mesure. Dans sa colère, il déclara que, s'il avait eu le temps, il aurait envoyé à la rencontre de Thugut pour l'arrêter ; il accabla sa mère de reproches et poussa la démence jusqu'à menacer « de planter tout là et de s'en aller en Italie, sans passer par « Vienne. Sous l'aiguillon de sa gloriole blessée, il osa qualifier la conduite de l'impératrice « d'assommante ». « Me « voilà, dit-il en terminant, dans la position la plus affreuse ; « l'honneur de la monarchie, sa considération et la mienne « en compromis avec sa démarche et, si je veux sauver l'un « et l'autre, dans la triste nécessité de faire démonstration « publique de la différence de nos opinions et de la faiblesse

« personnelle de Votre Majesté pour la consistance de « l'État. »

La nuit ne porte pas conseil à ce type étonnant du plus étroit égoïsme, et le lendemain, il reproche à l'impératrice de se mettre en contradiction avec elle-même. « Quelle différence « d'un jour à l'autre, s'écrie-t-il, une lettre de Votre Majesté « me la montre dans toute sa vigueur, son courage. Elle veut, « elle reconnaît qu'il faut faire tous les efforts pour faire la « guerre, dans l'autre, elle ne parle que d'avilissement et de « la démarche la plus flétrissante qu'on ait encore imaginée. « Je n'en puis parler à personne. Dieu m'en garde ! Je crois « qu'avec le bon esprit qui heureusement règne ici, la moitié « de l'armée se sauverait. »

Or, le même homme, quelques jours avant, bouleversé par l'approche des Prussiens, avait donné l'ordre de vider les arsenaux, les caisses et les magasins de Prague, pour les mettre en sûreté, sans même réfléchir à l'impossibilité d'exécuter un pareil ordre, au péril d'affoler la population de la capitale de la Bohême et de jeter le pays dans le plus complet découragement !

Marie-Thérèse, forte de sa conscience, renferma sa douleur en elle-même et se borna à tenir son fils au courant des négociations de Thugut. Mais Joseph, tout en prétendant les vouloir ignorer et en garder le silence, ne sut pas même observer la moindre réserve vis-à-vis de ses maréchaux et de son entourage. L'amertume des propos qu'il tint sur sa mère, choqua le noble caractère de Laudon et ce vaillant officier n'hésita pas à rappeler son souverain, en termes respectueux mais fermes, à la raison. Il se fit un devoir de faire ressortir tout ce que la conduite de Marie-Thérèse dans ces circonstances, manifestait de sagesse, de générosité et de dévouement à ses devoirs de mère et de reine.

Malheureusement la leçon glissa sur Joseph. Il se raidit dans une attitude de morgue hautaine. Sa mère lui ayant communiqué la réponse négative du roi de Prusse à Thugut, il lui écrivit, le 24 juillet : « Votre Majesté a, sans me con-« sulter, commencé cette incroyable négociation. Elle vient « de la terminer... que me reste-t-il à dire ? L'affaire est sans « remède. Je ne dois plus que penser à sauver les débris de « l'honneur de l'État et le mien... La seule grâce que je lui « demande, c'est de vouloir avoir la bonté de m'épargner « dorénavant les questions quelconques qui pourront re-« garder cet objet, dont je ne puis ni ne veux de la vie, rien « savoir, ni souscrire. »

Son ressentiment s'étendit jusque sur Kaunitz, qu'il accusait fort à tort de conseiller Marie-Thérèse. Enfin, dans le puéril accès d'une humeur indigne de son âge, il refusa de recevoir Thugut,que sa mère voulait lui envoyer pour l'éclairer et prendre ses ordres. Cette dernière insolence fut vivement ressentie par l'impératrice.

Mais que ne peut pardonner le cœur d'une mère ! Elle essaya, dans une lettre des plus touchantes, de ramener son fils à la raison. Elle échoua complètement. Son chagrin fut immense. Elle avait besoin de s'épancher. Kaunitz, effrayé de l'orage et craignant de se compromettre, se faisait rare et fuyait les occasions d'à-parte. C'est à Mercy qu'elle se confie. Elle lui expose brièvement les faits et l'effort « qu'elle s'est imposé » pour tirer d'affaires son fils avec honneur. « Vous « verrez, ajouta-t-elle, comme j'ai été récompensée et, je vous « l'avoue, j'en suis si accablée, qu'il ne serait pas étonnant « que je succombe. Je suis, à la vérité, accoutumée d'être « toujours contredite et que rien qu'on propose n'est jamais « approuvé. » Elle fait un tableau fidèle des dangers qui menacent la monarchie « et, dit-elle encore, si les quatre

« maréchaux avaient voulu dire en avril et même en mai, la « vérité, on n'aurait pas rompu les négociations, mais alors « ils faisaient les courtisans et nous voilà dans l'embarras. »

Sa correspondance avec Joseph II, pendant cette étrange guerre sans combats sérieux, explique cette douloureuse prostration de l'impératrice. Joseph y prend une attitude d'Achille irrité, qui tantôt monte jusqu'à l'insolence, tantôt s'affaisse dans des effarements ridicules. Au mois d'août, Marie-Thérèse lui envoie des nouvelles de la négociation de Thugut et, en mère tendre, lui recommande de prendre soin de sa santé. Du haut de sa rogue importance, Joseph la rudoie : « La seule grâce que je demande, écrit-il, est de ne plus rien « me dire de cette négociation.. ... ou de me donner la con- « solante nouvelle que tout est rompu et que nous allons « nous battre comme quatre..... » Puis, s'échauffant tout à coup : « Tout cela, ajoute-t-il, passe ma conception. Et que « V. M. daigne ne pas croire que la mauvaise composition « de l'armée puisse faire son excuse et lui servir de prétexte, « encore moins ma précieuse conservation. Qu'elle sache « que toutes deux sont bonnes et que toutes deux seront « suffisantes, en employant toutes les ressources de la « monarchie, à sortir avec honneur, même avec avantage, de « cette guerre. Voilà ce que je puis lui assurer et je dois lui « avouer que ce grand intérêt pour ma petite santé, pendant « qu'elle n'en a aucune pour ma réputation et considération, ne « me touche aucunement, et que je sens que je dois être le « prétexte de la démarche qu'elle ne peut cacher à elle-même « avoir été et être d'une nature dont on n'a pas d'exemple. »

Il ne se contente pas de ces impertinences. Il se croit foudre de guerre et ose menacer sa mère de déclarer à toute l'armée, que s'il ne lui a pas fait cueillir de glorieux lauriers, la faute en est aux négociations de Thugut, car, s'il

ne marche pas à la victoire, c'est que « les gazettes ont parlé ».

Si sensible que fut Marie-Thérèse à ces odieuses objurgations, elle eut la force de se contenir.

« Je viens de recevoir la nouvelle du retour de Thugut, lui « répond-elle, et par là toute négociation est rompue. Voilà « vos souhaits accomplis, mais je ne me repens pas de ce que « j'ai fait..... Ma tendresse a été si mal payée que je n'ajoute « plus que de vous tirer de ce terrible pas était tout mon but ; « mais vous ne serez plus incommodé et je m'épargnerai par « là bien des sensibilités, car je ne connais pas qu'un souve- « rain a besoin de prétexte..... vous souhaitant autant de « bonheur et de prospérité que j'ai de chagrins et de peine. »

Deux jours après, l'humeur de son fils s'est encore aigrie, car « la dyssenterie règne furieusement dans son armée », et il adresse à sa mère le grave reproche de le contraindre à faire un semblant de guerre ruineuse pour arriver à une paix « honteuse, avilissante et nuisible. »

A la fin d'août, il est tombé dans les idées les plus noires. Il n'y a, selon lui, « que deux partis à prendre, ou faire la « paix le plus tôt possible et à tout prix, ou faire la guerre à « outrance ». L'archiduc Maximilien, qui est au camp impérial, survient à propos pour opérer une heureuse diversion. Puis le roi de Prusse, ayant mal engagé son armée, est contraint de se retirer par les rigueurs prématurées de la saison. Il quitte la Bohême. Le calme renaît au palais impérial, Marie-Thérèse oublie tous les torts de son fils et revient à son admiration continue pour lui.

Il semble toutefois que les procédés de l'empereur vis-à-vis de Marie-Thérèse, aient exercé une influence fâcheuse sur le caractère et la santé de cette princesse. Dans la correspondance de l'archiduchesse Christine, pendant l'été de 1778 qu'elle passa

à Schoenbrünn, l'impératrice nous est montrée, non seulement « d'une humeur massacrante », mais s'emportant à la moindre occasion, évitant, contre ses habitudes, de parler des événements du jour et presque toujours taciturne et sombre. Marie-Christine s'indigne surtout de l'attitude absolument inconvenante de Kaunitz, le véritable auteur de la guerre, à l'égard de sa souveraine. A plusieurs reprises, l'impératrice l'avait mandé à Schoenbrünn, sans qu'il lui plût d'y venir. « Enfin, écrit Marie-Christine à son mari, le duc Albert, le « 4 octobre 1778, enfin il a daigné se rendre à l'invitation de « S. M. Il tient à la guerre, car il trouverait de mauvais goût « d'avouer qu'on a fait une folie..... Il arriva à cheval et « se présenta botté et éperonné devant l'impératrice. Chaque « jour il gagne en raideur. Voilà en quelles mains sont tom- « bés les intérêts de la monarchie. »

Assurément les anxiétés personnelles de Marie-Christine réagissaient sur ses jugements, car au fond, Kaunitz, revenu de ses illusions, ne désirait que la paix. C'était aussi la pensée intime qui dominait Joseph sous ses apparences d'intraitable superbe. « Dieu veuille, écrivait-il à Lacy, le 18 septembre, « que nous finissions cette campagne avec l'ennemi hors de « la Bohême et puis une paix honnête et décente. » Deux mois après, oublieux de ses résistances acerbes, il se déclarait prêt à souscrire aveuglément à tout ce qu'il plairait à l'impératrice de décider. Le surlendemain, il insiste sur l'urgence de la paix et revient à l'idée de l'échange des Pays-Bas avec la Bavière.

A Vienne, où il se re ndit en novembre, il subit l'influence de l'atmosphère ultra-pacifique qui régnait dans les plus hauts rangs de l'armée. Son orgueil se consola par quelques échappées de langage sur le regret de dev oir renoncer à la gloire des conquérants. De son côté, le roi de Prusse, humilié

de l'échec d'une campagne entreprise sans but bien arrêté et d'autant moins glorieuse que, malgré la grande supériorité de ses forces, il n'avait abouti à aucun résultat sérieux, s'était épris des idées de paix. L'intervention amicale de la Russie et de la France trouva donc un accueil favorable chez les belligérants et, le 13 mai 1779, le traité de paix de Teschen rendit aux populations de l'Autriche et de la Prusse, le repos et la tranquillité.

Chacune des parties contractantes en fut, à peu de choses près, pour ses frais. Seule, Marie-Thérèse se réjouit sans arrière-pensée du retour de la paix. La révoltante attitude prise et maintenue vis-à-vis d'elle par Joseph, lors des négociations de Thugut, avait trop blessé son cœur aimant, pour que la plaie ne saignât pas longtemps encore. Joseph aurait pu la guérir en s'humiliant devant sa mère. Mais ce prince, absolument envahi par son moi, ne soupçonnait même pas le sens de l'humilité. Prodigue de protestations et de mots tapageurs, il s'étourdissait de ses creuses sonorités, au point de perdre la conscience de ses torts.

Au mois de juillet 1780, le prince Charles de Lorraine mourut à Tervueren, criblé de dettes et passablement décrié par certaines faiblesses de ses dernières années. Marie-Thérèse, qui lui avait voué une profonde affection, le pleura cordialement, se montra disposée à tous les sacrifices pour sauvegarder et honorer sa mémoire. « La perte de mon cher « beau-frère m'a été bien sensible, écrivit-elle à la C^tesse^ d'En- « zenberg, je ne l'oublierai jamais. » On sait qu'elle avait de tout temps conservé une haute idée des talents militaires de ce prince et, dans sa douleur, elle n'imagina pas pouvoir lui rendre plus glorieux et plus digne hommage, que de décréter que le régiment dont Charles était propriétaire, garderait son nom à perpétuité. Joseph, revenant de sa visite à l'impératrice

de Russie, se trouvait à Riga, quand il eut connaissance de la mort de son oncle et des dispositions projetées par sa mère. Il accueillit la nouvelle avec une froideur glaciale et, non content d'annoncer à sa mère qu'il n'en presserait pas d'un jour son retour à Vienne, il ajouta :

« Quant au régiment, il me paraît de mon devoir de faire « cette représentation à V. M. La distinction de garder à « perpétuité le nom de son propriétaire n'a jamais été « accordée qu'au prince Eugène. Je la laisse juger de ce que « toute la terre jettera de ridicule sur le défunt, si on le com- « parait à ce grand homme, qui a exactement gagné à la « Monarchie sept batailles, pendant que le prince Charles a « perdu, lui, sept autres : voilà la différence. Est-ce qu'elle « désirerait que le nom de Lorraine lui soit conservé? Je « dois encore lui laisser imaginer si, après avoir renoncé « positivement même à en porter le titre, il serait séant de « garder un régiment avec ce nom. Voici mes raisons, elles « me paraissent claires; et V. M. aura beau faire, Elle n'effacera « jamais dans l'esprit du public et de l'armée l'opinion « désavantageuse que les revers multipliés (et de quel genre !) « qu'il a eus pendant tout le temps qu'il a commandé des « armées, ont attirée sur la personne du prince. Mais, si Votre « Majesté voulait faire une grâce au régiment, ce serait de le « donner à mon neveu Ferdinand..... C'est tout ce que « je croirais faisable, ... plus nuira au défunt que lui fera « honneur, car il y a des choses qu'il ne faut plus rappeler à « la mémoire et ses batailles sont certainement de ce genre. »

Au fond, l'observation était juste, mais la forme franchement blessante sous laquelle il se complut à la présenter, témoigne chez ce prince d'une sourde et inexcusable irritation contre sa mère. Il semble que parfois sa plénitude de lui-même eût pétrifié chez lui l'intelligence. Jamais homme n'eut

moins que lui le sens de la délicatesse et le tact des ménagements vis-à-vis de ce qui n'était pas lui-même. Toute sa correspondance révèle le magister courroucé, toujours prêt à manier la férule à tort et à travers. Il se rend si peu compte de son manque inouï d'égards envers sa mère que, à propos du prince de Lorraine, il lui expédia deux jours après, de nouvelles et choquantes leçons : « Quant aux arrangements que « la mort du prince exige, lui mande-t-il, je ne doute pas que « le prince de Stahremberg (alors ministre plénipotentiaire « aux Pays-Bas) aura mis des bornes au pillage de ses do- « mestiques, qui étaient accoutumés à le faire, sa vie durant; « et que S. M. daignera avoir en considération les convenances « et les charges de l'État, dans tout ce que sa générosité lui « dictera. »

Ces derniers coups achevèrent de briser le cœur de Marie-Thérèse, déjà si douloureusement éprouvé. « Tout ce que « vous avez fait pour la mémoire de votre oncle, écrivit-elle à « Marie Antoinette, le 31 août 1780, vous fait grand honneur « et me touche au vif. Nous en sommes bien loin ici, et son « régiment, que j'avais tant souhaité qu'il puisse conserver « son nom, a été pour le nom donné à Charles, son filleul, en « Toscane, et, pour la propriété à un général bien mince. Cela « m'a fait une peine infinie. Je vous prie que cela ne vous « passe. »

Longtemps encore, l'impératrice se contint, mais les procédés de Joseph vis-à-vis de ses volontés dernières et de la mémoire de son oncle, s'étant aggravés, elle ne peut résister à la tumultueuse pression de sa douleur. Sa nature aimante et expansive, froissée dans ses fibres les plus intimes, fait explosion. C'est à Mercy, son loyal et fidèle ministre à Paris, qu'elle s'ouvre, qu'elle confie le poids de ses souffrances et de ses épreuves. La coupe de ses amertumes est pleine, elle se sent

à bout et,prête à succomber devant la montée de son calvaire, elle prophétise sa fin prochaine. « Vous verrez, écrit-elle le 3 « novembre 1780, au confident de ses peines, par une lettre « à la reine, ce que je touche sur le voyage de l'empereur. Il « en parle publiquement et même à Breteuil. Ces voyages « continuels mettent bien de l'amertume dans mes jours. « Comme je dois me croire le sujet de ces absences, jugez « combien j'en suis touchée et à la longue, je ne saurais le « supporter. J'ai de vifs chagrins sur le testament de mon « cher beau-frère. Cela va à l'indécence et, si je m'en mêlais, « irait encore pire. Ce n'est pas le seul inconvénient, tout se « fait avec la plus grande inconvenance et même perte et frais « qu'on aurait pu épargner à mes finances. Et mes enfants (le « duc Albert de Saxe-Teschen et l'archiduchesse Christine) « outre la perte que je fais d'eux, qui est grande pour moi, « auront et ont actuellement bien des déboires à supporter. « Tant que j'existe encore, je ne laisse rien toucher au gouver- « nement des Pays-Bas, mais je ne saurais croire que cela aille « plus loin : mes chagrins de toute espèce sont trop grands et « augmentent journellement et je suis sans secours ni aide ; à « mon âge cela ne se peut plus supporter et ma santé va « grand train. »

Si grand train en effet, que la mort approchait plus rapidement que Marie-Thérèse ne le pensait. Elle souffrait depuis quelque temps d'étouffements. Le 13 novembre, une pneumonie se déclara, qui ne causa cependant pas d'inquiétudes. Elle se sentait, disait-elle, devenir intérieurement comme de la pierre. Elle se plaignait en même temps d'un feu intérieur, faisait ouvrir sa fenêtre jour et nuit, et sans cesse demandait de l'air. Toutefois elle continua ses correspondances et ses occupations avec tant d'activité, qu'on se persuada aisément que son état n'avait rien de grave. Les symptômes fâcheux

augmentèrent peu à peu. Le 23 novembre, les accès de toux, suivis de longues oppressions, devinrent si violents qu'il lui fut impossible de demeurer couchée. Elle avait fait promettre à son premier médecin, le docteur Störck, qu'il l'avertirait sincèrement, le jour où il constaterait un danger pour elle. Le 24, dans la matinée, Störck s'acquitta fidèlement de son engagement. Elle l'écouta avec un calme complet. Ce jour-là, arrivèrent, de Presbourg, le duc Albert de Saxe et Marie-Christine. Elle voulut les recevoir et s'entretint longuement avec eux et avec l'empereur. Comme, pendant cette conversation, elle toussa peu, ils se retirèrent très rassurés. Störck, qu'ils firent appeler en particulier, ne crut pas devoir leur dissimuler la vérité. Albert et Christine en furent fort émus, mais l'empereur, qui survint en ce moment, s'obstinant dans son optimisme, se récria fort contre le fidèle médecin et s'emporta au point de lui reprocher de vouloir grossir le mal, pour se faire ensuite d'autant plus d'honneur de la guérison. Les objurgations de Joseph n'ébranlèrent pas la fermeté de Störck, car, le soir même, il prévint l'auguste malade qu'il était temps pour elle de faire prévenir son confesseur. Elle le remercia, lui renouvela son désir formel de tout savoir exactement sur son état et déclara qu'elle ne voulait pas voir d'autre médecin. La nuit du 25 fut mauvaise, néanmoins l'impératrice fit venir le matin ses enfants pour le déjeuner, et causa avec une telle liberté d'esprit qu'on ne pouvait croire qu'elle préparait l'acte sérieux de sa dernière confession. Mais laissons parler la fille aînée de Marie-Thérèse, l'archiduchesse Marie-Anne, qui a écrit la relation de la maladie suprême de sa mère, au jour le jour.

« La nuit du 24 n'ayant pas été satisfaisante, S. M. écri-« vit un billet à l'empereur, lui disant qu'elle voulait absolu-« ment recevoir les derniers sacrements. L'empereur qui n'était

« pas encore inquiet, essaya de l'en dissuader, mais obtint « seulement qu'on ajournerait l'extrême-onction. La triste « cérémonie eut lieu dans l'après-midi, elle fut publique. Le « nonce portait le St-Sacrement, et nous l'accompagnâmes « jusqu'à la chambre à coucher. L'impératrice était agenouil- « lée sur un prie-Dieu et portait sur sa tête un voile de deuil, « comme le vendredi-saint. Après la communion, elle se re- « posa un peu, puis nous reçut à six heures, avec une gaîté « qui nous étonna. Sa respiration paraissait un peu plus libre, « mais cela dura peu et bientôt les étouffements reprirent. « Pendant la nuit du 26 au 27, elle ne put même rester sur sa « chaise longue et dut se mettre sur un fauteuil. L'empereur, « qui couchait dans une chambre à côté, assista pour la pre- « mière fois à ces terribles crises d'étouffement et dès lors « perdit tout espoir. La nuit du 28 fut tellement mauvaise « qu'on craignait que S. M. ne passât. Störck dit qu'il était « temps de recevoir l'extrême-onction et, à quatre heures du « matin, on vint nous chercher, tout en nous disant que « Störck nous dispensait d'assister à la cérémonie, si nous crai- « gnions d'en être trop vivement impressionnés ; mais nous « vînmes tous et nous nous agenouillâmes auprès d'elle. S. M. « s'unit aux prières avec une grande dévotion; après la cérémo- « nie, elle demeura seule avec son confesseur quelque temps : « puis nous revînmes, l'empereur, Maximilien, Christine son « épouse, Élisabeth et moi. Nous étant placés en cercle autour « du fauteuil de S. M., Elle nous parla pendant vingt minutes « d'une voix claire et intelligible. Elle nous remercia de l'avoir « aimée si tendrement et nous dit les choses les plus touchan- « tes, en fondant en larmes. L'empereur voulut répondre, « mais il ne put que sangloter, s'agenouiller près de sa mère, « reçut sa bénédiction et lui serra la main. A la fin, S. M. « nous dit : Allez, il m'en coûte trop de vous voir. L'empereur

« seul demeura,elle lui parla longuement,lui donna sa bénédic-
« tion pour ses frères et sœurs absents, écrivit beaucoup, ex-
« pédia quelques affaires,donna ses dernières recommandations
« pour son enterrement et (détail typique) régla les prières
« qu'on devait réciter.

« La nuit du 29 fut affreuse. S. M. eut des étouffements
« pendant lesquels, plus d'une fois, elle faillit passer. Lors-
« qu'elle reprit ses sens, il nous sembla qu'elle était disposée
« au sommeil. Comme elle voulait s'empêcher de dormir,
« nous lui conseillâmes de ne pas lutter, mais elle nous dit :
« Comment voulez-vous que je m'endorme, lorsque, à chaque
« instant, je puis être appelée devant mon Juge ? Je crains de
« m'endormir, je ne veux pas être surprise, je veux voir venir
« la mort. A cinq heures, elle demanda du café au lait, on lui
« en apporta, elle en but deux tasses. Elle voulut que l'empe-
« reur fût servi à son goût, mais il ne put manger tant il était
« ému. Après la messe, je causai une demi-heure avec elle.
« Nous parlâmes des moindres choses. S. M. avait les idées
« aussi nettes que lorsqu'elle était en pleine santé. Sa voix
« était seulement creuse et éteinte, son visage était très
« changé et portait les signes avant-coureurs de la mort. Elle
« m'embrassa et me bénit encore. Élisabeth vint ensuite, puis
« Marie-Christine ; après avoir parlé à chacune de nous en
« particulier, elle désira ne plus nous voir entrer dans sa
« chambre, parce qu'elle ne voulait pas que ses filles la
« vissent mourir. Nous allâmes à l'église. »

« Pendant cette après-midi, elle parla de tout avec l'empe-
« reur, en français, mais elle souffrait beaucoup de la soif, à
« cause de la gangrène. Durant toute sa maladie, elle avait
« pris avec la plus grande impatience les médecines qu'on lui
« avait ordonnées. Trois heures avant sa mort, Störck lui
« ayant apporté une autre potion, elle dit en souriant : « Je

« pense que ceci est destiné à me soutenir, je ne le prendrai « donc pas. » Cinq minutes avant sa mort, elle se leva avec « violence de son fauteuil, fit quelques pas jusqu'à sa chaise « longue et s'y affaissa. On l'étendit aussi bien que possible et « elle s'aida encore. L'empereur lui dit : « Vous êtes mal ? » Elle « lui répondit : « Assez bien pour mourir. » Elle dit à Störck: « Allumez le cierge mortuaire, et fermez-moi les yeux, car ce « serait trop demander à l'empereur. » L'empereur s'agenouilla « près d'elle, Maximilien et le prince Albert firent de même. « Nous fûmes appelées trop tard..... »

Ce récit, écrit d'une main filiale et chrétienne, est émouvant. Une leçon cependant s'en dégage et montre combien il est difficile aux maîtres de la terre de se renoncer complètement, même devant la mort.

La mort de la *grande impératrice*, en livrant, sans contre-poids, aux mains de Joseph II, les destinées de la monarchie autrichienne, était une véritable catastrophe. « Elle y jeta, dit « le prince Albert, la consternation et la tristesse. L'impression « fut des plus vives, surtout chez les gens de la cour et de la « ville de Vienne, qui avaient été à même de la connaître de « près et d'apprécier ses rares qualités et ses vertus. Mais ce « qui prouve combien les petites choses peuvent influer sur « les sentiments de la populace, c'est que celle de la capitale, « d'ailleurs si bonne et si attachée à ses maîtres, ne témoigna « pas en cette occasion, la tristesse qu'on devait en attendre ; « un impôt, qui avait été mis peu avant sur la boisson, l'ayant « indisposée au point que beaucoup d'individus de celle-là « assistèrent même, avec une indifférence tout à fait scanda- « leuse, à son convoi funèbre. »

Le long règne de Marie-Thérèse peut se diviser en deux parties bien distinctes, dont la seconde a été la contre-partie de la première et est précisément celle qui lui a malheureuse-

ment attiré les hommages, les louanges et les enthousiastes acclamations du libéralisme.

Elle est vraiment grande, belle, admirable lorsque, dans les premières années de son règne, sans autre appui que celui d'alliés égoïstes et toujours prêts à marchander leur concours, elle lutta vaillante, intrépide, inébranlable dans la justice de sa cause, et résiste fièrement, avec une poignée de soldats, aussi mal organisés que mal commandés, aux cupides et déloyales aggressions de Frédéric II, que secondent la France, la Bavière et la plupart des princes protestants de l'empire. Elle peut être vaincue, humiliée, spoliée, elle ne sera jamais abattue. Son énergie, sa force d'âme, sa foi font face à tous les revers. Rien ne peut la faire faiblir un instant, son regard brave les plus menaçants périls, son vif et joyeux courage électrise les plus timides, fait sortir de terre les armées, crée des héros et ramène la victoire sous ses drapeaux, et, s'il ne lui rend pas la Silésie, arrache du moins des mains du traître et parjure roi de Prusse, le fruit de ses triomphes et de ses trahisons. François de Lorraine a beau se faire sacrer empereur, il disparaît, il est absolument absorbé et anéanti dans le rayonnement des splendeurs morales de la grande reine. La froide et positive Angleterre se passionne pour elle. Si elle n'a pu faire rendre gorge entièrement à son implacable ennemi, on peut l'attribuer à l'excès des meilleures qualités de son cœur.

Dans la maturité de son âge et sous la pression de sa pensée dominante, le recouvrement de la Silésie, elle rompt avec ses anciennes alliées, les puissances maritimes, trop revêches à cette idée, traite avec la France, qui lui apporte une série de cruelles déceptions et se confie à Kaunitz, boîte de Pandore vivante, qui sera le véritable fléau de ses dernières années.

Tant que durent les orages, les tempêtes et les luttes de toute nature, Marie-Thérèse les domine de toute la hauteur

de sa vaillante âme. Mais peu à peu les désillusions, en se succédant, pèsent sur son caractère, l'affaissent et les affections de son cœur, venant, à la suite de la mort de François de Lorraine, se concentrer sur Joseph II, avec la fougue qu'elles apportaient en tout, elle cesse d'être elle-même.

On la voit, poussée à la fois par Joseph d'un côté, par Kaunitz de l'autre, s'engager péniblement dans la voie de rapine et de spoliation que lui ouvrent la Prusse et la Russie. Elle trahit la Porte, elle prend part au partage de la Pologne, elle rêve de ressaisir sur la Bavière ce que Frédéric lui a enlevé en Silésie. Elle pleure, elle gémit, elle s'accable de reproches, elle se condamne elle-même, mais elle n'a plus la force de résister et consent à toutes les iniquités. Elle s'était mariée selon ses affections ; elle n'accordera le même bienfait qu'à sa fille Marie-Christine et sacrifie impitoyablement ses autres enfants aux seules considérations de l'intérêt, de l'ambition ou de la politique. Elle est fière de sa vertu et, sur les conseils de Kaunitz, elle s'incline devant le vice adulé. Elle aime, elle estime les Jésuites et se croit généreuse de laisser le champ libre à leurs persécuteurs, livrant les chaires des universités, les âmes de la jeunesse catholique, au délétère enseignement des juifs, plus ou moins masqués de christianisme, et des libres-penseurs. Catholique elle-même, elle se croit au-dessus des lois de l'Église et prétend faire courber le pape sous ses *placets*. Ce n'est plus Marie-Thérèse qui dirige les destinées de l'Autriche à partir de la mort de François de Lorraine, mais Joseph II, doublé de Kaunitz; et les fâcheuses ombres laissées par la dernière partie du règne de la fille des Habsbourgs, obscurcissent tristement, pour tout esprit chrétien, les gloires lumineuses du début. Parfois sa conscience froissée se révolte, et elle paraît prête à lui obéir. Alors Kaunitz intervient, et elle retombe dans son affaissement. La brutale ingratitude de

Joseph la piétine sans relâche, elle en souffre cruellement, et son aveugle affection pour ce fils dénaturé, ne se borne pas seulement à l'excuser, mais elle est constamment en quête de quelqu'endroit par lequel elle puisse le louer, l'admirer, le porter aux nues. Les souffrances morales causées dans ce cœur trop sensible par l'inexcusable cruauté de Joseph à son égard, finirent par réagir sur sa santé. Les deux dernières années de sa vie furent pour elle un long martyre. Elle supporta l'expiation avec courage et patience, en s'appuyant uniquement sur la prière et sa foi dans la miséricorde de Dieu. Elle sut mourir en chrétienne et le Divin Maître, qui lui a fait partager son Calvaire et son agonie, lui a, c'est notre ferme espérance, fait partager sa gloire dans l'Éternité.

TABLE DES MATIÈRES.

DEUXIÈME VOLUME.

Chapitre Treizième.. 1

SOMMAIRE. — Portrait de Kaunitz. — Il est appelé dans la Conférence. — Rapprochement avec la France. — Kaunitz à Paris. — Chute d'Ulfeld. — Kaunitz grand-chancelier. — Complications avec l'Angleterre. — Négociations avec la France. — Traités de Versailles. — Ces traités devant la Conférence. — Marie-Thérèse et les Pays-Bas. — Opinion de Kaunitz sur la question de la cession des Pays-Bas à la France. — Marie-Thérèse et l'ambassadeur anglais Keith. — Négociations avec la Russie. — Le traître Menzel.

Chapitre Quatorzième... 46

SOMMAIRE. — Ouverture des négociations avec la France. — L'Angleterre entame les hostilités. — La czarine Élisabeth offre à Marie-Thérèse une alliance offensive contre la Prusse. — Vains efforts du gouvernement anglais pour amener la chute de Kaunitz et la rupture des pourparlers engagés à Paris. — Les traités de Versailles. — Louis XV exige la cession des Pays-Bas. — Contre-proposition de Kaunitz. — Explications catégoriques données par Marie-Thérèse à l'ambassadeur anglais Keith. — Frédéric II affecte de se montrer inquiet des armements de l'Autriche et lui cherche noise à ce sujet, en même temps il met ses troupes sur pied. — Le jour où arrive à Berlin la réponse de Kaunitz, les Prussiens envahissent la Saxe.

Chapitre Quinzième 65

SOMMAIRE. — Ouverture de la campagne de 1756. — Browne et Piccolomini. — Frédéric II envahit la Saxe. — Combat de Lobositz. — Capitulation de l'armée saxonne. — Nouveaux préparatifs de guerre. — Frédéric II et la franc-maçonnerie. — Plan de campagne. — Négociation avec la Russie. Apraxin. — Déceptions à Vienne. — Propositions de Frédéric II à l'électeur de Saxe. — Premiers succès des armées autrichiennes, — Premières opérations militaires de l'armée autrichienne. — Le prince Charles de Lorraine est appelé au commandement en chef des armées autrichiennes. — Avis de l'évêque de Spire. — Illusion de l'impératrice et du comte Browne. — Invasion de la Bohême par Frédéric II. — Départ du prince Charles de Lorraine pour l'armée. — Désolation de Browne. — Bataille de Prague. — Mort du maréchal de Schwerin. — Défaite des Autrichiens. — Le feldmaréchal comte Daun. — Il prend le commandement du corps de Serbelloni. — Désobéissance du général comte de Puebla. — Bataille de Kolin. — Défaite des Prussiens. — Lettre du prince Henri de Prusse. — Joie délirante à Vienne. — L'impératrice et Daun. — Délivrance de Prague. — Les cours alliées de l'Autriche insistent pour obtenir que Daun remplace le prince Charles à la tête de l'armée. — Refus de l'impératrice. — Mollesse du prince Charles de Lorraine.

Chapitre Seizième 100

SOMMAIRE. — Marie-Thérèse et ses alliés. — L'armée française en Allemagne. — L'armée des Cercles. — Le duc de Saxe-Hildburgshausen et le prince de Soubise. — Plaintes contre le prince Charles de Lorraine. — Le lieutenant feldmaréchal

Hadik. — Son expédition dans la marche de Brandebourg. — Hadik à Berlin. — Bataille de Rossbach. — Prise de Schweidnitz par les Autrichiens. — Défaite du duc de Bevern. — Le duc est fait prisonnier. — Prise de Breslau. — Bataille de Leuthern. — Évacuation de la Silésie. — Les Prussiens couvrent Breslau et Liegnitz. — Retraite d'Apraxin. — Brillante situation de Frédéric à la fin de l'année 1757.

Chapitre Dix-Septième 120

SOMMAIRE. — Énergie de Marie-Thérèse. — Le comte de Stainville à Vienne. — Lamentable campagne d'hiver du comte de Clermont en Hanovre. — Modifications ministérielles en France. — Convention du 16 avril 1758 entre la Prusse et l'Angleterre. — Mesures de réorganisation de l'armée autrichienne. — Élan patriotique de la Hongrie et de la Bohême. — Enquête sur les causes des désastres de la campagne de 1757. — Le prince Charles de Lorraine donne sa démission de général en chef de l'armée autrichienne. — Il est remplacé par le comte Daun. — Prise de Schweidnitz par les Prussiens. — Frédéric assiège Olmutz. — Agitation à Vienne. — Combat de Dornstadt. — Levée du siège d'Olmutz. — Lenteur de Daun. — Bataille de Hochkirch. — Défaite du roi de Prusse. — Énergie de Frédéric. — Daun perd par ses retards, les fruits de sa victoire. — Frédéric dégage Neisse assiégé par le comte de Harsch et force Daun à se retirer en Bohême. — Générosité de Marie-Thérèse. — Murmures du public contre Laudon. — Larges distributions de récompenses dans l'armée. — Chute du cardinal de Bernis. — Avènement du duc de Choiseul au ministère. — Nouveaux traités de l'Autriche avec la France.

Chapitre Dix-Huitième 144

SOMMAIRE. — Prodromes de la campagne de 1759. — Retards de l'entrée des Russes en campagne. Soltikoff bat le général prussien Wedel. — Marche du roi de Prusse contre les Russes. — Bataille de Kunersdorf. — Défaite des Prussiens. — Soltikoff refuse de les poursuivre. — Inertie de Daun. — Mécontentement populaire. — Retraite des Russes. — Opérations militaires dans la Saxe. — Combat de Maxen. — Laudon rallie Daun. — Faveurs dont il est l'objet. — Deux traits de son caractère.

Chapitre Dix-Neuvième 157

SOMMAIRE. — Négociations diplomatiques. — Resserrement des traités entre l'Autriche et la Russie. — Tentatives de paix générale. — Plans de campagne présentés par Lacy et Laudon. — Jalousie de Lacy contre Laudon. — Le général Fouqué est battu et fait prisonnier par Laudon. — Siège et prise de Glatz. — Le Feldzeugmestre comte de Harsch. — Siège et bombardement de Dresde. — Apathie de Daun. — Frédéric lève le siège de Dresde. — L'armée russe. — Entreprise de Laudon contre Breslau. — Bataille de Liegnitz. — Défaite de Laudon. — Soulèvement d'opinion contre Daun et Laudon. — Grandeur d'âme de Marie-Thérèse. — Marche des Russes et des Autrichiens sur Berlin. — Prise de Berlin. — Retraite des Russes. — Bataille de Suptitz. — Ses étranges incidents. — Victorieux à 6 heures du soir, Daun est battu à 8 heures. — Émotions successives en sens divers à Vienne. — Les révélations du rapport de Daun. — Daun peint par lui-même.

Chapitre Vingtième 197

SOMMAIRE. — Mort du roi Georges II d'Angleterre. — Mariage de l'archiduc Joseph. — Le prince Wenzel de Liechtenstein à Parme. — Fêtes du mariage à Vienne. — Portrait de l'archiduchesse Isabelle, première femme de Joseph. — Ses pressentiments et sa mort. — Tendances générales vers la paix. — Kaunitz et Choiseul. — Projet de Congrès à Augsbourg. — Marie-Thérèse se dispose néanmoins à la guerre.

— Grosse question du commandement en chef. — Il est conféré à Daun. — Plans de campagne. — Un traître à la cour de Russie. — L'armée russe en Silésie. — Sa brusque retraite. — Surprise de Schweidnitz. — Une légende. — Marie-Thérèse récompense magnifiquement Laudon et ses soldats. — Les nouvelles illusions sur Daun. — Prise de Colberg. — Retour triomphal de Laudon à Vienne. — Deux épisodes peu connus.

Chapitre Vingt-et-Unième,.. 225

SOMMAIRE. — Lassitude générale de la guerre. — Détresse financière de l'Autriche. — Économies forcées sur les dépenses militaires. — Une lettre de Lacy. — Mort de la czarine Élisabeth. — Manifeste de Pierre III. — Traité entre la Russie et la Prusse. — Impressions douloureuses de Marie-Thérèse. — Désarroi du conseil aulique de guerre. — Laudon refuse le commandement en chef de l'armée qui est donné à Daun. — Défaite de l'armée des Cercles sous les ordres de Serbelloni. — Czernitscheff reçoit l'ordre de se joindre à l'armée de Frédéric. — Obstination de Daun. — Sa défaite à Burkersdorf. — Siège de Schweidnitz par le roi de Prusse. — Chute et mort de Pierre III. — Trahison de Czernitscheff. — Avances de la czarine Catherine à Marie-Thérèse. — Vaillante défense de Schweidnitz. — La place se rend à discrétion. — Brillantes récompenses à la garnison. — Serbelloni est remplacé à l'armée des Cercles par Hadik. — Dévastations prussiennes dans la Franconie. — Négociations actives de paix. Traité de Hubertsbourg.

Chapitre Vingt-Deuxième... 252

SOMMAIRE. — Création du Conseil d'État. — Hésitations de l'empereur. — Centralisation administrative. — Réorganisation du Conseil Aulique de guerre. — L'archiduc Joseph est appelé à prendre part aux délibérations du Conseil d'État.

Chapitre Vingt-Troisième... 261

SOMMAIRE. — Candidature de l'archiduc Joseph comme roi des Romains. — Négociations. — Le comte de Pergen. — Départ de l'empereur et de l'archiduc pour Francfort. — Mœurs antiques et nouvelles en présence. — Le landgrave de Hesse-Cassel. — Le prince d'Anhalt-Zerbst. — Couronnement de Joseph. — Kaunitz est créé prince du Saint-Empire. — Mariages de Joseph avec la princesse Josepha de Bavière et de l'archiduc Léopold avec l'Infante d'Espagne. — Mort subite de l'empereur François. — Son caractère et sa situation de prince consort. — Son testament. — Douleur de Marie-Thérèse. — Joseph co-régent. — Mort du comte de Haugwitz et du maréchal Daun. — Un portrait de Joseph II par le prince Albert de Saxe. — Les premiers écrits politiques de Joseph II. — Son infatuation de lui-même. — Ses premiers différends avec sa mère. — Joseph II et l'impératrice Josepha. — Mort de l'impératrice Josepha. — Maladie de Marie-Thérèse. — Suite de décès dans la famille impériale. — Profonde affliction de Marie-Thérèse. — Marie-Antoinette.

Chapitre Vingt-Quatrième... 302

SOMMAIRE. — Impressions de Marie-Thérèse. — Modifications ministérielles. — Mort du roi de Pologne. — Candidatures de l'électeur de Saxe, fils du roi, et de Stanislas Poniatowski. — Intervention de Catherine II et du roi de Prusse. — Mort du jeune électeur de Saxe. — Élection de Stanislas Poniatowski. — L'Autriche et la France reconnaissent Stanislas comme roi de Pologne. — Divergences entre la Russie et la Prusse. — Appel de Laudon à Vienne. — Convention secrète entre la Russie et la Prusse. — Étrange combinaison politique de Kaunitz. — L'Autriche

concentre des forces considérables sur les frontières de la Hongrie. — Occupation du district polonais de Zips. — Rapprochement avec la Prusse. — Entrevue de Neisse. — Seconde entrevue à Neustadt. — Kaunitz et le roi de Prusse. — La guerre russo-turque. — Perplexités de Marie-Thérèse. — Ses pénibles relations avec Joseph.

Chapitre Vingt-Cinquième. 328

SOMMAIRE. — Traité secret entre l'Autriche et la Turquie. — Occupation du district polonais de Zips par les troupes autrichiennes. — Tension entre les cours de Vienne et de St-Pétersbourg. — Déclaration de Marie-Thérèse à Lord Stormond. — Un mot de trop au ministre du roi de Prusse à Vienne. — Premières insinuations de l'empereur Joseph II et de Kaunitz en vue du partage de la Pologne. — Confidence de Kaunitz au prince Galitzin. — Son mémoire aux sept faces. — Luttes de Marie-Thérèse contre elle-même. — Scrupules et défaillances. — Premier partage de la Pologne.

Chapitre Vingt-Sixième 369

SOMMAIRE. — Situation ambiguë de l'Autriche vis-à-vis de la Turquie. — Négociations tendant à l'annulation de la Convention de 1771. — Les habiletés de Kaunitz. — Noble réponse du sultan. — Paix de Kainardsche. — L'annexion de la Bukovine.

Chapitre Vingt-Septième 381

SOMMAIRE. — Dissentiments entre Marie-Thérèse et Joseph II. — L'infante de Parme et du Tillot. — Conflit avec le Saint-Siège, — Mort du duc de Parme. — Vues de Marie-Thérèse sur le jeune duc de Parme pour l'archiduchesse Amélie. — Différence d'âges. — Le duc de Deux-Ponts sollicite la main de l'archiduchesse Amélie. — Avis dédaigneux de Kaunitz. — Le duc de Deux-Ponts est refusé. — Marie-Thérèse soutient du Tillot contre Clément XIII. — Rapport typique de Kaunitz à Marie-Thérèse. — Kaunitz et le Saint-Siège. — Opinion de Joseph II. — Mort de Clément XIII. — Proposition de Kulturkampf adressée par Kaunitz à l'impératrice. — Marie-Thérèse et Clément XIV. — Les ménagements. — Colère de Kaunitz. — Affaiblissement de Marie-Thérèse. — Marie-Thérèse et les Jésuites. — Van Swieten. — Laïcisation des universités, gymnases et écoles. — Projets de réforme de Joseph II. — Conflits entre la mère et le fils. — Angoisses de Marie-Thérèse. — Elle cède. — Projets d'abdication. — Joseph offre sa démission de co-régent. — Joseph II et Lacy. — Mort du duc Clément de Bavière. — Négociations avec les électeurs de Bavière et du Palatinat. — Mort de l'électeur de Bavière. — La guerre en Bavière. — Angoisses de Marie-Thérèse. — Elle veut la paix à tout prix. — C... de Teschen. — Mort de François de Lorraine. ...se. — Jugement sur son

1882/83-1894, dans Sér. 1, v.12
1882/83-1906, 1v. (bilingue)
v. 36, 1882/83-1942, Transactions
1v.
1-35, 1907-1941, Sect. 1-5, index
(voir carte 4)

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

DEC 14 2000
DEC 12 2000
JAN 17 1989
NOV 06 1991
AOUT AUG 2
30 OCT. 1991
15 FEV. 1994
02 FEV. 1994
NOV 10 2005
UONOV 17 2006

IRRÉPARABLE
IRREPARABLE

DB 71 .V54 1895 V.2
39003 001469351